


MOTTLEY

RÉVOLUTION

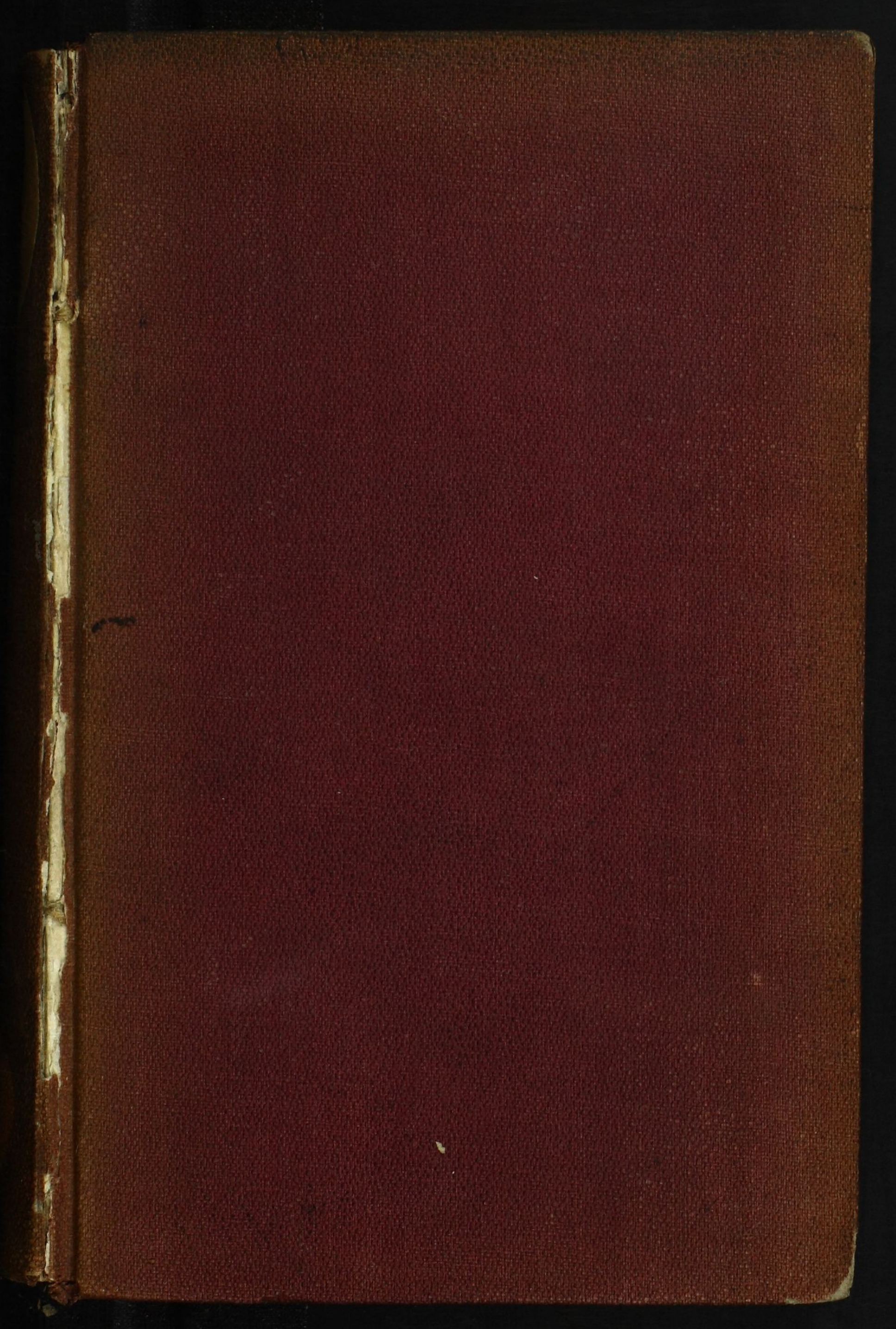
DES

PAYS-BAS

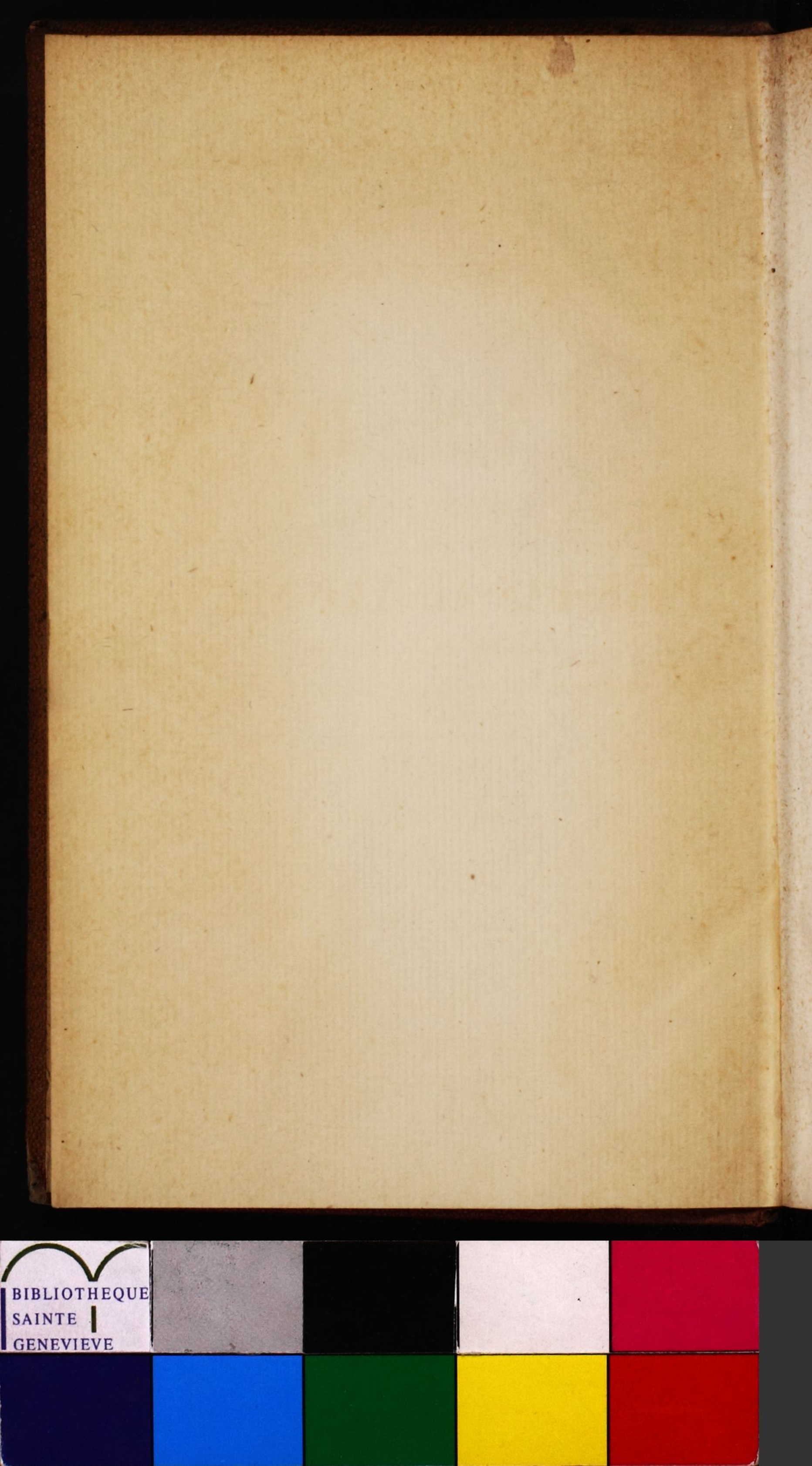
5

PERSON






BIBLIOTHEQUE SAINTE-GENEVIEVE
D 910 937885 8


BIBLIOTHEQUE
SAINTE
GENEVIEVE

# LA RÉVOLUTION

DES

# PAYS-BAS AU XVIe SIÈCLE

FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE DES PROVINCES-UNIES

---

# LA RÉVOLUTION

DES

# PAYS-BAS

AU XVIe SIÈCLE

PAR

JOHN LOTHROP MOTTLEY

TRADUIT DE L'ANGLAIS

PAR GUSTAVE JOTTRAND ET ALBERT LACROIX

---

TOME CINQUIÈME

---




PARIS

C. MARPON ET E. FLAMMARION

LIBRAIRES-ÉDITEURS

1 à 9, Galeries de l'Odéon, et rue Racine, 26

# CINQUIÈME PARTIE

---

## DON JUAN D'AUTRICHE

1576-1578

# CHAPITRE I

## LE HÉROS DE LÉPANTE

### 1576-1578

Naissance et parents de Don Juan. — Barbe Blomberg. — Première éducation de l'enfant. — Philippe le reconnaît comme son frère. — Bataille de Lépante. — Orgueil extravagant du vainqueur. — Arrivée soudaine et secrète du nouveau gouverneur dans les Pays-Bas. — Contrastes entre Don Juan et Guillaume d'Orange. — Secrètes instructions de Philippe et projets personnels du Gouverneur. — Conduite prudente du Prince, sa correspondance. — Nature des négociations préliminaires avec Don Juan à Luxembourg. — L'Union de Bruxelles. — Reprise à Huy des négociations avec le Gouverneur. — Analyse et critique des discussions. — Influence du nouvel empereur Rodolphe II et de ses envoyés. — Signature du traité de Marche en Famenne, autrement dit : Édit perpétuel. — Remarque sur cette convention. — Projets et efforts d'Orange contre ce traité. — Sa lettre aux États-Généraux, au nom de la Hollande et de la Zélande. — Désir du gouvernement de gagner le Prince. — Mission secrète de Léoninus. — Les instructions que lui donne Don Juan. — Vaines tentatives pour corrompre le Prince. -- Correspondance secrète entre Don Juan et d'Orange. — Don Juan à Louvain. — Ses efforts pour s'acquérir les bonnes grâces du peuple. — Sa popularité naissante. — Départ des troupes espagnoles. — Le duc d'Aerschot nommé gouverneur de la citadelle d'Anvers. — Sa duplicité.

Don Juan d'Autriche venait d'entrer dans sa trente-deuxième année ; il était né à Ratisbonne le 24 février 1545. Il avait pour père Charles-Quint, empereur d'Allemagne, roi d'Espagne, dominateur en Asie, en Afrique et en Amérique ; et pour mère Barbe Blomberg, lavandière de Ratisbonne. Présentée dans l'origine à l'Empereur, pour alléger par ses chants la mélancolie de celui-ci, elle épuisa bientôt, faut-il croire, tout ce que sa nature comportait d'harmonie, car jamais on ne vit personne plus acariâtre et plus importune que Barbe ne le fut par la suite. Mariée à un certain Pyrame Kegel, dont on fit un commissaire des vivres dans les Pays-Bas, elle se trouva veuve vers le commencement de l'administration du duc d'Albe. Placée sous la surveillance spéciale du vieux guerrier, elle devint le tourment de tous ses instants. Le terrible gouverneur, qui parvint presque à tenir écrasée sous ses pieds l'énergie d'une nation de trois millions d'hommes, ne pouvait venir à bout de cet impétueux dragon. Philippe avait expressément défendu qu'elle se remariât, mais d'Albe dut l'informer qu'elle n'était entourée que de prétendants. Philippe avait insisté pour qu'on la mît dans un couvent, mais d'Albe qui à grand'peine était parvenu à la tenir tranquille à Gand, assurait à son maître qu'au premier mot de couvent, elle reprendrait la clef des champs. Philippe voulait qu'elle vînt en Espagne, et lui faisait savoir que Don Juan était extrêmement mortifié de la vie qu'elle menait, elle, sa mère ; mais elle répondait au gouverneur qu'elle se laisserait plutôt hacher en pièces que d'aller en Espagne. Elle serait heureuse de voir son fils, mais elle savait trop bien comment on traitait les femmes dans ce pays. Le Duc adressait à Sa Majesté les plaintes les plus touchantes, sur ce que lui faisait endurer l'ancienne maîtresse de l'Empereur. Jamais, répétait-il souvent, femme n'a eu tête

aussi dure. Elle était entêtée, imprudente et d'une prodigalité inouïe. Elle avait à Gand un fort beau train de maison : « une duègne, six autres femmes, un majordome, deux pages, un chapelain, un aumônier, et quatre domestiques mâles ; » c'était certes là une vie suffisamment large pour la veuve d'un commissaire aux vivres. En outre, on pourvoyait abondamment à l'éducation de Conrad, le seul fils légitime qui lui restât, l'autre ayant péri par accident le jour même de la mort de son père. En effet, pendant que Don Juan d'Autriche était à cueillir des lauriers contre les Maures de Grenade, son demi-frère, Pyrame fils, se noyait sans gloire dans une citerne à Gand.

Les dépenses de Barbe étaient effrénées ; sa vie, scandaleuse. Lui envoyer de l'argent, disait d'Albe, c'était le jeter dans la mer. En deux jours, elle eût dévoré en orgies et en dissipations tout ce que le Roi lui eût envoyé, quelle que fût la somme. Le Duc, qui ne craignait rien sur la terre, avait cependant une peur mortelle de la veuve Kegel. « Quel terrible animal qu'une femme sans bride ! » écrivait de Madrid le secrétaire Cayas, vers la fin de l'administration d'Albe ; car, quelque effort que l'on eût fait pour l'éloigner des Pays-Bas, par douceur, menaces ou enlèvement, elle y était restée et y resta malgré tous les changements jusqu'à l'arrrivée de Don Juan. Alors enfin les sollicitations ou les ordres de celui-ci l'amenèrent à accepter pour le reste de ses jours une résidence en Espagne, mais elle se vengea, en lui déclarant qu'il se trompait grandement, s'il se croyait le fils de l'Empereur, point sur lequel évidemment elle était en mesure de donner des renseignements certains. Un double mystère entourait donc Don Juan. Peut-être était-il d'un sang auguste ; peut-être aussi du sang le plus ignoble. Bâtard, dans tous les cas, il ne savait où chercher avec certitude l'auteur de ses jours : ou

dans le palais des Césars ou dans l'échoppe d'un ouvrier de Ratisbonne.

Quelle que fût la solution de ce mystère, toujours est-il qu'il entoura toute la première enfance de Don Juan. L'Empereur, qui ne douta jamais de sa paternité, fit transporter le nouveau-né en Espagne où on le confia à Louis Quixada, vieux serviteur de la maison impériale, par les soins duquel il fut élevé obscurément à Villa-Garcia. Magdeleine Ulloa, femme de Quixada, veilla sur cet enfant avec la sollicitude d'une mère et non sans abnégation, car elle le croyait l'enfant de son mari, tant celui-ci attachait d'importance aux progrès de Juan. Un jour, leur demeure prit feu et Quixada sauva l'enfant avant de songer à sa femme, « quoique Magdeleine sût qu'elle lui était plus chère que la prunelle de ses yeux. » Depuis ce moment, elle changea d'opinion et attribua à ce fils mystérieux une naissance illustre. Il grandissait, du reste, plein de beauté, de grâce et de souplesse, le chef de tous ses compagnons dans les jeux les plus durs. Dans tout le pays d'alentour, nul ne savait aussi bien que Juan Quixada, lancer le javelot, rompre la lance ou courir la bague. Il était célèbre par son audace et son habileté dans l'art de dompter les chevaux les plus rétifs. Tous ces talents n'annonçaient guère de disposition à la carrière ecclésiastique, à laquelle l'Empereur son père l'avait destiné. Charles mourut avant que ses études cléricales n'eussent commencé, et Philippe qui avait été mis dans le secret, vers la fin de la vie de son père, prolongea le retard mis ainsi à l'entrée de Don Juan dans les ordres. L'enfant avait atteint sa quatorzième année, quand un jour Quixada, dont il se croyait le fils, l'invita à se rendre avec lui à Valladolid pour voir la chasse du Roi. Deux chevaux attendaient à la porte, l'un, coursier fougueux, splendidement harnaché, l'autre, modeste haquenée. Juan prit natu-

rellement la monture la plus humble, et ils partirent pour les montagnes de Toro ; mais dès que Quixada entendit les cors des chasseurs qui s'approchaient, il s'arrêta et pria son jeune compagnon de changer de monture avec lui. Puis, il saisit la main du jeune homme stupéfait, et, la baisant avec respect, il s'écria : « Sa Majesté sera bientôt près de nous, elle expliquera à Votre Altesse ce que signifie ma conduite ; » quelques pas plus loin, ils rencontrèrent la troupe royale ; Quixada et le jeune Juan descendirent de cheval et fléchirent le genou devant le monarque. Philippe ordonnant à l'enfant de se lever, lui demanda s'il connaissait le nom de son père : Juan répondit qu'il venait de perdre le seul père qu'il eût jamais connu, car Quixada venait de le désavouer. « Vous avez le même père que moi », s'écria le Roi, « nous sommes tous deux les fils de l'auguste empereur Charles. » Puis l'embrassant tendrement, il lui ordonna de remonter à cheval, et reprit avec lui le chemin de Valladolid en faisant l'observation sentimentale et tant soit peu apocryphe que dans aucune de ses chasses antérieures il n'avait encore pris aussi précieux gibier.

Cette théâtrale reconnaissance de son origine impériale ne fut qu'un des incidents romanesques de la pittoresque carrière de Don Juan ; sa vie en effet devait ne jamais connaître le prosaïque. Il commença aussitôt son éducation, en compagnie de ses deux neveux, le fils de la duchesse Marguerite et Don Carlos, prince royal d'Espagne. Ils étaient tous trois du même âge, mais la supériorité de Don Juan ne tarda pas à éclater. Il était bien aisé de surpasser, soit en grâces physiques, soit en mérites moraux, le méchant et difforme Carlos ; mais la souplesse, l'urbanité, l'esprit chevaleresque d'Alexandre Farnèse, dont la célébrité devait plus tard prendre tant d'extension, faisaient de celui-ci un rival plus formidable ; néan-

moins le panégyriste en titre de la famille Farnèse met lui-même le fils de Barbe Blomberg au-dessus du petit-fils de Marguerite Van Geest.

Don Juan que l'on continuait à destiner à la prêtrise, s'enfuit à dix-huit ans dans Barcelone, pour échapper aux volontés de Philippe. Il voulait rejoindre l'expédition de Malte. Rappelé aussitôt par Philippe, il tomba pour quelque temps en disgrâce, mais ne tarda pas à se réconcilier avec le Roi, en dénonçant quelques-uns des méfaits projetés par Don Carlos. Entre le prince royal et le bâtard impérial, la plus profonde haine avait toujours régné ; un jour l'Infant avait lancé à son oncle l'épithète la plus sanglante que pût suggérer l'illégitimité de celui-ci. « Bâtard ou non », répliqua Don Juan, « je suis dans tous les cas fils d'un meilleur père que le tien. » Philippe eut probablement connaissance de l'apostrophe, et sans doute il ne l'oublia pas, mais rien n'en paraissait à l'extérieur et le jeune homme ne cessa de grandir dans la faveur du Roi. A vingt-trois ans, il reçut le commandement en chef de la fameuse expédition contre les Maures insurgés de Grenade. C'est là qu'il cueillit ses premiers lauriers et s'acquit un grand renom militaire. Cette gloire ne doit pas cependant nous éblouir. Il débuta par expulser de Grenade toute la population mauresque : vieillards impotents, femmes et enfants, et les cruautés infligées, les souffrances endurées pendant cette mémorable déportation, furent incroyables. De plusieurs milliers d'exilés, à peine quelques-uns survécurent à d'horribles fatigues, et ceux qui eurent ce bonheur furent vendus comme esclaves par leurs vainqueurs. Quelques Maures tenaient encore dans les recoins de leurs montagnes, et pendant deux ans la résistance de cette poignée d'hommes fit échec à toute la puissance de l'Espagne. Si les envoyés, par eux expédiés au Sul-

tan, avaient réussi dans leur demande, le trône de Philippe eût certes vacillé ; mais Sélim haïssait la république de Venise, autant qu'il adorait le vin de Chypre. Pendant que les Maures rendaient le dernier soupir à Grenade, à La Ronda, les Turcs s'occupaient à arracher aux griffes du lion de Saint-Marc l'île de Vénus. Famagouste tombait ; des milliers de Vénitiens périssaient sous des coups dont les chrétiens eux-mêmes n'eussent pu dépasser la férocité ; le fameux général Bragadino était écorché, empaillé et envoyé, suspendu à la vergue d'une frégate, au Commandeur des Croyants dans ses palais de Constantinople ; ainsi était à jamais perdu pour les bâtards de son mari, le domaine de Catherine Cornaro. Avec de pareils passe-temps, Sélim devait laisser s'évanouir avec indifférence la vision splendide mais tremblante des anciens califats d'Occident, — et cependant Don Juan ne vit pas la fin de la révolte des Maures ; le duc d'Arcos devait l'apaiser seulement après le départ du Prince.

La guerre que le Sultan avait évitée à l'Occident vint le chercher à l'Orient. A la tête de la puissante mais fragile alliance de Venise, de l'Espagne et de Rome, Don Juan leva la croix contre le Croissant. Il arriva à Naples, amenant avec lui plus de cent navires et de vingt-deux mille hommes ; c'était le contingent de l'Espagne. Les flottes ennemies croisaient depuis trois mois dans les mêmes eaux, sans se rencontrer ; elles consumèrent encore trois mois de plus en stériles manœuvres. Ni le Musulman, ni le Chrétien n'avaient grand penchant à la lutte ; les Turcs, parce qu'ils craignaient les conséquences d'une défaite, qui pouvait leur faire perdre ce qu'ils venaient d'acquérir ; les alliés, parce qu'ils tremblaient devant la possibilité du triomphe de leur ennemi. Cependant, les Ottomans ayant cinglé vers Lépante, les Chrétiens se

dirigèrent du même côté, et ils atteignaient l'entrée du golfe au moment où la flotte turque allait en sortir. Une rencontre était inévitable : aussitôt Turcs et Chrétiens ne songèrent plus qu'à combattre, comptant chacun sur la victoire ; six cents vaisseaux de guerre se trouvaient en présence. Rarement l'histoire avait eu à dépeindre une scène aussi splendide de grandeur militaire. Un soleil d'octobre dorait de ses rayons les mille beautés d'un paysage d'Ionie : Athènes et Corinthe derrière les combattants ; le roc de Sapho et le promontoire d'Actium sous leurs yeux ; les sommets montagneux de la Macédoine d'Alexandre se dressant au loin. Depuis le jour où le monde avait servi d'enjeu dans cette même mer d'Actium, jamais combat aussi grandiose que celui qui se préparait ne s'était livré sur les flots. Le jeune et vaillant général dépêcha d'énergiques messages aux chefs sous ses ordres, et l'ardeur martiale des alliés salua avec bonheur la lutte, maintenant qu'elle était inévitable. L'amiral vénitien répondit par des mots d'enthousiasme. Colonna, lieutenant de la ligue, s'adressant à son chef, s'écria, comme saint Pierre : « et quand même « je devrais mourir, je ne te renierai point. »

La flotte fut disposée en trois divisions. Les Ottomans formés comme d'ordinaire en croissant, comptaient également trois corps. Barbarigo et les autres Vénitiens commandaient la gauche, Jean André Doria, la droite, et Don Juan, avec Colonna, le centre. Le crucifix à la main, le grand amiral ramait de navire en navire, exhortant les officiers et soldats à se montrer dignes d'une cause qu'il déclarait sainte. Enflammés par son éloquence et par l'aspect de l'ennemi, ses auditeurs lui répondaient par d'enthousiastes clameurs ; quand Don Juan eut regagné son vaisseau, il s'agenouilla sur le tillac et fit une prière. Puis, il ordonna aux clairons de sonner l'attaque, commanda

à son maître de galère de le mener au vaisseau-amiral des Turcs, et la bataille commença. Les Vénitiens engagés les premiers, détruisirent après une lutte acharnée successivement tous les navires auxquels ils eurent affaire, mais avant le coucher du soleil, Barbarigo tomba frappé à mort, la tête traversée d'une flèche. L'action du reste devint générale presque dès le premier choc. Depuis midi jusque dans la soirée, ce fut une mêlée furieuse et un carnage dont l'histoire offre peu d'exemples. Le navire de Don Juan accroché au vaisseau-amiral turc, soutenait en outre le feu de sept grandes galères. En cette journée, le courage individuel avait plus de prix que l'habileté de tactique, et le bâton impérial put montrer quelle était sa trempe. Le vaisseau-amiral turc fut coulé à fond ; le Capitan-Pacha fut tué et sa tête, fichée au bout d'une pique, exposée au haut du tillac de Don Juan, devint le signal d'une panique générale et d'une victoire complète. Au soleil couchant, la bataille était gagnée.

De près de trois cents galères ottomanes, cinquante seulement parvinrent à s'échapper. Vingt-cinq à trente mille Turcs périrent, et environ dix mille Chrétiens. Les esclaves rameurs combattirent également bien des deux côtés, et, — résultat fortuné de la victoire, — plusieurs milliers de captifs chrétiens furent rendus à la liberté.

Il est vrai que cette délivrance coûta la vie à un nombre presque égal de soldats chrétiens, et la liberté à plusieurs milliers de Mulsumans réduits en esclavage [1].

[1] Cabrera dit que 30,000 Turcs furent tués, 10,000 faits prisonniers, 10,000 chrétiens tués et 15,000 esclaves chrétiens délivrés, IX. 693. — L'évaluation de De Thou est de 25,000 Turcs tués, 3,000 prisonniers et 10,000 chrétiens tués ; VI. 247. — Brantôme fixe le nombre des Turcs tués à 30,000

Plusieurs causes concoururent à amener ce magnifique triomphe. Les vaisseaux turcs, inférieurs en nombre, étaient en outre plus mal équipés que ceux de leurs adversaires, et leurs équipages étaient aussi plus mal armés. Les balles chrétiennes perçaient aisément des turbans de mousseline et des tuniques brodées, tandis que les flèches musulmanes venaient

*sans compter* ceux qui furent noyés ou moururent ensuite de leurs blessures ; 6,000 prisonniers, 12,000 esclaves chrétiens délivrés, et 10,000 chrétiens tués. — Hooft, VI. 214, donne 25,000 pour la perte des Turcs et 10,000 pour celle des chrétiens. — Bor, V. 354 a (t. I.) est plus précis, parlant d'après Pietro Contarino, il porte le nombre des chrétiens tués à 7,650, celui des Turcs tués à 25,150, des Turcs prisonniers à 3,846, et celui des chrétiens délivrés à 12,000 ; selon lui 80 navires turcs furent détruits et 50 capturés. — Suivant la « Relacion cierta et verdadera, » (écrite peu de jours après la bataille) le nombre des Turcs tués fut « de plus de 30,000, outre beaucoup de prisonniers : » 7.000 chrétiens périrent, 12,000 esclaves chrétiens furent délivrés, 230 vaisseaux ottomans pris ou coulés. Documentos ineditos, III. 249. — Philippe envoya l'ordre exprès de ne recevoir personne à rançon, pas même les officiers, (Carta de F. II, à D. J. de Zuniga. — Documentos ineditos, III, 236.) — Les captifs turcs furent partagés entre les vainqueurs ; Philippe en eut la moitié, le Pape et Venise l'autre moitié. Le reste du butin fut réparti de la même manière. Sur la part du Pape, Don Juan reçut en présent 174 esclaves (Documentos Ineditos, III, 229). Alexandre de Parme reçut 30 esclaves ; Requesens en eut également 30. A chaque général d'infanterie on donna 6 esclaves ; à chaque colonel 4 ; à chaque capitaine de vaisseau un. Le nombre « d'esclaves de chaîne » (esclavos de cadena) attribués à Philippe fut de 3,600 (Documentos Ineditos, 257). Ainsi, 7,200 Turcs au moins furent répartis comme esclaves entre les chrétiens. Dans leur compte général avec l'Humanité, les vainqueurs ont donc à déduire des 12,000 esclaves chrétiens délivrés, ces 7,200 infortunés qui n'avaient pas eu le bonheur de périr avec leurs 25,000 compagnons.

s'émousser contre les casques et les corselets des alliés. De plus, les Turcs avaient commis l'énorme faute de combattre avec le vent en proue et la terre en poupe. N'ayant pas d'espace libre, et repoussés au premier choc, ils eurent plusieurs galères jetées sur les rochers, où elles furent détruites avec tous ceux qu'elles portaient.

Mais quelle qu'ait été la cause de la victoire,celle-ci eut pour conséquence de donner au nom de Don Juan d'Autriche une gloire européenne. D'Albe lui écrivit pour le féliciter en termes enthousiastes, déclarant que jamais triomphe plus éclatant n'avait été remporté par des Chrétiens, et que Don Juan était le plus grand général que le monde eût vu depuis Jules César. En même temps, lançant une sarcastique allusion à l'érection de l'Escurial, il engagea Philippe à tirer meilleur parti de ce nouveau succès, qu'en se contentant de le célébrer, en bâtissant des palais au Seigneur et des tombeaux aux morts. « Si, » dit le Duc, « les conquêtes de l'Espagne s'étendent, c'est alors vraiment que les chérubins et les séraphins chanteront les louanges de Dieu. » Un courrier dépêché en hâte à Madrid y apporta la glorieuse nouvelle, en même temps que l'étendard du Prophète, le saint des saints, qui portait inscrit vingt-huit mille neuf cents fois le nom d'Allah, ne quittait point la Mecque en temps de paix, et depuis la conquête de Constantinople, n'avait jamais été pris dans aucune bataille. Le Roi était à vêpres à l'Escurial : franchissant hors d'haleine, poudreux et haletant, le seuil consacré, le messager trouva Philippe impassible comme un marbre devant l'annonce de ce splendide triomphe. Pas un muscle de la face du Roi ne bougea, pas une syllabe ne sortit de ses lèvres, sauf l'ordre bref au clergé de continuer le service interrompu. Quand les cérémonies furent régulièrement arrivées à leur fin, le Roi publia la nouvelle et commanda un *Te Deum*.

Le jeune général en chef reçut, en fait de gloire, mesure plus que pleine. Sans doute il avait déployé le plus brillant courage, mais dans une lutte si ardente et si meurtrière, la valeur d'un seul individu ne pouvait décider de la journée, et le résultat était l'œuvre des efforts réunis de tout le monde. Quand même Don Juan serait resté à Naples, le dénouement eût aisément été le même. Barbarigo qui scella la victoire de son sang, Colonna qui se fit décerner en arrivant à Parme les honneurs du triomphe ; Parme, Doria, Giustiniani, Venieri eussent tout aussi bien cueilli la palme de la victoire, si le Pape, pressé par Philippe, n'avait point confié à Don Juan le bâton de commandement.

La stérilité de la victoire est tout aussi connue que la bataille elle-même. Tandis que Constantinople tremblait de crainte, les généraux jaloux se déchiraient avec acharnement. Si la flotte chrétienne eût poussé en avant, tous les Turcs eussent déserté leur capitale, mais la Providence en avait ordonné autrement, et Don Juan vogua avec ses vaisseaux vers l'Occident. Il fit une descente sur les côtes de Barbarie, prit Tunis, détruisit Biserte, et emmena prisonniers en Italie le Roi Amidas et ses deux fils. Ayant pour instructions données par Philippe, de démanteler les fortifications de Tunis, il se mit au contraire à les réparer avec soin, et plaça une forte garnison dans la citadelle. Enivré par sa gloire, le jeune aventurier prétendait déjà à une couronne, et le Pape était tout disposé à le nommer roi de Tunis, car cette reine des côtes de la Lybie était destinée à être la capitale de l'empire qu'il rêvait, la nouvelle Carthage qu'il voyait déjà resplendir.

Philippe sentit qu'il était temps d'intervenir, car sa propre couronne n'eût pas été bien sûre en présence d'un pareil esprit, ambitieux, inquiet et enclin à toutes

les chimères possibles et impossibles. Il rappela Jean de Soto, conseiller en titre de Don Juan et son émissaire auprès du Pape, et le remplaça par le célèbre et malheureux Escovedo. Mais ce nouveau secrétaire entra de tout cœur quoique plus en secret dans toutes ces visées romanesques. Déçu dans ses projets d'un nouvel empire sur les bords du grand désert d'Afrique, le champion de la croix se tourna vers les froides îles des mers septentrionales. Là, gémissait captive, la belle Marie d'Écosse, victime de l'hérétique Élisabeth. L'esprit chevaleresque de Don Juan s'enflamma, les charmes féminins exercèrent sur lui leur influence ordinaire, — non moins célèbre que sa vaillance. Quels lauriers plus saints le vainqueur des Sarrasins pouvait-il encore cueillir que ceux de la défaite des infidèles du nord ? Détrôner la fière Élisabeth ; délivrer et épouser la reine d'Écosse et régner avec elle sur les deux royaumes unis ! Quelle perspective ! Tout ce que le Pape put faire en fait de bulles, de bénédictions, de lettres d'excommunication, de patentes d'investiture, il le fit de tout cœur. Don Juan pouvait devenir roi d'Écosse et d'Angleterre, dès qu'il le trouverait bon ; il ne lui restait plus qu'à conquérir les deux royaumes.

Sur ces entrefaites, pendant que ces projets tenus encore à peu près secrets entre le Pape, Escovedo et lui-même, lui brûlaient le cerveau, Don Juan reçut en Italie la nouvelle de sa nomination au poste de gouverneur-général des Pays-Bas. Rien ne pouvait venir plus à propos. Dans les Provinces, il allait trouver dix mille vétérans espagnols, tout prêts aux aventures, endurcis à toutes les fatigues, avides de richesses, d'une audace presque surhumaine, justement les instruments qu'il lui fallait. Les circonstances étaient, il est vrai, bien critiques aux Pays-Bas ; mais il aurait bientôt fait de ces petites agitations ; et alors

il pourrait voler à sa conquête. Cependant les évènements marchaient si rapidement qu'il était menacé d'arriver trop tard. Il avait dû perdre plusieurs jours à aller en Espagne prendre les derniers ordres du Roi. Les nouvelles des Provinces devenaient de plus en plus menaçantes. Alors, n'écoutant que son impétuosité et son amour des aventures, il partit, emmenant avec lui son ami et confident Octave de Gonzague, six hommes d'armes et un courrier suisse adroit et expérimenté, bien au fait de toutes les routes de France. Ce n'était pas peu risquer, pour un catholique, gouverneur-général des Pays-Bas, que de traverser le royaume dans les circonstances du moment. Aussi, teignant sa brillante chevelure et son teint d'homme du Nord, pour se déguiser en nègre, Don Juan passa-t-il, pendant tout son voyage, pour le domestique de Gonzague. A son arrivée à Paris, il alla descendre à l'hôtellerie qui faisait face à la demeure de l'ambassadeur d'Espagne, don Diègue de Cuniga. Quand le soir fut venu, il eut avec ce seigneur une entrevue secrète, et apprenant entre autres choses qu'il y avait cette nuit-là un grand bal au Louvre, il résolut d'y aller sous un déguisement. Là, malgré toutes ses précautions, il eut le temps de voir et d'aimer immédiatement à la folie cette « merveille de beauté, » la belle et faible Marguerite de Valois, reine de Navarre. La visite qu'elle fit dans la suite à son jeune adorateur à Namur, sera racontée dans une page subséquente de cette histoire; elle devait marquer la dernière phase de la pittoresque carrière du jeune prince. Il eut encore, pendant son voyage, une entrevue avec le duc de Guise, pour dresser d'accord avec celui-ci tous les plans pour la délivrance et le mariage de la reine d'Écosse, parente de ce grand seigneur; le 3 novembre, il arriva à Luxembourg.

Voilà donc le jeune vainqueur de Lépante, l'esprit

débordant de projets, le cœur plein d'espérances, sur le seuil des Pays-Bas, où son entrée allait, croyait-il, être le chapitre le plus brillant de son existence, — et tous ces projets, ces espérances, ces visions, n'existaient que pour bientôt se flétrir au contact de la froide réalité. Jetant bas son déguisement dès son arrivée à Luxembourg, le jeune paladin apparut à tous les yeux. Son aspect était aussi romanesque que sa naissance et ses exploits. Tous les chroniqueurs contemporains, Français, Espagnols, Italiens, Flamands, Romains, se sont complu à décrire sa beauté et la singulière fascination de son abord. Des traits réguliers, des yeux bleus d'une grande vivacité, une profusion de boucles brillantes, une taille un peu au-dessus de la moyenne, mais prise dans la perfection, tel était Don Juan. Grâce à la conformation particulière de sa tête, sa chevelure en retombant laissait les tempes dégarnies, et il y joignait l'habitude de la rejeter en arrière au-dessus du front. Cette habitude devint une mode parmi les courtisans, qui n'étaient que trop heureux de se retrouver dans un aussi brillant modèle. De même que Charles-Quint, lorsqu'il alla en Italie ceindre la couronne de fer, s'était fait presque raser les cheveux pour remédier aux maux de tête qui le tourmentaient en ce moment de crise, rendit de suprême bon goût les têtes rondes et tout à fait dégarnies, de même une profusion de cheveux rejetés en arrière, à la manière qu'on appela à la Don Juan d'Autriche, devenait la mode dominante partout où apparaissait le fils de l'Empereur.

Tel était le dernier croisé que les annales de la chevalerie aient enregistré ; l'homme qui avait humilié le Croissant comme le Croissant n'avait plus été humilié depuis le temps des Tancrède, des Baudouin, des Plantagenet, — eh bien ! que valait ce brillant aventurier quand on le comparait au calme champion du

Christianisme avec lequel il allait se trouver face à face? Entre le vrai héros et le héros de roman, le contraste était frappant. Don Juan avait cherché et trouvé la gloire dans des victoires dont le monde entier retentissait; Guillaume élevait lentement l'indépendance d'un peuple à travers une série de défaites. Il moulait une république et unissait les cœurs avec non moins de mépris pour le danger que Don Juan n'en avait montré dans ses grandes scènes de carnage et de réduction en servitude. Au milieu de flots de sang et de rêts de tortueuses intrigues, le brave et souple fils de l'Empereur n'avait qu'un but, sa propre grandeur. De misérables plans d'ambition personnelle, des conquêtes à son profit, des couronnes impossibles à mettre sur sa propre tête, voilà ce qui le poussait; voilà les récompenses qu'il cherchait. Son existence était fiévreuse, capricieuse, passionnée. « Tranquille au milieu des vagues orageuses, » comme le disait sa devise favorite, le père de sa patrie repoussait du geste le diadème qui pour lui n'avait ni charmes ni valeur. Si leurs caractères différaient, leurs personnes ne différaient pas moins. Le jeune chevalier à la chevelure bouclée avait à trente et un ans l'aspect d'un adolescent. Maigre de corps, simple de costume, l'air bienveillant mais rêveur; les tempes dégarnies, non moins par les anxiétés que par le poids de son casque; sérieux, presque dévot de manières, et suivant ses propres paroles, « *Calvus et Calvinista,* » Guillaume d'Orange à quarante-trois ans était un vieillard.

Peut-être y avait-il en Don Juan, quand il apparut à Luxembourg, toute la bonne foi que l'on pouvait attendre d'un homme venant en droite ligne du cabinet de Philippe. Le Roi lui avait donné pour instructions secrètes de pacifier les Provinces, mais sans rien concéder; car le Gouverneur était encore une fois

une nouvelle incarnation de cet absurde paradoxe de l'identité parfaite entre le système de Charles-Quint et la douceur. Il avait pour ordre de ramener le gouvernement à ce qu'il était pendant le règne impérial. Dix-sept provinces, dont deux n'avaient que des protestants pour peuple, et qui toutes venaient d'accepter le principe d'une tolérance mutuelle entre Catholiques et Réformés, devaient donc être ramenées à un état de choses sous lequel tout hérétique était décapité, pendu ou brûlé vif. Pourvu que l'Inquisition, l'autorité absolue du monarque et la pratique exclusive du culte catholique romain fussent maintenues intactes, le Roi se déclarait fort désireux, « d'éteindre le feu de la rébellion et d'éviter au peuple l'extrême du désespoir. » Pour le reste, Philippe était disposé à la plus grande bonté, mais, disait-il, « ce qu'il concédait était tout ce qu'il pouvait et devait concéder. » A ces instructions, concises et claires, s'ajoutait un petit conseil tout à fait personnel, mais qui était bien dans le caractère méticuleux de l'auteur. Il était recommandé à Don Juan de prendre bien soin de son âme, et d'être très prudent dans ses amours.

C'est muni de ces conseils et de ces instructions secrètes que le nouveau Capitaine-Général était parti pour les malheureux Pays-Bas. Sa position était d'avance nécessairement fausse. L'homme que ses exploits guerriers avaient rendu célèbre, et qu'au su de tous une ambition immense dévorait, ne pouvait guère inspirer grande confiance dans les intentions pacifiques que s'attribuait le gouvernement. Le croisé de Grenade et de Lépante, le champion de l'ancienne Église, ne plairait probablement point à ces rudes Zélandais qui se laissaient plutôt hacher en pièces que de dire un *Pater Noster*, et qui à Leyde portaient des croissants au chapeau, pour montrer qu'ils en voulaient moins aux Turcs qu'au Pape. Le bâtard impé-

rial ne tirerait point grand crédit du sang qui coulait dans ses veines, dans un pays où plus qu'en aucun autre la naissance illégitime était objet de réprobation, et où tout récemment un édit brabançon rendu au nom du Roi, destituait tout fonctionnaire civil ou politique né hors mariage. Cependant ses instructions portaient bien qu'il devait amener, si la chose était possible, une pacification, tout en maintenant le pouvoir absolu de la Couronne et l'exercice de la religion catholique seule. Comment il parviendrait à faire accepter dans leur totalité ces deux points essentiels de son mandat, c'est ce qu'on laissait au temps et au hasard. Il y avait comme une vague idée, que le renom du nouveau Gouverneur, ses manières fascinatrices, son origine impériale, obtiendraient ce que ni la force ni la ruse, ni les finesses de Granvelle ni les brutalités d'Albe, ni les excès d'une soldatesque livrée au brigandage, n'avaient pu obtenir. Quant aux plans de don Juan lui-même, ils n'existaient guère à l'état bien défini ; il n'avait que des projets fort audacieux à son propre profit, et sa préoccupation principale était l'accomplissement de ces nuageuses visions. En attendant, il se promettait d'arranger les difficultés pendantes, par quelque procédé facile et en même temps brillant, qui ne lui coutât pas grand'peine et ne fût pas contraire aux intérêts du papisme et de l'absolutisme. Malheureusement pour ces plans si hâtifs, Guillaume d'Orange était en Zélande et la Pacification de Gand venait d'être signée.

Le Prince ne vit certes pas avec plaisir l'arrivée de Don Juan. Ses profondes combinaisons trouvaient là un obstacle, peut-être même insurmontable. C'est ce qu'il prévoyait. Il était certain qu'il ne pouvait y avoir de projet d'arrangement comprenant la Hollande et la Zélande. Il savait qu'il était moins que jamais question de reconnaître la religion réformée. Il ne doutait pas

que beaucoup de grands seigneurs catholiques, d'hommes d'État vacillants, d'aspirants aux faveurs royales, ne fussent bientôt tout prêts à déserter la cause qui depuis si peu de temps était devenue la cause de tout le monde, et ne s'employassent à miner ce qu'eux-mêmes avaient édifié. La Pacification de Gand ne pouvait être conservée dans sa lettre et son esprit par un lieutenant de Philippe ; car, quelque interprétation, quelque torture qu'on pût infliger au texte de ce traité, on ne pouvait faire que tout en reconnaissant le catholicisme comme religion de l'État, il ne concédât pas un certain degré de liberté de conscience. Un pas immense avait été fait par l'abolition des édits et l'interdiction de toute persécution. Un pas en arrière, c'était la perte de la nouvelle religion, la ruine de la Hollande et de la Zélande. « S'ils se peuvent accorder avecque Don Jéhan d'Austria ce sera à nous à courrir, assavoir ceulx de la religion, à cause que leur intention est de ne souffrir personne de la religion, qu'il puisse tenir fix domicile en ces Païs-Bas. » Aussi était-ce avec la ferme résolution de contrecarrer et de rendre vaines toutes les tentatives de son antagoniste que Guillaume le Taciturne attendait le jeune Gouverneur. Don Juan parvenait-il à capter la confiance du pays, c'en était fait de la Hollande et de la Zélande. Il fallait donc le combattre en secret et à découvert, — par des écrits publics et par d'inévitables pièges. Dans une pareille lutte avec le premier homme d'État du siècle, que pouvait espérer le jeune héros impatient et impétueux? Il arrivait enflé de la confiance superbe du conquérant; il ne savait pas qu'on allait le jouer comme un enfant, — l'enlacer dans les filets qu'il allait tendre lui-même, — le pousser à une lutte aveugle, à d'impuissantes colères, — à une mort sans gloire.

Le Prince, sans perdre de temps, s'était hâté d'exposer aux États-Généraux la conduite qu'ils allaient

devoir suivre. Selon lui, de leur attitude dans cette crise dépendaient les destinées des Pays-Bas. « Moïennant que nous en puissions faire nostre prouffict, la venue du Gouverneur, » disait-il, « se trouvera fort avantageuse pour nous, comme, au contraire, si nous ne nous en pouvons servir, sera le commencement de nostre totalle ruyne. » La tendance de la lettre tout entière était d'inspirer aux autres la défiance qu'il ressentait sincèrement, et qu'il ne s'efforçait nullement de cacher ; de convaincre ses concitoyens de la nécessité d'améliorer la situation par l'expansion et non par la limitation imminente de leurs libertés ; enfin d'aider de toute sa puissance le renforcement de l'union entre les Provinces. Il assurait aux États que Don Juan n'avait été envoyé avec aussi peu de fracas, que parce que le Roi et le cabinet espagnol commençaient à désespérer de l'emporter par la force ouverte. « Aussi, » disait-il, « va-t-on sans aucun doute remplacer la force par la ruse. Dès que Don Juan serait arrivé à l'ascendant qu'il avait pour mission d'acquérir, son masque de douceur souriante ferait place aux desseins plus cruels qui se cachaient derrière sa surface. Il allait même jusqu'à conseiller de se saisir de la personne de Don Juan. Par cette mesure, on épargnerait beaucoup de sang ; car tel était le respect du Roi pour le fils de l'Empereur qu'il accorderait plutôt aux États toutes leurs demandes que de laisser le noble prisonnier en captivité. » Dans une lettre longue et éloquente, datée de Middelbourg et adressée aux États-Généraux, il insista sur la nécessité pour eux de saisir l'occasion du moment pour recouvrer et affermir leurs libertés, et les pressa d'affirmer hardiment en principe que le véritable et traditionnel gouvernement des Pays-Bas était le système représentatif constitutionnel. Don Juan, en arrivant à Luxembourg, avait demandé des otages en garantie de la sécurité

de sa personne ; cette démarche devait frapper l'homme le plus froid, car c'était une infraction à tous les droits des Provinces. « Il vous demande de désarmer, » continuait Guillaume d'Orange, il veut des otages, mais n'y a-t-il pas eu un temps où le souverain du pays se présentait sans armes et découvert devant les États-Généraux, et jurait de maintenir les constitutions avant de pouvoir être reconnu comme seigneur. »

Il revenait constamment sur les soupçons que lui inspirait la prétendue droiture d'intentions du gouvernement, et cherchait à inspirer ses défiances à tous ceux avec lesquels il était en rapport. « Anvers, » disait-il, « jadis la puissante et la florissante cité, maintenant la plus triste et la plus désolée de toute la Chrétienté, Anvers a été frappée parce qu'elle a osé refuser l'entrée aux troupes du Roi. Vous pouvez être assurés que vous aurez tous place au même banquet. Nous pouvons oublier le passé, mais les princes, eux, n'oublient jamais quand ils ont dans les mains le moyen de se venger. Leur nature leur enseigne à atteindre leurs fins par la ruse, quand la violence ne saurait leur servir. Comme les petits enfants, ils sifflent aux oiseaux qu'ils veulent prendre. Des promesses et de belles paroles, voilà ce dont ils ne vous laisseront jamais manquer. »

Il suppliait les États de n'entamer avec le Gouverneur aucune négociation, quelle qu'elle fût, qui n'eût point pour base le départ immédiat de la soldatesque. « Ne convenez de rien avec lui, avant qu'au préalable on n'ait renvoyé les Espagnols et les autres soldats étrangers ; et gardez-vous bien de licencier les vôtres, car ce serait lui mettre en mains le couteau pour vous couper la gorge. » Puis il développait le plan de négociations qu'il croyait devoir être suivi. Son projet était des plus hardis, et l'on ne pouvait guère s'éton-

ner si Don Juan refusait de l'accepter sans hésiter, comme base d'une transaction. « Souvenez-vous *que tout ceci n'est point un jeu,* » disait le Prince, « et que vous avez à choisir entre deux choses : ou une ruine totale ou une vaillante défense. Don Juan doit donner l'ordre du départ immédiat des Espagnols. Il faut que nos privilèges soient révisés et que l'on exige un nouveau serment de les observer. Les États doivent réorganiser le conseil d'État et celui des finances. Ils doivent se réserver le droit de se réunir deux ou trois fois par an, et, en somme, aussi souvent qu'ils le voudront. Les États-Généraux doivent avoir la surveillance et l'administration de toutes les affaires. Partout les citadelles doivent être démolies. Il faut qu'aucune troupe ne puisse être enrôlée, aucune garnison établie sans le consentement des États. »

Naturellement, d'après le Prince, le maintien de la Pacification de Gand devait être stipulé dans tout arrangement conclu avec Don Juan ; dans tous ses écrits, soit publics, soit privés, le Prince appuyait sur cette nécessité. Du reste, c'était aussi l'opinion presque unanime de la population. Dès son arrivée à Luxembourg, le nouveau gouverneur avait dépêché aux États-Généraux un message d'introduction. Ce ne fut qu'à la fin du mois de novembre que les négociations commencèrent sérieusement. Le prévôt Fonck avertit les États que l'intention de Don Juan, son maître, était d'entrer dans Namur accompagné de cinquante cavaliers. La permission nécessaire lui fut néanmoins nettement refusée, et défense fut faite aux bourgeois de Namur de prêter serment de fidélité avant que le Gouverneur n'eût fait droit aux demandes préalables des États. Ces demandes furent catégoriquement formulées par une députation des États-Généraux envoyée à Luxembourg. Don Juan reçut les délégués avec courtoisie, quoiqu'ils ne se montras-

sent pas fort disposés à la conciliation. L'antipathie contre le gouvernement de l'Espagne ; la désaffection envers le monarque, dont le frère et le représentant était devant eux, perçaient dans toutes leurs paroles. De son côté, l'ardente nature du Gouverneur s'offen sait aisément. Un des députés engagea tout simplement Don Juan à prendre le pouvoir en son propre nom, et à secouer le joug de l'autorité de Philippe. L'ardent patriote lui promettait, s'il consentait d'en agir ainsi, que toutes les provinces l'accepteraient avec enthousiasme pour souverain et soutiendraient son gouvernement. Don Juan, furieux de l'injure que l'on faisait ainsi à sa loyauté, tira son poignard et s'élança sur l'audacieux gentilhomme. Celui-ci aurait probablement payé de sa vie ses imprudentes paroles, si les assistants n'avaient empêché pareille catastrophe. Cette scène n'était pas un prélude fort satisfaisant pour les négociations naissantes [1].

Le 6 décembre, les députés remirent au Gouverneur une pièce exposant leurs demandes en huit articles, et leurs concessions en dix. Les États insistaient sur le départ immédiat des troupes, qui, bien entendu, ne devaient jamais revenir ; ils consentaient à ce qu'elles partissent par mer ; ils réclamaient la mise en liberté de tous les prisonniers ; ils appuyaient sur la nécessité de maintenir le traité de Gand, *dans lequel ne se trouvait rien* qui ne tendît à *la conservation de la religion catho-*

[1] Strada, X, 512. D'autres historiens racontent l'incident d'une manière differente ; selon eux, ce fut Elbertus Léoninus qui, de la part du Prince d'Orange, insinua à Don Juan que s'il consentait à prendre le pouvoir en son nom personnel il aurait l'appui du parti protestant et patriote. Ils prétendent que le Gouverneur , sans accepter l'offre, ne la rejeta cependant pas. — Voyez Ev. Reid. ann. II. 27 ; Wagenaar, VII, 237.

*lique ;* ils exigeaient un acte d'amnistie ; voulaient la convocation des États-Généraux, composés comme l'était l'assemblée devant laquelle avait abdiqué Charles-Quint ; enfin il leur fallait un serment prêté par Don Juan en garantie du maintien de toutes les chartes et coutumes de la contrée.

Si on leur accordait ces conditions, les députés déclaraient s'engager, au nom des États, à ce que Don Juan fût reconnu comme gouverneur et à ce que la religion catholique et l'autorité du Roi fussent maintenues intactes. Toute alliance avec l'étranger serait rompue, toute troupe étrangère licenciée et une garde d'honneur d'habitants des Pays-Bas, comme celle dont Sa Majesté s'était contentée à sa « Joyeuse Entrée , » serait organisée. Enfin ils proposaient une trêve de quinze jours dans le but de négocier.

Don Juan répondit à ces propositions par un bref commentaire, mis en marge de chacun des dix-huit articles pris successivement. Il consentait au renvoi des Espagnols à condition que les États licenciassent leurs propres soldats. Il refusait de s'engager à ne pas rappeler ses troupes étrangères, si la nécessité s'en faisait sentir. Quant à la Pacification de Gand, il se déclarait prêt à conclure un traité de paix générale, à condition que la suprématie de l'Église catholique et l'autorité de Sa Majesté reçussent les garanties nécessaires. Après en avoir conféré avec le Conseil d'État, il publierait un acte d'amnistie. Il voulait bien que les États fussent réunis en Assemblée générale, quand il aurait acquis la certitude que l'on n'y déciderait rien de contraire à la religion catholique et à la souveraineté du Roi. Quant aux privilèges des Pays-Bas, il avait l'intention de les respecter *comme au temps de l'Empereur son père.* Il exprimait combien il était satisfait des assurances et des offres des États, notamment en ce qu'elles avaient de favorable à l'Église

et à l'autorité royale, ces deux points essentiels à la défense desquels il était accouru seul et sans garde au péril de sa vie ; mais l'offre d'une garde du corps destinée à remplacer les mercenaires ne fut pas accueillie aussi bien par Don Juan. Il se préparait, disait-il, à s'avancer jusqu'à Marche en Famenne, et se ferait accompagner d'une garde aussi forte qu'il le jugerait convenable et composée des soldats qu'il trouverait à sa disposition. Cette première entrevue n'amena rien de décisif. Les parties avaient seulement pris la mesure de leurs prétentions respectives, et après quelques jours d'escarmouches au moyen d'apostilles, de répliques et de dupliques, elles se quittèrent, plutôt excitées qu'apaisées.

Le départ des Espagnols et le traité de Gand étaient le nœud vital des négociations. Les États avaient dans l'origine consenti à ce que les troupes étrangères partissent par mer. Mais l'insistance que mettait Don Juan à exiger ce mode de transport éveilla leurs défiances. Quoiqu'ils n'eussent aucune idée des plans mystérieux d'invasion en Angleterre, qui faisaient tant tenir le Gouverneur à ce que le départ des étrangers n'eût pas lieu par terre, ils ne tardèrent pas à apprendre qu'il était partout en rapports secrets avec les troupes. A la suite de ces menées, les principaux officiers de l'armée déclarèrent tous qu'ils ne voulaient point entreprendre un aussi long voyage par terre, à une époque aussi avancée de l'année ; quand les routes et les passages des Alpes étaient si difficiles et si dangereux ; alors surtout que la peste régnait en Italie, et pour d'autres motifs encore. D'autre part, les États, voyant l'anxiété et les détours de Don Juan à propos de cette question sans importance, résolurent à tout hasard de le contrecarrer et d'insister sur le départ par terre. Il faudrait, dirent-ils, trop de temps, trop d'argent et trop de vaisseaux pour opérer par

mer le transport d'une armée aussi considérable, et en attendant, les États se verraient forcés de la nourrir encore pendant une période dont ils ne prévoyaient pas le terme.

Pour soutenir la Pacification de Gand, les États dans le cours de décembre se munirent d'une consultation de onze professeurs de théologie, docteurs *utriusque juris* de Louvain, déclarant que le traité ne contenait rien de contraire à la suprématie de la religion catholique. Tous les évêques, doyens, abbés et pasteurs des Pays-Bas rédigèrent une décision semblable. Un long mémoire, élaboré par le Conseil d'État, sur la demande des États-Généraux, déclara que la Pacification ne contenait, d'autre part, rien qui dérogeât au respect de l'autorité souveraine du Roi. Ainsi renforcés d'opinions qui, il faut l'avouer, étaient plutôt dogmatiques que raisonnées, et dont la défense logique eût été assez difficile, les États attendirent avec confiance l'acceptation par Don Juan des conditions qu'ils lui avaient proposées. Dans l'entretemps et pendant que les négociations subissaient un temps d'arrêt indéfini, une mesure importante vint augmenter encore la valeur de la Pacification de Gand.

Au commencement de Janvier 1577, fut conclue la célèbre « Union de Bruxelles. » Cette remarquable convention fut signée d'abord par huit personnages de grande influence ; entre autres, par l'abbé de Sainte-Gertrude, les comtes de Lalaing et de Bossu et le seigneur de Champagny. C'était un engagement pour tous les signataires, de veiller à l'expulsion immédiate des Espagnols et à l'exécution de la Pacification de Gand, de maintenir la religion catholique et l'autorité du Roi, et de défendre contre toute atteinte la patrie et ses constitutions. Généraliser les effets du traité de Gand, tel était le but de ce nouvel acte. Il ne devait pas être signé seulement par quelques députés,

comme une convention diplomatique, mais tous les personnages marquants des Provinces devaient y concourir, afin de déployer aux yeux de Don Juan un tel appareil de forces réunies qu'il se sentît lui-même obligé de céder aux demandes des États. Ce que les premiers signataires s'étaient proposé réussit. L'engagement d'aider à chasser les Espagnols, tout en restant fidèles au Roi et au catholicisme, fit le tour des Provinces, passant de mains en mains. Il reçut aussitôt l'adhésion et la signature de tout ce qu'il y avait de respectable, de riche ou d'intelligent dans le pays ; nobles, prêtres, bourgeois, se hâtèrent d'y souscrire. Les États-Généraux en avaient eux-mêmes décidé solennellement l'envoi dans toutes les villes, afin que chacun pût être mis en demeure de prendre parti ou pour sa patrie ou pour le despotisme. Dans chaque province deux copies des signatures recueillies furent commandées ; l'une devait être déposée dans les archives locales et l'autre envoyée à Bruxelles. En quelques jours la pièce se couvrit partout de signatures, le Luxembourg seul s'abstint. C'était un grand pas en avant. La Pacification de Gand n'était qu'un traité entre le Prince et les États de Hollande et de Zélande, d'une part, et quelques-unes des provinces, d'autre part, aussi n'avait-elle été signée que par les représentants des parties contractantes. Bien que reçue par des acclamations méritées et générales, elle n'avait pas la force d'un acte populaire. C'est ce que l'on s'était soigneusement efforcé de donner à « l'Union de Bruxelles. » Le peuple, tel qu'il était représenté par les divers degrés de sa hiérarchie sociale, avait été solennellement assemblé en conseil, et venait de rendre son verdict. La liberté d'action la plus complète lui avait été laissée, et cependant l'opinion avait été unanime : les Espagnols devaient partir.

Une révolution subite avait tout récemment rendu au parti national la Frise, Groningue et tous les territoires qui en dépendaient. Le Portugais De Billy s'était vu dépouiller de son autorité de stathouder du Roi, et les États l'avaient remplacé par le baron De Ville, frère du comte d'Hooghstraeten, et le même qui plus tard traître à la cause de la liberté, sous le nom de comte de Renneberg, se couvrit d'infamie. Dans toute cette contrée, l'Union de Bruxelles reçut l'adhésion empressée de toutes les classes. La Hollande et la Zélande n'acceptèrent pas avec moins d'allégresse que les Provinces du sud le compromis qu'on leur soumettait, car il ne leur offrait pas seulement des sûretés pour le passé, un appui nouveau pour la Pacification de Gand, il était le signe précurseur d'une alliance plus intime encore dans l'avenir. L'Union de Bruxelles fut en réalité le germe de « l'Union d'Utrecht, » cette racine vigoureuse d'une république qui devait avoir plus de deux siècles de durée. Malheureusement cette première union portait dans son sein même l'élément de sa destruction. Mais comment eût-on pu ne pas insérer de fortes protestations en faveur de la religion catholique dans une pièce à laquelle on voulait faire faire le tour des Provinces. Le but principal était de réunir autant de forces, et de faire sous les yeux du Gouverneur une manifestation aussi frappante que le permettaient les circonstances. Ce but immédiat fut atteint, une union temporaire se conclut, mais il était impossible que la combinaison eût une existence durable avec un dissolvant comme la suprématie catholique au nombre de ses éléments constitutifs. Ce fut précisément à cette fatale fissure que se produisit par la suite la rupture de l'Union. L'Union suivante consacra définitivement la séparation des Provinces en Catholiques et Protestantes ; en républiques autonomes et en dépendances

d'une monarchie lointaine. Quoi qu'il en soit, « l'Union de Bruxelles » produisit pour le moment cet admirable effet de réunir tous les amis de la patrie et les ennemis de la tyrannie étrangère, sur une question vitale — l'expulsion hors du pays de tout élément étranger. Ils ne voulaient pas que le pied du soldat espagnol souillât plus longtemps leur sol. Tous avaient été contraints de se prononcer sans peur et sans équivoque, afin que les patriotes pussent se donner la main, et vouer les traîtres à l'infamie. La mesure était en stricte concordance avec les avis donnés à diverses reprises par le prince d'Orange ; c'était, presque à la lettre, la réalisation du Compromis qu'avant l'arrivée de Don Juan il avait déjà préconisé.

Les négociations avec le nouveau Gouverneur furent bientôt reprises, mais à Huy au lieu de Luxembourg. Une députation des États-Généraux, — dans laquelle figuraient beaucoup de signataires de l'Union de Bruxelles — vint trouver Don Juan qui la reçut avec une hautaine politesse. Mais les envoyés étaient décidés à mener les choses haut la main, et n'entendaient pas supporter ces dehors impérieux, ni tolérer de plus longs retards. Aussi, la politesse fit-elle bientôt place à la colère, et les reproches et les récriminations remplacèrent le digne et vide cérémonial qui avait caractérisé les entrevues de Luxembourg.

Les envoyés, notamment Sweveghem et Champagny, ne cachèrent nullement leurs sentiments envers la soldatesque espagnole et les Espagnols en général, et prirent un langage et un ton que le bouillant général n'avait pas l'habitude d'entendre. Il se plaignit à l'issue de l'audience de ce que les habitants des Pays-Bas étaient fort mal élevés — qu'au lieu de plier le genou ils semblaient fort disposés à usurper le sceptre. L'insolence avait en effet pris la place de l'humilité, et

l'esclave d'hier appliquait aujourd'hui à son maître ses chaînes et son fouet. Des négociations commencées avec tant d'aigreur des deux parts ne pouvaient qu'être orageuses et lentes.

Les députés adressèrent tout d'abord au Gouverneur trois brèves questions. Était-il convaincu que dans la Pacification de Gand il ne se trouvait rien de contraire à la religion romaine et à l'autorité du Roi? Dans l'affirmative, était-il disposé à approuver ce traité dans toutes ses clauses? Était-il prêt à renvoyer immédiatement ses troupes par terre, le voyage par mer soulevant trop de difficultés?

Le même jour, le 24 du mois de janvier, Don Juan répondit à ces trois questions — qui en réalité n'en formaient qu'une seule sous trois formes différentes. La réponse était aussi compliquée que la demande était simple. Elle consistait en six articles de propositions et vingt-un articles de réquisitions; en tout vingt-sept articles. En somme, il proposait le renvoi des troupes étrangères, — la conclusion d'un traité de paix générale pour tout le pays — le gouvernement de l'empereur Charles comme type de son administration — l'intervention des États-Généraux dans les affaires publiques pour autant que le Roi y consentît — l'oubli et le pardon des offenses passées — la mise en liberté de tous les prisonniers. D'autre part il requérait les États de payer la solde arriérée des troupes préalablement au départ de celles-ci, et de fournir les vaisseaux nécessaires à leur transport, attendu que les Espagnols ne voulaient pas s'en aller par terre, et qu'à Luxembourg les députés des États avaient consenti à ce qu'il partissent par mer. Il demandait ensuite la dissolution de l'armée des États. Il lui fallait de la part de l'autorité ecclésiastique une preuve raisonnée de la parfaite innocuité de la Pacification de Gand au point de vue du catholicisme; de

la part des corps judiciaires une déclaration semblable au point de vue de la suprématie de Sa Majesté ; et de plus un serment prêté par les États-Généraux, jurant de maintenir inviolablement la religion et le Roi, et de s'employer à ce maintien dans la Hollande et la Zélande. Il voulait pouvoir employer des fonctionnaires civils et militaires de toutes les nations, et exigeait enfin des États la promesse qu'ils empêcheraient le prince d'Orange de faire revenir d'Espagne, soit par force, soit par ruse, son fils, le comte de Buren.

Les députés s'indignèrent naturellement de cette longue tentative de mystification. Ils ne lui avaient, au fond, posé qu'une seule et fort simple question : Ratifierait-il le traité de Gand ? Et voilà qu'on leur donnait réplique en vingt-sept articles, sans qu'il fût répondu à leur demande. Ils veillèrent toute la nuit, préparant un protocole très violent, dans lequel ils renversaient pièce à pièce toutes les prétentions du Gouverneur. De bon matin, ils se présentèrent à Son Altesse, lui remirent leur document, et en même temps lui demandèrent nettement et de vive voix, si oui ou non il voulait observer le traité. Ainsi acculé en présence des députés, des membres du conseil d'État venus de Bruxelles, et des délégués que l'Empereur venait d'envoyer assister aux délibérations, le Gouverneur répondit : Non. Il ne pouvait ni ne voulait ratifier le traité, parce que cet acte flétrissait les Espagnols du nom de rebelles ; parce qu'il exigeait la délivrance du comte de Buren, — et pour beaucoup d'autres raisons qu'il ne lui plaisait point de dire. Alors s'engagea un débat orageux, qui dura toute la journée sans aboutir à aucun résultat. A dix heures du soir, les députés qui s'étaient retirés pour quelques instants, revinrent, porteurs d'une protestation, dans laquelle ils déclaraient n'être point responsables de la

rupture des négociations, et se laver les mains de l'effusion du sang qui pourrait s'ensuivre. A la lecture de cette pièce, Don Juan fut pris d'un effroyable accès de rage. Il s'écria que les députés étaient des traîtres. Il jura que des gens qui se présentaient à lui, les poches pleines de protestations préparées d'avance, ne pouvaient qu'avoir été rebelles dès l'origine, et n'avaient jamais eu l'intention de s'arranger avec lui. Son langage et sa contenance trahissaient sa fureur. Il était las, disait-il, des menées des États. Qu'ils prissent bien attention à leurs actes, car le Roi ne laisserait pas leur rébellion impunie. Il allait tirer l'épée,— non pas la sienne, mais celle de Sa Majesté, et jamais guerre n'aurait été aussi terrible que celle qu'ils provoquaient par leurs insolences. Il ne s'arrêta pas là, mais ses injures rencontrèrent un tout autre accueil qu'une soumission muette et moutonnière. Ce n'était plus le temps où les députés des États-Généraux tremblaient devant la colère des vicaires du monarque. Les emportements de Don Juan n'étaient pas de l'huile sur une mer agitée, c'était le feu mis à la mine chargée. Les députés à leur tour laissèrent déborder leurs passions, et peu s'en fallut que des invectives on n'en vînt aux voies de fait. Un des députés répliqua avec tant d'audace et de véhémence, que le Gouverneur saisissant sur la table une lourde sonnette d'argent la brandit vers la tête de l'insolent ; heureusement l'intervention opportune d'un des ambassadeurs de l'Empereur empêcha le coup fatal d'être porté.

Cette infructueuse journée tirait à sa fin, quand les députés quittèrent Don Juan dans un état d'exaspération égal au sien. Aussi, ne fut-ce pas sans quelque surprise qu'ils se virent réveillés après minuit par un certain père Trigoso, qui venait les trouver, porteur d'un message conciliant de la part du Gouverneur.

Endormis et stupéfaits, ils en étaient encore à se frotter les yeux, quand le duc d'Aerschot, l'évêque de Liège et plusieurs conseillers d'État arrivèrent. Ces personnages apportaient la nouvelle du consentement donné enfin par Don Juan au maintien de la Pacification de Gand, ainsi que le prouvait une note de sa propre main dont ils étaient munis. Ce billet fut lu avec avidité, mais malheureusement ne répondit pas à l'attente générale. « Je consens » , disait don Juan, « à approuver la paix conclue entre les États et le prince d'Orange, à condition que rien n'y paraisse nuisible à l'autorité de Sa Majesté et à la suprématie de la religion catholique, et, en outre, sous réserve des points énumérés dans ma dernière communication. »

Des gens qui s'étaient endormis sous l'influence d'une vive indignation, ne devaient guère être de meilleure humeur en se voyant soudain tirés de leur premier sommeil pour entendre la lecture d'un semblable message. Ce n'était qu'une nouvelle tentative de mystification. N'avaient-ils pas produit l'opinion très satisfaisante des principaux théologiens et jurisconsultes du pays, sur les deux points relatifs à la partie du traité de Gand? Dès lors, ne devaient-ils pas rejeter cette condition qu'imposait le Gouverneur pour sa propre et unique satisfaction? Ils retournèrent donc, avec un redoublement de mauvaise humeur, reprendre leur sommeil troublé.

Le matin venu, ils étaient déjà bottés et éperonnés, sur le point de reprendre le chemin de Bruxelles, quand ils reçurent de Don Juan un nouveau message. Cette fois, le langage du Gouverneur était plus admissible. « Je consens », disait-il, « à ratifier la paix conclue entre les États et le prince d'Orange, si je reçois des autorités ecclésiastiques et de l'Université de Louvain, l'assurance satisfaisante que ladite paix

ne contient rien qui déroge à la religion catholique — et la même assurance de la part du conseil d'État et de l'évêque de Liège et des délégués de l'Empereur, que le traité ne peut préjudicier en rien à l'autorité de Sa Majesté. » C'était enfin quelque chose de précis : ces conditions pouvaient être remplies. En fait, elles l'étaient déjà. Les assurances réclamées par le Gouverneur étaient déjà données; la Pacification de Gand était donc implicitement approuvée. Aussi les députés se rendirent-ils auprès de Don Juan, pour s'entretenir cette fois avec lui sur un ton plus amical. Néanmoins ce fut en vain qu'ils s'efforcèrent d'obtenir son consentement au départ des troupes par voie de terre, — le seul point encore en contestation. Don Juan caressant toujours en secret ses desseins mystérieux si intimement liés à l'embarquement de ses soldats, refusa de céder. Il reprocha, au contraire, aux députés, l'importunité qu'ils montraient en produisant de nouvelles exigences, juste au moment où, sous sa responsabilité et sans mandat, il venait d'approuver le traité de Gand. Décidés dans leur for intérieur à l'emporter également sur le point encore contesté, mais ne se doutant nullement du motif secret qui produisait la résistance acharnée du Gouverneur, les députés prirent congé de lui dans les meilleurs termes, en lui promettant un rapport favorable sur les négociations, dès qu'ils seraient de retour à Bruxelles.

Après avoir concédé tant de choses, Don Juan fut bientôt contraint de concéder tout. L'empereur Rodolphe venait de succéder à son père Maximilien [1]. Le souverain défunt, dont les tendances dans la grande question de la tolérance religieuse étaient si intimement d'accord avec celles du prince d'Orange, avait en somme et malgré ses liens de famille et les néces-

[1] L'Empereur Maximilien mourut le 12 Octobre 1576.

sités politiques, fait pour les Pays-Bas à la cour de Philippe, tout ce que des paroles et des remontrances pouvaient faire. D'aide active, d'assistance pratique, il n'en avait certes pas apporté. Évidemment, il s'était trop acharné à cette impossibilité radicale : soutenir les Provinces sans offenser le Roi — ce qui dans le rude langage de Hans Jenitz était « vouloir avoir la peau lavée sans être mouillé. » Il avait souvent entravé la liberté d'action du Prince, comme nous avons eu plusieurs fois occasion de le voir dans le cours de cette histoire ; néanmoins, la cause des Pays-Bas, de la religion et de l'humanité avait beaucoup perdu en le perdant. Rodolphe II, son successeur et son fils aîné, était un catholique ardent, qui ne pouvait continuer longtemps des relations amicales avec un prince proscrit et une population réformée. Le nouvel Empereur avait cependant reçu avec faveur les envoyés secrets d'Orange, et désirait sincèrement arriver à pacifier les Pays-Bas. Les agents avaient assisté à toutes les délibérations récemment avenues entre les États et Don Juan, et ce furent leurs vives remontrances qui firent tomber les dernières objections du Gouverneur-Général. Dissimulant un soupir de regret, il remit à plus tard l'espoir mystérieux et chéri qui l'avait amené dans les Provinces, et consentit au départ des troupes par voie de terre.

Tous les obstacles ayant ainsi disparu, le mémorable traité connu sous le nom d'Édit Perpétuel fut enfin signé à Marche en Famenne le 12, et à Bruxelles le 17 du mois de février 1577. Cet édit, rendu au nom du Roi, comprenait 19 articles. Il approuvait et ratifiait la paix de Gand, en conséquence de l'avis favorable émis par les prélats, le clergé et les docteurs *utriusque juris* de Louvain, qui avaient déclaré que, bien loin de pouvoir nuire à la suprématie de l'Église catholique ou à l'autorité du Roi, cette paix, au con-






traire, était toute en leur faveur. Il promettait que « librement, franchement, sans retard d'aucune sorte et par terre, les soldats étrangers quitteraient le pays pour n'y plus revenir qu'en cas de guerre avec l'étranger. » — Les Espagnols se mettraient en marche dans quarante jours, les Allemands et autres aussitôt que les États-Généraux auraient pris les mesures nécessaires pour le payement de leurs gages. Il décidait la mise en liberté des prisonniers des deux parties belligérantes à l'exception du comte de Buren, qui ne devait être rendu à son père qu'après que celui-ci aurait exécuté les décisions que prendrait l'assemblée des États-Généraux. Il garantissait le maintien de tous les privilèges, chartes et constitutions des Pays-Bas. Il imposait aux États-Généraux le serment de protéger la religion catholique. Il constatait leur engagement de procéder au licenciement de leurs troupes. Il donnait à Don Juan la certitude d'être inauguré comme Gouverneur-Général, dès que les Espagnols, les Italiens et les Bourguignons auraient quitté le territoire des Provinces.

Telles étaient les principales clauses de ce fameux traité que Philippe confirma quelques semaines plus tard, par une lettre adressée aux États de Brabant et par une ordonnance publiée à Madrid. Tout ce que les députés des États exigeaient dès l'origine des négociations avait donc enfin été concédé par Don Juan. Ils avaient réclamé le départ des troupes, soit par mer, soit par terre. Il avait d'abord résisté longtemps, mais avait enfin consenti à leur renvoi par mer. Alors on avait insisté sur la voie de terre. Il avait fini quoiqu'avec répugnance par céder également sur ce point. La ratification du traité de Gand avait d'abord été nettement refusée. Il arrivait dans le pays juste au moment où le traité venait de se conclure et, par conséquent, était sans instruction sous ce rapport.

Néanmoins, reculant peu à peu, il avait accepté le traité sous certaines réserves. Ces réserves, relatives aux deux grands sujets de la suprématie du Roi et du catholicisme, il voulait d'abord ne le faire dépendre que de sa propre appréciation. Sur ce point encore il avait été débordé. A son grand dépit il devait consentir à substituer à sa conviction raisonnée les déclarations dogmatiques du Conseil d'État et des docteurs de Louvain. Comme il ne voyait pas trop bien comment un traité abolissant les Édits de Charles-Quint et les ordonnances du duc d'Albe — enlevant à la juridiction du Roi pour le confier aux États-Généraux le jugement de la question religieuse en Hollande et en Zélande — suspendant la persécution — établissant la tolérance — confirmant en qualité de stathouder du Roi dans le gouvernement de deux provinces rebelles et hérétiques, l'hérétique et le rebelle le plus dangereux des Pays-Bas — comme, disons-nous, il ne voyait pas trop bien de quelle manière un pareil traité « pouvait être plus avantageux que préjudiciable à l'absolutisme royal et à l'exclusivisme catholique », il avait naturellement commencé par hésiter.

Le Gouverneur avait ainsi déconcerté le prince d'Orange, non par l'opiniâtreté de ses résistances, mais par l'ampleur de ses concessions. Pour un instant toutes les combinaisons de Guillaume le Taciturne furent déroutées. Si le Prince s'était attendu à tant de largesses, il eût probablement élevé ses prétentions beaucoup plus haut, car évidemment il ne désirait ni n'espérait la paix. Ce fut en vain que le duc d'Aerschot et l'évêque de Liège essayèrent d'amener ses députés à signer à Marche en Famenne l'arrangement du 27 janvier, qui servait de base à l'Édit Perpétuel. Ils refusèrent leur consentement avant d'avoir pris l'avis du Prince et des États de Hollande et de Zélande. Pendant ce temps les autres commissaires

faisaient marcher les affaires beaucoup plus rapidement. Les États envoyèrent au Prince une députation chargée de lui demander son opinion, mais avant qu'ils n'eussent même pu recevoir sa réponse, ils signaient le traité. C'était agir envers lui avec peu de courtoisie, si pas même avec mauvaise foi. Le Prince en fut surpris et indigné. Au fond, il n'avait aucune confiance en Don Juan ; toutes ses paroles et toutes ses lettres en témoignaient. Il le croyait un profond hypocrite, et un ennemi aussi dangereux pour les Pays-Bas que le duc d'Albe ou Philippe lui-même. Il avait étudié mûrement vingt-cinq lettres du Roi, du Gouverneur, de Jérôme de Roda et d'autres personnages, que le duc d'Aerschot qui les avait interceptées lui avait récemment confiées, et il y avait trouvé de quoi s'affermir dans ses premiers soupçons et même de quoi en concevoir de nouveaux. Quelques jours avant la signature du traité, de nouvelles lettres d'Alonzo de Vargas et d'autres personnes de marque, avaient encore été interceptées ; elles avaient révélé tout un plan pour s'emparer des places fortes du pays et réduire ensuite celui-ci en une servitude complète. Le Prince en avait pris texte pour assurer aux États-Généraux que l'intention bien arrêtée du gouvernement n'avait été pendant tout le cours des négociations que de dissimuler, quel que pût être en public le langage de Don Juan et de ses agents. En conséquence il les implorait de « prendre pitié de ce pauvre peuple » et de sauver la patrie du piège qui lui était tendu. Depuis le premier jour, il avait exprimé la même défiance raisonnée et sincère, que de nombreuses preuves justifiaient d'ailleurs. Ce n'était donc pas sans raison qu'il s'irritait de la hâte que les États avaient mise à s'entendre avec le Gouverneur, — de l'aveuglement avec lequel, ainsi qu'il le dit par la suite, « comme sangliers écumants de rage ils venoient

eux-mesmes se lancer dedans l'espieu du cœur sanguinaire de Don Juan. » Il était convaincu que celui-ci n'avait rien signé ni juré, qu'avec la restriction mentale de reprendre sa parole dès qu'il se repentirait de l'avoir donnée. Il doutait également de la bonne foi et de la fermeté des grands seigneurs. Il ne s'était jamais grandement fié aux protestations du courtisan d'Aerschot, et il n'avait pas même foi entière dans le brave Champagny, malgré sa conduite lors du sac d'Anvers. Ce qui le fâchait surtout, c'était l'engagement non de démolir, mais de restituer, au contraire, au Roi ces citadelles haïes, nids de la tyrannie, par lesquelles les florissantes cités des Pays-Bas étaient tenues dans une continuelle inquiétude. Qu'elles fussent dans les mains du Roi, des nobles, ou des magistrats municipaux, elles lui étaient toujours également odieuses, et depuis longtemps il avait pris la résolution de les raser jusqu'aux fondements. Bref, il croyait que les États s'étaient jetés dans la gueule du lion, et il rattachait d'avance les plus funestes conséquences au traité qui venait d'être conclu. Selon lui, et pour employer ses propres paroles : « toute la différence entre Don Juan, le duc d'Albe, et Louis de Requesens estoit... qu'il ne pouvoit pas si longtemps cacher son venin, et estoit plus impatient de tremper ses mains dans le sang. »

Dans la Pacification de Gand, le Prince avait trouvé la récompense des longs labeurs de toute sa vie. Il avait réuni en un faisceau dressé contre la tyrannie étrangère, un groupe de provinces sœurs par l'histoire, la langue et les coutumes. L'amour des libertés antiques, la haine des soldats espagnols rendaient enfin à la Hollande et à la Zélande l'étreinte fraternelle de leurs voisines. Le démon du fanatisme religieux dont le corps politique avait été possédé pendant tant d'années, était conjuré ; car le traité de Gand, large-

ment interprété, ouvrait la porte à la tolérance universelle. Dans l'Édit Perpétuel le Prince voyait la destruction de son œuvre. La Hollande et la Zélande étaient encore une fois scindées d'avec les quinze autres provinces, et la guerre allait bientôt déchaîner de nouveau ses horreurs sur leur sol voué au malheur. Quant à l'article relatif au maintien de la Pacification de Gand, ce n'était à ses yeux que du vent ; les dictons solennels du Conseil d'État et les subtilités des Louvanistes ne seraient qu'un bien frêle boulevard, quand le flot de la tyrannie monterait de nouveau. Ou bien on avait le dessein tacite de tolérer la religion réformée ou bien celui de l'extirper radicalement. Soutenir que le traité de Gand, loyalement interprété, était une garantie pour le despotisme du Roi ou de l'Église, c'était prétendre qu'un furieux enchaîné est plus dangereux dans les chaînes que libre et l'épée à la main ; c'était se refuser à voir la différence existant entre le conventicule privé et l'échafaud public. L'Édit Perpétuel, tout en feignant de soutenir le traité de Gand, devait nécessairement le détruire d'un coup dès que la tyrannie, pendant un court repos, aurait, comme les aigles, refait son aire et ses petits. Dès lors Guillaume d'Orange pouvait-il accepter l'Édit Perpétuel, compromettre avec Don Juan? Dix mille fantômes sortaient du lac d'Harlem, des rues affamées et empestées de Leyde, des ruines fumantes d'Anvers, pour arrêter sa main et l'empêcher de pactiser avec un despotisme dont la souplesse égalait la cruauté.

Approuver l'Édit Perpétuel n'était donc pas la politique de Guillaume d'Orange, à qui Don Juan était suspect, Philippe odieux.

Suspectant ainsi Don Juan, abhorrant Philippe, doutant des nobles des Pays-Bas, n'ayant confiance que dans la masse des citoyens, Guillaume d'Orange

ne pouvait appuyer l'Édit Perpétuel et rester fidèle à sa politique. De plus, les États avaient traité sans son assentiment et même contrairement à son avis formel ; raison de plus pour qu'il fût mécontent. Aussi refusa-t-il de publier et de reconnaître le traité en Hollande ou en Zélande. Quelques semaines avant, il avait en son nom personnel, soumis aux États de ces provinces une série de questions destinées à les éprouver ; il leur avait demandé entre autres choses : s'ils étaient prêts à soutenir encore une nouvelle guerre sanglante pour la défense de leur religion, même si le nouveau gouvernement reconnaissait tous leurs autres privilèges. Un débat long et animé s'était engagé qui, sans se terminer par aucune résolution positive, n'avait pas laissé que de faire voir chez les États des dispositions excellentes. Aussitôt après la signature de l'Édit Perpétuel, les États-Généraux avaient envoyé demander au Prince son opinion et son approbation. Immédiatement d'Orange, au nom de la Hollande et de la Zélande, répliqua par un mémoire motivé, dans lequel il faisait de graves objections à la teneur générale de l'Édit. Il se plaignait de ce que les Constitutions et les lois du pays fussent violées par l'abandon de cet ancien privilège qu'avaient les États-Généraux de se réunir quand bon leur plaisait, et par le maintien de la captivité du comte de Buren, qui n'était coupable d'aucun crime, et dont la détention prouvait que personne, quelles que fussent les promesses, ne pouvait se dire sûr de sa vie ou de sa liberté. La ratification du traité de Gand n'était, disait-il, ni précise ni catégorique, on la faisait dépendre d'une foule d'adroits subterfuges. Il s'élevait amèrement contre la clause de l'Édit, qui imposait aux États l'obligation de payer les gages de ces soudards qu'ils venaient de déclarer bandits et rebelles, et de la main desquels ils avaient souffert de si affreux outrages. Il flétrissait la

lâcheté de laisser ces mercenaires emporter avec eux tant de joyaux, de vaisselle, d'objets précieux, qui n'étaient que le produit de leurs rapines dans le pays. Il finissait cependant en se déclarant prêt à signer l'Édit, si les États-Généraux s'engageaient d'avance, pour le cas où les Espagnols ne seraient point partis dans le délai convenu, à s'abstenir de reconnaître Don Juan et même de communiquer avec lui, et à entreprendre eux-mêmes par la force des armes l'expulsion des troupes étrangères.

Tel était la réponse à l'Édit Perpétuel, le premier manifeste solennel du Prince, uni du reste de cœur et d'esprit aux États de Hollande et de Zélande. Tout ce qu'il déclarait ainsi publiquement était d'ailleurs en conformité parfaite avec son sentiment intime. « Quelque mine que Don Juan d'Austrice face du contraire,» écrivait-il à son frère, « n'est aulcunement son intention d'entretenir la pacification, naguerres faicte en ces pays, et moins encoir de faire sortir les Espangnolz, avecq lesquelz il tint la plus estroicte correspondance qu'il peult. »

De son côté, le Gouverneur désirait ardemment se concilier le bon vouloir du Prince. Il ne cherchait qu'à gagner l'amitié de l'homme sans le concours duquel, il le savait, serait vain tout effort qui tendrait à recouvrer la Hollande et la Zélande et à rétablir la tyrannie royale et ecclésiastique. « C'est lui le pilote qui guide la barque, » écrivait Don Juan à Philippe. Lui seul peut la sauver ou la faire périr. Les plus grands obstacles seraient donc écartés si l'on parvenait à le gagner. Il avait proposé, et cela avait été approuvé par Philippe, de transférer au comte de Buren toutes les dignités du Prince, son père, à condition que celui-ci consentît à se retirer en Allemagne. Mais évidemment cette proposition ne devait pas rencontrer grand succès, car la charge de père de la

patrie et de défenseur des libertés nationales n'était pas transmissible.

A Louvain, où il s'était rendu après la publication de l'Édit Perpétuel, Don Juan avait conféré avec le duc d'Aerschot, et ils avaient trouvé qu'il serait bon d'envoyer le docteur Léoninus en mission privée auprès du Prince. Avant de partir, le savant envoyé eut une longue conversation avec le Gouverneur. Celui-ci le chargea de représenter au Prince le danger et les incommodités auxquels Don Juan s'était exposé en venant d'Espagne pour pacifier les Pays-Bas. Léoninus devait ajouter l'assurance que le traité récemment conclu serait fidèlement observé, que les Espagnols se préparaient déjà à partir, qu'en cela et en toutes autres choses, ce que Don Juan avait promis serait réalisé, qu'il prendrait même les armes contre quiconque l'empêcherait de remplir ses engagements : qu'en garantie de sa parole, il s'était mis au pouvoir des États. Il devait faire observer à Guillaume qu'il avait en ce moment l'occasion de rendre au Roi un service en récompense duquel il obtiendrait, non seulement le pardon de ses fautes, mais encore la faveur du monarque, et tous les honneurs qu'il pourrait désirer ; qu'ainsi il pourrait assurer l'avenir de sa maison ; que Don Juan lui serait bon ami, et comme tel qu'il ferait pour lui plus peut-être qu'il ne pensait. L'envoyé devait aussi faire voir au Prince que s'il persistait dans son opposition, chacun, avec juste cause, se tournerait contre lui, et qu'il en résulterait inévitablement la ruine de sa maison. Il lui protesterait que Don Juan ne venait que pour pardonner et oublier, pour réduire le gouvernement des Pays-Bas à sa forme ancienne et y établir une paix au moyen de laquelle ils pussent se relever des malheurs dont ils avaient souffert, de sorte que, si c'était pour cela que le Prince avait pris les armes, il était maintenant

de son devoir de les déposer et de faire tous ses efforts pour maintenir la paix et rétablir la religion catholique. Enfin Léoninus devait insinuer que si le Prince voulait écrire à Don Juan, Don Juan lui répondrait de manière à lui donner toute satisfaction. Dans ces instructions pacifiques et ces expressions d'amitié, Don Juan était sincère. « Le nom de Votre Majesté, » écrivait-il hardiment en rendant compte au Roi de ses efforts, « est autant abhorré et méprisé aux Pays-Bas, qu'on y aime et qu'on y craint celui du prince d'Orange. Je négocie avec lui, pour lui donner toutes sûretés, car je vois que l'établissement de la paix, ainsi que le maintien de la religion catholique et de l'obéissance due à Votre Majesté dans ces provinces, dépend maintenant de lui et que les choses en sont arrivées au point qu'il faut faire de nécessité vertu. S'il prête l'oreille à mes propositions, ce ne sera *qu'à des conditions très avantageuses pour lui* : mais il faudra en passer par là plutôt que de perdre tout. »

Don Juan était sincère ; malheureusement il ne savait pas que le Prince aussi était sincère. Le Croisé qui d'un seul coup avait jeté trente mille païens dans l'abîme, et qui rêvait de la reine d'Écosse et du trône d'Angleterre, n'avait dans le cerveau pas de place pour l'image d'un *patriote*. Faveurs royales, prospérité de sa maison, dignités, charges, ordres, conditions avantageuses, tel était l'appât qu'il faisait miroiter aux yeux du prince d'Orange. Il ne comprenait pas comment l'attachement à un pays à demi-submergé, et à une croyance méprisée, pourrait détruire le charme de ces belles conditions et de ce brillant avenir. Il ne concevait pas que ce rebelle, une fois bien assuré non seulement du pardon, mais même de largesses, pût hésiter et repousser la main qu'un Roi lui tendait en signe de réconciliation. Don Juan n'avait pas pris la mesure exacte de son grand adversaire.

Le résultat de ses missions successives auprès du Prince devait lui faire voir plus clair [1]. Dans le cours de son entrevue avec d'Orange, à Middelbourg, Léoninus fit remarquer que Son Altesse ne s'était fait accompagner, en venant aux Pays-Bas, d'aucunes troupes ; qu'elle s'était livrée au duc d'Aerschot; qu'elle était entrée à Louvain sans garde, sous la seule promesse des bourgeois et des étudiants ; que tout cela montrait en elle des intentions sincères. Il engagea le Prince *à ne pas laisser échapper une occasion si favorable de mettre sa maison à couvert de toute chance ;* il lui parla de Marius, de Sylla, de Jules César et d'autres promoteurs de guerres civiles, et en se retirant il le pria de penser mûrement à tout ce qu'il venait de lui proposer, et d'invoquer Dieu pour qu'il lui donnât de bonnes inspirations.

Le lendemain, Guillaume déclara à l'ambassadeur, que, après avoir prié Dieu de l'éclairer, il se sentait plus que jamais convaincu de l'obligation où il se trouvait d'exposer toute la situation aux États, envers lesquels il avait des obligations comme leur serviteur. Il ajouta qu'il ne pouvait oublier ce qui était arrivé aux comtes d'Egmont et de Horn, ni la manière dont avait été violée la promesse faite aux gentilshommes confédérés par la duchesse de Parme, ni la conduite du roi de France envers l'amiral Coligny. Il parla d'avis venus de tous côtés, d'Espagne, de France et d'Italie, et qui lui assuraient qu'on était décidé à lui

[1] Des détails complets sur la mission de Léoninus sont donnés par M. Gachard dans la préface du troisième volume de la Correspondance de Guillaume le Tacit. pages LIV., sqq. Ce publiciste distingué les a tirés d'une relation manuscrite faite par Léoninus à son retour à Louvain, et de laquelle une traduction en espagnol a été trouvée par M. Gachard dans les archives de Simancas.

faire la guerre, ainsi qu'aux États de Hollande et de Zélande. Aussi ceux-ci, dit-il, prenaient leurs mesures en conséquence, et savaient bien qu'un nonce du pape était arrivé aux Pays-Bas pour conclure une ligue contre eux. Dans la soirée, le Prince se plaignit de ce que les États-Généraux se fussent tant pressés de conclure avec Don Juan. Il signala plusieurs articles du traité, qui ne pouvaient qu'augmenter les défiances ; et notamment l'engagement pris par les États d'entretenir et de faire entretenir la religion catholique romaine. Cet article était, dit-il, en pleine contravention à la Pacification de Gand, qui avait remis ce point à une assemblée future des États-Généraux. Léoninus s'appliqua, du mieux qu'il put, à réfuter son interlocuteur. Dans la dernière entrevue, le Prince persista dans l'intention de rendre compte, avant tout, aux États de Hollande et de Zélande. Ne pas le faire, c'était selon lui s'exposer d'un côté, à se perdre, et de l'autre, à encourir l'indignation de ceux qui le soupçonneraient de les avoir trahis. Léoninus, en recevant la réponse destinée au duc d'Aerschot, pria le Prince de lui déclarer s'il y avait quelque apparence d'un arrangement pour l'avenir. D'Orange répondit, que, pour lui, il n'espérait pas qu'on pût parvenir à s'entendre, mais qu'il engageait Léoninus à se trouver à Dordrecht, lorsque les États s'y assembleraient.

Malgré le mauvais résultat de cette mission, Don Juan ne désespérait pas encore d'assouplir la raideur du Prince. Il espérait que s'il parvenait à avoir avec lui une entrevue personnelle, il saurait déraciner de l'esprit de son antagoniste bien des motifs de soupçon. « Nous ne sommes pas dans un temps, écrivait-il au Roi, où l'on doive avoir des préférences ni s'arrêter à des points d'étiquette : il faut tâcher de rétablir l'État par tous les moyens possibles, car la véritable

autorité, la véritable réputation consiste à le conserver; et je ne connais d'autre voie pour prévenir sa ruine, que la réduction de cet homme qui exerce tant d'influence sur la nation. » Le Prince avait en réalité la partie belle. A peine eût-on trouvé un homme dans la Hollande et la Zélande qui ne fût prêt en toute occasion à se plier à ce qu'il déciderait. Dans toutes les autres provinces, la masse du peuple avait en lui la confiance la plus absolue, le clergé et les grands nobles le respectaient et le craignaient tout en essayant en secret de contrecarrer ses desseins. En possession d'un pouvoir dictatorial dans deux des provinces, et d'une influence immense dans les quinze autres, rien ne lui était plus facile que de trahir sa patrie. L'instant était éminemment propice. Le monarque implacable était presque à genoux devant son vassal rebelle. On offrait tout : pardon, faveurs, puissance. « Vous ne sauriez vous imaginer », lui faisait dire Don Juan, « tout ce que je puis faire pour vous. » Le Gouverneur était impatient à l'extrême d'acheter le seul ennemi que Philippe eût à craindre. Le Prince n'avait personnellement rien à gagner à continuer la lutte. La proscription, la mise hors la loi, l'humiliation, la ruine, l'assassinat, le martyre, — c'étaient là les seules palmes qu'il pût espérer atteindre. Il avait beaucoup à perdre : hier encore comblé d'honneurs et de dignités, entouré d'éclat et de splendeur, ayant de vastes biens à partager entre ses nombreux enfants, tout à coup aujourd'hui il pouvait recouvrer tout cela, et peut-être bien plus encore! Et que fallait-il qu'il fît? Rien, vraiment. Déserter les convictions de toute sa vie, et trahir un ou deux millions de cœurs confiants — c'était là tout.

Quant aux promesses que faisait le Gouverneur de traiter désormais le pays avec douceur, le Prince ne pouvait que les louer, même en doutant de leur

accomplissement. Dans sa réponse aux deux lettres de Don Juan, il remerciait Son Altesse, avec une gravité qui touche à l'ironie, de la bénigne courtoisie et de l'honneur signalé qu'elle s'était plu à lui montrer en le conviant si humainement et avec tel soin *à une vie tranquille*, en laquelle Son Altesse semblait faire consister le comble de la félicité de cette vie mortelle, et en lui promettant si libéralement sa faveur et sa grâce. Mais, poursuivait-il — et cette fois avec une gravité réelle — les promesses de Son Altesse, quant à la pacification et quiétude du pauvre peuple des Provinces, étaient chose de beaucoup plus grande et plus parfaite. D'autant que, quant à lui, il avait toujours respecté le bien du public incomparablement plus que le sien propre, « aiant », comme il le disait, « tousjours mis dessoubz les pieds mon regard particulier, ainsi que suis encore résolu de le faire, tant que la vie me demeurera. »

Voilà comment, quant à lui personnellement, Guillaume d'Orange reçut les avances que lui faisait le gouvernement. Sur ces entrefaites, Don Juan vint à Louvain. Il ne devait être inauguré comme Gouverneur-général qu'après que les conditions préliminaires de l'Édit Perpétuel auraient été exécutées et les troupes espagnoles renvoyées du pays, mais il lui semblait inconvenant de rester plus longtemps au seuil des Provinces. C'est pourquoi il s'avança jusqu'au cœur du territoire, se livrant sans défense à la loyauté du peuple et affectant une confiance chevaleresque qu'au fond il était loin de ressentir. Bientôt se pressèrent autour de lui les courtisans, les valets du pouvoir, les nobles chasseurs d'emplois. Des gens qui étaient restés invisibles, tant que l'issue d'orageuses négociations avait été douteuse, l'assiégeaient maintenant de leur obséquiosité et le suivaient comme son ombre. Tel grand seigneur voulait un régiment, tel autre un

gouvernement, un troisième une clef de chambellan ; tous, des titres, des rubans, des places, des livrées, des gages. Don Juan distribuait faveurs et promesses avec une prodigalité magique. Philippe, en l'envoyant aux Pays-Bas, afin qu'il se conciliât tous les cœurs par ses grâces personnelles, héritage de l'Empereur son père, Philippe avait eu un dessein en voie d'accomplissement rapide, car ce n'étaient pas seulement les louanges vénales de sycophantes titrés que le jeune prince s'efforçait d'attirer, il se mêlait gaiement et sans morgue à toutes les classes de citoyens. Partout sa charmante figure et ses manières engageantes produisaient leur effet ordinaire. Il dînait et soupait avec les magistrats à l'Hôtel de ville, honorait de sa présence les banquets populaires et se montrait tour à tour, et selon l'occurrence, affable, digne, spirituel, fascinateur ou solennel. A Louvain, les cinq ghildes militaires donnèrent un grand festival. Les invitations ordinaires furent envoyées aux autres corporations et à toutes les confréries d'hommes d'armes du pays d'alentour. Processions animées et splendides, repas somptueux, exercices militaires se succédèrent presque sans interruption. Le jour de la grande lutte d'adresse, tous les hauts fonctionnaires de la contrée furent invités selon la coutume, et le Gouverneur fut gracieusement prié de daigner assister avec eux à la solennité. Grande fut la joie de la multitude quand Don Juan, fidèle observateur de la tradition des princes et des empereurs de sa famille aux jours d'autrefois, vint se ranger lui-même comme compétiteur parmi les arbalétriers. Plus grand encore fut l'enthousiasme quand le vainqueur de Lépante abattit l'oiseau, et fut proclamé roi pour l'année au milieu des éclats tumultueux de l'allégresse populaire. Suivant l'antique usage, les capitaines de la ghilde suspendirent l'oiseau d'or au cou de Son Altesse, et, se rangeant en cortège,

le suivirent jusqu'à la grande église. De là, après les cérémonies religieuses accoutumées, la foule courut autour des tables, où la santé du nouveau roi des arbalétriers fut arrosée de libations sans fin. La joie fut immense et bruyante à ce premier festival, auquel succédèrent partout, pendant ce peu de jours sereins, des fêtes nombreuses, tant les jovials habitants des Provinces croyaient au rétablissement sérieux de la paix. Ils étaient loin de se douter que la guerre, qui durant dix redoutables années avait dévoré la moelle de leur prospérité, n'était qu'à son début, et devait durer trop longtemps pour qu'eux et même leurs enfants en pussent voir le terme.

Quoi qu'il en soit, tout était joie et liesse dans les rues de Louvain. Le Gouverneur, par l'attrait de sa personne, réveillait chez beaucoup de gens le souvenir de l'Empereur jadis si populaire. Il promettait le maintien des libertés et le rétablissement de la prospérité. En outre, il venait d'abattre l'oiseau avec une adresse dont feu l'Empereur eût pu être jaloux, et de présider des banquets solennels avec une grâce que Charles n'eût peut-être pas atteinte. Ses charmes pour le moment tenaient lieu de vertus. « Telles étaient la beauté et la vivacité de ses yeux, » dit son conseiller intime, Tassis, « que d'un seul regard il gagnait tous les cœurs, » et cependant, victime prédestinée, il se sentait en secret exposé aux traits d'un tireur qui ne perdait point son temps au jeu du papegay, mais qui manquait rarement le but. « Tout le pays est à la dévotion du Prince, ainsi que presque tous ses habitants, » écrivait-il secrètement au Roi son frère, au moment même des manifestations enthousiastes qui précédèrent son entrée à Bruxelles.

Tandis que le Gouverneur prolongeait son séjour à Louvain, Escovedo, son secrétaire, s'occupait activement d'organiser le départ des Espagnols, car malgré

ses répugnances premières et les soupçons d'Orange, Don Juan voulait loyalement accomplir sa promesse. Il fit même l'avance de 27,000 florins pour les frais de leur transport, mais cela ne suffisait pas, et pourvoir au payement des arriérés de solde et du montant total n'était pas chose facile. Les États mettaient de la lenteur à fournir les 15,000 florins auxquels il s'étaient engagés. En outre, le crédit du Roi était bien bas. Il n'avait pas été fait régulièrement honneur à ses derniers billets, et quelques-uns même avaient rencontré un refus de payement, qui n'allégeait guère la tâche du financier chargé de conclure de nouveaux emprunts. Escovedo ne ménageait point ses expressions à ce propos ; tous deux, Don Juan et lui, réclamaient du Roi une ponctualité complète dans tous les payements pour l'avenir. Ils appuyèrent surtout sur la nécessité de veiller à ce qu'à l'échéance on soldât les billets tirés au nom de Philippe sur les banquiers lombards et que les Függers d'Anvers avaient escomptés à gros intérêts. « Je supplie sérieusement Votre Majesté, » disait Escovedo, « de s'occuper de ces payements, à quelque prix que ce soit ; » et il ajoutait avec une franchise qui amuse, « ce sera un moyen pour Votre Majesté de rétablir son crédit, et pour le mien, je ne me soucie point de le perdre, quelque petit qu'il puisse être. » Don Juan était encore plus pressant. « Pour l'amour de Dieu, Sire, » écrivait-il, « ne soyez plus en défaut cette fois. Vous devez réfléchir à la nécessité de recouvrer votre crédit. S'il reçoit maintenant le coup mortel, tout fera défaut à Votre Majesté et les soldats seront poussés au désespoir. »

Grâce à des miracles d'activité de la part d'Escovedo, et à la confiance qu'il inspirait personnellement, les fonds nécessaires furent réunis en quelques semaines. Mais de grandes difficultés s'élevèrent alors entre les officiers, pour le choix de celui qui commanderait

l'armée retournant au pays. Don Alonzo de Vargas, chef de la cavalerie, avait été désigné par le Gouverneur, mais Valdez, Romero et d'autres vétérans, refusèrent avec indignation de servir sous lui qu'ils déclaraient être leur inférieur. Tout cela produisit une grande rumeur et de grands embarras, et, pour y mettre fin, on désigna comme commandant en chef le comte de Mansfeldt. Mais ce n'était que jeter de l'huile sur la flamme. Les Espagnols devinrent furieux de la préférence accordée à un étranger, et Alonzo de Vargas, se croyant spécialement outragé, osa adresser au Gouverneur le langage le plus insolent ! Néanmoins, la décision fut maintenue et les troupes quittèrent enfin le pays dans les derniers jours du mois d'avril. Une foule immense s'était rassemblée pour assister à leur départ et pouvait à peine en croire ses yeux, en voyant enfin s'éloigner l'incube sous l'oppression duquel le pays avait si longtemps gémi. Mais la joie des Pays-Bas, quelque extravagante qu'elle fût, était cependant modérée par l'idée que 10,000 Allemands restaient encore dans les Provinces, attachés au service du Roi, et que peut-être le départ des Espagnols n'était qu'une feinte. Dans le fait, Escovedo, tout en exécutant les ordres de Don Juan, en s'occupant ainsi du départ des troupes espagnoles, ne se faisait aucun scrupule de dire au Roi combien il regrettait la mesure et doutait de ses bons effets. Il avait espéré jusqu'au bout qu'on trouverait dans l'état des affaires en France, un prétexte pour justifier le séjour de l'armée près des frontières de ce royaume. Il déclarait au Roi qu'il n'était point rassuré du tout sur la tournure que prendraient les affaires, après le départ des soldats, vu l'esprit de désobéissance que leur présence même n'avait pu complètement étouffer. Son espoir avait toujours été qu'on les garderait dans le voisinage, prêts à se jeter

sur les îles de la Zélande à la première occasion favorable. « Pour ma part, » écrivait-il, « je n'ai point grand souci de l'occupation des places de l'intérieur, mais nous devons nous assurer des îles. Cette affaire-là est bien plus difficile, » poursuivait-il en faisant une allusion perfide aux projets secrets de Don Juan, « que le dessein sur l'Agleterre. Si celui-ci s'exécutait, l'autre irait de lui-même et s'accomplirait sans grands efforts. Que Votre Majesté n'aille pas croire que je dis cela pour appuyer le plan de Don Juan ; pareille idée est très loin de moi. »

Malgré les soupçons du peuple et les répugnances du gouvernement, les troupes ne se mirent pas moins en marche pour ne point s'arrêter avant d'être arrivées en Lombardie. Don Juan écrivit diverses fois au Roi pour appuyer chaudement les droits de ces vétérans et de leurs vaillants officiers, Romero, d'Avila, Valdez, Montesdocca, Verdugo, Mondragon, et les autres, à la reconnaissance et à la générosité du monarque. Ils étaient partis pour l'Italie de fort mauvaise humeur, n'ayant pas reçu la moindre récompense pour leurs longs et pénibles services. Certainement, pour peu qu'une inébranlable fermeté, une valeur désespérée, une cruauté, sœur de la sienne, pussent excuser aux yeux du monarque la révolte qui avait amené forcément leur départ, ces ouvriers avaient bien mérité leur salaire. Don Juan les avait apaisés en leur promettant, dès leur arrivée en Lombardie, d'amples satisfactions, et s'était empressé de solliciter dans les termes les plus pressants la pleine satisfaction de leurs droits et de ses promesses. Quoique Don Alonzo de Vargas l'eût insulté « drapeau déployé, » comme il le disait, il ne laissa pas que d'intercéder pour lui auprès du Roi dans les termes les plus affectueux. « Son impatience ne m'a pas surpris, » disait le Gouverneur, « et je regrette qu'il ait été offensé, car je l'aime

et l'estime fort. Il a servi plusieurs années avec grande distinction et je puis vous assurer que, pour l'intégrité de caractère et la religion, c'est un homme tout à fait extraordinaire. »

La première scène du départ des troupes avait été l'évacuation de la citadelle d'Anvers, et l'on avait résolu de confier au duc d'Aerschot le commandement de cette importante place de guerre. Les droits que lui donnaient sa qualité de général en chef, sous l'autorité du conseil d'État, et sa position à la tête de la noblesse catholique, ne pouvaient être méconnus, et cependant aucun des deux partis n'avait eu pleine confiance. Il était trop visiblement l'esclave de ses intérêts personnels. Arrogant quand il se sentait sûr de son terrain ou qu'il croyait celui d'autrui douteux, il devenait souple et rampant, quand les positions étaient changées. Sous prétexte de consulter d'abord Don Juan, il refusait à Guillaume d'Orange l'entrevue que demandait celui-ci, et plus tard voyant combien on tenait à se concilier le Prince, il le sollicitait lui-même avec ardeur. Envers le Gouverneur-Général lui-même, il était insolent en février et plein de respect en mars. Il s'emparait de la première place à l'église, quand Don Juan n'était pas encore admis par les États, et, l'affaire à peine arrangée, il était le premier à s'élancer au devant de lui pour le complimenter. Accusé en plein conseil d'État de faire la chasse aux places, il y jouait une scène de vertueuse indignation, mais se hâtait de s'assurer la plus haute dignité que pût conférer le Gouverneur. Quels que pussent être ses mérites, il est certain qu'il n'inspirait confiance ni aux partisans du Roi ni à ceux du Prince, quoique tour à tour il fît profession du plus chaud attachement à chacun des deux partis. Espagnols et patriotes, protestants et catholiques soupçonnaient en même temps le personnage et attribuaient à toutes

ses actions un motif toujours différent de celui qu'il mettait en avant. Tel est souvent le jugement que s'attirent ceux qui ne pêchent en eau trouble que pour remplir leurs propres filets.

Néanmoins le Duc fut nommé gouverneur de la citadelle. Sanche d'Avila, châtelain jusqu'alors, refusa avec la fierté castillane de remettre la place à son successeur, et laissa à son lieutenant Martin d'Oyo l'accomplissement de cette cérémonie. Escovedo debout sur le pont-levis, à côté d'Aerschot, reçut le serment de fidélité : « Moi, Philippe, duc d'Aerschot, » s'écria le nouveau commandant, « je jure solennellement de tenir ce château pour le Roi et pour nul autre. » Ce à quoi Escovedo répondit : « Dieu vous vienne en aide, avec tous ses anges, si vous tenez votre serment ; sinon, que le diable vous enlève, en corps et en âme. » Les quelques assistants crièrent *Amen* ; et après cette hâtive formalité, les clés furent données au duc ; les prisonniers, d'Egmont, Capres, Goignies et d'autres, furent relâchés, et les Espagnols se mirent en marche.

---

## CHAPITRE II

### LE DESSOUS DES CARTES

### 1577

Entrée triomphale de Don Juan à Bruxelles. — Le revers de la médaille. — Analyse de la correspondance secrète de Don Juan et d'Escovedo avec Antonio Perez. — Complot contre la liberté du Gouverneur. — Découragement et pressentiments sinistres de ce dernier. — Prescription de mesures sévères. — Position et principes du prince d'Orange et de sa famille. — Ses vues personnelles sur la question de paix et sur la guerre. — Sa tolérance envers les catholiques et les anabaptistes blâmée par ses amis. — Mort de Viglius. — Nouvelle missive du Gouverneur au prince d'Orange. — Détails sur les conférences de Gertruydenberg. — Nature et résultats de ces négociations. — Échange de papiers entre les envoyés et le Prince. — Exécution de Pierre Panis pour cause d'hérésie. — Trois partis dans les Pays-Bas. — Dissimulation de Don Juan. — Ses appréhensions au sujet de sa liberté.

Comme nous l'avons déjà dit, les troupes s'étaient définitivement retirées du pays vers la fin d'avril ; immédiatement après, Don Juan fit son entrée triomphale à Bruxelles, le 1er mai. Il y avait longtemps qu'un aussi beau jour n'était venu réjouir le cœur des Brabançons. Depuis bien des années, tant de magnificence n'avait plus été déployée dans les Pays-Bas. Un cortège solennel de bourgeois, précédé de six mille

soldats et suivi de compagnies franches d'archers et de mousquetaires dans leurs costumes pittoresques, escorta le jeune prince à travers les rues de la ville. Don Juan était à cheval, enveloppé d'un long manteau vert, s'avançant entre l'évêque de Liège et le nonce du pape. Il passa sous d'innombrables arcs de triomphe. Devant lui, se balançaient des bannières sur lesquelles figuraient la bataille de Lépante et d'autres scènes importantes de sa vie. Tout le long de sa route, des ménestrels chantaient des vers, des poètes récitaient des odes, des sociétés de rhétorique représentaient des pièces allégoriques en son honneur. Des jeunes filles le couronnèrent de lauriers. D'innombrables beautés se pressaient à toutes les fenêtres, sur les toits, aux balcons; leurs robes brillantes flottaient au dessus de sa tête, comme les brillants nuages d'été. « Une douce pluie de fleurs, » dit un aimable chroniqueur, « tombait légèrement de ces charmants nuages. » Don Juan était radieux. Cet enthousiasme de commande et ces décorations qui ont marqué mille fois la triomphale entrée de héros de convention, eurent le succès traditionnel. La fête commença à l'église et finit au banquet; la journée était belle, la populace contente, et, après ce brillant festival, Don Juan d'Autriche se vit enfin Gouverneur-Général.

Trois jours plus tard, il prêta à l'Hôtel de Ville les serments ordinaires qu'il devait garder avec la bonne foi ordinaire aussi, et pour quelque temps tout parut serein et souriant.

Mais à ce tableau il y avait un revers. Rien ne saurait rendre en langage humain la haine que Don Juan portait aux Pays-Bas et à leurs habitants. Il n'était venu dans ce pays que pour s'y faire un marche-pied au trône d'Angleterre, et, dans ses lettres intimes, il ne parlait jamais des Provinces ou du peuple qu'en

termes d'aversion. Il était dans une « Babylone de dégoût, » dans un « Enfer, » entouré « d'ivrognes, » de « sacs à vin, » de « canaille, » et ainsi de suite. Dès son arrivée il avait tout fait pour retenir les troupes espagnoles, et, quand il lui avait fallu y renoncer, pour les renvoyer au moins par mer, Escovedo partageait complètement les idées et les projets de son maître. Le complot, l'entreprise secrète, était la grande cause de l'arrivée de Don Juan dans cet affreux pays de Flandre.

Aussi avait-il été, selon lui, très important de se mettre aussitôt à l'œuvre pour travailler à l'accomplissement de ce grand projet. Il entra donc en correspondance avec Antonio Perez, à cette époque le secrétaire d'État le plus intime du Roi. Il ressort suffisamment des lettres du Gouverneur qu'il ne méditait pas de trahison. Cependant, avec l'expansion qu'il montrait à quiconque il croyait son sincère ami, il employait parfois des expressions qui pouvaient sembler équivoques. Ce défaut était plus encore celui du pauvre Escovedo. Dévoué à son maître, ayant une confiance aveugle dans la loyauté de Perez, il se laissait aller à des tournures de langage qui pouvaient devenir plus compromettantes encore, si jamais l'art infernal de Perez et la défiance universelle de Philippe en faisaient naître le besoin. Or, Perez, le fourbe, l'homme le plus audacieux, le plus consommé, le plus exempt de scrupules, qui existât dans cet abîme de duplicité qui s'appelait la cour d'Espagne, ourdissait à ce moment avec Philippe un complot, dans le but de tirer de la correspondance de Don Juan et d'Escovedo les preuves d'une trahison dont le Roi et son ministre avaient intérêt à les charger. Les dépêches d'Espagne étaient rédigées en vue de ce but ; celles des Flandres étaient interprétées de même. Chaque lettre confidentielle reçue par

Perez était immédiatement soumise au Roi, et en même temps chacune de celles qu'écrivait cet artificieux démon, fourmillait d'allusions au danger de voir sa correspondance surprise par le Roi et de promesses d'un secret inviolable; à peine rédigée, la lettre était présentée à Philippe qui la critiquait et la commentait avant qu'elle fût copiée et envoyée dans les Pays-Bas. Perez jouait là un jeu de bandit, de traître et d'assassin, mais il s'en acquittait d'une façon magistrale. Il entraînait Escovedo dans l'abîme, il conduisait Don Juan au désespoir, et Philippe, trompé plus encore que les deux autres, trahi dans ce qu'il appelait ses affections, n'était que l'aveugle instrument d'un fourbe encore plus accompli que lui-même.

Presque aussitôt après son arrivée dans les Pays-Bas, Don Juan avait témoigné le plus impatient désir d'avoir auprès de lui Escovedo, qui n'avait pu accompagner son maître dans son voyage, et sans l'aide duquel cependant le Gouverneur ne pouvait mener aucune de ses entreprises à bonne fin.

« N'étant qu'un homme et non pas un ange, » disait-il à Perez, « je ne puis faire tout ce que j'ai à faire, n'ayant personne en qui je me puisse confier. » Il protestait de son incapacité à faire plus qu'il ne faisait alors. Il se couchait à minuit et se levait à sept heures du matin, sans pouvoir trouver une heure dans la journée pour prendre régulièrement ses repas, ce qui lui avait causé déjà trois accès de fièvre. Il était plongé dans un abîme de défiance : chacun le soupçonnait et il n'avait de son côté confiance en personne, dans cette Babylone de dégoût. Il faisait observer à Perez qu'il pouvait lire ses lettres au Roi ou dans le conseil, attendu qu'il n'aurait jamais à dire que la vérité en toutes choses ; il était sûr d'ailleurs que Perez ferait tout pour le mieux, et il y a quelque chose de touchant dans cette confiance généreuse en

Perez et dans cette loyauté envers Philippe, exprimée par Don Juan, alors que tous deux cherchaient à l'entraîner perfidement à des révélations compromettantes. Les habitants des Provinces avaient certes peu de motifs d'éprouver de la confiance ou de l'affection pour le Gouverneur qui les détestait et s'en défiait si cordialement, mais Philippe n'avait aucune raison pour se plaindre de son frère. « Dites-moi si mes lettres sont lues au conseil et ce qu'en dit Sa Majesté, » écrivait Don Juan, « et surtout envoyez-moi de l'argent. Je suis au désespoir de me trouver *vendu à ces gens*, entièrement dénué de tout, et connaissant la lenteur avec laquelle toutes les affaires sont traitées en Espagne.

Il informa le Roi qu'il n'y avait qu'un seul homme dans tous les Pays-Bas, et qu'il se nommait le prince d'Orange. C'est à lui que l'on communiquait tout, avec lui que l'on négociait tout, et ses opinions étaient aveuglément suivies. Le Gouverneur dépeignait avec vigueur les craintes qu'il avait éprouvées, en se mettant à la discrétion des États par son voyage à Louvain, et la répugnance avec laquelle il avait consenti au départ des troupes espagnoles. Il se plaignait de ce que cette concession n'avait fait qu'accroître l'insolence des États. « Ils croient pouvoir faire et défaire tout ce qu'il leur plaît, maintenant que je suis à leur merci, » écrivait-il à Philippe; « quoi qu'il en soit, je fais ce que vous m'ordonnez, sans considérer *que je suis livré*, et que je suis en grand danger de perdre ma liberté, ce que je redoute le plus au monde, car je veux être justifié devant Dieu et les hommes. » Il n'exprimait cependant aucun espoir quant aux résultats de cet état de choses. Le manque de respect et la grossièreté ne pouvaient pas être poussés plus loin qu'ils ne l'avaient été, et d'autre part, le prince d'Orange, le gouverneur réel du pays, considérait son

propre salut comme attaché au maintien de l'état de choses actuel. En conséquence, Don Juan conseillait au Roi de se préparer à « une guerre longue et terrible » que l'on ne pouvait éviter que par un miracle, et qui ne devait pas le surprendre ainsi à l'improviste et sans défense. Il assurait qu'il était impossible d'exagérer l'audace du peuple, en voyant ainsi le Gouverneur désarmé. « On dit publiquement, » continuait-il, « que Votre Majesté n'est pas à craindre, l'épuisement de toutes ses ressources la rendant incapable de soutenir une guerre. Un des plus sanglants affronts qui nous aient jamais été infligés, est celui que nous a fait le marquis d'Havré, qui, après son retour d'Espagne, publia partout la pénurie du trésor royal. Ceci les a encouragés à se soulever, convaincus que, quelque désir qu'on en pût avoir, on n'avait aucun moyen de les châtier. Ils voient une preuve de la justesse de leur raisonnement dans l'absence de nouvelles levées et dans les arriérés considérables dûs aux vieilles troupes. »

Il déclarait ne demander qu'une chose, c'était d'être au moins égal à l'ennemi ; il laissait de côté ce que d'autres avaient toujours réclamé : une force double de celle des adversaires. Jetant un coup d'œil sur les complications extérieures des Pays-Bas, il disait à Philippe que les États intriguaient avec l'Angleterre et la France. L'envoyé anglais avait exprimé de vives inquiétudes au sujet du départ possible des troupes espagnoles par mer, craignant que cela ne se reliât à une tentative pour délivrer la reine d'Écosse. Don Juan, qui n'avait eu d'autre but en arrivant dans les Provinces et dont l'âme était pleine de ce projet romanesque, le renia cependant énergiquement et le tourna en ridicule : « de telles idées, » avait-il dit à l'envoyé, « sont dignes de risée. Si l'on a retiré les troupes du pays, c'est pour raffermir la puissance de

Sa Majesté dans le Levant. » M. Rogers, rassuré, avait protesté de la vive amitié d'Élisabeth pour Sa Majesté et pour son représentant, protestations qui ne pouvaient pas être très sincères, après les nombreux attentats commis contre la vie de la Reine par Sa Majesté et par le représentant précédent de cette dernière. Néanmoins, Don Juan avait répondu très cordialement, demandé le portrait d'Élisabeth et exprimé son intention d'aller en Angleterre baiser sa royale main, si les affaires marchaient selon ses espérances. Don Juan informa le Roi, sur l'assurance de l'envoyé, qu'Élisabeth avait refusé des secours aux États, disant que si elle se mêlait de la chose, ce serait pour aider Philippe, surtout si la France bougeait.

Quant à la France, le Gouverneur conseillait à Philippe d'entretenir le duc d'Alençon dans l'espoir d'un mariage avec l'Infante, mais de ne jamais le réaliser, « le Duc étant non seulement le bouclier des hérétiques, mais s'adonnant en outre à des vices infâmes. » Un mois plus tard, Escovedo écrivait la chute des espérances de Don Juan et des siennes propres en ces termes pleins de tristesse : « Vous savez, » dit-il à Perez, « *qu'un trône*, — un fauteuil recouvert d'un dais, — est l'objet de notre convoitise et que tout le reste n'est rien. Ayant échoué dans notre tentative, nous sommes désespérés et semblables à des fous. Tout maintenant n'est que mort et dégoût. » Après avoir tracé ces paroles découragées, il continuait, quelques jours après, sur le ton lugubre : « je suis prêt à me pendre, » dit-il, « et je l'aurais fait déjà, si je ne voulais pas vivre pour être le bourreau de ceux qui nous ont fait tant de mal. Ah ! senor Antonio Perez, » s'écria-t-il, « quelle terrible fermeté ont montrée ces démons, en faisant échouer notre plan. On dirait que l'enfer s'est ouvert, vomissant des diables pour venir confondre nos projets. » Après ces

vigoureuses sorties, il informait son ami que l'envoyé anglais et les États, gouvernés par le prince d'Orange, et au pouvoir desquels se trouvaient les vaisseaux tant convoités, s'opposaient au départ des troupes espagnoles par mer. « Ces démons se plaignent de la dépense, » dit-il, « mais nous la subirions volontiers, si nous pouvions seulement avoir les vaisseaux. » Il dépeignait ensuite Don Juan comme abattu par ces déceptions, au point de n'être plus bon à rien et brûlant de quitter les Pays-Bas aussitôt que possible. Il ne tenait nullement à gouverner ces sacs à vin. Quiconque régnait dans les Provinces était obligé de faire exactement ce qu'elles lui ordonnaient. Un tel gouvernement n'était pas du goût de Don Juan ; sans aucune comparaison, une femme conviendrait mieux qu'un homme, et Escovedo proposait, en conséquence, l'Impératrice douairière, Madame de Parme ou même Madame de Lorraine.

Il recommandait alors que les troupes, obligées de quitter ainsi les Pays-Bas, par terre, fussent employées contre les hérétiques de France, ce moyen pouvant déguiser l'humiliation de leur retraite. « On lirait ainsi dans l'histoire, » continuait le secrétaire, « que les troupes allaient en France pour défendre une grande cause religieuse, tandis qu'en même temps on les avait sous la main pour châtier au besoin ces ivrognes. Avoir les troupes en France, c'est presque les avoir dans les Provinces. » Il demandait pardon de l'incohérence de son style qui n'avait rien d'étonnant, vu le coup dont avait été frappé son esprit. Quant à Don Juan, il mourait d'envie de quitter le pays, et quoique l'armée fût petite pour un aussi grand général, il serait bon qu'il conduisît lui-même les troupes en France. « Cela sonnerait bien dans l'histoire que Don Juan allât restaurer le royaume de France, » disait le pauvre Escovedo, qui pensait tou-

jours à la postérité, sans songer qu'après trois siècles, ses propres lettres devaient être commentées et soumises aux investigations les plus minutieuses ; « cela sonnerait bien, » disait-il, « que Don Juan allât restaurer le royaume de France et extirper les hérétiques avec six mille fantassins et douze cents cavaliers ; c'est du reste un meilleur emploi de son temps que de gouverner de la canaille comme celle de ce pays. »

Si cependant tous leurs plans devaient échouer, le secrétaire suggérait à son ami Antonio de tâcher de faire de Don Juan et de ses amis des gens de cour. Il insinuait qu'une forte administration pouvait être créée en Espagne avec Don Juan, le marquis de Los Velez et le duc de Sesa. « Avec de tels chefs, ayant Jean et Antoire pour acolytes, » il était d'avis que l'on pouvait faire bien des choses et que Don Juan pouvait devenir l'appui « des vieux ans de Sa Majesté. » Il implorait Perez, dans les termes les plus pressants, d'obtenir le consentement de Philippe à ce que son frère quittât les Provinces. « Autrement, » dit-il, « nous verrons périr l'ami que nous aimons tant, il tombera sérieusement malade, et en ce cas, bonsoir. Il est trop délicat de constitution. » Escovedo protes tait qu'il mourrait plutôt lui-même. « Si Don Juan venait à mourir, » continuait-il, « adieu la cour, adieu le monde. » Il s'ensevelirait immédiatement dans les montagnes de Saint-Sébastien, « aimant mieux vivre parmi les animaux sauvages que parmi des courtisans. » Escovedo poussé par des motifs qui ne respiraient pas le désintéressement le plus pur, mais avec une affection pour son maître du genre de celle que que les princes inspirent ordinairement, expliquait donc à Perez la nécessité de venir en aide à celui qui pouvait leur être utile. La première chose était de leur faire quitter les Pays-Bas. Cette pensée le poursuivait jour et nuit. Comme il était peu désirable que

Don Juan seul s'en allât, il faudrait que lui, Escovedo, sous un prétexte quelconque, fût d'abord envoyé en Espagne. Un tel prétexte était aisé à trouver, car, comme Don Juan avait accepté le gouvernement, « il était nécessaire qu'il fît tout ce que ces canailles lui commanderaient. » Après tous ces minutieux détails, le secrétaire insistait auprès de son correspondant sur la nécessité du secret, ajoutant qu'il craignait spécialement « toutes les dames de la cour, grandes et petites ; mais qu'*en toute chose il avait pleine confiance en Perez.* »

Presque en même temps, Don Juan écrivait à Perez sur un ton analogue : « Ah ! senor Antonio, » s'écriait-il, « combien sont certains ma disgrâce et mon malheur. Ruinés dans notre entreprise, après tant de travail et de soins. » Il avait espéré commencer l'œuvre avec les mêmes soldats qui devaient maintenant quitter le pays par terre. et il ne pouvait que les laisser aller ou bien rompre ouvertement avec les États. « Sa conscience, son devoir, et l'époque l'empêchaient de choisir cette dernière alternative. » Il lui fallait donc se résigner à la ruine de ses plans, « il ne pouvait songer désormais qu'à se faire ermite, condition où le travail de l'homme étant spirituel, n'est peut-être pas tout à fait inutile. » Il était si accablé de ce coup, disait-il, qu'il songeait constamment à la vie des anachorètes ; celle qu'il menait lui était devenue insupportable. Il n'était pas fait pour les habitants des Pays-Bas, ni eux pour lui. Plutôt que de rester plus longtemps qu'il n'en fallait pour installer son successeur, il n'y avait pas de résolution qu'il ne fût prêt à prendre, fût-ce même d'abandonner tout et d'arriver en Espagne au moment où l'on s'y attendrait le moins. Lui aussi proposait l'Impératrice, douée à ses yeux de toutes les qualités qui lui manquaient, ou bien Madame de Parme ou Madame de Lorraine,

comme plus capables que lui-même de gouverner le pays. « Le peuple, » disait-il, « *commence à m'abhorrer et moi je l'abhorre déjà.* » Il suppliait Perez de le tirer de ce pays par des moyens quelconques, honnêtes ou non : « *per fas aut per nefas.* » Ses amis devaient travailler à sa délivrance, s'ils voulaient le préserver du crime de désobéissance et même de l'infamie. Il exprimait la confiance la plus illimitée dans la loyauté de son correspondant, ajoutant que s'il n'y avait pour lui d'autre moyen de salut, sa lettre pouvait être communiquée au Roi. En général, le Gouverneur consentait toujours à ce que Perez, avant de les montrer au Roi, changeât tout ce qui pouvait paraître dur ou trop vif dans ses lettres, pourvu qu'il laissât en évidence la question principale, — celle de son rappel. En ceci, disait le Gouverneur avec véhémence, ma vie, mon honneur et mon âme sont en jeu ; quant aux deux premiers, je les perdrai certainement l'un et l'autre et, dans ma situation désespérée, je cours grand risque de perdre également la troisième.

De son côté, Perez était prodigue de protestations d'amitié envers Don Juan et Escovedo, rappelant dans toutes ses lettres la difficulté de toucher auprès du Roi la question de son frère, mais faisant parfois allusion à quelque ouverture accidentelle qui pouvait ne pas rester sans effet. Toutes ces lettres étaient néanmoins soumises à l'approbation de Philippe avant d'être envoyées, et toute la question dont Perez feignait de n'oser souffler mot à Sa Majesté était discutée à fond entre eux. Il avait fait son possible, disait-il, en lisant pièce par pièce les dépêches des Pays-Bas au Roi, souffrant d'une attaque de goutte, et il avait tâché d'insinuer quelques-uns des arguments employés par Don Juan et Escovedo et qui lui paraissaient les plus admissibles ; mais il avait bien-

tôt vu qu'il n'y avait rien à espérer du Roi. Perez n'avait donc pas poussé plus loin la chose, « car, » disait-il, « si le Roi soupçonnait que nous avons en vue autre chose que ses intérêts, *nous serions tous perdus*. » Don Juan et ses amis devaient faire tous les efforts pour gagner la confiance entière du Roi, cette marche devant être plus favorable à la réussite de leurs plans secrets, que celle que suivait le Gouverneur en écrivant « avec tant de furie et d'anxiété de cœur. » Perez, en conséquence, avertissait fort sérieusement son correspondant du danger qu'il y avait « à frapper sans atteindre le but, » et essayait de lui persuader que son plus grand intérêt exigeait qu'il prolongeât sa résidence dans les Provinces. Il informait Don Juan que le Roi avait pris la plus grande part à son désappointement au sujet de l'Angleterre, Sa Majesté ayant désiré la réussite des projets de son frère. « Je lui ai fait valoir le plus possible, » disait Perez, « la magnanimité avec laquelle vous avez sacrifié vos intérêts personnels à son service. »

Le ministre tenait à Escovedo le même langage, dans un style encore plus intime et plus expansif. « Nous devons rester à mille lieues de laisser supposer au Roi que nous soyons poussés par des motifs personnels, » disait-il, « car nous connaissons le Roi et la délicatesse de ses affaires. Le meilleur moyen de nous concilier la bienveillance de l'homme, consiste à s'accommoder à ses goûts, et de ne paraître préoccupé que de ses seuls intérêts. » Cette lettre, comme toutes les autres, ayant été soumise à « l'homme » en question, avant d'être expédiée, fut soulignée par lui, à ce même paragraphe, et enrichie de l'annotation suivante : — « Il faut vous étendre davantage sur ce point, — quand même vous devriez recopier la lettre, afin que nous puissions voir quelle sera la *nature de la réponse*. »

Dans une autre lettre à Escovedo, Perez s'appesantit sur l'impossibilité qu'il y a pour Don Juan de quitter les Pays-Bas à ce moment. Le Roi était si ferme sur ce point, disait-il, qu'il ne pouvait pas même être question de mettre l'affaire sur le tapis. « Nous ne ferions que perdre tout notre crédit auprès de lui pour autre chose. Vous savez quel *homme terrible* il est ; si jamais il soupçonnait chez nous des desseins personnels, nous manquerions complètement notre but. » Le secrétaire fut spécialement informé de la faute énorme que commettrait Don Juan en quittant son poste. Perez « s'était embarqué dans la question, » en recommandant chaudement le Gouverneur à Sa Majesté. Le Roi avait répondu par un chaleureux éloge de Don Juan, ajoutant que sa plus grande satisfaction, en ayant un tel frère, provenait de ce que celui-ci pouvait se trouver là où Sa Majesté ne le pouvait pas. Il était donc hors de question pour Don Juan de quitter les Provinces. Le plus grand tact était nécessaire, ajoutait Perez, quand on avait affaire au Roi. « S'il soupçonnait jamais que nous avons un intérêt particulier, nons serions perdus et après cela nul Cicéron, nul Démosthènes ne parviendrait à agir sur lui. » Perez demandait que son attachement pour Don Juan fût dépeint sous les plus vives couleurs, à ce haut personnage qui devait se tenir pour assuré que tout serait mis en œuvre pour le placer, en Espagne, à la tête des affaires, conformément aux suggestions d'Escovedo. « Mais il serait bien dangereux, » ajoutait-il, « *de montrer à notre homme* que nous y tenons, car dès lors nous ne réussirions jamais. Le seul moyen de l'avoir, consiste à lui laisser croire que tout va *selon ses vœux,* et non pas comme le désire Son Altesse, et que tous nous n'avons d'autre volonté que celle du Roi. » A cet endroit « l'homme terrible » joignit une courte note : « Ce paragraphe fait

admirablement bien, » écrivit-il, ajoutant, avec sa tautologie caractéristique : « *et ce que vous dites est excellent.* »

« C'est pourquoi, » continuait le ministre, « que Dieu vous garde, maître Escovedo, de venir ici maintenant, car nous serions tous perdus. Dans l'affaire anglaise je vous assure que Sa Majesté désirait extrêmement que le plan réussît, soit par le Pape ou autrement. Et cordieu ! ceci m'y fait penser, » ajoutait Perez, « comment diable ! senor Escovedo, êtes-vous allé envoyer ce courrier à Rome au sujet de la conspiration anglaise, sans m'en avertir. » Il racontait alors que le nonce du Pape en Espagne avait eu l'esprit fort troublé de la chose, et l'avait envoyé chercher. « J'y allai, » dit Perez, « et après avoir fermé la porte et regardé par le trou de la serrure pour voir si personne n'écoutait, il m'informa qu'il avait reçu du pape l'avis de demandes faites par Don Juan à Sa Sainteté au sujet des bulles, des brefs et de l'argent destiné à l'aider dans le projet anglais et de l'envoi de 80,000 ducats, expédiés en conséquence. » Perez ajoutait que le nonce brûlait de savoir comment la chose pourrait être communiquée au Roi sans faire de tort à Son Altesse. Il lui avait indiqué, continuait-il, la marche à suivre, et s'était chargé lui-même de dire au Roi que, sans nul doute, Don Juan avait écrit à Sa Majesté des lettres concernant les négociations avec Rome, mais que probablement ces dépêches s'étaient égarées. Se donnant ainsi l'apparence d'avoir aplani l'affaire auprès du Roi, Perez terminait par un conseil pratique de haute importance, c'est-à-dire par prouver la nécessité de faire assassiner le prince d'Orange, le plus promptement possible. « Ne perdez pas de vue, » disait-il, « qu'il faut trouver une bonne occasion *pour dépêcher d'Orange*, attendu qu'en ce faisant, nous rendrons non seulement service *à notre maître* et aux

États, mais que cela nous vaudra également *quelque chose à nous-mêmes.* »

Nous n'avons pas besoin de nous excuser d'avoir présenté au lecteur une analyse un peu longue, peut-être, de cette correspondance secrète. S'il se trouve quelque utilité dans les exemples de l'histoire, peu de chroniques peuvent offrir une morale plus instructive. Ici un roi despote et son confident, en tête-à-tête dans leur cabinet; là le vice-roi des provinces les plus importantes du royaume, également avec son secrétaire, et tous livrés, non pas à la recherche des moyens de travailler au bien des intérêts matériels et moraux du pays sur lequel Dieu leur a permis de régner, mais uniquement en quête des moyens d'ourdir, aidés de la complicité et des subsides du Pape, des conspirations contre la vie et le trône d'un souverain voisin. Dans ce plan, mais dans ce plan seul, les augustes conjurés sont d'accord. En toute autre chose, la défiance mutuelle et la plus insigne fourberie caractérisent leurs rapports. Le Gouverneur est plein d'un dégoût inexprimable pour tout ce peuple « d'ivrognes et de sacs à vin, » qui en ce moment même sèment des fleurs sous ses pas, et l'assourdissent de leurs cris de bienvenue ; le Roi, tout en feignant une confiance sans bornes dans le Vice-Roi, fait tout son possible, par l'entremise du plus rusé des intrigants de la terre, pour l'amener à confesser des plans de trahison ; le ministre remplit des rames de papier de protestations affectueuses envers le Gouvernement et le Secrétaire, accompagnées de blâmes pour la conduite du Roi et d'instructions sur la meilleure méthode de tromper celui-ci, puis présente les dépêches à Sa Majesté pour qu'elle les corrige et les commente. Pour compléter le tableau, on voit le roi et son ministre, proclamer la nécessité de faire assassiner le plus noble personnage de l'époque, et cela à la dupe qui, moins d'un an plus

tard, doit périr frappée par leur sanglante astuce ; pendant ce temps, le principal conspirateur, celui qui contrôle tous les fils de cette trame compliquée, est également fourbe envers le Roi, le Secrétaire, le Gouverneur, et les engage tous dans de sombres et tortueuses voies qui ne conduisent qu'à l'accomplissement d'ignobles et égoïstes desseins.

En réponse aux lettres de Perez, Don Juan exprimait constamment la satisfaction qu'elles lui donnaient au milieu de ses ennemis. « Il était fort désolé, » disait-il, « de se trouver dans cet enfer et d'être obligé d'y rester,» alors que le complot anglais avait échoué, mais cependant il prendrait patience et attendrait un moment plus favorable.

Escovedo cependant, malgré toutes les suggestions de Perez, exprimait l'opinion que la présence de Don Juan dans les Provinces était devenue complètement superflue. « Une vieille femme avec sa quenouille, » disait le secrétaire, « y serait plus à sa place, car si les États pouvaient parvenir à leurs fins, il n'y aurait rien d'autre chose à faire qu'à signer tout ce qu'ils ordonneraient.» En cas de guerre, Son Altesse n'abandonnerait certainement pas son poste, lors même qu'on le lui permettrait ; mais si la paix durait, on n'avait rien à gagner à ce qu'elle y restât davantage. Quant au projet d'assassiner le prince d'Orange, Escovedo priait Perez de bien croire qu'il était incapable de rien négliger à cet égard. « Vous savez que *expédier d'Orange* est une pensée chère à mon cœur, » écrivait la pauvre dupe à l'homme par lequel il devait bientôt être expédié lui-même. « Vous pouvez croire que je n'ai jamais oublié cette chose-là et que je ne l'oublierai jamais tant qu'elle ne sera pas accomplie. Il faudra cependant de la dissimulation, et beaucoup, pour réaliser ce projet. Une personne propre à s'acquitter d'une tâche entourée de tant de dangers notoires, est

difficile à rencontrer. Quoi qu'il en soit, je ne perdrai pas cet objet de vue, jusqu'à ce que l'individu ait été trouvé et la chose faite. »

Un mois plus tard, Escovedo écrivait qu'il était sur le point de se rendre en Espagne. Il se plaignait de ce que son âge avancé lui conseillait le repos, et cependant Perez pouvait, disait-il, juger quel repos un pareil état de choses lui permettait de goûter. Il ignorait, le malheureux, combien tôt son correspondant allait lui donner de tous les repos le plus long. Il disait aussi que le plaisir de revoir son pays était gâté pour lui par la nécessité où il était de revenir dans les Pays-Bas ; mais il ne savait pas que Perez allait lui épargner ce souci et l'envoyer faire un bien plus long voyage.

Le Gouverneur-Général n'avait, en réalité, inspiré aucune confiance au parti populaire ni à son chef, et de son côté ne se fiait pas à eux ; à Louvain il s'était plaint d'une conspiration ourdie contre sa vie et sa liberté. Deux gentilshommes français, Bonnivet et Bellangreville, avaient été arrêtés sous la charge d'avoir comploté de s'emparer de sa personne, et de l'emmener prisonnier à La Rochelle. L'instruction n'aboutit à rien, les prisonniers furent relâchés et les États-Généraux envoyèrent des excuses au duc d'Alençon, tant pour l'affront fait à deux de ses serviteurs, que pour les injustes soupçons qui avaient plané sur lui-même. Mais Don Juan ne fut pas satisfait. Il persista à affirmer l'existence d'une conspiration et ne se cacha pas pour dire qu'il soupçonnait le prince d'Orange d'en avoir eu connaissance. Comme on peut le supposer, les investigations ne révélèrent rien à la charge de ce fin politique. Le Prince avait bien recommandé secrètement qu'on arrêtât le Gouverneur aussitôt son arrivée, non pour attenter à sa vie ni lui faire aucun mal, mais afin d'obtenir de meilleures condi-

tions de Philippe, en vertu de l'affection ou du respect qu'on pouvait lui croire pour son frère. On se rappellera que d'inutiles tentatives avaient été faites aussi pour s'emparer du duc d'Albe et du commandeur Requesens. De tels exploits étaient conformes à l'esprit de l'époque, et quoiqu'il soit douteux qu'il y ait eu un complot sérieusement arrêté contre la liberté de Don Juan, il est certain qu'il en était convaincu.

A part ces projets réels ou supposés, Don Juan avait l'idée fixe et constante que l'enthousiasme dont on saluait sa présence était faux, que sa destinée l'avait mené dans une mauvaise voie, et que le cœur du peuple, s'attachant à un autre, ne se tournerait jamais vers lui. On eût dit qu'instinctivement il sentait une foule de fils invisibles s'entrelacer autour de lui, et que ce cœur vaillant et cette vigueur impétueuse frémissaient déjà sous les mailles du filet, qui devait les tenir captifs jusqu'à ce que toute vie les eût abandonnés.

L'affection universelle pour le Prince rebelle et le désespérant amour du peuple pour le plus odieux de tous les péchés mortels, la liberté de conscience, étaient également incontestables. « Ils veulent être libres, Sire, » écrivait Escovedo au roi, « et vivre à leur guise. Pour cela ils consentiraient à laisser même le Grand Turc devenir le maître du pays. Mais du train dont ils y vont, ce sera plutôt le prince d'Orange, — ce qui revient parfaitement au même. » On espérait cependant faire quelque chose de cette liberté de conscience. Tous n'étaient pas voués également à cette horrible superstition, et ceux qui étaient encore fidèles à l'Église et au Roi, pouvaient être lancés contre leurs frères égarés. On pourrait, de cette manière, tirer quelque profit de la liberté de conscience. Tandis que les deux grands partis seraient aux prises,

« et s'arracheraient les cheveux, on pourrait peut-être avoir raison de tous deux à la fois. » Sa Majesté était cependant avertie de s'attendre au pire, et de se bien persuader que le pays ne pouvait être guéri que par le feu et le sang. La position du Gouverneur était douloureuse et pénible. « Don Juan, » dit Escovedo, « *a trente ans*. » Je ne promets rien à Votre Majesté, si ce n'est que s'il n'a pas les secours nécessaires, il s'en ira au moment où Votre Majesté s'y attend le moins. »

Rien n'était plus mélancolique que le ton des lettres du Gouverneur. Il se croyait détesté, même au milieu des démonstrations les plus amicales. Il se sentait obligé d'user de moyens modérés, quoiqu'il sût que la modération était inefficace. Il était enchaîné à son poste, quoique, selon lui, un autre l'eût occupé plus convenablement. Il s'efforçait encore de gagner l'affection du peuple, quoiqu'il la crût pour lui perdue sans espoir. Si la patience pouvait sauver le pays, il se croyait capable d'appliquer le remède, quoique jusqu'à présent il eût été sans effet et qu'il ne promît pas beaucoup pour l'avenir. « Jusqu'à ce moment, » dit-il, « je ne fais que crier dans le désert. » Il saisissait cette occasion pour insister auprès de Sa Majesté, dans un énergique langage, sur le besoin d'argent. Des agents secrets, des espions, espions sur espions étaient plus nécessaires que jamais, et c'était là un rouage très coûteux du mécanisme gouvernemental. Jamais on n'avait eu plus pressant besoin d'argent. Rien ne pouvait être plus important que de suivre fidèlement les plans financiers d'Escovedo, et Don Juan, en conséquence, pressait sans cesse le Roi de ne pas laisser ses traites en souffrance. « L'argent, » dit-il, « c'est la bouillie que nous devons administrer au malade ; » et il priait tous ceux qui s'intéressaient au succès de ses efforts, de veiller

à ce que Sa Majesté ne lui fît pas défaut dans cette importante question. Toutefois, malgré toute la vigueur et la sincérité de ses intentions, il donnait peu d'espoir à Sa Majesté quant au résultat de la récente pacification. Il voyait le prince d'Orange se fortifier « à grande force » dans la Hollande et dans la Zélande ; il savait que Guillaume était appuyé par la Reine d'Angleterre, qui, malgré ses promesses à Philippe et à lui-même, avait offert de seconder les rebelles, si les propositions de paix étaient rejetées en Hollande, et il sentait que « presque tout le pays était à la dévotion du Prince. »

Don Juan était de plus en plus convaincu qu'une conspiration était ourdie contre sa liberté. Il y avait une telle disproportion entre les deux partis, que si, par malheur, il se trouvait un jour bien « pincé », affirmait-il, pas un dans le camp des fidèles ne bougerait d'une ligne en sa faveur. Il informait donc Sa Majesté qu'il méditait en secret une retraite dans quelque place sûre, estimant avec raison qu'étant alors son maître, il serait mieux à même d'exercer quelque influence sur les gens encore bien pensants, qu'étant retenu captif. Toutes ces réflexions, même les plus mesurées, laissaient percer chez lui la conviction intérieure qu'il ne pouvait rien que par l'épée. Il soutenait que, après tout, il n'y avait pas d'autre remède pour le corps malade que d'en couper immédiatement tous les membres gangrenés, et il priait conséquemment Sa Majesté de lui fournir les moyens de procéder proprement à cette opération. Les expressions générales de bouillie et de médicaments émollients qu'il avait naguère employées, s'accordaient mal avec l'amputation ainsi recommandée. C'est qu'en réalité il y avait chez lui une lutte continuelle entre ses instincts de violence et les entraves qui lui avaient été imposées. Il se sentait déjà complètement

déplacé, et quoiqu'il dédaignât de quitter son poste, tant que c'était celui du danger, il désirait que le Roi acceptât sa démission aussitôt que sa présence ne serait plus impérieusement réclamée par les circonstances. Il était certain que les gens ne croiraient jamais au pardon de Sa Majesté tant que resterait au milieu d'eux l'homme, objet de tant de soupçons de leur part ; car ils ne voyaient en lui que « la foudre du courroux royal. » Le prince d'Orange et l'Angleterre entretenaient leurs soupçons et leur hostilité. S'il était obligé de rester malgré lui, déclarait-il au Roi, il ferait quelque chose qui surprendrait tout le monde.

Pendant ce temps, l'homme qui tenait réellement dans ses mains les questions de la paix ou de la guerre, restait à Middelbourg, regardant le flot gonflé des évènements descendre avec lenteur vers le précipice. Toute la population de la Hollande et de la Zélande était suspendue à ses lèvres. En approchant des domaines de Guillaume le Taciturne, Don Juan se sentait comme avançant dans un cercle enchanté, où le talisman de son nom illustre perdait toute sa puissance, où sa valeur était paralysée, où son épée se rouillait, soudée, écrivait-il, dans le fourreau. « Les gens d'ici sont *ensorcelés* par le prince d'Orange, » écrivait-il. « Ils l'aiment, le craignent et veulent l'avoir pour maître. Ils l'informent de tout et ne décident rien sans le consulter. »

Pendant que Guillaume dirigeait et animait ainsi de son esprit toute la nation, ses amis intimes s'inquiétaient de plus en plus des périls auxquels il était exposé. Sa mère qui avait déjà vu Henri, son dernier né, son Adolphe et son valeureux Louis couchés dans leurs tombes sanglantes pour la cause de la liberté de conscience, était pleine d'anxiété sur le sort final de « son fils et seigneur bien aimé, le prince d'O-

range. » Cependant cette femme magnanime s'alarmait plus encore à la pensée d'une paix dans laquelle cette liberté qui avait déjà coûté tant de sang, cher à son cœur, ne serait pas suffisamment garantie. « Mon cœur demande des nouvelles certaines de Monseigneur », écrivait-elle à Guillaume, « car je crois que la paix projetée n'engendrera que l'oppression des âmes et des consciences. J'espère que Monseigneur et fils chéri sera soutenu par la grâce divine, pour qu'il ne fasse rien contre Dieu et le salut de son âme. Il vaut mieux perdre les biens temporels que ceux de l'éternité. » Voilà comment écrivait la mère de Guillaume, et l'on peut comprendre quel tressaillement sympathique ces douces paroles devaient exciter dans le cœur du Prince. Le fils de celui-ci, l'infortuné Philippe, habitant forcé de l'Espagne depuis dix ans, n'était pas encore déshabitué de son affection pour son illustre père et lui envoyait à chaque occasion de sympathiques messages. Il avait même donné récemment une preuve moins recommandable de son amour filial, aux dépens du malheureux capitaine de sa garde espagnole. Cet officier ayant osé, devant lui, parler irrespectueusement du prince d'Orange, fut pris soudainement à bras le corps par le jeune comte furieux, jeté par la fenêtre et tué sur le coup. Après cet échantillon de procédé, le gouvernement espagnol crut nécessaire d'user de moyens plus adroits pour dompter un aussi bouillant caractère. Ils ne réussirent malheureusement que trop.

Le comte Jean de Nassau, de son côté, était à court d'argent. Au moins six cent mille florins avaient été avancés par lui et ses frères pour la cause de la liberté des Pays-Bas. Louis et lui avaient, sans hésiter, consacré à cette œuvre sainte les cent mille couronnes que le roi de France leur avait offertes pour

leur usage personnel, car ce n'était pas seulement le prince d'Orange qui avait sacrifié sa fortune et sa vie à la bonne cause ; les membres de sa famille, moins directement intéressés au bien-être du pays, avaient aussi fourni des subsides que l'on pouvait qualifier d'énormes et en disproportion évidente avec leurs moyens. Non seulement ils avaient donné tout l'argent qu'ils avaient pu réunir, en engageant leurs revenus et leurs terres, leur vaisselle et leurs meubles, mais, selon les paroles du comte Jean lui-même, « ils avaient enlevé les colliers et les joyaux du cou de leurs femmes, de leurs enfants et de leurs mères, pour les offrir en vente comme s'ils étaient des marchands et des brocanteurs. » Écrasé sous le fardeau de dettes aussi considérables, Jean ne demandait pas à être remboursé. Il écrivait seulement au Prince pour lui faire part de l'embarras extrême où il se trouvait, et pour demander quelque obligation ou reconnaissance des villes de Hollande et de Zélande, dont il n'avait encore reçu le moindre signe de gratitude, pas même un accusé de réception de ses bienfaits.

Le Prince consolait et rassurait de son mieux sa mère, son fils et son frère, en même temps qu'il soutenait son peuple. Ce fut alors qu'il reçut, de la part de Don Juan, une seconde ambassade plus solennelle. Le Gouverneur n'avait pas plus tôt également été reconnu comme le lieutenant de Sa Majesté et prêté à Bruxelles le serment nécessaire, qu'il s'était hâté de faire une nouvelle tentative pour se concilier le Prince. Don Juan ne voyait en lui qu'un gentilhomme de haute naissance et d'une influence sans bornes, qui s'était mis vis-à-vis de la Couronne dans une fausse position d'où il pouvait encore être retiré ; quant à ce caprice passager pour le fanatisme des réformes religieuses, qui avait pu obscurcir un moment

cet esprit éclairé, s'en débarrasser devait, pensait-il, être une tâche des plus aisées pour un politique aussi expérimenté que le Prince. Guillaume d'Orange, de son côté, regardait son jeune adversaire comme la personnification la plus brillante qu'il eût vue jusqu'alors de l'odieux esprit de persécution.

Il sera nécessaire de suivre avec plus de détails qu'à l'ordinaire l'échange de conversations, de lettres et de protocoles dont se composa l'administration courte mais importante de Don Juan ; car c'est précisément dans ces négociations que se révèle le mieux l'esprit de la lutte. En réalité, Don Juan voulait la paix, le sage Guillaume voulait la guerre, car il savait qu'il n'y avait pas d'autre issue possible à la situation. La paix n'était rien que la guerre, sous sa forme la plus dangereuse. La paix déchaînerait la langue de tous les prêtres, et l'épée de tous les gentilshommes des quinze provinces contre les petits États de Hollande et de Zélande. Il était parvenu à unir toutes les provinces par le lien précipité du traité de Gand, et il s'était efforcé de consolider cette union par la tolérance religieuse mutuelle. L'arrivée de Don Juan l'avait dérangé dans son œuvre. Il avait toutefois été impossible au Prince de faire pénétrer complètement ses idées personnelles de tolérance même dans le cœur de ses compagnons les plus dévoués. Il ne pouvait guère nourrir l'espoir de trouver plus de sympathie chez ses ennemis mortels. N'était-il pas lui-même un objet de blâme parmi les réformés pour sa douceur envers les catholiques ? Bien plus, son conseiller intime, l'illustre Marnix de Sainte-Aldegonde, n'était-il pas au désespoir parce que le Prince refusait de priver du droit de cité les Anabaptistes de Hollande ? Au moment même où Guillaume réunissait toutes ses forces pour concilier des sectes opposées, et faire pénétrer dans les cœurs la

conviction que Dieu seul avait le droit de scruter les consciences, — au moment même où il était de toute nécessité, pour l'existence de la patrie, que catholiques et protestants confondissent leurs relations politiques et sociales, n'était-ce pas pour lui une déception amère que de voir des hommes d'État, sages et partageant sa propre foi, incapables de s'élever jusqu'à l'idée de la tolérance. « L'affaire des Anabaptistes, » écrivait Sainte-Aldegonde, « a recommencé. Le Prince se refuse à leur dénier le droit de cité. Il m'a répondu sévèrement que leur *oui* était égal à notre serment, et que nous ne devrions pas nous appesantir sur cette question, à moins *de vouloir reconnaître qu'il était juste pour les Papistes de nous contraindre* à un service divin opposé à notre conscience. » Il semble à peine croyable que cette sentence, qui rend un si sublime hommage au caractère du Prince, fût en réalité une expression de blâme ardent, et cela de la part d'un protestant aussi fervent qu'éclairé. « Bref, » continue Sainte-Aldegonde avec un mécontentement croissant, « je ne vois pas comment nous pourrons faire selon nos vœux dans cette question. Le Prince m'a reproché que notre clergé travaille à obtenir la domination des consciences. Il louait, récemment, le dire d'un moine qui se trouvait ici naguère, et qui s'était écrié que notre pot n'avait pas été au feu aussi longtemps que celui de nos adversaires, mais que, lorsque le moment serait venu, il se trouverait suffisamment noir. En un mot, le Prince craint qu'après quelques siècles la tyrannie cléricale ne se trouve à cet égard parfaitement égale de part et d'autre. »

Au commencement de mai, le docteur Léoninus et Gaspard Schetz, seigneur de Grobbendonck, avaient été envoyés en mission par les États-Généraux auprès du prince d'Orange. Pendant que leurs négociations étaient encore pendantes, quatre envoyés spé-

ciaux de Don Juan arrivèrent à Middelbourg. A cette commission se joignit officieusement Léoninus, qui avait en général remplacé dans toutes ses charges Viglius récemment décédé. Depuis la mémorable arrestation du conseil d'État, il n'avait pas paru sur la scène des affaires publiques. Les arrêts auxquels l'avait condamné un comité révolutionnaire avaient été prolongés indéfiniment par une puissance plus haute, et, après une longue maladie, il avait disparu sans bruit du théâtre de la vie. Il y avait eu peu de docteurs, *utriusque juris*, plus savants que lui ; peu de de politiques plus adroits, à son point de vue du moins. Sa devise favorite était « *Vita mortalium Vigilia*, » et il agissait en conséquence, mais en l'interprétant d'une manière étroite. Sa vie avait été réellement une veille, mais, il faut le reconnaître, une veille au profit de Viglius seul. Le Palinure battu des orages, comme il se plaisait à se nommer lui-même, avait conduit si prudemment son navire Argo, qu'il avait sauvé la cargaison tout entière et avait au moins atteint le port avant d'y périr, tandis que d'autres, guidés par une boussole différente, se débattaient encore contre la tempête.

Les agents de Don Juan étaient le duc d'Aerschot, le seigneur de Hierges, le seigneur de Willerval et le docteur Meetkercke, accompagnés du docteur André Gaill, l'un des commissaires impériaux. Les deux envoyés des États-Généraux, Léoninus et Schetz, étant présents à Gertruydenberg, furent adjoints à la députation. Entre eux tous s'engagea une conférence importante, dont les détails ont été conservés avec quelque minutie. Le prince d'Orange, accompagné de Saint-Aldegonde et de quatre autres conseillers, rencontra les sept champions bruxellois, dans une longue discussion qui ressembla bien plus à une passe d'armes ou une lutte d'adresse, qu'à un colloque amical en

vue d'un résultat pacifique ; on doit se souvenir que le prince d'Orange ne voulait point la paix. Il avait vu dans la Pacification de Gand une union des autres provinces avec la Hollande et la Zélande, contre Philippe. Il n'entendait pas qu'elle fût convertie en une union des autres provinces avec Philippe, contre la Hollande et la Zélande.

Meetkercke parla le premier. Il déclara que le Gouverneur les avait envoyés au Prince pour faire connaître ses bonnes intentions, représenter la fidélité avec laquelle avaient été remplies ses promesses, et engager le Prince, ainsi que les provinces de Hollande et de Zélande, à s'unir avec les autres provinces dans une commune allégeance à Sa Majesté. Son Altesse proposait également des entretiens sur la meilleure manière de convoquer les États-Généraux. Aussitôt que Meetkercke eut terminé ses observations, le Prince demanda que les divers points et articles des négociations leur fussent remis par écrit. Or, c'était précisément ce que les envoyés désiraient éviter. Il était beaucoup plus aisé et plus agréable de se lancer dans le champ des controverses générales, que de se voir tenu sur certains points déterminés. Ce fut spécialement dans ces conférences confuses, où les deux partis manquaient également de sincérité, que la parole qui vole était bien préférable à l'écrit qui reste. Tant de lignes sans durée avaient été tracées sur le papier, dans toutes ces négociations sans consistance, que quelques articles de plus ou de moins ne faisaient pas grand'chose ; ils se seraient aussi aisément effacés que les autres.

Les commissaires, après avoir chuchoté entre eux pendant quelques minutes, refusèrent de rien mettre par écrit. Les protocoles, disaient-ils, n'engendraient que de la confusion.

« Non, non, » répondit le Prince, « nous ne voulons

rien d'autre que du noir sur du blanc. Sinon, on dira des choses, des deux côtés, qui plus tard, seront interprétées de différentes manières. Bien plus, on niera que certains points importants aient été même discutés. Nous savons cela par expérience. Nous voyons ce traité solennel de Gand, que vous essayez de rendre infructueux et inutile sous prétexte que quelques-uns de ses articles, arrêtés verbalement, et non convenus particulièrement par écrit, ont été compris dans un sens différent du sens le plus naturel. Les gouvernements donnés par commission de Sa Majesté, par exemple, y a-t-il un point plus clair ? Et cependant on y cherche des gloses et des cavillations, pour obscurcir la volonté des contractants. Vous me contestez mes autorités sur Utrecht, parce que le nom de cette ville n'est pas mentionné par écrit dans le traité. »

« Mais, » dit l'un des envoyés, prenant vivement la parole, « ni le conseil d'État, ni la cour de Malines ne considèrent Utrecht comme appartenant au gouvernement de Votre Excellence. »

« Ni le conseil d'État, ni la cour de Malines, » répliqua le Prince, « n'ont quoi que ce soit à voir dans tout cela. Ce que je veux, est dans ma commission de Stathouder ; personne ne l'ignore. » Il ajouta que bien loin que la mise par écrit rendît les affaires troubles, c'était au contraire, selon lui, le seul moyen de les rendre parfaitement claires.

Léoninus répondit avec douceur, qu'au surplus cela ne ferait pas de difficulté, et qu'on échangerait des protocoles. Mais qu'en attendant le Prince consentirait bien à leur faire l'honneur d'indiquer amiablement ses principaux points de grief, ainsi que les sûretés qu'il jugerait nécessaires pour lui et les États.

« Mais, » s'écria le Prince, « puisque l'on ne garde pas ce qui a été promis si solennellement à Gand, et ratifié par Don Juan et par Sa Majesté, quelle espérance

peut-on avoir que ce que l'on promettra dorénavant doive être maintenu et gardé? »

« En quoi est-ce, » demanda Schetz, « que vous vous plaignez que la pacification ne soit maintenue? »

Là-dessus, le Prince lâcha la bride à de chaleureuses récriminations. Il parla de son fils captif au loin, — de ses biens séquestrés à Bréda — de mille autres domaines confisqués — des garnisons de mercenaires allemands — d'antiques privilèges anéantis — des infâmes édits qui, suspendus de nom, étaient en ce moment en pleine vigueur. Il se plaignit amèrement de ce que les citadelles, nids et repaires de la tyrannie, n'étaient pas encore rasées. « Vous me reprochez ma défiance, » leur dit-il ; « mais tant que vous laisserez debout les châteaux d'Anvers, Gand, Namur et tant d'autres, vous montrerez vous-mêmes que c'est vous qui n'avez pas la moindre confiance dans une pacification définitive et sérieuse. »

« Mais,» demanda doucereusement un des députés, « de tous ces points, quel est celui qui vous est le plus à cœur? Que désire le plus vivement Votre Excellence? — De quelle manière le gouvernement pourrait-il vous donner pleine satisfaction? »

« Ce que je désire, » répondit-il simplement, « c'est l'entière exécution de la Pacification de Gand. Si vous avez en vue le bien du pays en général, vos intentions sont bonnes, et je vous en remercie, sinon, il est inutile que vous me fassiez des propositions, car je ne m'occupe que du profit de ma patrie et non du mien propre.» Le Prince répéta encore à diverses reprises, qu'il voulait uniquement l'exécution du traité de Gand; ajoutant que, quand les États-Généraux seraient assemblés, il serait temps de s'occuper des conditions de sûreté réciproque.

Là dessus, le docteur Léoninus fit observer que

peut-être l'assemblée générale des États n'était pas sans danger. Il fit valoir le grand nombre de ceux qui y seraient convoqués, la grande diversité d'humeurs qui règnerait parmi eux. Il s'y trouverait beaucoup de gens qui n'étaient pas toujours des plus discrets ni des plus entendus. Il alla même jusqu'à suggérer qu'il vaudrait mieux s'entendre sans recourir à la convocation des États-Généraux. Une amiable conférence sur les points en difficulté pourrait rendre superflue pareille assemblée, et éviter au pays les dangers qui peut-être en sortiraient. Le docteur termina, en alléguant l'exemple de la récente assemblée des États de France, qui n'avait fait qu'augmenter les discussions et les querelles. Cela semblait indiquer chez Don Juan des intentions bien différentes de celles que semblait annoncer le texte de ses propositions. Aviser avec le Prince aux moyens à employer pour réunir les États-Généraux, c'était, à son point de vue, aviser avec lui aux moyens d'empêcher pareille assemblée. Certes, cela justifiait suffisamment la préférence que les envoyés du Gouverneur donnaient à des conférences officieuses, leurs répugnances pour les procès verbaux. Il eût été malaisé, dans une pièce écrite, de faire de la réunion et de la non-réunion d'une assemblée une seule et même chose.

Le Prince répondit qu'il y avait une grande différence entre l'état de la France et celui des Provinces. Ici, le peuple tout entier était d'une même intention et volonté. Là, il était déchiré en factions, partialité et intrigues de familles. Puisqu'en la Pacification de Gand, l'on était convenu des points qui pouvaient être provisoirement convenus dans l'intérêt de la paix, et de ceux qui mis à part devraient être promptement résolus par l'assemblée générale, le plus court était, selon lui, de maintenir les articles provisoires, et de convoquer les États sans retard. — C'était là parler

un langage concis et logique. Toutefois, on peut douter si le Prince était réellement aussi désireux des États-Généraux qu'il le paraissait. Au fond, les deux partis en présence ne faisaient que porter et parer des bottes, sans aucune intention sérieuse d'en venir à une conclusion, car personne ne désirait les États, quoique tout le monde affectât d'en parler avec grand espoir. — L'entretien continua.

« Au moins, » dit un député, « pourriez-vous, en attendant cette assemblée, indiquer en quoi vous vous sentez grevés, et ce que vous demandez pour votre assurance. »

« Nous ne sommes grevés en rien, nous n'avons rien à proposer, » répondit le Prince, « moyennant qu'on satisfasse aux articles de la Pacification. Nous ne demandons aucune autre assurance, et nous nous en référons à ce que voudra l'Assemblée. »

« Mais, » demanda Schetz, « quelle assurance nous donnerez-vous d'entretenir la Pacification ? »

« Nous ne sommes tenus à aucune assurance, » dit le Prince, « la Pacification est elle-même une assurance. C'est un arrangement provisoire conclu entre les deux parties et que toutes deux doivent maintenir, jusqu'après la décision de l'Assemblée. Il faut donc s'en tenir aux moyens que la Pacification établit, ou bien la désavouer et la rompre. Choisissez l'un ou l'autre. Mais, si vous la voulez tenir, il faut de votre côté accomplir les points qui y sont contenus. Nous sommes prêts, *nous*, à les accomplir, et s'il y a quelque chose à nous reprocher jusqu'à présent, ce que nous ne croyons pas, nous sommes tout prêts à vous donner satisfaction. »

« Bref, » dit un des envoyés, « vous voudriez qu'après vous avoir livré le gouvernement d'Utrecht et d'Amsterdam avec toutes les places de Hollande et de Zélande, nous n'eussions de votre côté, nulle assurance que vous tiendrez la Pacification ? »

« Mais répondit le Prince, « si nous accomplissons dès maintenant la Pacification, que voulez-vous de plus ? »

« A ce compte-là, » s'écrièrent les autres, « après avoir obtenu tout ce que vous demandez, et vous être par ce moyen fortifiés plus que vous ne le fîtes oncques, vous pourriez nous faire la guerre ! »

« La guerre ? » répliqua le Prince, « qu'est-ce que vous craignez ? nous ne sommes qu'une poignée de gens, un ver, contre le roi d'Espagne ; et vous êtes quinze provinces contre deux, qu'avez-vous à craindre ? »

« Ah ! » dit Meetkercke, « nous avons bien vu ce que vous pouvez faire, quand vous êtes maîtres de la mer. Ne vous faites donc pas si petits. »

« Mais » dit le Prince, « la Pacification de Gand pourvoit à tout cela. Vos députés ont jugé que vous étiez suffisamment bien gardés avec les points y contenus, et que vous n'aviez à faire d'autre garant. Quant à vous faire la guerre, c'est une chose sans fondement et sans apparence. Si vous aviez cru qu'il y eût quelque chose à craindre de ce côté, vous n'eussiez pas oublié de demander des assurances. Au contraire vous avez vu alors avec quelle rondeur nous y allions dans ce temps-là, dégarnissant sans défiance ce pays pour vous assister, avant même que la paix ne fût conclue. Encore que nous eussions alors été fondés à demander des garanties, nous ne l'avons voulu faire, parce que nous traitions avec les États en confiance. Nous avions bien expressément déclaré, que si nous eussions eu à traiter avec le Roi, nous eussions exigé de bien autres sûretés. Nous en demander aujourd'hui c'est de votre part folie. Nous n'avons pas moyen de vous affaiblir et du reste nous ne le jugeons pas expédient. »

Sur ce propos, Schetz reprit : « Pour vous dire la

vérité, nous nous fions bien à vous pour ce qui est de nous faire la guerre. Mais nous voyons, d'autre côté, que vous voulez partout répandre votre religion et ne vous contentez de la maintenir entre vous. Quelle assurance aurons-nous, quand on vous aura accordé tout ce que vous demandez, que vous n'innoverez rien contre la Pacification, au fait de la religion ? »

« L'assurance que nous vous donnons, » répondit le Prince, « est que nous accomplissons réellement la Pacification. »

« Mais, » reprit Schetz, « promettez-vous formellement de vous soumettre à tout ce que les États-Généraux ordonneront, tant sur le fait de la religion en Hollande et en Zélande, que sur tous autres points ? »

C'était là un coup direct. Le Prince le para pour le moment. Dans son for intérieur, il n'espérait ni ne désirait que les États-Généraux convoqués solennellement par le Gouverneur général, sur les bases de la mémorable assemblée devant laquelle s'était passée la grande scène de l'abdication impériale, vinssent jamais à se réunir ; et tout en ne croyant avoir à craindre de la part de cette assemblée, si elle avait lieu, la prohibition du culte réformé en Hollande et en Zélande, il ne voulait en aucun cas se soumettre à semblable ordonnance.

Aussi fit-il à Grobbendonck la réponse suivante : « Je ne sais, car vous avez déjà enfreint et violé la Pacification, d'abord, par l'accord fait avec Don Juan sans notre aveu et en outre en l'ayant reçu comme gouverneur. »

« De sorte, » répéta Schetz, « que vous ne voudrez pas accepter la décision des États ? »

« Je ne dis pas cela, » reprit le Prince, continuant à parer le coup, « elle pourrait être telle que nous l'ac-

cepterions ; mais telle aussi que nous ne l'accepterions pas. Nous ne sommes plus en l'entier de nos droits comme nous étions du temps de la première soumission faite à Gand. »

« Mais on vous remettra en votre entier, » dit Grobbendonck.

« Vous ne le pouvez, » répliqua le Prince, « car vous avez réduit à néant la Pacification. Nous n'avons donc plus rien à attendre des États, que d'être condamnés purement et simplement. »

« Vous ne voudriez donc, » dit de nouveau Grobbendonck, « vous soumettre aux États, touchant l'exercice de la religion ? »

« Non, certes, » s'écria le Prince, acculé enfin et frappant à son tour, « non certes nous ne le voudrions point, car, pour vous dire la vérité, nous voyons que vous nous voulez extirper, et nous ne voulons point être extirpés ? »

« Ho ! » dit le duc d'Aerschot, « il n'y a personne qui veuille cela ! »

« Si fait, certes, » dit le Prince, « nous nous sommes soumis à vous en bonne foi ; et maintenant, vous voulez nous obliger, nous et tout le monde, à promettre de maintenir et faire maintenir partout la religion catholique romaine, ce qui ne peut être accompli qu'en nous extirpant. »

Une discussion longue, véhémente et savante sur des points de doctrine s'engagea à ce moment entre Sainte-Aldegonde, Léoninus et le docteur Gaill ; le Prince complètement édifié sur les résultats que pouvait avoir la conférence, mit à profit cette escarmouche pour se retirer. Il eut ensuite un entretien particulier avec Schetz et Léoninus, et leur reprocha de travailler à réduire leur patrie en servitude. Il saisit aussi certaine occasion de faire remarquer à d'Hierges qu'il fallait contenter le peuple ; que ce qui se

faisait pour le peuple avait des effets durables, tandis que la volonté des rois était éphémère. Au duc d'Aerschot, il déclara que si on ne lui remettait promptement Utrecht, il le prendrait. En outre, il lui donna le conseil de ne pas se fier au Roi, que c'était exposer sa tête. Que, quant à lui, jamais il n'aurait cette confiance, parce que le Roi l'avait trop souvent trompé. Que d'ailleurs le Roi avait pour maxime favorite, *hœreticis non est servanda fides* (il ne faut pas garder la foi jurée aux hérétiques) ; et, dit-il en terminant, « pour ce qui est de moi, je suis chauve et calviniste (*calbo y calbanista*) et je veux mourir ainsi. »

L'échange officiel de protocoles ne tarda pas à avoir lieu. Mais la conversation qu'avaient tenue les deux parties, montre suffisamment quelle était la situation des affaires. Il n'y avait rien de changé aux intentions des réformés ni des royalistes. Philippe et ses représentants continuaient à lutter pour les deux mêmes points, tout en réclamant des éloges pour la modération qu'ils montraient en demandant si peu. Ils étaient prêts à céder en tout, sauf quant au pouvoir absolu du Roi et au maintien exclusif du catholicisme. Le prince d'Orange de son côté ne réclamait non plus que deux points : l'ancienne constitution du pays et la liberté religieuse. Il est évident que la lutte était au fond toujours la même. On n'était pas plus près qu'on ne l'avait été, d'une réconciliation entre l'absolutisme et la liberté nationale, entre la persécution et la tolérance. La Pacification de Gand avait été un pas en avant. Ce traité ouvrait la porte aux libertés civiles et religieuses ; mais c'était un arrangement entre les diverses provinces, et non pas un pacte entre le peuple et le monarque. Il avait bien été déclaré orthodoxe par les casuistes de Bruxelles et les licenciés de Louvain, et confirmé par un édit royal ; mais croire que le Roi eût foi en ces arrêts dogmati-

ques était aussi absurde que croire à ces arrêts eux-mêmes. Si réellement la Pacification de Gand n'avait entamé en rien l'infaillibilité de Rome et du Roi, les efforts d'Orange et le triomphe des Réformés n'avaient été que folie.

Les envoyés, suivant leurs instructions, procédèrent donc à l'exposé d'une proposition formelle au prince d'Orange et aux États de Hollande et de Zélande de la part de Don Juan. Ils faisaient valoir le départ des Espagnols, comme si ce fait seul eût donné satisfaction à tous les griefs et justifié dorénavant toutes les prétentions. Ils demandaient en conséquence la publication immédiate, en Hollande et en Zélande, de l'*Édit perpétuel*. Ils insistaient sur la cessation immédiate des hostilités envers Amsterdam, demandaient au Prince de renoncer à Utrecht, et dénonçaient les efforts faits par lui et ses partisans pour propager leurs doctrines hérétiques dans les autres provinces. Ils faisaient remarquer en terminant, que la question générale des religions ne pouvait être abordée, parce que d'après le traité de Gand, elle était réservée aux États-Généraux.

La réponse délivrée le lendemain par le Prince d'Orange et les députés, soutenait que l'Édit perpétuel était fort différent du traité de Gand dont il affectait d'être la réalisation ; que la promesse de ne pas violer les anciennes constitutions n'avait pas été tenue ; que les troupes allemandes n'avaient pas été congédiées, que les biens du Prince en Bourgogne et dans les Pays-Bas ne lui avaient pas été rendus ; que son fils était encore retenu prisonnier ; que le gouvernement d'Utrecht lui avait été retiré ; que les anciens privilèges, au lieu d'être développés, avaient été restreints, et enfin que le Gouverneur avait réclamé et obtenu le droit de ne convoquer les États-Généraux que quand bon lui semblerait : ce qui était une viola-

tion de leur ancien droit de s'assembler spontanément. Puis venaient des plaintes sur ce que les adhérents de la Réforme ne pouvaient librement circuler dans les différentes provinces, conformément aux stipulations de Gand ; sur ce que Don Juan, malgré tous ces torts, avait été proclamé Gouverneur-Général sans le consentement du Prince ; sur ce qu'il était entouré d'une foule d'étrangers, Espagnols, Italiens et autres, Escovedo, Gonzague, etc., ainsi que par des renégats comme Tassis, entourage qui ne faisait que le prévenir contre le pays et le peuple, en tenant toujours ouverte « une porte de derrière » à d'innombrables maux. Enfin on affirmait qu'au moyen du dernier traité d'Union on avait introduit une nouvelle inquisition, inquisition encore plus cruelle que ne l'était l'ancienne ; car l'inquisition espagnole n'informait que contre les suspects, tandis que maintenant on fouillait dans la conscience et les actes de tout le monde, sous prétexte de maintenir l'Union.

Tel fut le résultat de cette seconde ambassade du Gouverneur-Général au prince d'Orange. Don Juan n'en envoya plus. Les deux adversaires avaient maintenant pris la mesure de leurs épées, et ne devaient pas tarder à jeter le fourreau. Peu de semaines après ce qui précède, le Gouverneur écrivit à Philippe que le prince d'Orange ne détestait rien au monde autant que Sa Majesté, ajoutant avec une exagération toute castillane, qu'il boirait le sang du Roi, s'il le pouvait.

Une fois bien en selle, Don Juan eut pendant un moment le temps de s'orienter. Ce n'était qu'un moment, il le savait, car il avait peu de confiance dans l'aspect des affaires. Un de ses premiers actes, en assumant le gouvernement, suffit toutefois à montrer l'interprétation qu'il donnait à la Pacification de Gand. Un édit fut publié par tous les évêques, « maîtres des

hérétiques » et les conseils provinciaux, ordonnant l'exécution des canons de Trente et des autres décrets ecclésiastiques. Ces autorités reçurent l'ordre de garder leurs troupeaux avec plus de soin que jamais et de « les protéger contre les loups dévorants qui rôdaient autour d'eux. » La mesure porta immédiatement ses fruits ; un malheureux tailleur de Malines, nommé Pierre Panis, honnête homme mais hérétique, fut arrêté comme ayant prêché ou exhorté dans une assemblée. Il avoua qu'il avait été à la réunion, mais il nia qu'il y eût prêché. On lui demanda alors de dénoncer ceux qui y avaient été avec lui ; il refusa et fut condamné à mort. Le prince d'Orange, pendant le cours de ce procès, écrivit une lettre véhémente au Conseil de Malines, le suppliant de ne pas rallumer le feu des persécutions religieuses. Son appel fut vain ; le pauvre tailleur fut décapité à Malines le 15 juin, en présence du vainqueur de Lépante, arrivé pour donner plus de solennité à la scène. Ainsi, au même moment où Guillaume d'Orange protégeait les anabaptistes de Middelbourg dans leurs droits de citoyens, alors même qu'ils ne voulaient pas en accepter les charges, le fils de l'Empereur trempait ses mains dans le sang d'un malheureux dont le seul crime était d'assister à un prêche sans dénoncer le prédicateur. Les amis les plus intimes du Prince s'offensaient de son libéralisme. L'ombre de l'Empereur au contraire se fût levée de son tombeau pour venir approuver le fils respectueux qui ranimait ses édits sanguinaires et son système impitoyable. Trois partis étaient en ce moment en présence : les nobles, qui détestaient les Espagnols, mais qui voulaient rester séparés du peuple ; les partisans de Don Juan que l'on appelait « les Johannistes » et les partisans du prince d'Orange, car Guillaume le Taciturne avait toujours senti la nécessité de s'appuyer sur quelque

chose de plus solide que les gens de cour, roseaux battus des vents et cédant toujours au moment même où l'on s'appuyait le plus sur eux. Ses efforts avaient constamment tendu à élever les classes moyennes, à fonder un tiers parti solide, comprenant une bonne part de la richesse et de l'intelligence du pays, se recrutant toujours dans le peuple et se retrempant sans cesse dans l'enthousiasme national ; un parti qui contînt presque toutes les capacités politiques du pays, — et ses efforts avaient abouti. Certainement le Gouverneur et son secrétaire étaient dans le vrai, quand ils disaient que les habitants des Pays-Bas aimeraient mieux avoir pour maître le Turc que l'Espagnol et que leurs cœurs n'appartenaient au fond qu'au prince d'Orange.

Quant aux grands, ils étaient pour la plupart de ceux « qui essayent de nager entre deux eaux, » comme le disait le Prince. Il n'y avait que fort peu de soutiens déterminés du régime espagnol, tels que les Berlaymont et les Tassis. Les autres tournaient comme le vent soufflait. D'Aerschot, le grand chef du parti catholique, n'était qu'un bas courtisan, faux et flatteur envers Don Juan comme envers le Prince ; il voulait jouer le premier rôle dans cette grande époque ; mais il ne parvint, en flattant et en trahissant tous les partis, qu'à se faire honnir par tout le monde. Son fils et son frère n'étaient guère plus respectables. Le Prince savait combien peu de confiance il devait avoir en de tels alliés, malgré les signatures et les serments donnés par eux à la Pacification de Gand. Il savait également combien peu le Gouverneur se regardait comme lié par ce fameux traité. A la vérité les troupes espagnoles avaient été renvoyées ; mais, de dix à quinze mille mercenaires allemands étaient encore au service du Roi, en garnison dans les places importantes et tenant solidement les citadelles. Les

principales clefs du pays étaient encore aux mains de l'Espagnol. D'Aerschot gouvernait bien la citadelle d'Anvers, au lieu de Sanche d'Avila, mais d'Aerschot serait-il moins à craindre que d'Avila, quand son intérêt le pousserait à soutenir Don Juan contre le Prince ?

Cependant les États, suivant leurs promesses, mettaient tout en œuvre pour réunir l'argent nécessaire au payement des troupes allemandes. Des offres équitables, d'après lesquelles les soldats devaient recevoir une partie de leur solde en marchandises et l'autre en argent, avaient été produites. Elles furent rejetées sur les instances secrètes de Don Juan. Pendant que le Gouverneur affectait un désir sincère d'aider les États dans leurs efforts pour se délivrer de ce qui leur restait d'anciens embarras, il négociait sous main avec les officiers allemands pour les déterminer à rejeter toutes offres quelconques. Il persuada à ces chefs militaires l'existence d'une conspiration par laquelle on devait leur faire perdre non seulement leur solde, mais encore la vie. Aussi qu'ils se gardassent bien de se fier aux promesses et d'accepter des conditions. Lui, lui seul était leur ami, leur dit-il, et ce qu'ils avaient de mieux à faire, c'était de s'entendre secrètement avec lui pour s'assurer avec plus de solidité la possession des forteresses. On le voit, il ne se fiait pas plus que le Prince aux d'Aerschot et aux d'Havré.

Le Gouverneur était vraiment en grand danger, mais en plus grande terreur encore d'être fait prisonnier, si pas d'être assassiné. Son imagination, excitée par des contes incessants d'embuscades et de conspirations avortées, lui faisait voir des hommes armés derrière chaque buisson et un piège dans chaque rue. Le redoutable d'Albe n'avait-il pas manqué d'être pris? Louis de Nassau n'avait-il pas été tout près de

s'emparer de la personne du Grand-Commandeur ? Évidemment, le prince d'Orange était fort désireux d'exécuter un plan qui lui donnerait, vis-à-vis de Philippe, les mêmes avantages que tirait celui-ci de la capture du comte de Buren, et Don Juan n'avait pas besoin de renseignements pour le savoir. Au mois de mai, le vicomte de Gand avait pénétré de force jusqu'à son lit au milieu de la nuit et, l'éveillant en sursaut, lui avait déclaré formellement qu'il ne donnait pas une épingle pour la vie de Don Juan, si celui-ci ne quittait pas Bruxelles. Il venait, lui dit-il, d'apprendre qu'une conspiration était tramée contre sa vie et sa liberté, et qu'une fuite immédiate était son seul moyen de salut.

Le Gouverneur s'enfuit à Malines où les mêmes avertissements ne tardèrent pas à se reproduire, car le sacrifice solennel de Pierre Panis, le pauvre tailleur hérétique de cette ville, n'avait pas réussi à frapper de terreur le cœur de tous les habitants des Provinces. Un jour, vers la fin de juin, le duc d'Aerschot en sortant à cheval avec Don Juan lui donna le détail de plusieurs complots soit passés soit présents, dont il avait découvert ou inventé l'existence ; il lui montra la copie d'une lettre écrite du prince d'Orange aux États, dans laquelle on leur recommandait de se saisir, par la force, de la personne de son Altesse. Le Duc était à cette époque et resta longtemps encore lié avec le Prince d'une amitié fraternelle, et avait l'habitude de signer ses lettres à d'Orange, « votre très affectionné frère et ami cordial pour vous servir. » Mais cela ne l'empêchait pas d'accomplir ce qu'il appelait son devoir, en dévoilant les plans de son ami. Il est vrai qu'il donnait en même temps au Prince des informations sur les secrets du gouvernement et qu'il lui envoyait des lettres interceptées de ses ennemis, mettant ainsi sa conscience à l'aise des

deux côtés et préparant ses voiles à prendre le vent de quelque point qu'il soufflât. Quoi qu'il en soit, le Duc rappela à cette occasion à Son Excellence le dédain avec lequel on l'avait traité à Bruxelles, et les menaces insolentes dont les citoyens avaient osé poursuivre ses serviteurs et ses secrétaires, jusque aux portes de son palais. Il l'assura que les mêmes sentiments existaient à Malines, et que ni lui ni sa suite n'y étaient pas plus en sûreté que dans la capitale, et cela à cause d'une conspiration organisée pour s'emparer de sa personne. Les conspirateurs, dit-il, étaient soutenus par un grand parti populaire qui se parait du nom d'anti-johannistes, et avait adopté un costume symbolique comme les mécontents du temps du cardinal Granvelle. Il assura au Gouverneur que presque tous les membres des États-Généraux étaient impliqués dans ces intrigues. « Et que deviennent alors leurs promesses ? » demanda Don Juan. « Leurs promesses ! » s'écria le Duc en faisant claquer ses doigts, « aujourd'hui plus personne dans le pays ne se croit lié par des promesses ! » Le Gouverneur demanda quel était le but que les États voulaient atteindre, en cherchant à le priver ainsi de sa liberté. Le Duc l'informa que c'était pour le tenir captif, jusqu'à ce qu'ils l'eussent forcé à signer tous les actes qu'il leur conviendrait de lui présenter. Cela s'était déjà fait jadis dans le pays, dit le Duc, qui raconta à l'appui, de quelle façon un des prédécesseurs de Son Altesse, prince du pays, après avoir été contraint de signer un monceau de chartes et de privilèges, avait fini par être jeté des fenêtres de son propre palais sur les piques d'une populace insurgée. Le Gouverneur s'écria qu'il ne convenait pas que le fils de Charles-Quint, le représentant de Sa Majesté Catholique, entendît deux fois de semblables récits. Rentré dans sa demeure, il réfléchit quelques jours sur ce qu'on ve-

nait de lui dire, et soudain, résolu à quitter Malines, il fit vendre tout ce qui ne lui était pas indispensable, et même jusqu'au vin de ses caves. Puis ayant laissé voir que son absence de Bruxelles et de Malines était destinée à durer longtemps, il profita d'une occasion imprévue pour transporter ailleurs sa résidence.

---

# CHAPITRE III.

## UN LION DANS LES RÊTS.

(1577).

La ville de Namur. — Marguerite de Valois. — Ses intrigues dans le Hainaut en faveur du duc d'Alençon. — Sa réception par Don Juan à Namur. — Fêtes en son honneur. — La citadelle de Namur est surprise par Don Juan. — Projet de surprendre celle d'Anvers. — Lettres des États à Philippe portées par Escovedo. — Aventures et sort d'Escovedo à Madrid. — Réparation des digues. — Voyage du Prince en Hollande. — Sa lettre aux États-Généraux au sujet de la citadelle de Namur. — Sa visite à Utrecht. — Correspondance et négociations entre Don Juan et les États. — Caractère violent et amer de ces rapports. — Tentative de Treslong sur Anvers déjouée par De Bourse. — Panique opportune des mercenaires allemands. — Anvers est évacué par les troupes étrangères. — Nouvelles correspondances. — Audace des exigences du Gouverneur. — Lettre d'Escovedo et d'autres, elles sont interceptées. — Projets personnels de Don Juan, les États ne les pénètrent pas. — Sa lettre à l'impératrice douairière. — Troisième correspondance avec les États. — Position pénible et fausse du Gouverneur. — Démolition partielle de la citadelle d'Anvers et d'autres forteresses par les patriotes. — Statue du duc d'Albe. — Lettres des États-Généraux au Roi.

Les Pays-Bas comptaient peu de cités de site plus

pittoresque, d'architecture plus gaie, d'aspect plus attrayant que la petite ville de Namur. Au confluent de la Sambre et de la Meuse, jetant sur chacune de ces rivières un pont de structure solide mais gracieuse, elle s'étendait dans un vallon des plus fertiles; c'était une large plaine, en forme de croissant, coupée par la Meuse rapide et enclose ici de collines aux douces pentes cultivées jusqu'au faîte, là d'abrupts escarpements calcaires couronnés de verdure.

Des champs de blé, de riches vignobles, des jardins pleins de fleurs, séparés par des haies, s'en partageaient la surface. Bien des regards ont contemplé avec délices ce vallon célèbre et charmant; bien des flots de sang se sont mêlés à ces eaux scintillantes, depuis les jours néfastes écoulés par bonheur qui nous servent aujourd'hui de thème, et le vallon est toujours aussi calme, le fleuve est toujours aussi clair. Aujourd'hui, comme en ces temps passés mais non pas oubliés, la petite ville se groupe à l'angle des deux rivières; droit au dessus d'elle se dresse la sombre et massive forteresse, suspendue au milieu des airs comme le casque énorme de la fable, prête à écraser la ville pygmée étendue à ses pieds.

C'était cette fameuse citadelle surplombant d'environ cinq cents pieds le lit du fleuve, et placée près des frontières de France, qui rendait la ville de Namur si importante et qui, en ce moment d'embarras, attira l'attention de Don Juan. Le prétexte qu'il cherchait ne tarda pas à se présenter. Il lui fut fourni par la visite inattendue d'un personnage célèbre. La belle Marguerite de Valois, reine de Navarre, se rendait à Spa pour y prendre les eaux. Sa santé était aussi bonne que sa beauté était parfaite, mais elle fuyait un mari détesté pour seconder un frère qu'elle aimait d'une affection plus que fraternelle; — le duc d'Alençon était, en effet, l'un des nombreux compétiteurs du

gouvernement des Pays-Bas, et la correspondance engagée par lui et son frère avec d'Orange et ses agents se poursuivait toujours. La trève hypocrite conclue avec les Huguenots en France avait de nouveau fait place à la guerre. Henri de Valois avait déjà commencé en Gascogne ses opérations contre Henri de Navarre qu'il détestait non moins vivement peut-être que Marguerite le faisait de son côté, et le duc d'Alençon avait entrepris le siège d'Issoire. Pendant ce temps, la belle reine venait mêler le fil d'or de ses intrigues de femme à la trame sombre des destinées des Pays-Bas.

Peu d'esprits ont déployé plus de ruses que le sien; peu de visages ont eu des grâces plus fatales que les siennes. Vraie descendante d'une Médicis, digne sœur de Charles, de Henri et de François, — ces princes à jamais infâmes dans les annales de la France, — elle avait plus de beauté et d'esprit que Marie Stuart, et dans les sciences comme dans les arts d'agrément elle surpassait Élisabeth d'Angleterre. « L'éclat de sa beauté brûlait, » suivant le langage déclamatoire d'un de ses plus grands adorateurs, « les ailes de toutes celles du monde. Il faudrait que Dieu allongeât le monde et haussât le ciel plus qu'il n'est pour publier ses mérites, beauté et vertus, d'autant que l'espace du monde et de l'air n'était assez capable pour le vol de sa perfection et renommée. » Et ailleurs cet adorateur nous dit encore qu'elle était une Minerve pour l'éloquence, qu'elle composait des vers incomparables, qu'elle chantait divinement aux accords de son luth dont elle s'accompagnait, et que ses lettres familières renfermaient tant d'esprit qu'il « n'y avait nul, les voyant, qui ne se moquât du pauvre Cicéron, avec les siennes familières. » Le monde a frissonné pendant longtemps au souvenir de la sombre tragédie de ses fiançailles. Était-il donc étrange que la haine et l'inceste et le

meurtre aient suivi un mariage inauguré par de telles horreurs !

Don Juan avait vu les perfections de Marguerite à Paris, sous son déguisement mauresque, et il avait couru le danger de devenir réellement vis à vis d'elle l'esclave dont il jouait le rôle. « Sa beauté est, en effet, plus divine qu'humaine, » disait-il, « mais elle est plutôt faite pour corrompre les âmes que pour les élever. » Et voici maintenant que l'enchanteresse traversait son propre gouvernement ; elle devait passer par Namur pour se rendre à Liège : la galanterie exigeait de lui qu'il allât à la rencontre de la noble visiteuse. Suivi par une troupe choisie de gentilshommes et par quelques chevaliers de sa garde du corps, le Gouverneur vint à Namur.

Pendant ce temps, la Reine franchissait la frontière et était cordialement accueillie à Cambrai. L'évêque de cette ville, — membre de la maison de Berlaymont, — était un dévoué partisan du Roi, et quoique flamand, il était espagnol dans le fond du cœur. La belle reine essaya sur lui ses cajoleries, mais tout fut vain. Le prélat lui donna un bal magnifique, mais résista à ses séductions. Il se retira au souper ; le gouverneur de la citadelle, le seigneur d'Inchy, resta près de Marguerite qui eut plus de succès avec lui. Elle trouva en lui un ennemi ardent de l'Espagne, un ami de la France, un homme impatient de l'autorité de l'évêque. Il obtint l'autorisation d'accompagner son hôtesse royale, pendant les premiers relais de son voyage ; quand il rentra à Cambrai, esclave volontaire de Marguerite, il ne tint plus la citadelle ni pour l'évêque ni pour le Roi, mais pour le frère de Marguerite, le duc d'Alençon. La Reine fut reçue avec grande pompe à Mons par le comte de Lalaing qui était le gouverneur du Hainaut, mais gouverné lui-même par sa femme. Des réjouissances d'une semaine cé-

lèbrèrent l'arrivée de la Reine ; cette courte période de temps suffit à Marguerite pour subjuguer complètement les cœurs de Lalaing et de sa femme. Il convint que les Flandres avaient été longtemps séparées de la France, leur mère-patrie, à laquelle elles revenaient de droit. Le comte était un franc catholique, mais haïssait l'Espagne. Parent d'Egmont, il désirait en venger la mort ; citoyen sans amour pour le peuple, il jalousait d'Orange. En outre sa femme avait été complètement fascinée par l'adroite reine. L'amitié éclose en un jour entre ces deux belles dames était d'ailleurs si vive qu'elle rendait indispensable la jonction à la France des Flandres et du Hainaut. Le comte promit de tenir tout son gouvernement au service du duc d'Alençon, et conseilla à Marguerite de gagner l'incorruptible gouverneur de Cambrai. Marguerite ne lui dit pas que déjà elle avait converti à ses vues ce haut fonctionnaire, mais recommanda aux deux époux de chercher à l'éloigner, si c'était possible, de sa fidélité au Roi.

Lalaing, avec une suite d'hommes armés, accompagna alors la Reine sur la route de Namur, mais, en entendant le bruit lointain de l'escorte de Don Juan qui s'approchait, il s'en retourna, car il ne souhaitait pas en ce moment se trouver face à face avec le Gouverneur. Don Juan s'arrêta quelque temps en attendant l'arrivée de Marguerite. Il ne se doutait nullement des intrigues politiques qu'elle avait déjà ourdies, et il ne vit pas dans cette belle créature qui s'approchait, son ennemi le plus mortel. Marguerite voyageait dans une magnifique litière aux colonnes dorées, garnie de velours écarlate, et entièrement fermée de glaces ; sa litière était suivie de celle de la princesse de la Roche-sur-Yon et de madame de Tournon. Après elles, venaient dix dames d'honneur à cheval et six voitures occupées par les suivantes. Le cor-

tège se complétait enfin par des gardes et des domestiques attachés au service de la Reine. En abordant la litière royale, Don Juan descendit de cheval et présenta ses hommages à la visiteuse. Marguerite répondit à ce salut, à la manière française, en lui présentant sa joue à embrasser ; et la même faveur fut accordée au duc d'Aerschot et au marquis d'Havré. Les cavaliers remontèrent alors à cheval et escortèrent la voyageuse jusqu'à Namur. Don Juan chevauchait à côté de la litière de la Reine et conversa avec elle durant tout le chemin. La soirée était fort avancée lorsque le cortège entra dans la ville. Les rues en étaient cependant brillamment illuminées ; et quoiqu'il fût presque minuit, boutiques et maisons n'offraient que feux et lumières. Don Juan, croyant que nulle attention ne serait aussi agréable à son hôtesse que de pourvoir à son repos, la conduisit au logement préparé pour elle. Marguerite fut frappée de la magnificence des appartements où elle fut introduite. Un salon spacieux et imposant, pompeusement meublé, s'ouvrait sur une série de chambres et de cabinets, dignes, dans leur arrangement, d'un palais royal. Le dais et les couvertures du lit réservé à Marguerite retraçaient, dans leurs broderies exquises, les épisodes de la bataille de Lépante. Le grand salon était tendu de tapisseries splendides en satin et en velours, brochées d'argent, et sur lesquelles ressortaient un grand nombre de personnages avec le costume antique, personnages en même broderie massive. Le reste de la garniture était aussi en satin, en velours, en toile d'or et en brocard. La Reine fut éblouie de tant de magnificence, et l'un des courtisans ne put s'empêcher d'exprimer son étonnement de la splendeur des appartements et des décorations, qui, comme il l'observa au duc d'Aerschot, semblaient plus appropriés au palais d'un puissant monarque, qu'à l'habitation d'un jeune prince célibataire.

Le duc répondit que ces luxueuses broderies n'étaient point les produits de l'extravagance, mais bien de la valeur et de la générosité. Après la bataille de Lépante, Don Juan avait rendu sans rançon, à un puissant pacha turc, ses deux fils faits prisonniers. Le père reconnaissant avait envoyé au vainqueur, en présent, cette superbe tapisserie, et Don Juan l'avait fait arranger en tenture, à Milan, ville que le goût de ses tapissiers a rendue célèbre dans cet art.

Le lendemain matin, une grand'messe, accompagnée par une musique militaire, fut célébrée et suivie d'un banquet somptueux dans le grand salon. Don Juan et la Reine se trouvaient assis à une table, à trois pieds du restant des convives. Le vin leur était servi à genoux par Ottavio Gonzaga. Le bal vint, comme à l'ordinaire, après le banquet, et les fêtes continuèrent ainsi jusque fort avant dans la nuit, sans qu'un seul moment Don Juan quittât sa belle visiteuse. Pour le jour suivant, au matin, avait été organisée une fête sur une petite île, au milieu du fleuve. La compagnie prit place sur une flottille de barques magnifiquement pavoisées et peintes, et dont plusieurs étaient montées par des musiciens. Marguerite se reposa sur un riche canapé, dans sa chaloupe dorée. Plus belle et plus perfide que la reine d'Égypte, Cléopâtre, elle aussi avait séduit le jeune homme fameux qui avait conquis et non pas perdu le monde, sous les hauteurs d'Actium. Les convives débarquèrent à l'île où le banquet se trouvait déjà préparé, au milieu d'un grand berceau de lierre et sous des ormes pleins d'ombrage. Les danses sur la pelouse se continuèrent jusqu'à une heure très avancée de la soirée; depuis plusieurs heures déjà, les étoiles d'été s'étaient levées dans les cieux, lorsque la société remonta dans les barques.

Plus que jamais enchaîné par la fiancée de la Saint-

Barthélemy, Don Juan ne voyait pas que le seul but de Marguerite, en visitant ses États, avait été de séduire ses sujets et de miner son autorité. Cependant son but à lui avait été moins de faire la cour à la Reine que d'utiliser la présence de celle-ci pour cacher ses propres desseins. Il se mit immédiatement à l'œuvre : la Reine, le jour qui suivit cette fête, avait repris son voyage vers Liège, en descendant le fleuve ; à peine avait-elle disparu à sa vue qu'il enfourcha son cheval, et, accompagné de quelques serviteurs dévoués, il sortit des portes en galopant et traversa le pont qui menait à la citadelle. Il y avait déjà envoyé le fidèle Berlaymont avec ses quatre fils non moins sûrs ; les seigneurs de Meghen, de Floyon, de Hierges et de Haultepenne. Ces gentilshommes avaient informé le commandant de la forteresse que le Gouverneur se rendait à la chasse et qu'il serait convenable de lui offrir l'hospitalité du château, s'il venait à passer de ces côtés. Un nombre considérable d'hommes armés avaient été cachés dans les bois et bosquets du voisinage. Le seigneur de Froymont qui ne soupçonnait rien, s'était rendu à la justesse de la proposition de Berlaymont. Pendant ce temps, Don Juan arriva près du château, en faisant sonner le cor. Il pénétra avec le châtelain dans la citadelle, tandis qu'un des gentilshommes de sa suite restait à la porte et que les soldats embusqués aux alentours escaladaient le rocher. Dès que tout fut prêt, le gentilhomme rentra dans la salle et fit un signe à Don Juan, qui déjeûnait avec le commandant. Le Gouverneur-Général se leva vivement et tira l'épée : Berlaymont et ses quatre fils mirent la main à leurs pistolets ; au même instant entraient les soldats. Don Juan dit au châtelain de se rendre, s'écriant que ce jour était le premier de son règne. De Froymont pris à l'improviste, et ne comprenant rien à cette attaque mélodramatique d'un gou-

verneur légitime contre sa propre citadelle, ne fit pas grande difficulté d'obéir. Il fut alors renvoyé ainsi que la garnison de la place, composée en grande partie de vieillards et d'invalides. Les soldats nouvellement arrivés les remplacèrent, d'après les ordres du Gouverneur. Le château de Namur appartenait à Don Juan.

Il n'y avait point de doute que le représentant de Philippe eût pleinement le droit de se rendre maître d'une forteresse faisant partie de son gouvernement ; il n'y a point de doute non plus que le stratagème insolite qu'il avait employé avait lieu d'offenser les États, sans être même excessivement agréable au Roi; toutefois rien n'assure qu'il eût pu accomplir son projet d'une autre manière. Ce n'était là du reste que le premier acte d'une série de desseins à réaliser bientôt par lui, desseins qui devaient bientôt lui servir à rétablir son autorité ébranlée. Il était fatigué de jouer l'hypocrite, et avait acquis la conviction que lui et son Roi étaient tous deux détestés par les habitants des Pays-Bas. La paix était impossible, — la guerre lui était interdite. Presque réduit à une nullité absolue par le prince d'Orange, il était temps pour lui de se chercher un point d'appui, et dans cette forteresse imprenable, il avait au moins une bonne position. Plusieurs mois auparavant déjà, le prince d'Orange avait manifesté un vif désir que les États s'assurassent de cette ville importante et de sa citadelle. « Vous connaissez, » avait-il écrit à Bossu, en décembre, « le dommage et les dangers que la perte de la ville et du château de Namur peut nous causer. Permettez-moi de vous recommander de prendre autant de soin que possible pour les conserver. » Malgré ces avis, leur garde avait été confiée à une poignée d'estropiés commandés par un vieux gouverneur affaibli.

Nous savons combien pressantes avaient été les sol-

licitations du Prince, non seulement en vue de faire bonne garde dans les citadelles, mais même en vue de détruire « ces repaires de la tyrannie, » bâtis par des despotes, non pour protéger, mais pour écraser les villes qui se trouvaient à leur pied. Toutes ces précautions avaient été négligées, et voici que les suites s'en faisaient sentir, car le château de Namur n'était pas le seul dont Don Juan cherchât à s'assurer. Quoique le duc d'Aerschot semblât son serviteur tout dévoué, le Gouverneur ne s'y fiait pas, et désirait voir la citadelle d'Anvers en des mains moins équivoques. Il avait en conséquence éloigné de ce poste important non seulement le duc, mais son fils, le prince de Chimay, qui pendant l'absence de son père commandait la forteresse ; il les avait tous deux engagés à l'accompagner à Namur. Un courtisan aussi galant que d'Aerschot ne pouvait se refuser à porter ses hommages à une princesse aussi illustre que Marguerite de Valois ; pendant l'absence du duc et du Prince, les clefs de la citadelle d'Anvers avaient été, d'après les ordres de Don Juan, remises en la possession du seigneur de Treslong, un royaliste sans scrupules et dévoué. Le célèbre colonel Van Ende — dont la participation, à la tête de la cavalerie allemande, au terrible sac de cette ville qu'il avait dû défendre, a été racontée, — reçut l'ordre de retourner à Anvers. Il devait se présenter ouvertement aux autorités de la ville, mais il avait l'ordre secret du Gouverneur-Général d'agir en coopération avec les colonels Függer, Frondsberger et Pollwiller qui commandaient les forces stationnées dans la ville. Ces officiers distingués avaient eu, durant tout l'été, une correspondance secrète avec Don Juan, car ils étaient les instruments au moyen desquels il se proposait, par un coup hardi, de reconquérir son autorité presque perdue. Tout en paraissant seconder les efforts des États-Généraux

pour payer et renvoyer les mercenaires, il n'en avait jamais eu la pensée, et il voyait maintenant le temps venu d'exécuter les plans secrets convenus entre lui et les colonels allemands. Il leur écrivit donc de ne plus retarder l'accomplissement de ces projets, — projets consistant en la prise de la citadelle d'Anvers, de la même manière qu'avait déjà été heureusement saisie celle de Namur. Le duc d'Aerschot, son frère et son fils, étaient en son pouvoir, et ne sauraient rien faire pour empêcher la coopération des colonels dans la cité avec Treslong dans la forteresse ; le Gouverneur allait de cette manière pouvoir, en attendant la suite des évènements, reposer tranquillement sa tête « sur l'oreiller du château d'Anvers, » selon l'expression employée plus tard par les États.

La carrière aventureuse de Don Juan n'était cependant pas destinée à s'écouler aussi tranquillement, sur un courant facile. Il est vrai que les États n'avaient pas encore entièrement perdu leur confiance en son caractère, mais la prise de Namur et la tentative sur Anvers, en même temps que le contenu des lettres interceptées écrites par Don Juan et Escovedo à Philippe, à Perez, à l'Impératrice, aux colonels Frondsberger et Függer, étaient chose de nature à leur ouvrir bientôt les yeux. Dans l'entretemps, presque au même moment où Don Juan exécutait son entreprise sur Namur, Escovedo avait pris affectueusement congé des États à Bruxelles, car, comme nous l'avons donné déjà à entendre, il avait été jugé nécessaire, tant au point de vue des intérêts apparents que des projets secrets de Don Juan, que le secrétaire Escovedo fit visite à la cour d'Espagne. D'après l'ordre du Gouverneur-Général, il avait offert de se charger de toute mission pour le Roi, que les États voudraient lui confier, et ceux-ci avaient, en conséquence, envoyé à Philippe une longue lettre, dans laquelle ils épan-

chaient abondamment leur indignation et leur haine. Ils se plaignaient au Roi de l'occupation continuelle du pays par les mercenaires allemands qui leur tenaient toujours le poignard sur la gorge, et qui par leurs pillages et leur arrogance appauvrissaient et torturaient le peuple. Ils lui rappelaient les grands sacrifices pécuniaires que s'étaient imposés autrefois les Provinces, pour le maintien du gouvernement, et ils avaient recours maintenant à sa générosité. Ils lui remettaient sous les yeux le pitoyable spectacle que présentait Anvers, peu de temps auparavant « la nourrice de l'Europe, le plus beau fleuron de la couronne royale, la plus belle et la première ville du monde, et maintenant presque ruinée et perdue ; » et comme instructions supplémentaires à Escovedo, afin qu'il n'omît pas dans ses communications verbales de représenter les mauvais résultats de la voie que suivaient les Gouverneurs de Sa Majesté dans les Pays-Bas, ils le renvoyaient avec des souhaits de bonheur et avec « une escorte de couronnes » suffisante pour produire deux mille courone s de rente. Sa correspondance secrète fut interceptée et publiée quelques semaines après son départ pour cette terrible Espagne d'où si peu de voyageurs revenaient.

Nous le suivrons là pour un instant. Quelques mots, concernant les causes et l'accomplissement de ce meurtre célèbre, qui fut élaboré jusque dans le cours de l'année suivante, suffiront pour en finir avec l'infortuné Escovedo. Nous avons vu avec quelle adresse Antonio Perez, secrétaire de l'État, amant de la princesse d'Éboli, et à cette époque conseiller dirigeant de Philippe, avait fait naître et avait nourri dans l'esprit du Roi la plus extravagante défiance quant aux projets de Don Juan et de son secrétaire intime. Il avait persuadé au Roi que leur projet était de l'attaquer en Espagne et de le dépouiller de sa couronne, aussitôt

que Don Juan serait solidement assis sur le trône d'Angleterre. Il rejetait sur Escovedo la première idée et l'instigation de cet absurde complot dont des fous seuls auraient pu avoir l'idée, et qui probablement n'avait jamais existé.

Aucune preuve de cet absurde projet n'était fournie. Le langage que Perez accusait Escovedo d'avoir tenu avant son départ pour les Flandres : — qu'ils avaient l'intention, Don Juan et lui, de fortifier la roche de Mogro, qui, de même que la ville de Santander, devait les mettre à même de s'emparer de l'Espagne, aussitôt qu'ils seraient en possession de l'Angleterre, — est trop absurde pour avoir été tenu par un homme d'autant de valeur qu'Escovedo. Certes, si Perez avait pu se procurer le moindre écrit, de la main de Don Juan ou d'Escovedo, qu'il aurait pu transformer en une preuve irrécusable de ce qu'il avançait, cela aurait simplifié la chose, et aurait rendu tout à fait superflu ce ouï-dire imaginaire. Perez, d'accord en cela avec Philippe, avait systématiquement correspondu avec Don Juan et Escovedo, de façon à tirer de leur correspondance quelque preuve qui démontrât à l'évidence la réalité du crime dont il les accusait. « C'était le seul moyen, » disait Perez à Philippe, « de leur faire présenter leur sein au glaive. » — « Je suis tout à fait de la même opinion, » répondit Philippe à Perez, « car selon ma théologie, vous ne rempliriez pas votre devoir envers Dieu et envers les hommes, si vous ne faisiez pas comme vous faites. » De plus, les conspirateurs de Madrid ne pouvaient arracher de la bouche des conspirateurs supposés des Flandres, aucune preuve accablante, si ce n'est que Don Juan, après l'arrivée d'Escovedo en Espagne, demandait instamment et fréquemment dans ses lettres, qu'on le renvoyât avec l'argent qu'il était allé chercher en Espagne. « De l'argent, beaucoup d'ar-

gent, et Escovedo, » écrivait le Gouverneur ; et Philippe était tout disposé à accepter cette exclamation toute naturelle, comme une preuve convaincante des desseins de son frère contre sa royauté. S'appuyant sur cet assemblage de choses disparates — le complot contre l'Angleterre, la bulle du pape, le désir exprimé par Don Juan de se jeter en France comme simple aventurier, à la tête de quelques mille hommes seulement, — Perez, d'après son propre aveu, rédigea un protocole, que le Roi approuva formellement dans la suite, et qui concluait à la nécessité de faire mourir Escovedo immédiatement, mais secrètement et par le poison. Le marquis de Los Velos, à qui on montra cette pièce en lui demandant son conseil, assura que, fût-il même sur son lit de mort, et eût-il l'hostie sacrée en bouche, il voterait la mort du coupable ; Philippe s'était déjà arrêté à la même conclusion ; Perez entreprit joyeusement l'exécution de la chose, le Roi lui ayant donné *carte blanche* ; c'est ainsi que le malheureux secrétaire fut voué à son malheureux sort. Immédiatement après l'arrivée d'Escovedo à Madrid, il adressa une lettre au Roi. Philippe l'expédia parmi d'autres dépêches, avec cette annotation : « *l'avant-courrier* est arrivé ; il est urgent de se hâter et d'en finir avec lui avant qu'il ne nous assassine. »

Le Roi ayant été si artificieusement excité contre son frère et l'infortuné secrétaire de celui-ci, demandait à grands cris la mort d'Escovedo. Vers la même époque, Escovedo découvrit, peu de temps après son arrivée en Espagne, les amours de Perez et de la princesse d'Éboli, et en fut vivement choqué. Il croyait de son devoir, tant envers le Prince décédé qu'envers le Roi, qui seul de toute la cour ignorait, paraît-il, cette affaire, la double trahison de sa maîtresse et de son ministre. Perez et Anne d'Éboli, furieux de l'audace d'Escovedo, et craignant de le voir exécuter sa

menace, résolurent de se débarrasser d'un personnage si importun. Ils mirent à profit la colère de Philippe contre Don Juan, et Perez reçut du Roi l'ordre secret de faire assassiner Escovedo [1]. Le crime que l'on projetait ainsi avait donc pour prétexte une prétendue conspiration de Don Juan contre la couronne de Philippe, et pour motif réel les terreurs et la rage de la princesse d'Éboli et de son amant.

Les détails du meurtre furent arrangés et exécutés par Perez [2], mais il faut, pour rendre justice à Philippe, reconnaître qu'ils restèrent très inférieurs en habileté aux exploits qu'avait souvent réalisés le Roi sur le même terrain. Trop de gens furent mis dans la confidence du complot. Il y eut beaucoup de maladresse, beaucoup de scandale, et dans le public de Madrid personne n'entretint jamais de doutes raisonnables, sur les instigateurs et les auteurs réels du crime. Deux tentatives d'empoisonner Escovedo furent commises par Perez à sa propre table, par l'intermédiaire d'Antonio Enriquez, un de ses serviteurs ou page de confiance. Toutes deux échouèrent. Une

[1] Comparez Cabrera, XII. 972, qui cherchant comme toujours à excuser le Roi dont il est le panégyriste officiel, raconte que l'arrêt de mort d'Escovedo fut écrit sur un blancseing du monarque, tel qu'en ont souvent les ambassadeurs et les vice-rois. Il ne nous apprend pas comment Perez (qui n'était ni vice-roi ni ambassadeur) se trouvait muni de pareilles pièces. Il avoue de plus que la mort d'Escovedo ne déplut pas au Roi, « que no desplaria al Rey su muerte violenta. » — p. 972.

[2] Le récit de cet assassinat, si remarquable en lui-même, et si important par ses conséquences médiates, a été fait d'une façon magistrale par Mignet (Antonio Perez et Philippe II), p. 34 et suivantes, d'après une copie manuscrite du fameux procès, laquelle appartient au ministre des affaires étrangères de France.

troisième eut le même sort, mais éveilla enfin des soupçons. Pour les détourner, une femme, esclave de la maison d'Escovedo, fut arrêtée et pendue incontinent en place publique, comme ayant prétendûment attenté ainsi à la vie de son maître. Quelques jours après (31 mars 1578), le coup réussit enfin ; il fut accompli à la tombée de la nuit, dans les rues de Madrid, par six conspirateurs : le majordome de Perez, un de ses pages, un campagnard, frère de ce dernier, un ancien marmiton des cuisines du Roi, nommé Jean Rubio, et qui avait été employé dans les tentatives d'empoisonnement, enfin, deux *bravi* de profession furent engagés pour la circonstance. Ce fut Insausti, l'un des deux derniers, qui dépêcha Escovedo d'un seul coup d'épée, les autres l'assistèrent en attirant Escovedo et en faisant le guet aux alentours.

Les meurtriers s'enfuirent et vinrent faire rapport à Perez qui, pour sauver les apparences, était à la campagne. Les soupçons du public eurent bientôt découvert les vrais coupables, qui étaient au dessus de l'atteinte des juges ; les motifs qui avaient amené le meurtre ne restèrent pas davantage ignorés, sauf du principal meurtrier lui-même. Philippe avait ordonné l'assassinat, mais il était dans la plus complète erreur sur sa véritable cause. Il était la dupe d'un misérable plus retors encore que lui, et il croyait sacrifier un conspirateur qui en voulait à sa couronne, alors qu'il ne faisait qu'écraser un malheureux qui avait pris trop soin de ce qu'il appelait l'honneur de son maître.

Les assassins furent, cela va sans dire, protégés contre toute poursuite et dûment récompensés. Miguel Bosque, le paysan, reçut cent couronnes d'or, payées par un commis de Perez. Mesa, l'un des *bravi*, fut gratifié d'une chaîne d'or, de cinquante doublons de

huit, et d'une coupe d'argent, outre un diplôme d'intendant de la princesse d'Éboli que celle-ci lui remit elle-même de sa belle main. Le second bravo, Inausti, qui avait porté le coup mortel, le page Enriquez, et le marmiton furent tous nommés *enseignes dans l'armée de Sa Majesté*, avec une pension annuelle de trente couronnes d'or par dessus le marché. Philippe signa leurs brevets le 19 avril 1578. Tel était alors en Espagne le salaire du meurtre : des chaînes d'or, des coupes d'argent, des doublons, des rentes et des grades dans l'armée ! Quant à la fidélité, elle ne recevait que trop souvent le poignard pour récompense, comme dans le cas du pauvre Escovedo. Devait-on s'étonner que le meurtre y fût plus connu que la fidélité ?

La carrière ultérieure d'Antonio Perez, — son procès fameux, son bannissement, ses intrigues, ses mensonges, son long exil et sa mort misérable, — n'a point trait à notre histoire ; nous allons donc finir notre brève digression.

Avant d'exposer l'issue du complot ourdi contre la citadelle d'Anvers, il nous faut revenir pour un instant au prince d'Orange. C'est dans les actes et les écrits de cet homme, de cet homme seul, que réside pour le moment presque toute l'histoire de la Réforme dans les Pays-Bas, presque tout le développement de la République encore enfant. Tout le reste n'est qu'une suite de mines et contre-mines, de luttes et de récriminations réciproques entre Don Juan et les États.

Pendant le court instant de répit dont ils jouissaient, les habitants de la Hollande et de la Zélande s'étaient appliqués à réparer sur une grande échelle leur vaste système de digues. Ils reconstruisirent complètement et à frais énormes, sous l'encouragement et la présence du Prince, sous la direction de son expérience, sous l'aiguillon de son énergie, ces barrières qui protégeaient leur patrie contre l'Océan, mais qu'ils avaient

détruites de leurs propres mains pour se protéger eux-mêmes contre la tyrannie. La tâche ainsi accomplie était effrayante, et digne, dit un contemporain, d'une éternelle mémoire.

Pour satisfaire au vœu populaire, le Prince parcourut alors ces petites provinces, honorant tour à tour chaque ville d'une courte visite. L'hommage spontané qui s'élevait de tous les cœurs était touchant et simple. Il n'y eut ni arcs de triomphe, ni musique guerrière, ni bannières, ni troupes théâtrales. On n'entendait qu'un cri, qu'un chant de reconnaissance, sortant en chœur de mille bouches : « Père Guillaume arrive ! Père Guillaume est là ! » s'écriait joyeusement toute la population, les hommes, les femmes, les enfants, quand la nouvelle de sa venue se répandait en quelque lieu. C'était un patriarche visitant ses enfants et non un conquérant, non un vulgaire monarque posant devant ses adorateurs. Heureux étaient ceux qui entendaient sa voix, plus heureux ceux qui lui touchaient la main, car ses paroles étaient pleines de tendresse, sa main était offerte à tous. Nul n'était assez humble pour n'oser l'approcher, nul assez ignorant pour ne point le connaître. Tous savaient que pour défendre leur cause, il était descendu de ses grandeurs de prince, des douceurs de son luxe, à l'état presque misérable d'un proscrit mis hors la loi. Pour eux, il s'était ruiné, lui et les siens ; il avait engagé ses domaines, vendu ses joyaux, ses meubles, il s'était presque privé de vêtements et de pain. Grâce à ses efforts, l'Espagnol avait été chassé de leur sol étroit, l'Inquisition écrasée dans leurs murs, et hier encore leurs frères des autres provinces étaient unis avec eux en un faisceau de résistance à un ennemi commun.

Il trouvait encore le temps, au milieu de ces foules enthousiastes qui se pressaient sur ses pas, de diriger

les travaux des États-Généraux qui, à mesure que leurs relations avec Don Juan se compliquaient et s'aigrissaient, s'en rapportaient de plus en plus à ses conseils. Dans une lettre qu'il leur adressa de Harlem, le 20 juin, il les conjurait avec beaucoup de chaleur de bien garder la Pacification de Gand, qui devait être leur ancre pendant la tempête. Il leur assurait que si on parvenait à la leur arracher, leur naufrage était inévitable. Il leur rappelait que jusqu'ici, ils n'avaient eu, de ce traité, que l'ombre, et non la substance; qu'ils étaient restés privés de ce qui eût dû être son plus précieux fruit — la concorde entre eux-mêmes. Lui-même, avec ses frères, par leurs labeurs, par leurs richesses, par leur sang, avaient construit le pont au dessus duquel la contrée avait passé à la Pacification de Gand. C'était à la nation à maintenir ce qu'ils avaient si péniblement gagné ; mais, ajoutait-il, le gouvernement n'agit point de bonne foi, on fait des préparatifs secrets pour anéantir l'autorité des États, rétablir les Édits, élever des étrangers aux hauts emplois et réédifier l'échafaud et tout l'attirail des vieilles persécutions.

Déjà auparavant et dès que Don Juan se fut emparé du château de Namur, et eut lancé, pour justifier cet acte, ses accusations contre d'Orange, celui-ci s'était empressé d'envoyer aux États-Généraux Taffin et Sainte-Aldegonde avec le mandat de faire connaître son opinion sur l'évènement. Outre ces ambassadeurs, il avait adressé aux États un message d'une éloquence convaincante dans sa simplicité. « Le seigneur Don Juan, » disait-il, « m'a accusé de violer la paix, et de soutenir des attentats contre sa vie, et cela pour chercher à vous persuader de vous unir à lui, pour me déclarer la guerre à moi, à la Hollande et à la Zélande ; mais je vous supplie, avec la plus vive affection, de vous rappeler nos engagements mutuels, solennels,

de maintenir et d'observer le traité de Gand. » Il engageait en conséquence les États à se bien tenir en garde contre les artifices employés pour les détourner du seul sentiment qui menât à la tranquillité de leur commune patrie, et à sa véritable splendeur et prospérité. « Je crois qu'il n'y a parmi vous personne, » continuait-il, « qui puisse douter de moi, s'il consent à peser soigneusement toutes mes actions, et à observer attentivement la voie que je suis et que j'ai toujours suivie. Qu'on les confronte avec la conduite de Don Juan, et chacun verra que toutes mes espérances de bonheur tant pour mon pays que pour moi-même, se fondent uniquement, pour le maintien de la concorde, sur la légitime restauration de nos libertés, but auquel aspirent également tous les bons patriotes et vers lequel tous mes efforts ont toujours tendu. Comme au contraire Don Juan ne trouve de grandeur que dans la guerre, comme il n'est rien qui lui soit aussi odieux que le calme, comme il a donné d'amples preuves de ces penchants dans tous ses desseins et toutes ses entreprises, tant avant qu'après le traité de Marche en Famenne, tant au dedans qu'au dehors des frontières du pays, comme il est de plus évident que son projet est et a toujours été de nous entraîner en de nouvelles querelles, avec nos voisins d'Angleterre et d'Écosse, comme il doit être manifeste pour chacun de vous que ces prétendus griefs contre moi ne sont qu'ombres et couleurs pour embellir son désir personnel d'hostilités, sa soif de vengeance, et sa haine non seulement contre moi, mais contre vous-mêmes, comme enfin sa détermination est, comme l'a dit Escovedo, de châtier quelques-uns d'entre nous par le moyen du reste, et d'exciter la jalousie d'une partie du pays contre l'autre; — Je vous exhorte, à raison de tout cela, Messeigneurs, et du plus profond de mon cœur, à baser vos résolutions en ces matières,

non sur les mots mais sur les actes. Scrutez scrupuleusement ma conduite dans tous les points qui servent d'appui à ces accusations; prêtez une oreille attentive à tout ce que mes envoyés vous diront sur mon compte ; et alors, ayant comparé tout cela avec les procédés du seigneur Don Juan, vous serez à même de prendre une décision digne du rang que vous occupez, et conforme aux obligations envers tout le peuple, dont vous êtes les chefs et les protecteurs de par le choix de Dieu et des hommes. Repoussez toute préoccupation qui pourrait obscurcir votre clairvoyance ; sauvegardez avec magnanimité et comme des hommes, votre propre salut, celui de vos femmes et de vos enfants, de vos biens et de vos libertés ; veillez à ce que ce pauvre peuple dont les yeux sont fixés sur vous, ne périsse point ; protégez-le contre l'avidité de ceux qui voudraient s'agrandir à vos dépens ; éloignez de lui le joug d'une misérable servitude ; et que la postérité n'ait pas à se lamenter de ce que par votre pusillanimité il ait perdu les libertés que nos ancêtres avaient conquises pour lui, avaient léguées à lui comme à nous-mêmes, et qu'il soit tombé en proie à l'orgueilleuse tyrannie de l'étranger. »

« Espérant, » disait en terminant le Prince, « que vous accorderez foi et attention à mes envoyés, je me bornerai à vous exprimer encore une fois ma sincère résolution de m'employer sans cesse pour votre service, pour le bien du peuple tout entier, et ce sans épargner rien de ce qui est en mon pouvoir, et pas même ma vie.»

Vraiment, le Prince avait été prompt à profiter de la fausse manœuvre du Gouverneur. Tout en désirant au fond la paix, si elle était possible, Don Juan avait le premier jeté le gant ; tout en affectant la franchise et la sincérité, comme il convient à un soldat et à un fils d'empereur, il s'était entremis dans un réseau de

petits stratagèmes et d'intrigues à la parole duquel on ne pouvait se fier. Sainte-Aldegonde avait exprimé l'espoir que la surprise du château de Namur ouvrirait les yeux aux gens, et certes le Prince faisait de son mieux pour leur aiguiser la vue.

Pendant qu'il visitait la Nord-Hollande, Guillaume d'Orange reçut du magistrat de la cité d'Utrecht une pressante invitation de passer par cette ville. L'autorité que son ancienne commission de Gouverneur lui donnait sur cette province, n'y était pas encore reconnue, mais il n'y avait pas de doute que le compromis ou «satisfaction» qu'il projetait, ne fût bientôt conclu, car il avait dans ces pays des amis nombreux et influents. Sa compagne, Charlotte de Bourbon, qui était avec lui, tremblait à l'idée du danger qu'allait courir son mari en s'aventurant ainsi hardiment sur un territoire qui pouvait être plein d'ennemis, mais le Prince se résolut à confier ses jours à la loyauté d'une province qu'il espérait voir bientôt sienne. Agitée de sombres pressentiments, la Princesse le suivit dans l'antique cité épiscopale. Comme ils en franchissaient les portes, au milieu d'un immense concours d'habitants venus à leur rencontre, un projectile d'arme à à feu, passant par la portière, frappa le Prince en pleine poitrine. Charlotte terrifiée se jeta au cou de son époux, en s'écriant qu'ils étaient trahis, mais le Prince s'apercevant qu'il ne s'agissait que d'un fragment de bourre sorti d'un des canons qui tonnaient pour célébrer sa bienvenue, n'eut pas de peine à calmer les craintes de sa compagne. Son carrosse parcourut lentement les rues, au milieu des clameurs assourdissantes de la multitude ; car toute la population était sur pied. Sur les balcons, sur les toits se pressaient des groupes de femmes et d'enfants, et cela fut cause d'un pénible incident dont la fête fut de nouveau assombrie. L'enfant d'un apothicaire, une petite fille

de dix ans, en se penchant avec trop d'empressement au dessus d'une haute balustrade, perdit l'équilibre et vint tomber à terre, juste devant les chevaux de la voiture du Prince. Elle resta étendue raide morte. Le cortège s'arrêta ; le Prince descendit, releva le petit cadavre, et le remit aux bras des malheureux parents avec de tristes regards et de douces paroles de commisération. Le jour semblait marqué de sinistres présages, heureusement ils étaient trompeurs. Chez les habitants d'Utrecht, le penchant à accepter le gouvernement du Prince ne fit que s'accroître. Ils l'honorèrent de banquets et de fêtes pendant toute la durée de son séjour, et quand il partit, il n'était plus douteux que le « traité de satisfaction » ne se ferait plus longtemps attendre. Aussi fut-il conclu cette année même, à l'automne, sur les mêmes bases qu'avaient acceptées Harlem et Amsterdam, — bases larges qui laissaient place aux deux religions, tout en donnant à l'ancienne foi la suprématie nominale.

Dans l'entretemps, une correspondance active et sans fruits s'était engagée entre Don Juan et les États. Des envoyés choisis des deux parts n'avaient pu aboutir qu'à l'aigreur et aux récriminations. Dès que le Gouvernement eut pris possession du château de Namur, il avait dépêché le seigneur de Rassenghien vers les États-Généraux. Ce gentilhomme était porteur de la copie de deux lettres anonymes reçues par Don Juan le 19 et le 21 juillet 1577, et dans lesquelles on lui relevait une conspiration tramée contre sa vie et contre sa liberté. Le Gouverneur croyait que le comte de Lalaing, qui l'avait invité en secret à une entrevue, avait voulu lui dresser une embûche. Chacun savait qus le pays était couvert de soldats licenciés, et le Gouverneur affirmait de façon certaine qu'il n'y avait pas une taverne de village dans le Hainaut ou dans les Flandres qui ne servît de lieu

de ralliement à des bandes innombrables de gens sans aveu, gagés pour le tuer. Il sommait les États de pourchasser tous ces conspirateurs et d'infliger un châtiment sévère à leurs coupables chefs ; il requérait le désarmement des soldats et des bourgeois à Bruxelles et dans tout le Brabant, et justifiait son entreprise sur Namur par les nécessités de sa sécurité personnelle, sa vie n'étant désormais sauve que dans une forteresse.

En réponse à cette lettre du Gouverneur, datée du 24 juillet, les États envoyèrent à Namur, Marolles, l'Archidiacre d'Ypres, et le seigneur de Bresse, avec mission de discuter une bonne fois pleinement tous ces griefs. Ces gentilshommes, protestant d'un dévouement extrême aux intérêts de Sa Majesté et de la religion catholique, exprimèrent des doutes sur l'existence de la conspiration dénoncée. Ils demandèrent à Don Juan de faire connaître les coupables, afin qu'on pût leur infliger incontinent le châtiment qu'ils méritaient. L'entretien prit alors un tour fort peu satisfaisant. Le Gouverneur, parlant d'un ton hautain et même menaçant, déclara à Marolles qu'il était en ce moment maître de la citadelle d'Anvers comme de celle de Namur ; les députés s'en revinrent, sans grand résultat de leur voyage. A peine avaient-ils le dos tourné, que Don Juan expédiait de nouveaux ambassadeurs, Rassenghien et Grobbendonck, de Namur vers Bruxelles. Ils étaient porteurs d'une longue lettre de reproches qui se terminait par quelques demandes précises. C'était encore une série de plaintes sur les conspirations, et de protestations de sa sincérité. Le prince d'Orange y était vivement attaqué ; on y flétrissait ses intrigues pour entrer dans Amsterdam, sans « la satisfaction » convenable, et dans Utrecht, à laquelle il n'avait aucun droit. On y maintenait que les Hollandais et les Zélandais ne rêvaient que la destruction

radicale de la religion catholique, et qu'ils confessaient publiquement leur volonté de refuser obéissance à l'assemblée des États, si elle décrétait l'exclusion de la nouvelle religion. Ce qu'il demandait, c'était la liste des personnes que les États jugeaient propres à être appelées à l'assemblée générale des États, afin qu'il pût voir s'il ne s'en trouvait pas dans le nombre qu'il serait forcé de récuser. Il exigeait que si le prince d'Orange n'exécutait pas immédiatement le traité de Gand, les États cessassent tout rapport avec lui. Enfin il sommait les États d'avoir à le pourvoir sans retard d'une garde du corps convenable.

A cette suite de plaintes et d'exigences, les États répondirent par une série de résolutions. Ils commencèrent par leurs protestations ordinaires d'attachement à Sa Majesté et à la foi catholique, et accordèrent de bonne grâce une garde d'infanterie de trois cents archers. Mais ils dénièrent fièrement au Gouverneur le droit d'éliminer qui que ce fût de la liste des députés, par le motif que de temps immémorial ces représentants avaient été élus par le clergé, les nobles, les villes et les bourgs. Leurs noms pouvaient changer chaque jour, de plus aucun d'entre eux n'était suspect, et d'ailleurs c'était une affaire dans laquelle le Gouverneur n'avait rien à voir. Ils promirent que rien ne serait négligé pour procurer l'exécution du traité par le prince d'Orange. Ils prièrent, en revanche, Don Juan d'abandonner la citadelle de Namur, et lui donnèrent à entendre que ses pratiques secrètes étaient découvertes, qu'un gros paquet de lettres venait d'être intercepté dans le voisinage de Bordeaux et envoyé au prince d'Orange [1]. Dans le paquet se trou-

[1] Elles étaient tombées dans les mains de Henri de Navarre, qui les avait transmises au prince d'Orange, lequel les déposa devant les députés des États-Généraux le 28 Juillet. — Mete-

vaient quelques dépêches de Don Juan et d'Escovedo à Sa Majesté et à Antonio Perez, auxquelles nous avons déjà fait allusion.

Le comte de Bossu, De Bresse et Meetkercke furent choisis pour porter ces résolutions à Namur. Ils eurent une longue et vive conversation avec Don Juan, qui se plaignit avec plus d'amertume que jamais de conspirations contre sa personne et des intrigues d'Orange. Il soutint que cet *architraître* avait semé par tous les Pays-Bas les germes de ses damnables doctrines; que la terre gémissait sous une moisson rapidement mûrissante, d'hérésie et de rébellion. Il était temps, s'écria-t-il, que les États abandonnassent le Prince et se ralliassent autour du Roi. Toute patience était épuisée. Quant à lui, il avait fait tout et plus encore que tout ce qu'on pouvait raisonnablement exiger de lui. Il avait fidèlement exécuté la Pacification de Gand, et cependant sa conduite ne lui avait acquis aucune reconnaissance ni aucune confiance.

Les députés répliquèrent, que pour exécuter réellement le traité de Gand, il devait licencier les troupes allemandes, convoquer les États-Généraux et exécuter les résolutions de ceux-ci. Tant que tout cela resterait encore à faire, il n'avait nul droit de se targuer d'avoir fidèlement observé la Pacification. Après un long entretien dans lequel se reproduisirent les mêmes griefs, les mêmes affirmations et leurs dénégations, les mêmes demandes et les mêmes faux-fuyants, et les mêmes menaces réciproques que dans les entrevues précédentes, — les députés reprirent le chemin de Bruxelles.

Immédiatement après leur départ, Don Juan apprit

ren, VII. 121. Hooft, XII. 516. — Comparez Discours Sommier, etc., p. 32, 33.

le résultat de ses efforts contre la citadelle d'Anvers. On n'aura pas oublié qu'il en avait éloigné d'Aerschot, sous prétexte de se faire accompagner par ce seigneur dans sa visite à la reine Marguerite, et lui avait substitué comme châtelain, Treslong, partisan sans scrupule de tous ses projets. Mais ce commandant temporaire s'aperçut bientôt qu'il avait accepté une tâche au-dessus de ses forces. Les troupes commandées par Van Ende ne furent pas reçues en ville, malgré la demande du Gouverneur qui avait sollicité l'autorisation de les y cantonner. Il avait tenté de persuader aux autorités que ces troupes étaient indispensables à la sûreté de leur ville, mais les magistrats ne savaient que trop bien, d'après une expérience récente, quelle sorte de protection pouvaient donner Van Ende et ses mercenaires. Un détachement des troupes des États sous les ordres de De Vers, le neveu de Champagny, rencontra le régiment de Van Ende et le mit en fuite, en lui tuant beaucoup de monde. En même temps, un officier de la garnison même de la citadelle, le capitaine De Bours, entreprit sous main de gagner la forteresse aux États.

Il agit secrètement et rapidement. Le seigneur de Liedekerke avait succédé à Champagny dans le gouvernement de la cité. Ce choix avait été amené par l'entremise du greffier Martini, chaud partisan du prince d'Orange. Le nouveau gouverneur était connu comme grand ami du Prince, on le soupçonnait même d'être au fond du cœur converti à la religion réformée. De Bours arrangea son plan d'accord avec le greffier Martini et Liedekerke. On le fournit d'une forte somme d'argent, avancée secrètement par les principales maisons de commerce de la ville. Ces fonds servirent à gagner la garnison ; une seule compagnie resta fidèle à Treslong. Le reste, d'après la déclara-

tion même de celui-ci à Don Juan, était prêt à lui « sauter à la gorge » d'un moment à l'autre.

Le premier du mois d'août, jour fixé de commun accord avec le Gouverneur et le Greffier, on lui sauta en effet à la gorge. Le combat dura peu, mais assez cependant pour que la ville doutât un moment du dénoûment. Dans la mêlée, De Bours avait perdu son feutre à plume blanche qui était tombé dans le fossé. Entraîné par le courant dans le fleuve, il avait été reconnu par les vedettes placées par les individus les plus intéressés dans l'affaire, et bientôt Liedekerke qui se tenait caché dans la maison de Martini, attendant le résultat de la tentative, avait été averti de l'incident. Là dessus, grand émoi, mais Martini plus confiant que le Gouverneur, sortit pour s'enquérir de la vérité. A peine dans la rue, des cris consolateurs lui frappèrent l'oreille. « Le château est aux Gueux ! le château est aux Gueux ! » entendait-on de tous côtés. Il ne tarda pas à rencontrer un lieutenant qui venait droit de la forteresse et lui raconta toute l'affaire. Apprenant que De Bours était complètement victorieux et Treslong prisonnier, Martini courut avec cette importante nouvelle auprès de Liedekerke. Celui-ci se dirigea aussitôt vers la citadelle où il convoqua à l'instant les magistrats, les notables et les principaux marchands. On était maître du château, mais la ville tremblait déjà de la crainte de voir les mercenaires allemands de sa garnison se soulever, saisis d'indignation ou de panique, et reproduire l'horrible drame de la furie espagnole.

Au fond il y avait quelque raison de croire à une semblable catastrophe. La correspondance de Don Juan avec les colonels venait d'être découverte, et on y avait lu avec quelle force il avait représenté à ceux qu'il cherchait à gagner, « que les dés étaient jetés, et qu'il était besoin de tous leurs efforts pour qu'ils

tournassent bien. » La citadelle était prise, mais qu'allait devenir la ville ? Après quelques instants d'anxieuse délibération, les principaux marchands se résolurent à offrir 300,000 couronnes. Cet argent devait servir à donner, s'il se pouvait, amiable satisfaction aux soldats allemands qui, sur ces entrefaites, avaient déjà pris les avances et occupaient la place de Meir. Cependant, ne s'y croyant pas en sûreté, leurs colonels les conduisirent dans la Ville-Neuve. C'est là que, barricadés derrière des fourgons, des ballots, des caisses de marchandises, ils attendirent les évènements au lieu de les faire naître. Une députation précédée d'un drapeau blanc se présenta bientôt, venant de la citadelle, et les chefs de la soldatesque désignèrent immédiatement des négociateurs. Ceux-ci reçurent l'offre d'un paiement presque complet des arriérés de solde, si les troupes consentaient à évacuer sur l'heure et pour toujours la ville. On allait leur compter, s'ils l'exigeaient, 150,000 couronnes. Les marchands se tenaient sur le pont qui conduisait de l'ancienne ville à la Ville-Neuve, en pleine vue des troupes. Ils tenaient à la main leurs sacs de ducats étincelants. Les soldats voulaient à tout prix saisir l'aubaine, et juraient de passer leurs officiers au fil de l'épée, si ceux-ci rejetaient cette offre si tentante et si inattendue. Mais les parlementaires allaient et venaient, trouvant sans cesse quelque nouveau point à changer ou à résoudre. Les marchands avaient en réalité promis de donner, s'il le fallait, 300,000 couronnes ; mais, en négociateurs économes, ils cherchaient, par leur diplomatie, à épargner la moitié de la somme. Le jour commençait à baisser, et l'on n'était pas encore tombé d'accord, quand tout à coup on signala des voiles au bas du fleuve ; une puissante flotte de vaisseaux de guerre, bannière et pennons au vent, remontait l'Escaut à la faveur d'une bonne brise.

C'était une escadre appartenant au prince d'Orange, sous les ordres de l'amiral d'Haultain. Il avait été envoyé contre Tholen, mais, instruit par des avis secrets, il avait saisi avec une heureuse audace l'occasion de frapper un grand coup au profit de la cause qu'il avait déjà si fidèlement servie. Quelques coups de canon tirés des vaisseaux contre les barricades eurent un effet magique. Une panique soudaine et irrésistible s'empara des soldats : « Voilà les Gueux ! Voilà les Gueux ! » hurlèrent-ils avec désespoir ; car depuis le mémorable siège de Leyde, la terrible réputation des Gueux de mer n'avait fait que croître encore. Les marchands étaient toujours sur le pont, leurs bourses à la main. Les envoyés de la citadelle agitaient toujours leurs drapeaux blancs. Il était trop tard. La terreur inspirée par les farouches Zélandais fut plus forte que l'amour de la solde, que la confiance en l'humeur pacifique des habitants. Les mercenaires, au paroxysme de l'effroi, prirent la fuite, haletants, et cherchant partout un refuge « comme des loups devant les chiens. » Le spectacle fut vraiment risible. Sans prendre le temps d'accepter l'argent que les marchands continuaient à offrir, sans emporter leurs bagages, jetant même en grand nombre leurs armes, ils se dispersèrent dans le plus grand désordre, les uns traversant l'Escaut à la nage, d'autres s'esquivant le long des digues, d'autres encore prenant leur course à travers champs.

Le colonel Függer s'enferma avec une partie de ses troupes dans Berg-op-Zoom. Champagny ne tarda pas à venir les y assiéger et les contraignit à livrer leur chef et à déposer les armes. Le reste se retira à Bréda et y tint pendant deux mois, mais le prince d'Orange parvint à les en déloger par un adroit stratagème. Un capitaine, qu'il savait être au service de Don Juan, fut arrêté sur la route de Bréda. Il portait soigneuse-

ment cachée dans sa ceinture une lettre chiffrée et marquée du sceau du Gouverneur-Général. Celui-ci priait instamment le colonel Fondsberger, commandant de Bréda, de résister pendant deux mois, lui promettant des secours à l'expiration de ce terme. A cette lettre, qu'on ne déchiffra qu'à grand'peine, en fut substituée une autre, contrefaite avec une grande habileté par le célèbre imprimeur d'Anvers, Guillaume Sylvius, et revêtue de la signature et du cachet de Don Juan. Dans celle-ci, le Gouverneur enjoignait au colonel de se tirer d'embarras le mieux possible, car, se trouvant assiégé, il ne pouvait lui envoyer des renforts. Le capitaine qui avait apporté la véritable lettre fut gagné à prix d'argent et chargé de remettre la fausse missive. Il s'acquitta si loyalement de sa tâche et répandit avec tant de zèle ce récit mensonger dans la ville, que les troupes se révoltèrent et remirent leur chef et leurs armes à la garde des États. Tel fut le résultat des efforts tentés par Don Juan pour secourir la citadelle d'Anvers. Non seulement elle était au pouvoir des États, mais, pour la première fois depuis douze ans, la ville était débarrassée de la soldatesque étrangère.

La fureur et le désappointement du Gouverneur-Général furent extrêmes. Il s'était vanté à Marolles un jour trop tôt. La proie qu'il croyait déjà embrasser de son étreinte venait de lui échapper, et il lui restait à satisfaire à d'interminables demandes auxquelles il n'avait pas songé et qui selon toute apparence consommeraient sa perte. Le triomphe en ce moment semblait réservé aux États, non à lui. Les « dés » lui étaient contraires, en dépit du soin avec lequel il avait joué. Cependant il ne désespérait pas de prendre sa revanche. « Ces rebelles, » écrivait-il à l'impératrice douairière, sa sœur, « s'imaginent que la fortune leur prodigue ses sourires et me destine

ses déceptions. Les misérables sont bien orgueilleux et ils oublient qu'ils subiront un de ces jours leur châtiment. »

Le 7 août, il adressa une longue lettre aux États. Ce document était suivi, comme de coutume, de certaines demandes, formulées catégoriquement en trente-trois articles. Les États furent étonnés de la hardiesse et de l'étrangeté de son langage, car, en dépit du Gouverneur, ils se croyaient les maîtres de la situation. Cependant Don Juan semblait disposé à traiter avec eux, comme s'il eût pris la citadelle d'Anvers au lieu de l'avoir perdue, et comme si les troupes avec lesquelles il avait intrigué se trouvaient réunies sur le champ de bataille, au lieu d'être enfermées dans des villes éloignées, à la merci des États. Le Gouverneur demandait que toutes les forces de la nation fussent placées sous son commandement immédiat ; que le comte de Bossu, ou quelque autre personnage de son choix, fût chargé du gouvernement de la Frise ; que le peuple du Brabant et de la Flandre s'occupât immédiatement de poursuivre, d'atteindre et de châtier tous les hérétiques et tous les prédicateurs errants. Il exigeait en particulier qu'on défendît à Sainte-Aldegonde et à Théron, ces rebelles pernicieux, de mettre le pied dans une ville quelconque des Pays-Bas. Il insistait pour que la commune de Bruxelles déposât les armes et reprît ses occupations ordinaires. Il demandait que le prince d'Orange fût contraint d'exécuter le traité de Gand ; de supprimer l'exercice de la religion réformée à Harlem, à Schoonhoven et en autres lieux ; de retirer ses vaisseaux des points qu'ils menaçaient et de rendre Nieuport, qu'il détenait illégalement. Le Prince persistait-il dans sa résistance, Don Juan sommait les États de prendre les armes contre lui et de soutenir leur gouverneur légitime. Il réclamait en outre la restitution immé-

diate de la citadelle d'Anvers, et l'élargissement de Treslong.

L'audace de pareilles prétentions, quelque raisonnables qu'elles pussent sembler, envisagées au point de vue de l'Espagne, devait naturellement étonner les États. Que l'homme qui avait si ouvertement violé le traité de Gand osât reprocher au Prince de ne l'avoir point exécuté, — que l'homme qui avait comploté avec les mercenaires allemands jusqu'à rendre possible une nouvelle Furie d'Anvers, se hasardât à réclamer le commandement de toutes les troupes, — que l'homme qui avait tenté de s'emparer par un vil stratagème de la citadelle d'Anvers vînt maintenant de sang-froid demander qu'on la lui rendît, — c'était là, trouvaient-ils, le comble de l'insolence. Déjoué dans sa conspiration, Don Juan prétendait sans honte à la récompense qu'il aurait recueillie si sa perfidie lui avait réussi. Au moment où les États avaient sous les yeux les lettres d'Escovedo et la correspondance du gouverneur avec les colonels allemands, ils trouvaient par trop étrange que le fils bâtard et fourbe d'un empereur fourbe lui-même vînt leur prêcher la sincérité. Il était certain que l'homme de guerre déçu dans ses plans et à bout de ressources, s'était mis dans une bien fausse position. Le prince d'Orange, avec son adresse accoutumée, sut profiter habilement des fautes de son adversaire. Don Juan n'avait réussi qu'à ouvrir lui-même la trappe où il était tombé. Ses stratagèmes contre Namur et Anvers n'avaient eu d'autre résultat que de le faire passer pour un faiseur de projets rusé et sans scrupules. Cette réputation, que son antagoniste n'eut pas de peine à établir avec un entier succès, grandit encore par la diffusion des lettres interceptées et grâce à l'ingénieux empressement du Prince, de Sainte-Aldegonde et de tout le parti anticatholique, à s'en faire une arme contre le

Gouverneur. Les États ne connaissaient pas les véritables motifs de sa répugnance au départ par terre des troupes; ils ignoraient ses projets romanesques contre l'Angleterre et pouvaient dès lors, à bon droit, l'accuser d'une perfidie consommée.

Lors même que Don Juan eut été, à son arrivée dans les Pays-Bas, en pleine possession de ses facultés, il n'aurait pas été de force à lutter contre ses puissants antagonistes. Trompé et entravé, soupçonné en outre par son maître, joué, abusé et irrité par son adversaire, que pouvait-il faire, si ce n'est de rencontrer difficulté sur difficulté, et d'osciller entre des menaces extravagantes et des concessions arrachées à sa lassitude, au point d'user entièrement sa vie et ses espérances? Ses instructions lui venaient de Philippe par l'entremise de Perez, et, ainsi que nous l'avons vu, ce dernier, hypocrite accompli, accusait, trompait systématiquement le Gouverneur dans le but de lui faire commettre quelque acte de trahison, et de satisfaire ainsi le Roi qui désirait obtenir la preuve des desseins secrets de Don Juan contre sa couronne. Aussi chaque lettre qui venait d'Espagne contenait-elle de faux renseignements et des réflexions mensongères. Il n'y avait pas à douter que le Gouverneur se crût appelé à porter une couronne, et voulût s'en procurer une soit en Afrique, soit en Angleterre, partout ailleurs enfin où le hasard lui en désignerait une. Il était de l'étoffe dont on faisait, à une époque quelque peu reculée, les croisés et les fondateurs de dynastie. Qui mieux que ce bâtard d'un empereur, ce vaillant et romanesque aventurier, pouvait conquérir le Saint-Sépulcre ou dépouiller un souverain de sa couronne, soit en Italie, en Moscovie, en Orient ou dans l'Ultima Thulé? Malheureusement il était né quelques siècles trop tard. Le temps où l'on fondait des dynasties et où des flibustiers étrangers s'emparaient des

trônes de l'Europe était passé et n'était pas encore revenu. Il s'était rendu dans les Pays-Bas avec la résolution d'aplanir les difficultés et de terminer paisiblement la révolte qui devait lui servir de marchepied pour arriver au trône d'Angleterre. Il lui était réservé d'éprouver un grand désappointement et de trouver, au lieu des brillantes chimères qu'il poursuivait, une mort triste et prématurée : ses illusions avaient déjà subi d'amères déceptions. Les Pays-Bas se refusaient obstinément à l'aimer en dépit de la bienveillance qu'il leur témoignait. Ils ne voulaient pas même aimer le roi d'Espagne, en dépit des bienfaits dont Sa Majesté promettait de les combler. Ils reportaient toute leur affection sur le pervers prince d'Orange. Ce fanatique les menait cependant à leur perte, car il voulait les conduire dans les voies de la liberté, et rien, dans l'esprit du Gouverneur, n'était plus digne de pitié que le spectacle de ce peuple, encourageant aveuglément ses vues. « Bref », disait-il, plein d'amertune, dans sa mémorable lettre à sa sœur l'Impératrice, « ils ne veulent reconnaître ni Dieu, ni Roi. Ils veulent la liberté en tous points : aussi est-ce grand'pitié de voir comment ils se comportent : de voir l'impudence et le manque de respect avec lesquels ils nous récompensent, Sa Majesté des faveurs qu'elle leur a accordées, moi des peines, des indignités et des dangers que j'ai supportés pour eux. »

Rien à la vérité, à part leur ingratitude, ne pouvait, dans l'opinion du Gouverneur, surpasser l'insolence des habitants des Pays-Bas. C'était la dent du serpent qui blessait incessamment le Roi clément et son frère courroucé. Il leur semblait amer de ne trouver que de l'ingratitude chez un peuple qui avait joui pendant sept ans du gouvernement d'Albe et pendant trois ans de celui de Requesens ; qui avait été témoin de l'œuvre du Conseil de Sang, des massacres de Naarden, de

Zutphen et de Harlem, du siège de Leyde et de la Furie d'Anvers. « Nous n'avons tiré et nous ne tirerons que peu de profit de tout le bien que nous avons fait à ce méchant peuple, » écrivait le Gouverneur à sa sœur. « Bref, ils obéissent en tout point *à ce damné prince d'Orange*, au tyran et au rebelle le plus pervers et le plus mécréant qui existe ; ils l'aiment, tandis que sans crainte de Dieu et au mépris des hommes, ils exècrent et déshonorent le nom et les commandements de leur souverain naturel. » Aussi, le guerrier s'était-il renfermé dans le château de Namur, l'esprit inquiet et le cœur brisé de tristesse pour attendre le progrès des évènements et pour échapper aux pièges de ses ennemis. « *Dieu sait combien je désire ne pas en venir aux extrémités*, » disait-il, « mais je ne sais comment agir envers des hommes qui se montrent si obstinément rebelles. »

C'était dans ce langage pathétique que Don Juan déplorait son sort. La nation s'était éloignée de Dieu, de Philippe, de lui ; cependant il se tenait immobile dans sa forteresse, décidé à la sauver de la destruction et à ne point se souiller les mains par une effusion de sang, si c'était encore possible. Il n'était pas entièrement abandonné, car au milieu de l'infidélité, un petit nombre de cœurs lui étaient restés fidèles. Bien que le peuple fût en révolte ouverte, il y avait cependant une poignée de nobles résolus à faire leur devoir envers Dieu et le Roi. « Cette petite troupe, » disait le Gouverneur, « m'a accompagné ici, en qualité de gentilshommes et de chevaliers d'honneur. » Le brave Berlaymont et ses quatre fils lui furent toujours dévoués, mais on voyait diminuer le petit nombre de gentilshommes et de chevaliers d'honneur qui l'avaient suivi. Aussitôt qu'on sut le résultat de l'entreprise contre la citadelle d'Anvers, et que l'orage semblait s'amonceler sur la cause du Roi, d'Aerschot

et d'Havré furent les premiers à déployer leurs ailes et à se diriger vers une atmosphère plus sereine. Au mois de septembre, le Duc était de nouveau ce qu'il avait toujours prétendu être, sauf quelques importantes exceptions, « le frère affectueux et l'ami cordial du prince d'Orange. »

La lettre adressée par Don Juan aux États à la date du 7 août était restée sans réponse. S'apercevant bientôt de la difficulté de sa situation, et son indignation s'étant calmée, il leur écrivit de nouveau le 13 du même mois. Il déclarait dans sa missive qu'il désirait ardemment la paix et qu'un soulagement fût apporté à sa douloureuse position. Il protestait, devant Dieu et devant les hommes, de l'honnêteté de ses intentions et de son horreur excessive de la guerre. Il affirmait que si sa personne leur était aussi odieuse qu'il le croyait, il était disposé à quitter le pays, dès que le Roi aurait désigné son successeur. Il leur rappelait que c'était à eux, non à lui, de décider la question de la paix ou de la guerre, et que le monde jugerait sévèrement ceux sur qui pèserait cette responsabilité. Il finissait par une observation qui, dans son humilité, paraissait assez ironique : il priait les États, s'ils avaient terminé la lecture des dépêches arrivées de Madrid à son adresse et interceptées par eux, de vouloir lui permettre d'en prendre connaissance. Il exprimait donc l'espoir qu'elles lui seraient transmises à Namur.

Deux jours après avoir reçu cette lettre, les États y répondirent avec grand détail. Ils protestaient, comme de coutume, de leur attachement à Sa Majesté, de leur fidélité à la religion catholique, de leur résolution de maintenir le traité de Gand et l'Édit perpétuel. Ils repoussaient toute responsabilité quant à la nature désastreuse des relations entre eux et le gouvernement, puisqu'ils avaient licencié presque toutes

leurs troupes, tandis que le Gouverneur, jusqu'au moment de sa retraite à Namur, n'avait cessé d'augmenter ses forces. Don Juan attestait, à la vérité, ses intentions amicales, et son vif désir de faire la paix, mais ses lettres et celles d'Escovedo qu'on avait interceptées leur avaient révélé les mauvais conseils auxquels il avait prêté l'oreille et les intrigues auxquelles il avait pris part. Les États s'en rapportaient à sa conscience pour décider s'ils pouvaient, après la lecture de ces documents, croire à son intention de maintenir le traité de Gand, ou tout autre traité, et si on pouvait les blâmer de songer au soin de leur défense personnelle.

Don Juan savait déjà à quelle déplorable erreur il avait été entraîné en s'emparant de Namur ; en cherchant à prendre Anvers, il avait jeté le gant. Lui qui désirait la paix, il avait, dans un moment de fureur et d'anxiété, déclaré et commencé la guerre. Le pont s'était rompu derrière lui, les vaisseaux étaient brûlés, un précipice s'était entr'ouvert ; un retour à la paix était devenu presque impossible. Cependant il est douloureux de voir l'ardeur passionnée avec laquelle il semblait parfois vouloir terminer la querelle et son impuissance absolue à apprécier sa situation. Le Prince triomphait ; le Gouverneur était tombé dans un piège, non seulement volontairement, mais il avait lui-même tendu le piège auquel il s'était laissé prendre ; il avait donné beau jeu au Prince, et était transporté de fureur de voir son adversaire le gagner avec autant de calme. Il est pénible de voir le Gouverneur passer de l'accent d'une indignation hautaine aux concessions les plus cruelles. Dans une longue lettre qu'il adressa aux États particuliers, aux évêques, aux conseillers et aux cités des Pays-Bas, il protestait de l'innocence de ses intentions, et se plaignait amèrement des calomnies répandues par le

prince d'Orange pour le discréditer. Il repoussait tout dessein de rappeler les troupes qu'il avait congédiées, à moins d'une nécessité absolue. Il affirmait que Sa Majesté désirait sincèrement la paix. Il avouait que le pays n'aimait ni le Roi, ni la religion catholique, ni le Gouverneur. Il demandait avec amertume quelles nouvelles concessions on exigeait ? N'avait-il pas fait tout ce qu'il avait promis ? N'avait-il pas renvoyé les Espagnols, mis les forteresses entre les mains de nationaux, rétabli les privilèges, supporté les insultes et les outrages ? Cependant, en dépit de tout ce qui s'était passé, il se déclarait prêt à résigner ses fonctions, si l'on nommait à sa place un prince ou une princesse du sang qui pût leur plaire davantage. La lettre aux États se terminait par la proposition de cesser les hostilités et de nommer une commission pour aviser aux moyens d'exécuter fidèlement le traité de Gand. Cette proposition fut renouvelée, quelques jours plus tard, avec l'offre de faire un échange d'otages.

Il n'était pas difficile aux États de répondre aux lettres du Gouverneur. En effet, dans le cours de cette lutte désastreuse de part et d'autre les arguments ne faisaient pas défaut. On est effrayé à la vue de l'interminable échange de protocoles, de déclarations, de demandes, d'apostilles, de répliques et de réponses à des répliques, qui forment au fond l'administration de Don Juan. Jamais hardi croisé ne fut moins à sa place. Ce n'était pas des soldats, mais un scribe que Philippe aurait dû charger de ce service. Au lieu de la vaillante épée de Lépante, la « plume barbare » de Hopper eût bien mieux réussi à s'acquitter de cet office. Joachim griffonnant sur un vaisseau de guerre à peu de distance, le capitan-pacha turc ne se serait pas senti plus mal à l'aise que le brillant guerrier ainsi condamné à écrivailler et à dissimuler. Tandis

qu'il faisait concessions sur concessions, les États se montraient chaque jour plus défiants et élevaient des prétentions plus exigeantes. Certes le Gouverneur avait agi d'une façon au moins équivoque jusqu'au jour où il avait semblé vouloir revenir sur ses pas. Aussi était-il naturel que les États en répondant à sa lettre, lui fissent observer qu'à la vérité il avait renvoyé les Espagnols, mais qu'il avait comploté avec les Allemands restés dans le pays; qu'il avait, en effet, remis les forteresses au pouvoir de nationaux, mais qu'il avait fait ensuite tous ses efforts pour les leur arracher; qu'il avait également témoigné son désir de faire la paix, mais que les lettres interceptées prouvaient qu'il se préparait à la guerre. Le bruit se répandait déjà que de petits détachements de troupes espagnoles quittaient la France. On savait aussi que le Gouverneur enrôlait de nouveaux mercenaires pour remplacer ceux qu'il avait vainement cherché à rallier sous son étendard. En effet, dès le 26 juillet, le marquis d'Ayamonte à Milan, et Don Juan de Idiaquez à Gênes, recevaient des lettres de Don Juan d'Autriche leur exposant que, les Provinces ne s'étant pas montrées fidèles à leurs engagements, il ne se croyait pas lié davantage par les siens, et leur témoignant son désir que les vétérans qui avaient quitté récemment les Flandres y revinssent au plus tôt. Bientôt après, Alexandre Farnèse, prince de Parme, recevait du Roi l'ordre de diriger le mouvement des troupes, et de se transporter dans les Pays-Bas, afin d'apporter à son oncle le secours de son génie militaire déjà illustre.

D'autre part, les États se sentaient tous les jours plus forts. Guidés, comme d'habitude, par le prince d'Orange, ils avaient pris dans leur correspondance un ton qui devait paraître au Gouverneur souvent peu respectueux et parfois même injurieux. Ils allaient jusqu'à exprimer, pour le cas où il persisterait à quitter son poste en faveur d'un prince du sang, l'espoir que

son successeur fût au moins un membre légitime de la famille royale. C'était porter un rude coup à ce capitaine orgueilleux qui, à en juger d'après ses allures hautaines, semblait avoir à peu près oublié Barbe Blomberg et la barre fatale qui traversait son écusson. C'était lui faire comprendre, avec cette rude franchise flamande, qu'on attachait dans les Pays-Bas plus d'importance à la cérémonie du mariage qu'il ne semblait l'imaginer. Les demandes catégoriques formulées par les États étaient encore plus insupportables que de tels affronts, car ils y adoptaient formellement les vues du prince d'Orange quant au gouvernement constitutionnel des Provinces. Dans leur lettre du 26 août, ils consentaient en dépit de ses torts dans le passé, à rendre leur confiance au Gouverneur ; mais en même temps, ils lui imposaient des conditions dont la réalisation était inconciliable avec ses vues et ses principes politiques. Les États exigeaient qu'il licenciât tous les soldats encore à son service, qu'on fît quitter immédiatement le pays aux troupes allemandes, qu'il démissionnât tous les fonctionnaires étrangers, civils et militaires, et qu'il renonçât à sa ligue secrète avec le duc de Guise. Ils insistaient pour qu'à l'avenir il gouvernât uniquement avec les avis et le consentement du Conseil d'État, pour qu'il exécutât ce que le Conseil lui ordonnait à la majorité des votes, et pour que nulle décision ni dépêche ne pussent être considérées comme authentiques à moins d'avoir été rédigées par ce corps. Évidemment, si une administration organisée sur cette base était conforme au véritable sens historique des constitutions des Pays-Bas, elle ne cadrait pas avec les instructions du monarque, avec les opinions personnelles du Gouverneur, ni avec les principes de gouvernement pratiqués par d'Albe et Requesens ; mais le pays traversait une époque de crise révolutionnaire et le parti du Prince gagnait chaque jour du terrain.

Le grand homme d'État était résolu, par application de ses vues sur la pratique légitime du gouvernement, à rendre l'administration au Conseil d'État, corps exécutif dont les membres devaient nécessairement être désignés par les États-Généraux. Au sein de ces derniers, aussi bien qu'au sein des États particuliers, on cherchait constamment à renforcer l'élément populaire, la « communauté » de chaque ville, c'est-à-dire à y faire entrer les représentants des corporations et les bourgeois. C'était, dans l'opinion du Prince, le véritable système de gouvernement — républicain en tous points sinon dans la forme, sous la protection héréditaire et non sous l'autorité despotique d'une famille dont les droits étaient presque entièrement sacrifiés. L'adoption de ces vues devait faire faire un grand pas, non seulement à la Hollande et à la Zélande, mais encore aux députés des États-Généraux, et l'orgueil de Don Juan aurait à souffrir de semblable doctrine. La lettre finissait par la déclaration que le pays supporterait avec résignation le départ du Gouverneur, s'il persistait dans son intention de quitter son poste, et, qu'en attendant le choix de son successeur, le Conseil d'État se considérerait comme chargé *ad interim* du gouvernement. On priait également le Gouverneur de ne plus calomnier les États auprès des gouvernements étrangers, comme il l'avait fait récemment dans sa lettre à l'impératrice-douairière, lettre qu'on avait interceptée.

En recevant cette lettre, « Don Juan », dit un vieux chroniqueur dont le témoignage n'est pas suspect, « s'aperçut que les grues avaient invité le renard à dîner. » En vérité, l'illustre guerrier ne réussissait guère dans les projets dont on l'accusait et à rapiécer la peau du lion avec celle du renard. Il se voyait compromis et joué, et ne se sentait pas coupable d'une bien noire action. Le 28 août, il répondit longuement

aux États ; sa lettre était datée de la forteresse de Namur. Son langage était plus modéré que de coutume, mais ses efforts pour justifier sa conduite passée ne dénotaient pas une grande habileté. Il rappelait les trois points qui formaient l'accusation dirigée à sa charge, c'est-à-dire, les lettres interceptées, ses intrigues avec les colonels allemands et la prise de Namur. Tout en reconnaissant qu'il fût l'auteur de ces lettres, il se contentait de faire observer que leur date antérieure à son installation comme Gouverneur atténuait outre mesure la gravité des faits qu'elles révélaient. Quant aux dépêches d'Escovedo, il repoussait toute responsabilité des principes et des opinions qu'elles pouvaient exprimer. On savait cependant que le secrétaire était l'ami intime du Gouverneur, et on trouvait peu loyal et peu habile de la part de ce dernier de vouloir décliner sa part de complicité. En ce qui touchait sa correspondance avec les colonels allemands, sa défense ne fut guère plus complète et se bornait à de vagues récriminations contre le prince d'Orange. Le Gouverneur ne pouvait rester inactif en présence d'un adversaire aussi remuant et turbulent. Il n'était pas en son pouvoir d'exécuter le traité et l'édit, tandis que le Prince se refusait à faire observer le premier et à publier le second. Sa dignité et le soin de sa sûreté ne lui permettaient pas de déposer les armes, en face d'ennemis armés. Il se serait « mis dans une position bien ridicule » s'il s'était laissé faire la loi, lui, désarmé, par un parti en état de défense. Quant au troisième chef d'accusation, la prise de la citadelle de Namur, il racontait les diverses péripéties que le lecteur connaît déjà. Il exposait avec détail la manière dramatique dont le vicomte de Gand était venu tirer les rideaux de son lit au milieu de la nuit ; il s'étendait longuement sur les avertissements de mauvais augure qu'il avait maintes fois reçus à Bru-

xelles, du duc d'Aerschot, et terminait par un récit circonstancié de l'embûche que lui avait tendue, prétendait-il, le comte de Lalaing. Le Gouverneur finissait en manifestant l'espoir que les difficultés, qu'il ne pouvait considérer comme insurmontables, s'aplaniraient ; il demandait une conférence solennelle et proposait un échange d'otages.

Tandis que cette correspondance entre Namur et Bruxelles continuait, Anvers était le théâtre d'un évènement qui devait réjouir grandement d'Orange. La Furie espagnole, et la tentative infructueuse faite par Don Juan pour s'emparer de la fameuse citadelle, avaient décidé les autorités à suivre les conseils que le Prince leur avait donnés en vain, et la citadelle d'Anvers fut rasée au niveau du sol du côté qui fait face à la ville. Il serait plus exact de dire que ce n'était pas les autorités, mais la ville même qui se leva enfin pour secouer le joug qu'elle avait si longtemps subi. Plus de dix mille personnes travaillèrent jour et nuit, jusqu'à ce que la démolition de l'édifice fût complète. De graves magistrats, d'illustres seigneurs, de nobles dames, des bourgeois et leurs femmes, des mendiants avec leurs enfants, travaillaient pêle-mêle. Tous désiraient contribuer à détruire le nid où l'on avait tramé tant de meurtres, et qui avait enfanté tant de malheurs. Cette entreprise ne fut pas laborieuse pour des ouvriers zélés, et la citadelle fut bientôt détruite du côté où elle pouvait causer du tort aux habitants. On était activement à l'œuvre lorsque l'antique statue du duc d'Albe fut découverte dans une crypte oubliée, où elle se trouvait depuis qu'elle avait été enlevée par l'ordre de Requesens. Le gigantesque fantôme du fondateur de la citadelle semblait s'élancer soudainement dans les ténèbres au milieu des ruines, mais son apparition ne fit qu'accroître la rage du peuple. L'image du Gouverneur détesté reçut des coups furieux comme si cette

effigie en bronze pouvait souffrir de cette violence, ou comprendre la colère du peuple. La statue fut retirée de son obscure cachette et transportée en public. Des milliers de bras s'offrirent pour la promener dans les rues et l'exposer aux regards et aux outrages de la populace. Des milliers de marteaux se levèrent pour la détruire, le peuple semblait éprouver la satisfaction qu'il eût trouvé à assouvir sa haine sur le tyran lui-même. Réduite bientôt à l'état de masse informe, dont les débris furent emportés et conservés dans les familles comme un souvenir de la vengeance populaire, elle fut fondue et redevint, par une transformation bien naturelle, ce qu'elle était primitivement, un canon.

L'exemple donné par Anvers fut suivi dans d'autres villes ; la citadelle de Gand, entre autres, fut immédiatement rasée, au milieu des démonstrations d'un enthousiasme général. Sur ces entrefaites, la correspondance entre Don Juan et les États réunis à Bruxelles continuait toujours, et les États-Généraux des Pays-Bas avaient adressé au Roi deux longues et remarquables lettres, à la date du 24 août et du 8 septembre. Ils y rappelaient avec force les évènements passés, et exposaient les complications actuelles qui engendraient le désordre dans la république. Ils insistaient, comme de coutume, pour que le Roi y apportât remède ; et ne dissimulaient guère les difficultés d'une réconciliation sincère aussi longtemps que Don Juan, dont ils lui révélaient la duplicité et l'insolence, conserverait ses fonctions. Si cependant Sa Majesté était déterminée à lui continuer sa charge, ils étaient tout disposés, en considération de ses bonnes qualités naturelles, à s'entendre avec le Gouverneur le mieux qu'ils pourraient. Mais si le Roi jugeait tout rapprochement impossible entre eux et Don Juan, ils le priaient de nommer à sa place un prince légitime de sang royal.

# CHAPITRE IV

## LE RETOUR DU PROSCRIT

(1577).

Le prince d'Orange est invité à se rendre à Bruxelles. — Sa correspondance à ce sujet avec les États-Généraux. — Voyage du Prince vers la capitale. — Le Prince rompt ses négociations avec Don Juan. — Nouvelles et instantes demandes faites au Gouverneur. — Son indisposition. — Rupture déclarée. — Intrigues des nobles néerlandais avec l'archiduc Mathias. — Politique d'Orange. — Attitude de la reine Élisabeth. — Fuite de Mathias loin de Vienne. — Anxiété d'Élisabeth. — Adresse du Prince. — Les fonctions de *Ruward*. — Nomination d'Orange à cette dignité. — Ses plaintes contre la haute noblesse. — D'Aerschot, gouverneur des Flandres. — Un orage couve à Gand. — Ryhove et Hembyse. — Hessels, membre du Conseil de Sang. — Arrogance du parti aristocratique en Flandre. — Entrevue secrète de Ryhove avec d'Orange. — Sédition à Gand. — Arrestation d'Aerschot, de Hessels et d'autres membres du parti réactionnaire. — Le Duc est mis en liberté à la demande du Prince. — Visite d'Orange à Gand. — Démonstrations des « Chambres de Rhétorique. » — La nouvelle Union de Bruxelles se caractérise. — Traité avec l'Angleterre. — Clauses par lesquelles l'archiduc Mathias est nominalement désigné comme Gouverneur-Général. — Son inauguration à Bruxelles. — Fêtes brillantes. — Lettre de Don Juan à l'Empereur. — Sa colère contre l'Angleterre. — Une armée rassemblée. — Arrivée d'Alexandre Farnèse. — Distribution

peu judicieuse des emplois dans l'armée des États. — Celle-ci rebrousse chemin vers Gembloux, suivie par Don Juan. — Défaite terrible des patriotes. — Disparité énorme entre les pertes respectives des deux armées.

Tandis que les évènements marchaient ainsi, une mesure importante fut prise par les États-Généraux. Le prince d'Orange fut instamment prié par eux de se rendre à Bruxelles, pour les aider de ses conseils et de sa présence. Le Proscrit, condamné comme traître, n'avait pas visité la capitale depuis onze ans. Nous avons raconté les circonstances de son départ, alors que se firent entendre les trompettes de l'armée d'Albe qui s'avançait. Nous avons décrit sa mémorable et chaleureuse entrevue avec d'Egmont. Depuis cette époque, bien que son génie se manifestât dans la capitale, comme s'il y eût été présent ; bien qu'il eût été l'aimant vers lequel avaient toujours involontairement oscillé les États dans toutes leurs actions, cependant il était constamment demeuré invisible. Il avait été sommé par le Conseil de Sang de se présenter pour son procès, et avait été condamné à mort par défaut. Aux sommations, il avait répondu par un défi, à sa condamnation, par deux campagnes sans succès en apparence, mais qui, en réalité, avaient paralysé la puissance du souverain.

Depuis cette époque, le représentant de la Royauté avait employé tous les moyens pour faire oublier le Proscrit. L'orgueilleux frère de Philippe avait fait toutes sortes de bassesses pour se rapprocher du Prince. Le Prince avait refusé, non par mépris, mais par défiance, il avait rejeté les prières, comme il avait défié la proscription du Roi. Pouvait-il exister aucune amitié entre le destructeur des droits du peuple, et son protecteur ? Le Prince désirait-il seulement le

rappel de sa condamnation à mort, et l'agrandissement de sa famille ? Nous avons vu combien il avait eu en son pouvoir tous les moyens d'y arriver. Jamais il n'avait été plus facile, plus désirable pour un proscrit, de tenter quelque chose pour une cause à peu près perdue. Nous avons vu comment son courageux et adroit prototype, le Batave Civilis, avait agi avec les représentants du despotisme romain. Dans les premiers siècles de notre ère, l'idée possible ou impossible d'une république batave avait été abandonnée à contre-cœur, mais le moderne Civilis avait avec raison plus de confiance en son peuple.

Et maintenant la scène avait changé de nouveau. Le frère du Roi, le fils de l'Empereur, était pour ainsi dire assiégé, le proscrit rebelle, après plusieurs défaites réapparaissait victorieux. La nation le reconnaissait partout pour maître, et se mettait en révolte ouverte contre le souverain légitime. La haute noblesse qui détestait à la fois Philippe et la religion réformée, était obligée, pour obéir aux vœux impérieux du peuple avec lequel elle sympathisait peu, d'accepter l'ascendant du Prince calviniste dont elle était profondément jalouse. L'indécis et incapable d'Aerschot lui-même était obligé d'adhérer au Prince, au moins en apparence, ainsi que le brave Champagny, ennemi juré des Espagnols, et en même temps ardent catholique, « l'homme le plus sage et le plus politique qui fût à cette époque à Bruxelles, » ainsi que l'écrivait l'envoyé Wilson à Burghley, avait été « brabantisé, » comme son frère Granvelle le disait lui-même ; il fut l'un des commissaires envoyés auprès de l'illustre Proscrit pour l'engager à se rendre à Bruxelles. Les autres commissaires étaient l'abbé de Sainte-Gertrude, le docteur Léoninus et le seigneur de Liesvelt. Ces envoyés, en arrivant à Gertruydenberg, présentèrent au Prince un court mais important mé-

moire, l'informant que les États-Généraux, ayant reconnu l'urgence de sa présence, à cause de sa grande prudence, de son expérience, et de sa sollicitude pour le bien et la tranquillité du peuple, s'étaient unanimement mis d'accord, afin de le supplier de venir incontinent à Bruxelles, y aviser sur les besoins du pays ; mais comme la principale calomnie employée par leurs adversaires, était que toutes les Provinces et les hauts personnages avaient l'intention, en changeant de souverain de changer de religion, suivant les instigations du Prince, — il était nécessaire de démentir de tels bruits. Ils prièrent en conséquence instamment le Prince de faire quelque démonstration en sens contraire, qui pût prouver à tous que Son Excellence, d'accord avec les États de Hollande et de Zélande, avait la ferme intention de tenir leurs promesses. De plus, ils priaient le Prince de permettre l'exercice du culte catholique en Hollande et en Zélande, comme il le permettait dans les places qui venaient récemment de reconnaître son autorité. Ils lui demandèrent, en outre, de promettre, par un acte authentique, que dans les provinces de Hollande et de Zélande ledit culte n'aurait point à souffrir d'entraves, et qu'aucune autre religion nouvelle ne serait introduite dans les autres provinces des Pays-Bas.

Ce message pouvait bien être un piège de la part de la noblesse catholique. Certainement, par le traité de Gand, la religion réformée était prohibée dans la forme, mais en fait, on en tolérait l'exercice. La nouvelle religion faisait, il est certain, de grands progrès : ceux qui s'étaient exilés dans un but de conscience revenaient en foule ; le synode des églises réformées, autrefois tenu à Dordrecht, avait été rouvert et fréquenté par les ministres et les diacres des nombreuses églises dissidentes, établies dans les différentes parties des Provinces. La violence des édits et les horreurs de

l'Inquisition n'étant plus à craindre, la Réforme foulée aux pieds avait reparu avec plus de force que jamais.

Le Prince ne pouvait se laisser prendre au piége, si réellement il y avait piège ; il répondit donc aux envoyés avec franchise, mais avec une certaine réserve, qu'il acceptait l'invitation, mais à la condition que son voyage à Bruxelles serait expressément autorisé par la Hollande et la Zélande. Malgré son désir de revoir son cher pays, ses frères et ses meilleurs amis, il voulut avant tout se consulter avec les États de ces deux provinces ; entre elles et lui existaient d'étroites obligations réciproques, longtemps mises à l'épreuve, et une sincère et solide amitié. Il demandait donc d'en référer aux assemblées des dites provinces, qui devaient se réunir à Gouda, où, en effet, le voyage fut autorisé quelques jours après, non sans de grandes difficultés.

Quant aux demandes plus importantes posées dans le message, il répondit que son intention était d'exécuter en tous points le traité de Gand. Il observa cependant, qu'en ce qui concernait la tolérance de l'exercice du culte catholique en Hollande et en Zélande, c'était chose qui regardait principalement les États de ces provinces qui s'étaient engagés à ne faire aucune innovation, en cette matière, jusqu'à la réunion des États-Généraux. Il fit comprendre qu'il ne pouvait ni ne devait permettre aucune innovation de ce genre sans l'assentiment et le consentement de ces États. Quant à promettre par acte authentique que ni lui ni les deux provinces ne s'opposeraient à l'exercice du culte catholique dans les autres parties des Pays-Bas, le Prince se contenta de répondre, que conformément au traité de Gand, ni lui ni la Zélande et la Hollande ne souffriraient que l'on troublât le repos public, ou qu'on empêchât le culte catholique. Il ajouta que

comme son intention n'était nullement d'usurper en quoi que ce fût la supériorité sur les États-Généraux assemblés à Bruxelles, il laissait volontiers à leur libre arbitre et à leur sagesse la solution de ce point, s'engageant à n'apporter et à ne souffrir aucunes entraves à leurs travaux.

Les Députés furent, dit-on, satisfaits de cette réponse. S'il en fut ainsi, il faut avouer qu'ils furent reconnaissants d'une bien légère faveur. Ils avaient demandé que la religion catholique fût admise en Hollande et en Zélande, le Prince les avait simplement engagés à en référer aux États de ces provinces. Ils lui avaient demandé la garantie que la religion réformée ne serait pas « autorisée » dans le reste du pays, il avait fait seulement la promesse que le culte catholique ne serait point entravé. Entre les termes du message et les termes de la réponse, il y avait une différence assez notable.

Les États de Hollande et de Zélande donnèrent, non sans difficulté, leur adhésion au voyage du Prince, et sa femme tout en pleurs, et tourmentée de funestes pressentiments, le vit partir pour une capitale où les têtes de ses braves et puissants amis étaient tombées, et où se cachaient encore tant de ses ennemis mortels. Pendant son absence, par ordre des États, dans toutes les églises de la Hollande et de la Zélande, des prières furent dites chaque jour pour son heureux voyage et sa conservation.

Il arriva à Anvers le 17 septembre et y fut reçu avec un enthousiasme extrême. Le Prince qui s'était mis en route sans un seul garde, avait toute la population de la grande cité pour escorte. Il y passa cinq jours, observant en soupirant les tristes changements qui s'étaient faits pendant le long espace de temps où il avait été éloigné de cette ville. Les traces récentes de l'horrible « Furie, » les murs encore noircis de l'Hôtel de

Ville, les ruines éparses des maisons de marbre qu'autrefois il avait connues comme les plus imposantes de toute l'Europe, ce triste spectacle pouvait à peine être effacé à ses yeux par le spectacle bien plus agreable de la forteresse démantelée.

Le 23 septembre, il fut accompagné par un immense cortège de citoyens jusqu'au nouveau canal qui conduisait à Bruxelles, et où trois bateaux avaient été préparés pour le Prince et sa suite. Dans l'un de ces bateaux un festin avait été servi; un autre, décoré des emblèmes et des bannières des dix-sept Provinces, lui était destiné pour son rapide voyage ; le troisième était monté par les membres des inévitables sociétés de Rhétorique avec toutes les merveilles de leurs talents plastiques et dramatiques. Rarement l'on avait pu voir, surtout dans les limites étroites d'un bateau, un tel mélange de vices et de vertus, de dragons écrasés et d'archanges victorieux, de fers brisés et de nationalités ressuscitées. Quoique le goût qui avait présidé à tous ces arrangements fût un peu pédantesque, l'intention était noble et dénotait une affection sincère.

Une grande partie de la population de Bruxelles vint au devant du Prince, à quelques milles des portes de la ville. Ainsi escorté, il fit son entrée dans la capitale, dans l'après-midi du 23 septembre. Ce fut le plus glorieux jour de sa vie. Les Représentants de toutes les provinces, encouragés par le chaleureux enthousiasme du peuple des Pays-Bas unis, le saluaient du nom de leur « Père Guillaume. » Tous, au milieu de leurs divisions, de leurs perplexités, de leurs haines, de leurs craintes et de leurs doutes, n'avaient de foi, de respect et d'amour que pour leur Prince, « Taciturne. » Sa présence en ce moment dans la ville de Bruxelles, fut le triomphe du peuple et de la tolérance religieuse. Il se proposa de profiter de cette crise pour

agrandir et assurer les droits du peuple, et établir la suprématie des États-Généraux sous la souveraineté d'un Prince dont le choix resterait à faire ; en attendant, un corps exécutif nommé par les États-Généraux serait constitué en conseil d'État. Autant qu'on peut le supposer, d'Orange n'avait encore rien décidé à l'égard du futur Protecteur des Provinces, mais cependant il avait pris la résolution que ce ne serait ni Philippe d'Espagne ni lui-même. Le Proscrit était venu à Bruxelles pour détruire une royauté qui avait consommé sa propre forfaiture. Quoiqu'intérieurement il n'eût fait aucun choix, il penchait toutefois pour le misérable duc d'Anjou, ce prince qu'il ne put juger lui-même comme l'a fait la postérité, mais que plus tard il apprit à mépriser. Longtemps encore cet indigne et méprisable intrigant sut se cacher sous le masque du héros, trompant même des diplomates aussi clairvoyants que Sainte-Aldegonde et le Prince

Le premier acte de Guillaume fut d'imprimer un arrêt aux négociations pendantes avec Don Juan. Il savait qu'elles aboutiraient à la guerre, parce que la paix était impossible, à moins qu'on ne donnât en échange les libertés civiles et religieuses, — car dans son opinion il était ridicule de s'attendre au maintien de la Pacification de Gand, de la part du gouvernement espagnol, malgré toutes les promesses que la crainte pourrait lui arracher. Une députation, munie de nouvelles propositions des États, avait déjà été envoyée à Namur auprès de Don Juan. Les députés étaient Gaspard Schetz et l'évêque de Bruges. Ils étaient presque parvenus à un arrangement amiable avec le Gouverneur ; les conditions en avaient été transmises aux États-Généraux, avec demande de ratification. Au moment même où le Prince arrivait à Bruxelles, d'Orange se hâta, avec une grande habileté, d'arrêter la ratification de ces conditions, qu'en réalité les États-

Généraux avaient déjà voté d'accepter. De nouveaux articles furent ajoutés à ceux qu'on avait premièrement présentés à Don Juan. Il fut maintenant stipulé que le traité de Gand et l'Édit perpétuel seraient maintenus. On exigeait du Gouverneur qu'il abandonnât sur-le-champ le château de Namur, et congédiât les troupes allemandes ; il devait céder également les autres citadelles et places fortes, licencier tous les soldats à son service, et donner ordre aux gouverneurs de chaque province de prohiber l'entrée de toute levée étrangère. Il s'obligerait immédiatement d'accorder la liberté aux prisonniers, et promettrait de restituer les propriétés confisquées et de réinstaller dans leurs fonctions les officiers qui avaient été démissionnés ; les détails de ces restitutions seraient abandonnés aux soins du Conseil de Malines et des autres tribunaux provinciaux. Le comte de Buren recouvrerait sa liberté sous un terme de deux mois. En attendant la nomination de son successeur, Don Juan devait s'établir à Luxembourg, et pendant le séjour qu'il y ferait, devait se conformer en tout à la décision du Conseil d'État, exprimée à la majorité de ses membres. De plus, et cette condition n'était pas la moins dure, la reine d'Angleterre — qui était l'alliée secrète d'Orange, et dont le Gouverneur avait eu l'idée de s'approprier la couronne, — devait être comprise dans ce traité.

La rage et l'indignation de Don Juan, en recevant ces insolentes propositions, au moment même où le Prince entrait triomphalement à Bruxelles, peuvent à peine être retracées. Jamais champion de la croix ne fut bravé de la sorte par les infidèles. Le traité de Gand, avec le sens que lui donnait d'Orange, c'est-à-dire l'hérésie rendue légitime, devait être la loi du pays. Sa Majesté devait abandonner drapeaux et canons à ses sujets révoltés. L'autorité royale serait remplacée

par celle du Conseil d'État, désigné par les États-Généraux, selon le système du Prince. Le Gouververneur-Général lui-même, le frère de Sa Majesté Catholique, resterait tranquillement les bras croisés à Luxembourg, pendant que l'infâme hérétique, le prince rebelle, trônerait en maître à Bruxelles. C'était s'attendre à trop d'espérer que le fougueux soldat accéderait à des propositions qu'il ne pouvait considérer que comme une capitulation honteuse. L'arrangement proposé lui parut aussi déraisonnable que d'inviter le sultan Sélim à l'Escurial, ou d'envoyer Philippe II résider à Bayonne. Il ne put considérer toutes ces propositions que comme équivalentes à une insolente déclaration de guerre, tout aussi légale que si elle eût été proclamée au son de la trompette du héraut d'armes. Comment Don Juan pouvait-il refuser un défi de combat aussi fièrement proféré ?

Le placide Schetz, seigneur de Grobbendonk, et l'Évêque son collègue essayèrent vainement de calmer la fureur du Gouverneur, qui, brisant toutes les retenues, se donna libre carrière. Ils s'efforcèrent d'excuser l'arrivée d'Orange et les circonstances de sa réception, mais sans succès, car il était impossible que leur éloquence amenât Don Juan à regarder ces choses du même œil qu'eux. On convint que les hostilités seraient suspendues, mais seulement pendant trois jours, et le Gouverneur s'indigna à l'extrême de ce que les États-Généraux ne voulussent point consentir une plus longue trêve. Ils étaient cependant fort sages en ce point, car ils savaient que des vétérans d'Espagne et d'Italie venaient chaque jour le rejoindre et accroître ses forces. Les envoyés retournèrent à Bruxelles pour décrire la colère du Gouverneur, qu'ils étaient bien forcés de trouver naturelle, et pour aider aux préparatifs de la guerre qui semblait désormais inévitable. Don Juan laissant une forte

garnison dans le château de Namur partit pour Luxembourg, après avoir adressé aux États-Généraux une dernière missive sous la date du 2 octobre. Dans cette pièce, sans cependant jeter positivement le gant, il acceptait sans équivoque la position d'ennemi qu'on l'avait forcé à prendre, et répondait à toutes les creuses protestations d'attachement à la religion catholique et à l'autorité de Sa Majesté, en flétrissant l'intention manifeste de renverser ces deux suprématies. Bref, il donnait à entendre aux États qu'il les avait pénétrés, et se montrait à eux tel qu'il était réellement.

La querelle avait donc enfin abouti, et Don Juan vit avec une sombre satisfaction la plume céder la place à l'épée. Ce fut alors qu'apparut un pamphlet remarquable en sept langues différentes : latine, française, flamande, allemande, italienne, espagnole et anglaise ; il contenait un compte sommaire des négociations avenues entre le Gouverneur et les États, accompagné du texte des lettres interceptées de Don Juan et d'Escovedo, au Roi, à Perez, aux colonels allemands et à l'Impératrice. Cet ouvrage, composé et publié par ordre des États-Généraux, fut envoyé avec une épître spéciale à tous les princes chrétiens. Il fut bientôt après suivi d'un contre-mémoire, préparé par ordre de Don Juan, et exposant les faits à son point de vue, en même temps que ses griefs contre la conduite des États.

Pendant tout cela, une autre démarche de grande importance avait été accomplie par le troisième des partis en jeu dans ces complications. Les nobles catholiques jaloux de l'influence croissante d'Orange, et indignés du pouvoir auquel arrivait le peuple, avaient entamé des négociations secrètes avec l'archiduc Mathias, jeune homme de vingt ans, d'un caractère doux et facile, frère de l'empereur Rodolphe, alors régnant.

Après avoir traité entre eux de cette démarche, quelque temps et en secret, ils résolurent, vers la fin de septembre, d'expédier quelqu'un à Vienne pour inviter le jeune Prince à se rendre incognito à Bruxelles ; à leur grande surprise ils apprirent qu'une quinzaine de grands seigneurs des Pays-Bas, parmi lesquels d'Aerschot, d'Havré, Champagny, De Ville, Lalaing, De Hèze, avaient déjà pris l'initiative de pareille démarche. Le 26 août, le seigneur de Maelstede s'était mis en route pour Vienne, en leur nom. Il n'y a pas à douter que cette résolution provînt de la jalousie qu'inspirait d'Orange, mais en même temps il est certain que plusieurs des promoteurs de l'entreprise continuaient à être ses partisans. Les uns, comme Champagny et De Hèze, l'étaient sincèrement; les autres, comme d'Aerschot, d'Havré et De Ville, toujours traîtres au fond du cœur à la cause nationale, fidèles seulement à leur propre intérêt, continuaient à feindre. D'autre part, il est indubitable que le Prince avait été mis au courant du projet, avant l'arrivée de l'archiduc dans les Pays-Bas, car le marquis d'Havré, se rendant en Angleterre comme ministre extraordinaire des États, passa par Gertruydenberg et y tint conférence avec d'Orange. Cela eut lieu vers le milieu de septembre et avant que le Prince ne partît pour Bruxelles. Naturellement, au premier abord, la proposition ne lui parut rien moins que convenable ; mais par la suite le marquis prétendit avoir enfin amené le Prince à la voir d'un œil plus favorable. Toutefois, la démarche avait été faite avant que l'entrevue n'eût lieu, et ce n'était pas du reste la première fois que l'on prenait l'avis d'Orange sur un projet après que le projet était déjà en voie de réalisation.

Quelles qu'aient été ses premières impressions à ce sujet, le Prince, toujours plus porté à plier ses combinaisons personnelles aux faits accomplis qu'à se con-

fondre en plaintes sur ceux-ci, devait bientôt faire voir à ses adversaires que le nouvel obstacle qu'ils venaient de mettre sur sa route, pouvait facilement se transformer en un appui des plus utiles. En attendant, dans les Pays-Bas et dans les pays voisins, chacun considéra cette démarche secrète auprès de l'Archiduc comme une nouvelle trame des ennemis d'Orange. Davison, envoyé de la reine Élisabeth, se trouvait en ce moment à Bruxelles et se hâta d'informer sa royale maîtresse, dont les sympathies et les sentiments étaient tout en faveur du Prince, des intrigues dont celui-ci était l'objet. Les efforts de l'Angleterre tendaient naturellement à contrecarrer tout ce qui combattait le champion protestant ; la Reine, spécialement, avec sa sagacité ordinaire, prévoyait chez les nobles catholiques une sympathie très probable pour le protectorat auquel visait d'Alençon. Elle ne connaissait pas au juste quels étaient les desseins d'Orange, et rien ne pouvait mieux contribuer à lui faire abandonner ses coquetteries politiques et contracter une alliance positive que ce qui excitait sa jalousie contre tout accroissement de l'influence française dans les Provinces. Aussi manifesta-t-elle à l'instant la plus vive amitié au Prince. Elle envoya à la Princesse des présents de grand prix ; un joyau, où figurait un lézard ciselé, en faisait partie. Charlotte de Bourbon, en écrivant à son mari pour le prier d'exprimer ses remerciements à la reine d'Angleterre, lui faisait remarquer en termes gracieux que ce cadeau était un emblème. « On dit du lézard dans les légendes » écrivait-elle, « qu'il a pour vertu d'éveiller celui qu'un serpent va mordre. Vous êtes le lézard, et les Pays-Bas le dormeur, — fasse le ciel qu'ils échappent à la dent du serpent ! » Le Prince était donc bien au courant des complots qui s'ourdissaient contre lui. Il avait peu de foi dans les grands seigneurs, auxquels il se fiait « comme il se fût fié à

des sangsues à jeûn » et ne comptait que sur les villes et la masse de la bourgeoisie. En cela sa confiance était bien placée, car les citoyens veillaient à sa sûreté avec une sollicitude extrême. Un jour, qu'il restait au Conseil d'État fort tard dans la nuit, les Bruxellois s'alarmèrent et un grand nombre d'entre eux, prenant spontanément les armes, coururent au palais. Le Prince, averti, ouvrit une fenêtre, et les remerciant de leur affection leur déclara qu'il était sain et sauf et non menacé. Cela ne les empêcha pas de refuser de le laisser seul et de demeurer sous les armes jusqu'à la fin de la séance, pour l'escorter avec un soin respectueux jusque dans son hôtel.

L'ambassadeur secret arrivé à Vienne excita aisément l'ambition du jeune Mathias. Il faut cependant avouer que l'offre n'avait rien de très engageant, et l'on est surpris que l'Archiduc ait trouvé l'aventure digne d'être tentée. Quelques habitants des Pays-Bas, peu nombreux et sans aucune responsabilité, lui offraient chez eux une position des plus anormales. Une triple perspective s'ouvrait dès l'abord devant lui : une intrigue dépourvue de chances contre le premier politique de l'Europe, une lutte à outrance contre le plus fameux conquérant du temps, une querelle mortelle avec le monarque le plus puissant et le plus implacable du monde. C'est dans cette triple entreprise que l'Archiduc allait se jeter tête baissée, et sans ressources, car il ne possédait ni expérience, ni influence, ni richesses. Il n'apportait donc aucun renfort à une cause des plus faibles en elle-même. Il n'avait aucune protection à espérer, aucune confiance à inspirer. Quelque courage, quelque souplesse et un certain tempérament d'aventurier politique ; voilà tout ce qu'il possédait. Des visions conjurées par les auteurs du complot : Philippe aux abois accordant la main de sa fille avec les Pays-Bas pour dot, au prince hardi qui

saurait renverser dans ces pays le régime espagnol, firent marcher Mathias ; il admit comme plausibles ces absurdes idées, et partit pour la conquête de ce château de nuages.

Le 3 octobre 1577, il se retira dans sa chambre à coucher à huit heures du soir, prétextant un violent mal de tête. Après que son frère Maximilien, qui habitait dans la même chambre, se fut à son tour couché et endormi, Mathias se leva en silence et se glissa hors de l'appartement en costume de nuit sans même prendre ses pantoufles. Les complices de sa fuite l'eurent bientôt déguisé en domestique, lui noircirent la figure, et ainsi accoutré l'entraînèrent à minuit hors de Vienne ; il n'est pas bien certain toutefois que Rodolphe ignorât la chose aussi complètement qu'il le feignait. L'Archiduc arriva à Cologne en compagnie de deux gentilshommes et de quelques domestiques. Le Gouverneur fut hors de lui de rage et de fureur ; la reine d'Angleterre partagea cette indignation ; le Prince seul, le principal objet de tout le complot, conserva son calme habituel.

Le secrétaire Walsingham, dès que la nouvelle parvint en Angleterre, fit chercher Meetkercke, envoyé des États conjointement avec le marquis d'Havré. Il lui fit part de la perplexité et de l'excitation extrêmes que, suivant les dépêches de l'ambassadeur Davison, l'approche de l'Archiduc avait créées dans Bruxelles. Les uns, disait le résident anglais, sont pour le recevoir ici, d'autres veulent que ce soit autre part, d'autres encore ne veulent pas le recevoir du tout. Les affaires étaient déjà bien assez compliquées, sans cette nouvelle cause de trouble. Don Juan se renforçait de jour en jour, par l'entremise secrète du duc de Guise et de son parti. Son mérite de guerrier était bien connu, ainsi que l'expérience des vétérans qui accouraient se ranger sous sa bannière. D'autre part, le duc

d'Alençon était à La Fère, levant aussi des troupes, et dans les Pays-Bas, pour tenir tête à cette foule de rivaux ennemis, pour conjurer cet amas d'imminents désastres il n'y avait qu'un seul homme. Le prince d'Orange était le seul à qui dans leur mortel embarras les États pussent avoir recours. En sa valeur et en sa prudence seules la Reine conservait encore quelque espoir. Donc, continua Walsingham, Sa Majesté va être forcée de retirer aux États tous les secours qu'elle leur avait donnés jusqu'ici, à moins qu'on n'en confie le commandement au prince d'Orange ; car c'est de ce commandement seul qu'elle peut espérer de bons résultats. Elle n'était nullement disposée à s'exposer à tant de risques sans aucune chance de profit.

Meetkercke répondit au secrétaire en lui faisant observer que les principaux nobles du pays avaient été unanimes à désirer un nouveau Gouverneur-Général. Ils avaient trouvé que Mathias, dans le contrôle d'un bon conseil d'État composé de natifs des Pays-Bas, remplirait convenablement ces fonctions. Ils avaient tout lieu de croire, que quand il aurait été reçu, l'Empereur finirait par donner son approbation, et que par son intercession le roi d'Espagne pourrait être amené à approuver de même. Il parla en outre de la conférence que d'Havré avait eue avec d'Orange à Gertruydenberg, et fit valoir l'opinion du Prince qui avait déclaré qu'il serait malséant, après l'invitation faite, de traiter avec mépris l'Archiduc à son arrivée à Bruxelles et de s'attirer ainsi le ressentiment de toute la maison impériale. Nécessairement, continua l'envoyé, il y a dans toute grande assemblée des divergences d'opinion, mais suivant les avis que vient d'expédier le marquis d'Havré en ce moment à Bruxelles, tout y est rentré dans le calme. En terminant l'entretien, Walsingham répéta encore, en appuyant sur ce

point, que la seule condition à laquelle la Reine pourrait continuer à secourir les Pays-Bas, était la nomination du Prince comme Lieutenant-Général de l'Archiduc.

Le résultat immédiat de toute cette agitation fut la réception de Mathias à Anvers par d'Orange suivi de deux mille cavaliers, et au milieu d'un immense concours d'habitants. Si le Prince eût agi autrement, peut-être l'Archiduc eût-il dû piteusement reprendre le chemin de Vienne ; mais en même temps la colère de l'Empereur et de toute l'Allemagne se fût soulevée contre d'Orange et la cause qu'il servait ; si le Prince, au contraire, avait lui-même abandonné la partie, et regagné la Hollande, il laissait le jeu à ses adversaires. Depuis qu'il avait fait à Bruxelles ce que son frère Jean appelait « son dangereux voyage aux potences,» son influence avait été sans cesse en grandissant, accompagnée de la jalousie des grands nobles croissant du même pas. S'il s'était laissé chasser de sa position, il aurait précisément réalisé leur désir le plus cher. En restant, il dérangea tous leurs plans. En prenant Mathias sous son égide, il eut une pièce de plus dans la grande partie d'échecs qu'il jouait contre son adversaire de l'Escurial. En faisant un adroit usage des évènements à mesure qu'ils surgissaient, il força les vagues qui devaient l'engloutir, à porter en avant sa cause triomphante.

Le premier fruit de l'appel à Mathias, fut l'élection d'Orange, comme Ruward de Brabant. Cette fonction était entourée d'un grand prestige historique, mais ne laissait pas que d'être assez singulière. La province de Brabant, n'ayant pas de gouverneur spécial, était considérée dans les circonstances ordinaires comme sous la direction immédiate du Gouverneur-Général. La capitale du Brabant était la résidence de cet officier, cet état de choses n'avait jamais présenté d'in-

convénient depuis l'avènement de la maison de Bourgogne. Mais, maintenant, la condition singulière des affaires — le siège du gouvernement vide sans cependant être vacant — offrait une occasion toute spéciale de conférer au Prince à la fois de la puissance et des honneurs. Un Ruward n'était pas tout à fait un dictateur, bien que son autorité s'étendît sur tout. Il n'était à proprement parler ni protecteur, ni gouverneur, ni stathouder. Ses fonctions étaient d'une durée illimitée — et en cela, supérieures à celles des dictateurs antiques ; elles appartenaient d'ordinaire à l'héritier présomptif de la souveraineté — et en cela dépassaient en dignité celles des autres stathouders. Tous ceux qui jusqu'alors avaient revêtu ces fonctions, avaient par la suite régné en leur propre nom. Le duc Albert de Bavière, par exemple, avait été trente ans Ruward de Hainaut et de Hollande, pendant la folie de son frère Guillaume, et à la mort de celui-ci était devenu comte des deux provinces. Philippe de Bourgogne s'était institué lui-même Ruward de Brabant en 1425, et bientôt avait dépouillé Jacqueline de Bavière de tous ses titres pour se les approprier. Dans le premier de ces cas le régent, et dans le second, l'usurpateur, étaient devenus princes régnants. Ainsi, le premier acte inspiré aux nobles par leur jalousie eut pour effet d'élever le Prince à une dignité qui avait pour caractère marquant de conduire à la souveraineté.

Voici comment l'élection s'accomplit. Les « membres » ou députés de Bruxelles, d'accord avec les doyens, les ghildes et les notables d'Anvers adressèrent aux États de Brabant une requête pour que Guillaume d'Orange fût nommé Ruward ; et après une longue délibération il fut fait droit à cette demande. On lui donna aussitôt connaissance officielle de cet honneur qu'il n'avait pas sollicité. Il le refusa, et il fallut des instances pressantes et réitérées pour l'ame-

ner à accepter. Les États-Généraux eurent alors à s'occuper de l'affaire, et confirmèrent la nomination après quelques tergiversations, et sous la condition que le Prince se démît dès qu'il y aurait un Gouverneur-Général. Enfin le 22 octobre, il fut définitivement proclamé Ruward, à l'immense joie du peuple, qui célébra l'évènement par une fête solennelle à Anvers, à Bruxelles et dans les autres villes. Les amis du Prince, inspirés par les intrigues de ses ennemis, l'avaient ainsi élevé à une puissance presque sans limites ; et en même temps l'allié le plus important des Pays-Bas, l'Angleterre, exprimait les plus vives sympathies en faveur du gouvernement du Prince. Bientôt il ne dépendit plus que de lui seul d'être stathouder des Flandres ; les quatre membres des États de cette importante province l'avaient en effet élu à cet office non pas une mais dix fois, et il l'avait tout aussi constamment refusé. Avec la Hollande et la Zélande dévouées à sa personne, le Brabant et la Flandre soumis régulièrement à son autorité, la capitale des Pays-Bas lui prodiguant les preuves d'affection, la masse du peuple l'adorant pour ainsi dire, il n'eût pas été difficile au Prince de jouer un jeu aussi égoïste qu'il avait été jusqu'alors prudent et réservé. Il eût pu prouver aux grands seigneurs que leurs soupçons étaient fondés, en s'emparant d'une couronne qu'ils avaient cherché par leurs intrigues à lui rendre inaccessible. Évidemment les nobles méritaient leur déconvenue. Il savaient mis tout en œuvre, et sans perdre un moment, pour circonvenir d'Orange. Ils avaient courtisé tour à tour chaque puissance, quand elle était à son apogée, et s'étaient efforcés de nager constamment avec le flot populaire quand celui-ci montait. Le Prince ne se vengea de leur perfidie qu'en servant son pays plus fidèlement que jamais ; mais pouvait-il faire autrement que de s'indigner ce-

pendant en même temps contre ces gentilshommes, « enfants de bonne maison » (selon ses propres expressions) « issus de tels pères, » et dont il avait constamment aimé et honoré les pères.

« Ils servent le duc d'Alve, et le grand Commandador comme varlets, » s'écrie-t-il ; « ils me font la guerre à toute oultrance : peu après, ils traictent avec moi : ils se reconcilient, les voilà ennemis des Espagnols. Don Jean revient : ils le suivent, ils le servent, ils machinent ma ruine. Don Jean fault à son entreprise du chasteau d'Anvers : ils le quittent incontinent, ils m'appellent. Je ne suis pas si tost venu, contre leur serment, sans en communiquer ni à vous Messieurs, ni à moi, ils appellent Monseigneur l'Archiduc Matthias. Est il venu, ils voient qu'ils ne peuvent venir à leur but : ils le laissent, et sans l'advertir vont querir Monseigneur le Duc D'anjou, ils l'amenent, ils lui promettent merveilles. Ils voient qu'ils ne le peuvent amener à ce point de se rendre chef contre vous, Messieurs, et contre ceus de la Religion : ils le delaissent, et se joignent au Prince de Parme. Y a il flots de la mer plus inconstants, Euripe plus incertain, que les conseils de telles gens ? »

Pendant que tout cela se passait à Bruxelles et à Anvers, Gand était témoin d'une scène de tout autre nature. Le duc d'Aerschot venait d'être nommé par le Conseil d'État, Gouverneur des Flandres, mais au grand déplaisir de la grande masse de la population. Bien que, depuis la défaite à Anvers du parti de Don Juan, d'Aerschot fût redevenu l'affectionné frère d'Orange il était connu comme la tête de la cabale qui avait été chercher Mathias à Vienne. De plus, la Flandre fourmillait de convertis à la religion réformée, et le strict romanisme du Duc était chose notoire. Le peuple qui haïssait le Pape et adorait le Prince, avait donc reçu avec colère la nomination du nouveau Gouverneur,

mais au moyen de promesses illimitées au sujet du rétablissement immédiat des privilèges et de chartes qui dormaient depuis trop longtemps dans les archives, les amis d'Aerschot étaient parvenus à lui aplanir la voie d'une inauguration.

Le 20 octobre, accompagné de vingt-trois compagnies d'infanterie et de trois cents chevaux, il arriva aux portes de Gand. Cette cité fameuse était encore toujours une des villes les plus puissantes et des plus turbulentes de l'Europe. Quoique déchue de son importance depuis le déclin d'activité commerciale qu'avait nécessairement amené le sanglant système de Philippe, elle regorgeait encore d'habitants, population énergique et dangereuse, qui n'avait pas oublié les temps où la voix de bronze de Roland appelait sous les bannières de la ville quatre-vingt mille hommes armés. Et, aujourd'hui, il y en avait encore vingt mille ligués en secret et prêts à se lever à l'appel de quelques chefs, citoyens gantois, de race noble, chauds partisans de la foi réformée et dévoués de cœur à d'Orange. Ces chefs n'ignoraient pas que, par l'entremise du nouveau Gouverneur de la Flandre, une réaction allait être tentée en faveur de Don Juan et du catholicisme. D'Aerschot n'avait le respect ni la confiance d'aucun des deux partis. La seule différence dans les appréciations respectives, consistait en ce que les uns le regardaient comme un traître rusé et dangereux, tandis que les autres le croyaient plus léger que perfide, et plus propre à ruiner une bonne cause qu'à en faire réussir une mauvaise. Les chefs du parti populaire à Gand le croyaient dangereux. Ils étaient convaincus que c'était de la part des seigneurs catholiques un plan profond et bien mûri que d'établir à Gand une influence qui contrebalançât celle d'Orange ; battus dans les manœuvres qui avaient amené Mathias de Vienne dans les Pays-Bas, furieux

de ce qu'elles n'avaient abouti qu'à raffermir la base de la puissance d'Orange, ils voulaient faire des Flandres un contre-poids au Brabant envahi par les tendances tolérantes. D'Aerschot y devait contrecarrer les projets d'Orange. On soustrairait Mathias à l'influence du grand hérétique, on lui ferait enfin jouer le rôle que lui avaient réservé ceux qui l'avaient fait monter sur la scène. Sans doute, la plupart des idées que l'on prêtait de la sorte aux grands nobles étaient réelles, mais ils n'étaient guère à la hauteur de la partie qu'ils avaient à livrer. D'Orange devait cette fois encore dérouter tous ces plans, et, comme il l'avait fait souvent, sans sortir du nuage qui le cachait.

De tous les chefs influents parmi la population gantoise, deux jeunes gentilshommes, Ryhove et Hembyze, étaient le plus en vue. Tous deux de race antique mais de fortune détruite, ils avaient pour le Prince un attachement ardent, ils portaient à tout ce qui était catholique ou Espagnol une haine vigoureuse. Ils s'étaient avancés plus loin dans la voie réformatrice, que la plupart de leurs contemporains, et leurs opinions méritaient vraiment d'être appelées démocratiques. Ils avaient la tête pleine de fantômes de la Grèce et de Rome ; l'éloge des républicains était sans cesse sur leurs lèvres, et ils ne cachaient pas à leurs fidèles qu'il était très possible de faire des dix-sept provinces des Pays-Bas une fédération républicaine comme celle des cantons suisses. Les uns les regardaient comme des rêveurs ; les autres comme des aventuriers. Peu de gens avaient confiance en leur mérite ou en leur probité ; mais d'Orange, qui connaissait les hommes, entrevoyait en eux d'utiles instruments pour d'audacieuses entreprises. Ils se plaisaient aux stratagèmes et aux surprises armées. Hardis et durs de nature, ils trouvaient du plaisir à ces désolations qu'engendrent les tumultes populaires.

Plusieurs réunions agitées furent tenues par les quatre États de Flandre dès que le duc d'Aerschot fut arrivé à Gand. Sa venue avait été précédée de larges promesses, mais bientôt il fut évident que l'on en remettrait indéfiniment l'accomplissement. Le 27 octobre eut lieu une des séances les plus orageuses ; l'assemblée se composait surtout de membres de la noblesse et du clergé, le tiers État y était peu nombreux. Des discours violents s'y produisirent avec d'audacieuses menaces contre ces privilèges dont on avait fait tant de bruit, et que la nouvelle administration avait été censée devoir élargir. Ce fut à la même séance que les pouvoirs d'Aerschot furent présentés officiellement par Champagny et Sweveghem, députés spéciaux du Conseil d'État. La position de Champagny n'était pas très nette. Il y avait beaucoup d'incertitude dans les appréciations dont il était l'objet. Dans ces derniers temps, il avait paru l'ami d'Orange, mais il était cependant le frère de Granvelle. Ses efforts héroïques mais infructueux à Anvers pendant la Furie espagnole n'étaient pas oubliés, mais on se souvenait aussi qu'il était catholique ardent. Il haïssait les Espagnols, mais n'aimait pas la liberté. On suspectait ses sentiments à l'égard d'Orange, mais peut-être était-ce à tort. Quoi qu'il en soit, deux ou trois jours après la séance dont nous venons de parler, il écrivit au Prince une lettre toute privée pour l'assurer de son dévoûment. D'Orange s'était plaint de ne point avoir été secondé comme il aurait dû l'être ; à ce propos, Champagny se déclarait prêt à jurer solennellement qu'il n'avait jamais rencontré personne qui n'admirât le Prince et ne lui portât l'affection la plus sincère non seulement en paroles, mais au fond du cœur. Quant au surplus du parti aristocratique qui venait de prendre Gand pour centre d'action, il n'y avait pas de doute sur ses sentiments. Ils se manifestèrent avec toute la netteté voulue aux séances des États.

Hessels, le vieux membre du Conseil de Sang, était alors à Gand, occupant de hautes fonctions. C'était lui qui, on se le rappellera, avait l'habitude de dormir à son tribunal, et ne s'éveillait en sursaut que pour vociférer sa sentence toujours la même : *ad patibulum.* Une lettre de Hessels au comte du Rœulx, ancien gouverneur de la Flandre pour le Roi, vint à être interceptée. Peut-être n'était-ce là qu'une invention ; mais, réelle ou supposée, la lettre d'Hessels passa de mains en mains dans le parti populaire, et eut pour effet la réalisation des prophéties de madame de Hessels. Elle précipita la révolution en Flandre et coûta la vie au vieux conseiller. « Nous avons déjà ramené au parti de Son Altesse Don Juan beaucoup de magistrats notables des Flandres », écrivait Hessels. « Nous espérons, quand le duc d'Aerschot sera gouverneur, accomplir pleinement les intentions de Sa Majesté et les plans de Son Altesse. Nous saurons bientôt alors *circonvenir le scandaleux hérétique et toute sa séquelle.* »

Certes, si cette lettre était vraie, il était grand temps que les amis du « scandaleux hérétique », prissent garde à eux. Si, au contraire, elle était imaginaire, ce qui est le plus probable, elle était fort ingénieuse et eut toute l'influence d'une réalité. Le parti de la révolution se trouvant en faible minorité dans l'assemblée des États, reçut des chefs l'avis de plier devant l'orage. C'est ce qu'il fit, et le parti de la réaction n'en devint que plus arrogant, en présence de cette apparente défaite de ses adversaires. Les réactionnaires s'écrièrent ouvertement que ceux qui réclamaient à si grands cris leurs privilèges n'obtiendraient que la corde. Les chartes enterrées ne reverraient jamais le jour, mais l'esprit du défunt Empereur qui les avait tuées et avait mis jadis la hart au col des insolents Gantois, revivait dans le Roi son fils. On ne se fit point faute de dénonciations. Tous ces bourgeois

turbulents allaient bientôt être mis à la raison par Don Juan et d'Aerschot, on allait en finir avec toutes ces clameurs à propos de parchemins moisis. Au sein de l'assemblée ces menaces créèrent une indignation contenue quoique profonde. Au dehors la flamme cachée de la révolte s'étendit avec la rapidité de la foudre. Cependant il n'y eut aucune explosion ce soir-là. Avant la fin de la séance, Ryhove quitta la ville, annonçant qu'il allait à Tournai, mais dès qu'il fut sorti des portes il tourna bride, et s'élança au galop de son coursier dans la direction d'Anvers. Il y demanda audience à Guillaume d'Orange, et lui fit de l'état alarmant des affaires un tableau saisissant.

« Et qu'allez-vous faire en de telles conjonctures ? » lui demanda le Prince d'un ton assez froid. — Ryhove fut quelque peu surpris. Il s'était attendu à un violent éclat, quelque calme que pût posséder son interlocuteur. « Je ne vois rien de mieux », répondit-il enfin, « que de saisir à la gorge le Duc, avec son ramassis d'évêques, de conseillers et de seigneurs, et de les chasser tous ensemble de la ville. »

« Entreprise bien chanceuse que celle-là ? » dit le Prince d'un air indifférent et à demi interrogateur.

« Je ne vois pas d'autre moyen », répondit Ryhove ; « j'aime mieux le risquer moi-même sans autre appui que Dieu, et mourir s'il le faut en brave, que de vivre éternellement dans la servitude ; comme les Romains antiques », continua le jeune républicain, avec quelque emphase, « je suis prêt à sacrifier ma vie, quand il s'agit du bien de mon pays. »

« Hardi langage ! » dit le Prince en fixant sur Ryhove son tranquille regard ; « mais sur quelles forces comptez-vous pour cette entreprise ? »

« Si je ne puis obtenir l'aide de Votre Excellence » répondit le noble Gantois, « je me précipiterai au milieu de la foule. Je saurai bien soulever mes conci-

toyens au nom de leurs vieilles libertés, qu'ils doivent reconquérir maintenant ou jamais. »

Le Prince, trouvant probablement le projet, si projet il y avait, mal mûri et téméraire, n'était pas très disposé à se compromettre avec le jeune conspirateur. Il lui déclara que, pour le moment, il ne pouvait rien décider, et, ajoutant que ce n'était pas trop d'une nuit pour réfléchir, il le congédia. Le lendemain matin, au point du jour, Ryhove se présenta de nouveau. Le Prince demanda à ce bouillant partisan de sa cause s'il était toujours résolu à marcher en avant, sans autre appui plus sûr que celui dont il avait parlé ? Ryhove lui déclara qu'il était décidé à réussir ou à perdre la vie. Le Prince haussa les épaules et parut s'absorber dans ses réflexions. Ryhove continuait à parler, mais il s'aperçut bientôt que Son Altesse ne l'écoutait plus. Alors il rompit brusquement l'entrevue et se retira. Mais à peine était-il sorti que le Prince envoya Sainte-Aldegonde à sa recherche. Celui-ci, courant à l'auberge où le Gantois était descendu, entra dans l'appartement qu'on lui indiqua, et s'adressant à la personne qui s'y trouvait, il se mit à lui parler du projet ; à sa grande surprise il ne tarda pas à apprendre qu'il s'était fourvoyé complètement malgré toute son habileté politique. Il venait de révéler un dangereux secret à un étranger, et Ryhove entrant quelques minutes après, recula de stupéfaction à la vue du conseiller intime du Prince en plein entretien sur la conjuration avec Van Rooyen, bourgmestre de Termonde. Aussitôt le jeune seigneur, sans perdre sa présence d'esprit, tira son épée et somma le bourgmestre surpris de jurer discrétion éternelle sur ce qu'il venait d'apprendre, s'il ne voulait à l'instant mourir de male mort. Ce magistrat qui n'avait recherché ni les confidences du jeune noble, ni l'honneur de ses coups d'épée pour les avoir reçues, restait pétrifié

devant la manière expéditive dont ces gentilshommes menaient les affaires. Il prit bien volontiers l'engagement qu'on lui demandait et s'empressa de quitter la place.

La conférence avec Sainte-Aldegonde eut pour effet de convaincre Ryhove que le Prince ne voulait ni soutenir ouvertement son entreprise, ni la désavouer si elle réussissait. Bref, de même que, lors de l'arrestation du Conseil d'État, aux agents subalternes était laissé le rôle apparent de chefs et de moteurs; Guillaume d'Orange, laissait ses fidèles pénétrer tacitement le secret de ses désirs intimes, et agir comme instruments de réalisation. « *Vice qui vince!* » s'écria Sainte-Aldegonde, encourageant Ryhove et lui serrant la main comme celui-ci remontait à cheval et reprenait la route de Gand.

Pendant l'absence du jeune conspirateur, la ville avait été fort agitée, mais sans explosion sérieuse. Hembyze avait accosté en pleine rue le duc d'Aerschot pour lui demander quand et comment il entendait proclamer le rétablissement des anciens privilèges. Le hautain gouverneur s'était efforcé de se débarrasser de l'importun questionneur; Hembyze avait persisté avec plus de hauteur encore jusqu'à ce qu'enfin d'Aerschot perdant patience, s'était écrié avec fureur : « Vos privilèges, vos privilèges! vous allez voir, vous autres qui criez tant pour vos privilèges, que nous savons encore le vieux moyen de vous faire taire, avec la corde au cou. Retenez bien cela, quelque fort que vous excite le prince d'Orange. »

La violence d'Aerschot fit bouillir le sang dans les veines d'Hembyze. Il courut à l'endroit où se réunissaient les conjurés, tous décidés aux coups les plus désespérés. Çà et là des groupes populaires poussaient des clameurs menaçantes. De temps en temps l'on entendait les sourds roulements du tambour. Mais ce

tumulte naissant parut s'apaiser après quelques instants, grâce aux efforts des magistrats, et surtout à cause de l'absence de Ryhove. A quatre heures du soir celui-ci rentra dans Gand, et, courant en hâte au quartier général de la conspiration, apprit avec surprise que l'on eût laissé tomber l'œuvre si bien commencée dans la matinée. « Il n'y a pas de temps à perdre, » s'écria-t-il, « si nous nous endormons, avant demain nous sommes morts dans nos lits. Il faut attiser le feu qui s'est allumé dans le cœur des citoyens. Il faut cueillir ce fruit, puisqu'il est mûr. Marchons en avant, avec ceux qui nous aiment, je m'engage à vous montrer le chemin. Coulons à fond le vieux vaisseau de l'esclavage ; rechassons une bonne fois dans l'enfer qui l'a vomie l'Inquisition d'Espagne ! »

« C'est là parler en homme ! » répondit Miegem, officier flamand et l'un des principaux conjurés ; « conduis-nous, Ryhove, je jure de te suivre aussi loin que mes jambes me porteront. »

Ainsi accueilli, Ryhove s'élança dans les rues, appelant partout sur son passage le peuple à la révolte. Tous se levèrent en armes, s'organisant par bandes en divers points de rendez-vous convenus d'avance ; les masses populaires, au signal du tocsin, quand la nuit fut tombée, affluèrent sur la Grand'Place, et, suivant Ryhove, se ruèrent vers le demeure d'Aerschot auprès de Saint-Bavon. A la vue de cette foule menaçante brandissant des piques, agitant des torches, les gardes fermèrent les portes. « Qu'on ouvre les portes ! qu'on nous livre le Duc ! » hurlèrent mille voix furieuses. Et comme rien ne répondait à ces sommations : « Brûlons les oiseaux dans leur nid ! » s'écria résolûment Ryhove. Déjà le goudron, le petit bois, les fagots nécessaires étaient réunis ; quelques instants de plus et le palais était en flammes, si d'Aerschot,

voyant que la menace était sérieuse, n'eût capitulé. Les portes s'ouvrirent, et les plus ardents s'élançant sur le Duc, allaient le mettre en pièces ; mais Ryhove, au péril de ses jours, protégea la vie du Duc et à deux fois le couvrit de son corps contre des coups mortels. Il le déclara son prisonnier, et l'entraînant, en vêtements de nuit et pieds nus, il le fit conduire sous bonne escorte dans son propre hôtel. Les autres chefs du parti catholique furent arrêtés de même, successivement, pendant toute la soirée. Rassenghien, Sweveghem, Fisch, De la Costa et d'autres membres marquants des États ou du Conseil de Flandre étaient du nombre; Champagny parvint à s'échapper. Les évêques de Bruges et d'Ypres furent moins heureux. Hessels, l'ancien conseiller au Tribunal de Sang, et dont la lettre, — réelle ou inventée — avait tant contribué à hâter l'explosion actuelle, fut gardé avec un soin tout spécial ; pour lui, ainsi que pour l'échevin Fisch, les évènements de cette soirée devaient avoir les plus funestes conséquences.

Tel fut le début audacieux, heureux et momentanément non sanglant de la révolution anti-catholique dans la Flandre. Ces scènes n'étaient que les premières d'une longue et émouvante série. C'en était fait. A l'ancien Gouvernement succéda un Gouvernement provisoire ayant pour chef Ryhove qui se fit prêter serment d'obéissance sauf rectification des États-Généraux et d'Orange. Le 9 novembre, les nobles, les notables et la cité de Gand firent paraître un Mémoire justificatif détaillé de la révolution et des arrestations opérées ; on y dénonçait le parti catholique et d'Aerschot, son chef, comme intriguant en secret, d'accord avec Don Juan, pour ramener les troupes espagnoles, renverser le prince d'Orange, lui enlever le protectorat du Brabant, anéantir la Pacification de Gand et supprimer la religion réformée.

Ce soulèvement soudain du parti populaire eut par tous les Pays-Bas un prodigieux retentissement. Néanmoins, l'audace de ces mesures extrêmes ne pouvait trouver des défenseurs avoués dans aucun des partis qui divisaient les États-Généraux. Champagny écrivit au prince d'Orange pour lui faire observer que, quand bien même la lettre d'Hessels serait vraie, elle ne prouvait rien contre d'Aerschot, et le prier vivement de réprimer sans tarder ce déchaînement d'anarchie, au moyen de l'influence de ceux qui avaient action sur le bas peuple de Gand. Sinon, affirmait-il, toute justice régulière allait s'évanouir et de toute part on allait lâcher les limiers sur toute sorte de gibier. Sainte-Aldegonde, de son côté, déclara au Prince, que justifier l'affaire de Gand serait bien important, mais aussi bien difficile, car il était presque certain que la lettre d'Hessels n'avait rien de sérieux. C'est donc avec grande raison que le Prince n'avait point voulu s'engager nettement dans le complot de Ryhove ; ainsi, il s'était conservé le droit d'intervenir dans la suite, suivant les exigences de la justice et d'une saine politique.

Aussitôt il envoya à Gand, Arend Van Dorp, pour reprocher aux chefs de l'insurrection la violence de leurs procédés, et réclamer la mise en liberté des prisonniers — ce dernier point ne fut accordé que pour d'Aerschot. Le 14 novembre, on relâcha ce gentilhomme, après lui avoir fait jurer oubli et pardon pour le traitement dont il avait été l'objet ; les autres prisonniers restèrent dans leurs donjons. Quelques semaines plus tard, à la requête des quatre États de Flandre, le prince d'Orange vint lui-même à Gand, où sa présence, pensait-on, pourrait contribuer à rétablir la paix.

Naturellement cette visite fut l'occasion d'un brillant déploiement du talent dramatique et littéraire

des Rhétoriciens ; car jamais passion ne fut plus vive que celle des Flamands de cette époque pour l'apologue et la charade. Ils trouvaient dans l'allégorie la consolation suprême de leurs douleurs les plus profondes. Bien que ce fût en plein jour, des tonnes de goudron et des torches brûlaient le long des rues sur le passage du Prince, depuis les portes de la ville jusqu'à l'église Saint-Jacques ; ici devait se donner une représentation splendide organisée par la reine des Ghildes de rhétorique : « Jésus et la fleur de baume. » Pour faire honneur au Prince, le drame avait pour titre : *Judas Macchabée*. Au milieu de la scène se tenait debout le héros d'Israël, tout armé et symbolisant l'hôte illustre de la cité gantoise, prêt à combattre pour sa patrie, et à côté de lui figuraient les trois États du pays, ingénieusement représentés par un seul personnage portant la toque de velours d'un noble, la soutane d'un prêtre et le haut de chausses d'un bourgeois. Des groupes d'autres personnages allégoriques garnissaient la droite et la gauche du théâtre. Le courage, le patriotisme, la liberté, la miséricorde et la vigilance, et foule d'autres qualités estimables, d'un côté en opposition avec le meurtre, la rapine, la trahison, et tout le reste de la confrérie du crime, de l'autre, une vieille hideuse, hâve et affamée figurait l'Inquisition. « La Pacification de Gand, » vêtue de satin cramoisi, portait sur la tête, en guise de turban, une ville emmuraillée ; le catholicisme et le protestantisme, liés à sa ceinture, étaient réunis l'un à l'autre par une chaîne à dix-sept anneaux qu'elle forgeait sur une enclume. Sous l'enclume, un soldat en armure complète et se rongeant le cœur, représentait la Discorde. A l'avant-scène on voyait l'Histoire et la Rhétorique, vêtues « de vêtements blancs comme vierges triomphantes » et portant chacune une couronne de lauriers et une torche enflammée. Tous ces

personnages, après un long dialogue rimé, bourré d'allusions, de concettis et de jeux de mots incomparables, haranguèrent l'un après l'autre le prince d'Orange et Macchabée en une longue suite de détestables vers.

Après une succession variée de groupes et de scènes, et un énorme débit de fabricats poétiques flamands, la « Pacification de Gand » s'avança, d'une main conduisant un lion, et de l'autre, tenant un cœur d'or pur. Ce cœur, qui portait inscrit le mot *Sinceritas*, fut présenté au Prince en personne qui, assis, « se reposait de ce spectacle,» et peut-être bâillait quelque peu ; une nouvelle et effroyable bordée de compliments en vers accompagna le cadeau. Alors enfin Guillaume d'Orange put gagner les logements qui lui avaient été préparés, mais sur le seuil il rencontra les magistrats et les notables, et eut à écouter un long discours prononcé par le pensionnaire de la cité. Même établi dans ses quartiers, le Prince devait encore être ressaisi par l'allégorie ; en effet, pendant qu'il soupait et se délassait de tant d'allégories et de métaphores, un personnage symbolique, vêtu de façon à figurer le corps municipal, apparut et soumit d'Orange à un poème héroïque d'une longueur et d'un ennui sans pareils. Par bonheur cet épisode clôtura les travaux de cette journée.

Le 7 décembre 1577, les États-Généraux déclarèrent formellement que Don Juan cessait d'être Stathouder, Gouverneur et capitaine-général, car il avait violé la paix qu'il avait juré de respecter, et s'était montré un ennemi de la patrie. Tous les habitants natifs du pays qui lui porteraient assistance ou lui montreraient de la faveur, étaient déclarés rebelles et traîtres ; un édit séparé, publié le même jour, ordonnait de dresser sur-le-champ un inventaire des biens de toutes les personnes qui se trouveraient dans ce cas de rébellion.

Après une courte suspension pendant les négociations troublées, perfides et sans succès possible, qui avaient suivi l'arrivée de Don Juan, la guerre allait donc être reprise. C'est à ce résultat qu'avaient tendu tous les efforts d'Orange, fidèle à l'aphorisme par lequel il avait terminé les conférences de Bréda : « Mieux vaut la guerre qu'une paix douteuse. » Toutefois, en même temps que sa politique poussait à la guerre comme seul moyen d'arriver plus tard à une paix solide avec l'Espagne, elle avait fait faire de grands progrès à la cause de la concorde religieuse au sein des Provinces. Le 10 décembre, fut signé à Bruxelles un nouvelle acte d'union, par lequel ceux de l'Église Romaine et ceux qui s'en étaient retirés s'engageaient avec des gages de garantie à se respecter et à se protéger l'un l'autre contre tout ennemi quelconque. C'était un pas de plus dans la voie qu'avait ouverte la Pacification de Gand. Ce premier traité avait implicitement inauguré la tolérance en supprimant la persécution légale, mais la nouvelle Union élevait formellement la religion réformée au niveau de l'ancienne. C'était là l'effet des efforts du Prince ; et les sectateurs d'une croyance depuis si longtemps proscrite se gardèrent bien de négliger l'occasion favorable. Du fond des allées sombres, des fourrés solitaires, des souterrains secrets, où les hérétiques tremblaient depuis si longtemps, craignant pour leurs jours, les opprimés se montrèrent enfin à la lueur du jour. Ils osèrent publiquement exercer un culte pour lequel la persécution avait feint la même sainte horreur qu'elle eût pu ressentir en présence des mystères druidiques de la Badahuenna ou de l'Hercynie, et, sans frémir, sans entrevoir le gibet prêt à punir leur audace, ils adorèrent le Dieu commun du catholique et du puritain, dans les prières de leur choix.

En fait, le temps était venu où le Midi et le Nord, le Celte et le Germain, le Catholique et le Protestant allaient unir leurs cœurs, ou prononcer entre eux un éternel divorce. Si l'idée de de nationalité, l'amour d'une commune patrie, prenaient le dessus sur l'attachement à telle ou telle forme de religion, — si le danger commun et des destins communs pouvaient faire accepter les leçons de la tolérance, il en était temps encore, les provinces des Pays-Bas pouvaient ne faire qu'un seul pays et défier à jamais la puissance de l'Espagne. Depuis l'Union de Bruxelles de janvier 1577, le cancer intérieur des désordres religieux avait, il est vrai, recommencé à ronger les entrailles de la nation. La Pacification de Gand n'avait pas ouvert, mais seulement trouvé et laissé ouverte la porte à la tolérance religieuse. L'Union de Bruxelles avait refermé cette porte. Contrairement à l'espoir du prince d'Orange et des patriotes qui marchaient dans sa voie, les garanties promises à la religion catholique avaient induit les catholiques à un redoublement d'insolence et de persécution. Dans le cours de quelques mois, la nouvelle Union sur laquelle on avait fondé tant d'espérances n'avait produit d'autres fruits que des empoisonnements, des confiscations, des bannissements, des exécutions. L'Édit Perpétuel par lequel quinze des Provinces avaient ensemble reconnu Don Juan, tandis que la Hollande et la Zélande, refuge du protestantisme, restaient isolées par la sage défiance d'Orange, l'Édit avait élargi la brèche entre les catholiques et les protestants. La conduite ultérieure de Don Juan avait confirmé les soupçons et démontré la sagacité du Prince. La surprise de Namur et l'hostilité déclarée du Gouverneur força de nouveau les Provinces à se rapprocher. Le foyer de l'esprit national se ralluma et jeta de nouvelles flammes. Catholiques et protestants, Hollandais et Flamands, d'un mouve-

ment instinctif serrèrent leurs rangs une fois encore pour la défense de leurs droits. Le cri unanime du pays entier appela le prince d'Orange. Il vint à Bruxelles ; sa première mesure fut, on l'a vu, de rompre les négociations que les votes des États-Généraux avaient déjà ratifiées. On revint sur les mesures prises, sous prétexte d'y introduire des amendements. Ces amendements furent ces insolentes sommations, faites à Don Juan le 25 septembre, de livrer sans condition les villes et forteresses qu'il citerait, — sommations qui ne pouvaient aboutir qu'à une déclaration de guerre de la part du Gouverneur.

Ainsi le but du Prince avait été atteint. Une paix perfide, qui n'assurait que la défaite finale du pays, était écartée, mais l'intrigue qui alla chercher à Vienne l'archiduc Mathias vint jeter un nouvel obstacle devant les plans vigoureux et larges d'Orange. Encore une fois, il déjoua les cabales de ses ennemis secrets avec la même adresse devant laquelle succombaient ses antagonistes déclarés. Mathias devint le coefficient d'une politique nouvelle, le porte-étendard de la nouvelle Union que le Prince parvint à former ; car ses premiers efforts tendirent immédiatement à convaincre les Provinces qui avaient ensemble jeté le gant à l'ennemi commun, de la nécessité de s'unir en une ligue permanente. Déjà la perte de Namur enlevait aux États une province. Les seize autres ne pouvaient s'unir d'une façon solide que par un seul lien : celui de la tolérance religieuse, et pour un instant, le génie d'Orange, qui toujours devança son époque, réussit à élever la masse de ses concitoyens jusqu'aux hauteurs sur lesquelles il avait si longtemps été seul.

La « seconde Union de Bruxelles » fut signée le 10 décembre, onze mois après la conclusion de la première. Ce fut le troisième et malheureusement le der-

nier acte de confédération entre les provinces des Pays-Bas. Le texte original en est perdu, mais l'on sait que la mesure fut acceptée à l'unanimité par les États-Généraux dès qu'elle fut proposée. Les principaux seigneurs catholiques étaient à l'armée, mais une députation, envoyée au camp, revint avec leurs signatures et leur approbation ; avec les signatures et l'approbation des catholiques comme les Lalaing, les Melun, les d'Egmont et Lamotte. Si des hommes de ces tendances pouvaient se joindre, dans l'intérêt de la patrie, à une convention de tolérance religieuse, quelles magnifiques espérances le Prince n'avait-il pas sujet de concevoir pour l'avenir ; car au Prince seul, revenait tout l'honneur de cette victoire de la raison sur la passion. Comme monument non seulement de son génie, mais encore des nobles aspirations de tout un peuple à une époque d'intolérance universelle, la « seconde Union de Bruxelles » mérite une place spéciale dans l'histoire des progrès de l'humanité. Malheureusement elle ne devait avoir qu'une courte existence. La bataille de Gembloux fut son coup de mort, et avant la fin d'un mois, l'Union que l'on avait édifiée avec tant de confiance fut pour toujours réduite en poudre. Depuis, le peuple des Pays-Bas ne rentra plus jamais dans une confédération générale. Plus tard, par l'Union d'Utrecht, sept provinces sauvèrent leur indépendance et vécurent pour édifier une république puissante. Les autres étaient destinées à rester, pendant plusieurs siècles, provinces vassales d'une métropole lointaine, à être jetées par morceaux comme complément de lots dans les balances politiques, pour n'atteindre qu'au commencement de ce siècle le rang honorable d'États constitutionnels indépendants.

Le Prince avait eu soin, d'autre part, de se renforcer pour la lutte prochaine, par une alliance avec l'Angleterre. L'avare mais habile Élisabeth, craignant

de voir aboutir les intrigues d'Alençon — que d'Orange, à ce qu'elle soupçonnait, tenait en réserve pour s'en servir en cas de besoin contre Mathias et Don Juan — Élisabeth avait enfin consenti à un traité d'alliance avec subsides. Le 17 janvier 1578, le marquis d'Havré, ambassadeur des États, conclut à Londres une convention, par laquelle la Reine leur prêtait son crédit, c'est-à-dire endossait leurs obligations jusqu'à concurrence de cent mille livres sterling. L'argent devait être pris partout où les États pourraient négocier les billets, et la garantie royale n'était donnée que pour une année. De plus, quelques villes des Pays-Bas devaient cautionner en même temps que la Reine. Certes ce sacrifice n'avait rien de colossal, il était même fortement empreint de parcimonie. Néanmoins, c'était un commencement, le principe des subsides était établi. La Reine s'engageait, en outre, à expédier dans les Provinces cinq mille fantassins et mille cavaliers, sous les ordres d'un officier de haut rang, qui aurait droit de siège et de vote dans le Conseil d'État du pays. La solde de ces troupes resterait à la charge des États. Par contre, ceux-ci ne concluraient aucun traité sans avertir la Reine, et ne prendraient aucune mesure d'importance sans la consulter. Pour le cas où elle serait elle-même attaquée par une autre puissance, les Provinces devaient lui porter assistance de la même manière qu'elles en recevaient aujourd'hui ; en cas de guerre maritime leur contingent devait être de quarante vaisseaux. Il avait été stipulé d'avance que la nomination de Guillaume d'Orange aux fonctions de lieutenant général pour Mathias était une condition *sine qua non*, de tout traité avec l'Angleterre. Sir Thomas Wilkes fut aussitôt envoyé en Espagne et M. Leyton vers Don Juan pour présenter le traité d'alliance sous le jour le plus favorable. Mais il n'était pas probable que leur habileté diplomatique,

quelle qu'elle fût, pût rendre la mesure agréable à Philippe ou à son représentant.

Quelques jours après la signature de cet acte remarquable, le Prince était enfin parvenu à maîtriser les passions divergentes au sein des États-Généraux, et à réconcilier jusqu'à un certain point les divers partis. La seconde Union avait été signée, on y ajouta le vote de trente articles, préparés par les soins du Prince et déjà acceptés depuis le 17 décembre par Mathias, qui fixaient les conditions essentielles de l'administration de l'Archiduc à la qualité de Gouverneur-Général. Le jeune ambitieux, venu de si loin et si plein de rêves avides, ne recevait littéralement aucune autorité. Comme le Prince n'avait ni désiré ni sollicité son arrivée, résultat au contraire de machinations hostiles, il n'était pas étonnant que le pouvoir conféré à l'Archiduc ne fût qu'une ombre, et sa présence une vraie superfluité. Le peuple lui donna le nom de *Greffier du Prince*, et à bon droit, car ses fonctions ne consistaient pour ainsi dire qu'à signer les actes qu'avait contresignés d'Orange. Conformément aux exigences de la reine d'Angleterre, et aux vœux de tout le parti populaire, le Prince resta Ruward de Brabant malgré la nomination d'un Gouverneur-Général, dont l'existence devait faire cesser ces fonctions.

Les articles fondamentaux sur lesquels reposait l'autorité de l'Archiduc, constituaient un Gouvernement largement représentatif, dans lequel tous les pouvoirs législatifs et une bonne part des pouvoirs exécutifs étaient confiés aux États-Généraux et au Conseil d'État choisi par eux. Pour ne point rester dans la condition d'un peuple sans chef, les États déclaraient consentir à accepter Mathias comme Gouverneur-Général, sous réserve de l'approbation du Roi, et sur les bases du traité de Gand. L'Archiduc prête-

rait serment de fidélité en même temps au Roi *et aux États-Généraux*. Il gouvernerait le pays suivant l'avis d'un Conseil d'État, dont les membres seraient nommés par les États-Généraux, et devaient être « natifs des Pays-Bas, bons patriotes et non ambitieux ni avides. » Dans toute discussion au sein du Conseil, la majorité des voix l'emporterait. Le Gouverneur-Général et son Conseil d'État ne decideraient rien sur les questions engageant les intérêts du pays entier : telles que requêtes, emprunts, traités de paix ou déclarations de guerre, alliances ou fédérations avec des nations étrangères, sans le consentement des États-Généraux. Nul édit ou ordonnance ne serait publié, nulle loi établie, sans le même consentement. Le Conseil d'État ne pouvait délibérer sans la présence de la majorité des membres. Tous les actes et dépêches devaient être minutés par un des conseillers. Les États-Généraux devaient s'assembler, *quand*, *où et aussi souvent*, et siéger aussi longtemps qu'*ils le jugeraient convenable*. A la requête d'une seule province les États de toutes les autres seraient tenus de se réunir sans aucunement attendre les ordres du Gouverneur-Général, quand il s'agirait d'affaires résolues d'habitude par une décision de la généralité. Les États de chaque province s'assembleraient également quand ils le voudraient. Le Gouverneur et le Conseil auraient la nomination des principaux officiers militaires, mais sous l'avis des États. Les troupes devaient être enrôlées et les garnisons établies au nom et avec le consentement des États. Le Gouverneur-Général choisirait les Gouverneurs provinciaux avec l'avis du Conseil et le consentement de la province intéressée. La direction des affaires militaires appartiendrait, pendant la guerre, au Gouverneur, toujours sous le contrôle du Conseil, mais les États se réservaient la recette et la dépense des impôts généraux.

Il résulte à l'évidence de ce bref résumé que le pouvoir laissé à Mathias seul n'était absolument rien, et que ce qu'il pouvait faire avec l'avis du Conseil d'État n'était pas beaucoup plus. La force réelle du gouvernement, en toute matière : législative, exécutive ou administrative, reposait en l'assemblée des États ; le Roi n'avait plus d'autre droit que celui d'approuver ces procédés révolutionnaires, comme on le déclarait dans le préambule. Pareille réserve en faveur de Sa Majesté ressemblait fort à un sarcasme. Enfin le prince d'Orange devait être le lieutenant-général de Mathias et conserver ses fonctions de Ruward. Cette constitution établie par les soins du Prince avait, comme nous l'avons déjà dit, été acceptée par Mathias lors de son séjour à Anvers, et en conséquence le 18 janvier, l'Archiduc fut solennellement inauguré.

Depuis neuf mois c'était le troisième cortège triomphal que voyait Bruxelles. Aussi fut-ce le plus brillant des trois ; car les habitants, comme pour demander pardon de la nullité effective à laquelle ils réduisaient l'Archiduc, semblaient avoir résolu de le transporter jusqu'au septième ciel de l'allégorie. Les Chambres de Rhétorique parurent le regarder comme la plus éclatante constellation de vertus qui eût jusqu'alors illuminé le ciel des Flandres. Une brillante cavalcade, conduite par d'Orange accompagné du comte Jean de Nassau, du prince de Chimay et d'autres notables, alla à sa rencontre jusqu'à Vilvorde et le ramena à Bruxelles. Aux portes de la ville, sur une grande esplanade, le comte de Bossu avait organisé une revue des troupes, qui se termina par un combat simulé ; au dire d'un classique du temps, « la rencontre parut aussi ardente que l'avait été celle du duc Miltiade d'Athènes et du roi Darius dans les plaines de l'Attique. » Le cortège fit son entrée par la porte

de Louvain, en passant sous un superbe arc de triomphe, qui contenait un orchestre de musiciens invisibles. « Je crois qu'Orphée sur sa harpe, » dit le même auteur, « Apollon sur sa lyre, ou Pan sur sa flûte, ne firent jamais entendre accords si mélodieux que ceux de ces musiciens. » Dès que Mathias eut franchi la porte, il fut livré aux mains de la mythologie, bourgeois et rhétoriciens s'emparant de leur illustre captif, étant bien résolus à se surpasser dans leurs témoignages d'allégresse. Les représentants des « neuf nations » de Bruxelles, suivis de bourgeois en vêtements splendides, le reçurent dans la rue du Chevalier. Quoiqu'il fût plein jour, tous portaient des torches allumées. Bien qu'on fût en janvier, les rues étaient jonchées de fleurs. Les maisons étaient ornées de guirlandes et de riches tentures de soie et de velours. Une foule immense encombrait les rues où s'élevaient de distance en distance des arcs de triomphe. Sur la Grande Place, qui toujours à Bruxelles fut le théâtre central, soit des drames, soit des tournois, soit des exécutions, on avait accumulé les principales ressources. La superbe façade de l'Hôtel de Ville disparaissait sous les banderolles et les bannières ; à ses balcons et à ses fenêtres, comme à tous ceux de la pittoresque enceinte de la place, une foule compacte de dames et de demoiselles étalaient leurs habits de fête. Vingt-quatre estrades garnissaient le pourtour de la plaine, offrant chacune aux yeux des groupes gracieux composés des plus belles jeunes femmes de la ville. Les brocarts, les broderies, le drap d'or, rehaussaient leur beauté. Les sujets de ces *tableaux vivants* étaient, cela va sans dire, du classique le plus pur ; car dans les Pays-Bas l'allégorie était souveraine maîtresse ; néanmoins, comme spectacles organisés par des bourgeois et des artisans pour le divertissement d'autres artisans et bourgeois, ces sujets prouvaient certainement un haut degré de

culture chez le peuple qui pouvait y prendre plaisir. Tous les groupes étaient artistement disposés. L'un représentait Junon avec son paon, présentant à Mathias la ville de Bruxelles, sous la forme d'une gracieuse figure qu'elle tenait à la main. Dans un autre, Cybèle offrait des clefs, la Raison une bride, Hébé un panier de fleurs, la Sagesse un miroir et les livres des lois, la Vigilance une paire d'éperons; tandis que la Constance, la Magnanimité, la Prudence et d'autres vertus lui apportaient un casque, une cuirasse, une lance et un bouclier. Sur d'autres théâtres encore, Bellone lui donnait des hommes d'armes, solidement liés ; la Renommée sa trompette et la Gloire sa couronne. Ailleurs, on voyait Quintus Curtius, se jetant à cheval dans l'abîme entr'ouvert ; puis, six scènes, les plus saisissantes, de la carrière de Scipion l'Africain. L'imberbe Mathias n'avait jamais accompli d'autre exploit que sa fuite nocturne en robe de chambre, hors des murs de Vienne ; mais il plaisait aux bons Flamands de le représenter comme la réincarnation des deux héros romains. Entraînés par leur amour de l'antiquité, ils le regardaient déjà comme un mythe; et vraiment c'était là ce qu'il allait rester pendant toute la durée de son séjour aux Pays-Bas. Quand il eut contemplé toutes ces merveilles, Mathias n'eut plus qu'à gravir la montagne qui conduisait au palais ducal, où, après des discours et des odes à foison, il put enfin souper et s'aller coucher.

Pendant ce temps les citoyens festoyaient dans les rues. Partout s'allumaient des feux de joie auxquels le même peuple faisait rôtir « oies, porcs, chapons, perdrix et poulets ; » partout retentissaient les sons joyeux des orchestres de danse. Soudain, un dragon volant s'élança dans les airs. Il plana quelques instants sur la foule en liesse qui couvrait la Grand'-Place, puis encore avec un bruit terrible, lançant de

tous côtés des fusées et d'autres pièces d'artifice. Ce spectacle, alors encore tout nouveau, produisit une telle frayeur, que tous les assistants prirent leurs jambes à leur cou « comme si mille soldats les eussent assailli, » et se bousculant tout en désordre rentrèrent chacun chez eux.

Le lendemain, Mathias prêta les serments voulus comme Gouverneur-Général, promettant de maintenir la nouvelle constitution, et d'Orange de son côté en fit autant comme lieutenant-général et gouverneur du Brabant. Ils se rendirent ensuite à un splendide banquet préparé dans la grande salle de l'Hôtel de Ville, par les soins des États-Généraux, et quand la nappe eut été enlevée, la Rhétorique fit son apparition suprême et dernière par l'entremise de la célèbre Ghilde « Marie à la guirlande de fleurs. »

Deux personnages, — l'un habillé en bourgeois notable, l'autre en prêtre avec étole et surplis — s'avancèrent sur une estrade élevée en face de leurs Altesses et débitèrent un long dialogue en vers. L'un des orateurs jouissait du beau nom de « Cœur Désirant, » l'autre de celui de « Bien Public. » « Cœur Désirant, » curieux de caractère, passa par une série de questions énigmatiques, au sens mythologique ; charades classiques en quelque sorte, et qui avaient trait, pour la plupart, aux faits et gestes de Vénus, Junon et autres divinités. Ces questions n'avaient en apparence guère rapport à Mathias ou à l'évènement du jour, mais « Bien Public » savait mieux à quoi s'en tenir. En conséquence, il apprit, en un nombre convenable de rimes, à son inquiet confrère que tout se terminerait de façon parfaite ! que Jupiter, Diane, Vénus et le reste de l'Olympe feraient tous leur devoir, et que la Belgique serait guérie de tous ses maux par l'arrivée de certain personnage. Sur quoi, Cœur Désirant de s'écrier :

O Bien Commun ! quel sera ce héros ?
De quel nom, de quel sang ?

et Bien Public, de répondre en nommant l'Archiduc en une strophe enthousiaste et courageuse où figuraient ingénieusement les inévitables Curtius et Scipion l'Africain. La conclusion du discours ne fut pas récitée, elle servit d'occasion à la venue de nouveaux personnages : le trop exploité Scipion accompagné d'Alexandre et d'Annibal, et symbolisant avec eux le futur gouvernement de Mathias. Chacun de ces héros débita sa centaine de vers ; ce fut la fin de la pièce et la Rhétorique s'en alla cette fois pour tout de bon. Toute l'assistance était restée à table pendant cette longue exhibition ; on lui servit alors le dessert, consistant en un « festin richement triomphant de pâtisseries, confitures, de toutes sortes de friandises en sucre. »

Don Juan, pendant tout cela, rongeait son frein et se consumait en de folles colères à Namur. Il ne manquait certes pas de motifs pour perdre son sang-froid. Jamais, depuis le temps de Maximilien, frère de roi n'avait été bafoué de la sorte. La croix était à terre, l'autorité royale ouvertement bravée, le représentant de Sa Majesté enfermé dans une forteresse, et tout cela tandis que « le maudit prince d'Orange, » régnait en maître à Bruxelles avec un archiduc, fils d'empereur, pour secrétaire.

Le Gouverneur adressa à l'Empereur une lettre particulière, longue et des plus amères, à l'effet de se mettre en règle vis à vis de ce souverain, et de lui faire entendre ce qu'avec Philippe il espérait de la cour impériale. Il ne doutait pas que les légats de l'Empire n'aidassent à la pacification des Pays-Bas, et déclarait désirer vivement qu'il en fût ainsi, mais pourvu que les deux grands points de la religion catholique et de l'autorité royale restassent intacts. « Dans l'espoir du

maintien de ces deux bases, il avait, disait-il, délivré les villes et les places importantes de leurs garnisons, alors qu'il eût pu garder aisément ses soldats, et avec eux les places elles-mêmes, contre le monde entier, au lieu de les confier aux soins d'individus qui aujourd'hui se levaient les armes à la main contre leur prince légitime. Il déclarait avec chaleur que, depuis son arrivée dans les Provinces, toutes ses actions n'avaient eu pour but que l'intérêt de Philippe, intérêt auquel il resterait fidèle jusqu'au bout. Il faisait remarquer à l'Empereur, qui était de la même maison que Philippe, et par cela plus tenu qu'aucun autre à épouser les querelles de celui-ci, qu'il ne pouvait rien faire de mieux que d'embrasser avec ardeur le parti de l'Espagne, « que les vassals soient gardés d'obly de l'obéissance à leur Prince souverain, » disait-il, « obly de laquelle est si dangereulx que tous princes et potentats voires ceux qui présentement sont exempts de troubles en dévroient soigner le remède affin que, à l'exemple de ceulx-ci les leurs ne prennent quelque par envye de faire le semblable, *étoit la liberté qu'ils cherchent comme ung mal contagieulx qui est infectant au voisin si en temps et promptement ny est remédié.* » C'était, selon lui, une situation bien triste pour un monarque quand ses sujets, après des concessions comme celles qu'avaient obtenues les Pays-Bas, ne l'en aimaient pas plus et lui obéissaient peu. Les Pays-Bas montraient clairement, par cette conduite, que tous leurs griefs n'étaient que des prétextes, mis en avant pour l'exécution du dessein, conçu depuis longtemps, de renverser l'ancienne constitution nationale et de vivre dorénavant dans un état de liberté sans frein. Tant d'actes inconvenants avaient été posés au préjudice de la religion et de la dignité de Sa Majesté, que désormais aucune relation ne pourrait être entretenue entre les Provinces et le Gouverneur, sans

des ordres formels et spéciaux. Don Juan priait l'Empereur de ne point considérer ce que *disaient* les États, mais ce qu'ils *faisaient*.

Il ajoutait qu'il n'y avait rien de plus absurde que ces bruits de négociations entre Philippe et la France, pour une cession éventuelle des Pays-Bas. Ce territoire restait à la maison d'Autriche : Philippe comme chef de famille et comme souverain des Pays-Bas ne pouvait être insensé au point de céder à autrui ses domaines, et de son côté Don Juan ne consentirait point à servir d'instrument pour une pareille folie.

L'Empereur était donc prié de regarder ces fables comme l'invention de traîtres et de mécontents, trop nombreux malheureusement à sa cour, et de se souvenir que rien n'était plus nécessaire pour le maintien de la grandeur de sa maison qu'une parfaite union entre tous ses membres. « Aussi, » ajoutait-il avec une feinte grandeur, « puisque je ne doute nullement de la bonté des intentions qui ont amené l'archiduc Mathias en ces pays, peut-être eût-il mieux valu, — ceci est l'opinion de nombre de gens, — que cette expédition n'eût pas eu lieu. » « Si l'archiduc, » disait-il plus loin avec une ironie à peine dissimulée, « désire s'employer aux affaires de Sa Majesté, il ferait mieux de s'y prendre à la façon ordinaire. Votre Majesté ferait action louable en le rappelant d'ici, conformément à la promesse que Votre Majesté m'en a faite. » Pour terminer, Don Juan se plaignait de ce que l'on eût mis obstacle à ses recrutements de troupes dans l'Empire, tandis qu'on accordait toute facilité aux rebelles. Il insistait pour que l'on mît ordre à cet état de choses anormal et injuste.

Au fond du cœur, Don Juan n'était point fâché de ce que la crise fût enfin décidée. Sa chaîne était brisée. Ses ressentiments firent explosion dès sa première entrevue avec Leyton, que la reine Élisabeth lui

avait envoyé, comme nous l'avons vu, immédiatement après son traité avec les États, pour tâcher d'apaiser sa colère. Que lui importaient, s'écria-t-il, l'Angleterre, et la France et l'Empereur ! Il avait reçu de Sa Majesté Catholique le mandat de faire la guerre à ces provinces rebelles. Il la ferait de tout son cœur. Quant à l'Empereur, pour le punir de sa perfidie, il allait déchaîner contre lui les Turcs. Quant aux bourgeois de Bruxelles, il leur ferait bientôt sentir le poids de sa vengeance.

Et ce n'était pas là de vaines menaces. La guerre était de nouveau déchaînée sur les malheureuses Provinces. Une armée peu nombreuse, mais choisie, s'était rapidement réunie à Luxembourg sous les bannières de Don Juan ; Pierre Ernest de Mansfeldt avait amené de France des troupes aguerries, et le prince Alexandre de Parme était arrivé avec des régiments d'élite tirés de l'Espagne et de l'Italie. Ce vieil ami, ce compagnon d'études et de jeux de Don Juan, en revoyant son oncle, fut frappé de sa face amaigrie et fatiguée. Le fils de Charles-Quint, le héros de Lépante, semblait même avoir perdu cet air de majesté qui lui était si naturel ; ses traits portaient la trace sombre des incessantes contrariétés, des offenses à coup d'épingle qu'il avait eu à subir. Mais le croisé revint à la vie au bruit sympathique des préparatifs de guerre qui retentissaient de toutes parts.

Le 25 janvier, il lança une proclamation en trois langues — français, allemand et flamand. Il y déclarait qu'il n'était pas venu asservir les Provinces, mais bien les protéger. Pour cela, il fallait rétablir l'autorité royale et la religion romaine foulée aux pieds. Il appelait tous les habitants, soldats ou bourgeois des Pays-Bas, à se ranger sous ses drapeaux, leur promettant pardon pour leurs offenses passées et protection contre les hérétiques et les rebelles. Cette proclama-

tion était la conséquence naturelle de l'échange de défis qui s'était déjà fait, et il n'était pas douteux que ce violent manifeste ne dût être bientôt suivi de coups vigoureux. L'armée de Don Juan comptait déjà plus de 20,000 vétérans en bon état d'armement et de discipline. Lui-même était le général le plus célèbre de l'Europe. Auprès de lui figuraient des lieutenants d'une renommée presque égale à la sienne. Alexandre de Parme, qui s'était distingué à Lépante, était déjà reconnu possesseur de ce génie militaire qui devait bientôt faire de lui le premier soldat de son temps ; et Mansfeldt, Mondragon, Mendoza avec d'autres officiers de valeur, revenaient cueillir de nouveaux lauriers sur cette scène des Pays-Bas qui leur avait déjà acquis tant de gloire.

Dans l'autre parti, les affaires militaires étaient dans une confusion complète. Les États avaient réuni presque autant de troupes que l'armée royale, mais par une insigne maladresse les emplois principaux avaient été confiés aux grands nobles. Déjà les effets de jalousie que d'Orange inspirait à leur caste tout entière, se faisaient péniblement sentir. Malgré l'immense popularité qui lui avait valu le poste de Lieutenant-Général, il ne lui était pas toujours facile de maintenir son autorité sur les grands, ses rivaux secrets. Il avait le plus grand désir de se concilier l'affection de personnages que, cependant au fond du cœur, il n'estimait pas, et il se prêtait à leurs vues ambitieuses en tout ce que sa dignité permettait, peut-être même plus que ne l'exigeait l'intérêt de la nation. Il avait encore confiance en Lalaing, du patriotisme duquel il était convaincu. Il avait même été sur le point de refuser les fonctions de Lieutenant-Général, pour ne point donner à ce gentilhomme le moindre sujet de penser « qu'il vouleist lui faire non plus qu'à nul aultre de l'armée préjudice en chose que fust au

monde. » A cette grandeur d'âme il n'avait pas été convenablement répondu. Nous avons déjà vu comment Lalaing était secrètement acquis à d'Anjou depuis le jour où avec la comtesse, sa femme, il s'était laissé prendre aux flatteries de Marguerite de Navarre ; cependant Lalaing avait été désigné comme commandant en chef de l'infanterie dans l'armée des États. Robert de Melun, vicomte de Gand, était commandant de la cavalerie, et c'était lui que récemment Don Juan avait envoyé à la reine d'Angleterre comme ambassadeur de confiance. Ces deux seigneurs et même Pardieu de la Motte, général de l'artillerie, n'étaient pas d'ailleurs en ce moment avec l'armée, ils étaient à Bruxelles sous prétexte de célébrer les noces du seigneur de Beersel avec la nièce et l'héritière de l'infortuné marquis de Berghes. Le fantôme de cette victime de l'Espagne eût dû se dresser au milieu de la salle du banquet nuptial, pour reprocher aux traîtres le sanglant massacre dont leur défection allait être la cause. Philippe d'Egmont, fils aîné de l'illustre Lamoral, était au camp des États, de même que le seigneur de Hèze, le héros de l'arrestation du Conseil d'État et l'inconstant d'Havré. Mais on n'avait guère à espérer de pareils chefs. En fait, les affaires des États étaient restées dans la condition déplorable dont Jean de Nassau traçait le tableau quelques semaines auparavant. « Il y a très peu de patriotes, » avait-il dit, « mais abondance de prêtres et de jeunes gens sans expérience — ne cherchant, les uns que de la gloire, les autres que du profit. »

Les deux armées avaient été passées en revue dans les derniers jours de janvier. Le Pape avait publié, au profit de Don Juan, une bulle identique à celles qui jadis servaient dans les croisades contre les Sarrasins. On y donnait à Don Juan l'autorisation de lever des contributions sur les biens de l'Église, et pleine abso-

lution, pour quelque crime que ce fût, était promise pour l'heure de leur mort, à tous ceux qui combattraient sous la bannière de la croix. Au moins, il n'y avait pas de feinte. On avait pris au mot les Zélandais porteurs du croissant, et tout le peuple des Pays-Bas était mis au ban de la chrétienté comme infidèle. Ce fut à Marche, dans le Luxembourg, que l'armée de Don Juan fut passée en revue ; celle des États le fut dans une plaine, à une petite lieue de Namur. Les deux armées étaient égales en nombre ; elles montaient chacune à près de 20,000 hommes, comprenant, de part et d'autre, 2000 cavaliers. Ç'avait d'abord été l'intention des patriotes d'attaquer le Gouverneur de Namur. Mais ayant appris que lui-même se disposait à marcher en avant pour offrir la bataille, ils résolurent de se retirer sur Gembloux, petite ville à environ quatre lieues de Namur. En conséquence, le dernier jour de janvier, avant l'aurore, ils levèrent le camp au village de Saint-Maré et se mirent en marche vers Gembloux. De Goegnies, vieux soldat de Charles-Quint, qui avait assisté à la bataille de Saint-Quentin, commandait en chef. Il avait disposé l'armée des États en trois corps. L'avant-garde était composée des régiments d'infanterie de De Hèze et de Montigny flanqués d'un corps de cavalerie légère. Le centre comprenant les régiments d'Allemands et de Wallons, avec quelques compagnies de Français et trente compagnies d'Anglais et d'Écossais sous le colonel Balfour, était commandé par les deux meilleurs officiers, Bossu et Champagny. L'arrière-garde, en ce jour le poste d'honneur et de responsabilité, était formée de toute la grosse cavalerie, sous les ordres de Philippe d'Egmont et de Lumey de la Marck. Le marquis d'Havré et Goegnies, le général en chef, galoppaient sur les flancs de l'armée, surveillant la marche et suivis de leur état-major.

Les troupes de Don Juan sortirent de Namur au point du jour, et se mirent à la poursuite de l'ennemi en retraite. En tête marchait presque toute la cavalerie, carabiniers, lanciers et gros dragons. Le centre, disposé en deux carrés, consistait surtout en infanterie espagnole avec quelques Allemands. Derrière, venaient les Wallons, également en carré et protégeant les bagages et les munitions. Charles de Mansfeldt avait été laissé avec une force de réserve pour garder le passage de la Meuse ; Octave de Gonzague était à l'avant-garde, Pierre de Mansfeldt à l'arrière-garde, et au centre commandait Don Juan assisté du prince de Parme. Au dessus de sa tête flottait la bannière au crucifix avec sa fameuse devise : *In hoc signo vici Turcos, in hoc Hæreticos vincam.*

De petits détachements de cavalerie sous Oliveira Da Costa marchaient en éclaireurs, fouillant les bois et parcourant les routes pour disperser les embuscades que l'on aurait pu disposer. Quelques traînards pris par ces officiers firent connaître les plans des généraux qui se retiraient. Avant que l'on ne fût bien avant dans cette sombre journée d'hiver, l'avant-garde espagnole apercevait les dernières colonnes de l'armée des États. Aussitôt Don Juan, faisant choix d'environ six cents cavaliers, tous soldats d'élite, et d'environ mille hommes d'infanterie, les divisa en deux corps qu'il donna à Gonzague et au vieux et illustre Christophe Mondragon. Ces officiers reçurent l'ordre de harceler l'arrière-garde de l'ennemi, de la fatiguer et de lui faire tout le mal possible, sans en arriver cependant à un engagement général, avant que le corps d'armée commandé par Don Juan et Parme ne fût arrivé. Au commencement ces ordres furent suivis à la lettre. Mais l'escarmouche s'échauffant, Gonzague s'aperçut qu'un officier de cavalerie trop ardent, du nom de Perotti, s'était avancé avec

une poignée d'hommes beaucoup plus près de l'ennemi qu'il n'était désirable. Il se hâta d'envoyer à ce capitaine l'ordre de revenir. Mais à cet ordre péremptoire et bref, Perotti répondit par un refus non moins net. « Dites à Octave de Gonzague, » s'écria-t-il, « que jamais jusqu'ici je n'ai tourné le dos à l'ennemi, et que je ne commencerai certes pas aujourd'hui à le faire. D'ailleurs, si j'en avais l'envie, je ne le pourrais plus. » L'armée en retraite longeait en ce moment un ravin profond, plein d'eau et de boue, aussi large et plus dangereux qu'une rivière. Pendant que l'escarmouche continuait, Alexandre de Parme accourut reconnaître l'état des choses. D'un coup d'œil il constata la marche incertaine des colonnes ennemies, forcées de prendre des précautions pour ne point tomber dans le marécage. Il vit les lances vacillant, les rangs confondus, et l'avantage que cela donnait à une attaque. Montrant vivement à ses officiers l'occasion fortunée qui s'offrait ainsi d'assaillir en flanc à l'improviste l'armée ennemie, il rallia sans perdre un instant les compagnies de cavalerie que l'on avait détachées du corps d'armée espagnol. Puis, prenant un cheval frais et vigoureux que Camillo Monte tenait à sa disposition, il se déclara décidé à traverser le dangereux ravin et à frapper un coup inattendu. « Dites à Don Juan d'Autriche, » s'écria-t-il à un officier qu'il envoyait au général en chef, « qu'Alexandre de Parme s'est jeté dans l'abîme, pour y périr s'il n'en ressort victorieux. »

Cette inspiration soudaine se réalisa avec la rapidité de l'éclair. L'instant d'après le hardi cavalier était dans le marais, et son puissant coursier se dégageant avec effort de la boue épaisse le portait sur l'autre bord. Il s'arrêta, la lance au poing, pour donner à ses soldats le temps de le suivre, de reprendre haleine, et de se former en colonne serrée sur le plateau qu'ils

avaient gagné inaperçus. Puis après quelques mots d'encouragement il les lança sur l'ennemi. Le choc violent et tout à fait inattendu eut un succès plus grand encore que celui auquel le Prince s'était attendu. La cavalerie des États chancela et tomba dans la plus grande confusion sans que d'Egmont parvînt à la rallier pour opposer quelque résistance. La magie de son nom s'était évanouie. Goegnies tenta aussi, mais en vain, de ramener l'ordre dans les rangs. Le plan de Parme exécuté avec cette rapidité et cette audace décidait de la journée. Assaillis au même instant en queue et en flanc au moment où déjà les difficultés du terrain rendaient leur marche flottante, les cavaliers tournèrent bride et s'enfuirent. Ils laissaient ainsi découvert le centre de l'armée des patriotes, sur lequel Parme fondit aussitôt. La cavalerie en fuyant avait déja mis le désordre dans l'infanterie du centre, dont elle avait, en sa panique, traversé et rompu les rangs. Aussi en un instant toute l'armée ennemie fut-elle rompue par les Espagnols, et si profonde même était la terreur des vaincus, qu'à peine ils avaient la force de fuir. Ils étaient stupéfaits et inertes. Pas un coup ne fut porté par les fuyards. Les Espagnols n'eurent que quelques blessés, tandis qu'en une heure et demie ils exterminèrent toute l'armée ennemie. Il est impossible de se rendre un compte exact du nombre des victimes. Les uns le portent à dix mille hommes tués ou faits prisonniers, sans aucune perte du côté de l'armée royale. D'autre part, ce massacre fut l'œuvre non pas de l'armée de Don Juan, mais d'une si faible partie de cette armée, que quelques historiens vont même jusqu'à réduire à six cents le nombre des royalistes engagés au commencement de l'action, et ne le font monter qu'à douze cents vers la fin. A ce compte, chacun des Espagnols engagés eût dû tuer de sa main dix ennemis, et cela, dans l'espace d'une heure

et demie ! D'autres historiens, plus sages, s'abstiennent de toute statistique précise de ce massacre, et avouent du côté des Espagnols une faible perte : dix ou douze hommes au plus. C'est également le chiffre le plus élevé auquel prétendent les historiens des Pays-Bas, tandis qu'ils reconnaissent la destruction totale de l'armée des États (1). Rarement poignée de cavaliers accomplit exploit plus éclatant. C'est au coup

[1] « Suivant Tassis ( IV, 294 ), 7000 hommes de l'armée des États furent tués ou faits prisonniers (les premiers ayant été noyés ensuite), tandis qu'il n'y eut que 10 hommes seulement de l'armée royaliste qui furent tués ou blessés. D'après Haraeus(III, 274), 8000 hommes de l'armée des États furent taillés en pièces par *deux mille* hommes de troupes royalistes (se trouvant ainsi dans la proportion de quatre hommes contre un royaliste). Il ne dit pas qu'un seul des soldats du roi fut tué ou même blessé. Suivant Cabrera (XII,968), il y eut plus de 7000 hommes de tués ou pris appartenant à l'armée des Pays-Bas ( le nombre des prisonniers n'étant nulle part évalué à plus de 600, dont *tous* furent par la suite noyés ou pendus ), tandis qu'il n'y eut que 2 hommes de tués de l'armée espagnole et 5 seulement furent blessés. D'après Bor, 30 compagnies furent taillées en pièces et 600 hommes faits prisonniers, du côté de l'armée des États, tandis que Don Juan ne perdit que 12 ou 13 hommes. Hooft accepte les chiffres absurdes de Strada ; répétant après cet historien, que « 1,200 espagnols tuèrent 6, 8 et même 10,000 hommes de l'armée des États, dans l'espace d'une heure et demie, avec une perte de 10 hommes de leur côté seulement » (XIII, 550). Van Meteren, seul, au milieu de cet ensemble de faits évidents, maintient avec acharnement qu'il n'y eut pas *plus d'une victoire après tout* et que le nombre ne fut pas très grand des soldats appartenant à l'armée des États, tués pendant l'action. — « Het gethal der verslagenen war niet seer groot. » (VIII, 133.) — Un contemporain qui vivait sur les lieux, manifeste certainement son patriotisme en avançant une assertion aussi intrépide : mais nous avons eu souvent occasion de noter sur de semblables points l'opiniâtreté de ce chroniqueur distingué.

d'œil d'Alexandre de Parme que revenait tout le mérite de cette victoire saisissante et complète, improvisée pour ainsi dire à la faveur d'une circonstance toute fortuite ; c'est lui qui avait remarqué la faiblesse momentanée de l'ennemi et l'avait mise à profit avec la soudaineté terrible qui n'appartient qu'au génie. L'anéantissement d'une armée en était résultée. Tout le matériel de l'ennemi tomba aux mains des Espagnols. Trente-quatre étendards, plusieurs pièces de campagne, tout un équipage de camp avec vivres et munitions, plus, sept ou huit mille cadavres et six cents prisonniers en vie, furent la moisson de cette journée d'hiver. Des captifs, les uns furent sans retard jetés du haut du pont de Namur et noyés comme des chiens dans la Meuse, les autres furent pendus ; aucun n'eut la vie sauve. La clémence de Don Juan ne valait pas mieux que celle de ses sanguinaires prédécesseurs.

Une nouvelle preuve était donc acquise — si tant est qu'il fallût encore des preuves — de la valeur espagnole. Il faut bien excuser les habitants des Provinces d'avoir cru leurs ennemis surnaturels et presque invulnérables. Comment eussent-ils pu expliquer autrement ces énormes succès ? Comment concevoir ces milliers d'hommes tombant sous le glaive des Espagnols, parfois sans qu'un seul cadavre du côté de ceux-ci vînt témoigner d'une sérieuse résistance ? A Jemmingen, d'Albe n'avait perdu que sept soldats, tandis qu'il en massacrait sept mille; à Anvers, lors de la Furie espagnole, deux cents assaillants, au plus, étaient tombés, tandis qu'ils égorgeaient huit mille bourgeois et soldats des États ; et voilà qu'à Gembloux, six, sept, huit, dix — Dieu sait combien de milliers de patriotes succombaient, tandis qu'à peine quelque Espagnol gisait à côté d'eux ! Sans doute, la cause première de ces résultats, c'était la supériorité

du soldat espagnol. C'était l'homme d'armes le plus hardi, le mieux discipliné, le mieux aguerri du monde entier. Son audace, sa rapidité, son féroce courage, le rendait presque invincible. Dans l'action qui nous occupe en ce moment, l'armée de Don Juan consistait au moins pour la moitié de vétérans espagnols et hispano-italiens. En outre, ils étaient commandés par les plus célèbres capitaines du temps — par Don Juan lui-même et Alexandre de Parme aidés de vieux guerriers comme Mondragon, le héros des fameuses expéditions amphibies de Schouwen et Duiveland ; comme Abendoza, officier de cavalerie, diplomate et historien également distingué ; comme Mansfeldt, duquel Don Juan lui-même disait au Roi, que Sa Majesté n'avait pas dans tous les Pays-Bas un second officier du même mérite. Qu'on ajoute à de pareils chefs, Gonzague, Camillo Monte, Mucio Pagano, qu'on se les figure à la tête des soldats que nous avons décrits, combattant sous la bannière de la croix, et l'on pourra s'expliquer la terrible victoire que venait de remporter l'Inquisition. D'un autre côté, si Bossu et Champagny étaient avec l'armée des États, leurs cœurs n'étaient cependant pas avec la cause de ces derniers. Tous deux avaient été longtemps fidèles au Roi, et avaient cueilli bien des lauriers en combattant les rebelles ; Champagny continuait à nourrir pour l'Église romaine le plus chaud dévouement, et des tiraillements pénibles entre sa haine de l'hérésie et sa haine de l'Espagne le secouaient. D'Egmont et De Hèze, jeunes gens sans pratique, sans expérience, n'avaient point le génie qui parfois supplée à celle-ci. Goegnies, le général en chef, était un vieux soldat, mais un vieux soldat sans gloire, et les commandants de la cavalerie, de l'infanterie et de l'artillerie, abandonnant l'armée, étaient en liesse à Bruxelles. La nouvelle du nouveau massacre infligé à la nation pour

laquelle de Berghes et Montigny avaient donné leur vie, servit de bénédiction nuptiale à l'héritière du même marquis de Berghes ; ce fut aux principaux des convives de son banquet de noces qu'à juste titre on reprocha le désastre de Gembloux. Les soldats des États n'étaient après tout pour la plupart que des mercenaires, poussés surtout par l'appât du butin ; il leur fallait des chefs et ces chefs étaient absents ; ceux mêmes des officiers qui se trouvaient sur le champ de bataille n'avaient, ni assez d'attachement à leur propre drapeau, ni assez d'expérience pour le faire respecter.

---

## CHAPITRE V

### LE TUTEUR ET LES PRÉTENDANTS DE LA FIANCÉE NÉERLANDAISE

### 1578

Villes prises par Don Juan. — Colère du peuple contre le parti aristocratique à cause de la récente défaite. — Tentatives contre Amsterdam. — La *Satisfaction* d'Amsterdam et ses résultats. — De Selles arrive d'Espagne avec des lettres du Roi. — Conditions offertes par Philippe. — Proclamation de Don Juan. — Correspondance entre de Selles et les États-Généraux, entre le Roi et le Gouverneur-Général. — Les États lèvent de nouvelles troupes. — Sainte-Aldegonde à l'assemblée. — Révolution municipale à Amsterdam. — Lettre du Prince au sujet des Anabaptistes de Middelbourg. — Inaction des deux armées. — De la Noue. — Combat de Rymenants. — Jean Casimir. — Politique perfide de la reine Élisabeth. — D'Alençon dans les Pays-Bas. — Portrait de ce prince. — Situation d'Orange vis à vis de lui. — Politique avouée et politique supposée de la Cour de France. — Colère d'Élisabeth. — Arrangements entre le duc d'Alençon et les États. — Les négociations avec Don Juan sont reprises. — Dures conditions qu'on lui soumet. — Entrevue des envoyés anglais avec le Gouverneur. — Découragement de Don Juan. — Tentatives d'Orange pour amener une paix de religion. — Son isolement dans ces idées. — Le parti des Malcontents. — Le comte Jean, gouverneur de la Gueldre. — Projet d'une paix de religion. — Proclamation d'Orange, à Anvers, en vue de cette paix. — Pétition en faveur de l'Église romaine présentée aux États-Généraux, par Cham-

pagny et d'autres seigneurs catholiques. — Mouvement qui s'ensuit à Bruxelles. — Champagny et d'autres sont emprisonnés. — Inaction et pénurie des deux armées. — Maladie et mélancolie de Don Juan. — Ses lettres à Doria, à Mendoza et au Roi. — Mort de Don Juan. — Soupçons d'empoisonnement. — Pompeuses funérailles. — Translation de son corps en Espagne. — Remarques finales sur son caractère.

Don Juan ayant ainsi maintenu vaillamment sa propre réputation militaire et la terrible supériorité des armes espagnoles, poursuivit le cours de ses triomphes en réduisant rapidement un grand nombre de places d'importance secondaire. Louvain, Jodoigne, Tirlemont, Aerschot, Bouvignes, Sichem, Nivelles, Rœulx, Soignies, Binche, Beaumont, Walcourt, Maubeuge et Chimay, ou bien se soumirent au vainqueur, ou bien furent prises après un court siège. Là où l'on tenta d'opposer quelque résistance, les malheureux habitants durent subir les atrocités ordinaires. Le commandant de Sichem fut pendu à sa propre fenêtre, ainsi que plusieurs des principaux bourgeois et officiers, tandis qu'on passait la garnison au fil de l'épée et qu'on jetait les cadavres dans le Demer. Le seul crime de ces infortunés était d'avoir osé risquer quelques coups pour la défense des foyers qu'ils avaient pour mission de protéger.

A Bruxelles, d'autre part, il y eut moins de consternation que de fureur contre le parti aristocratique ; car on attribuait avec raison la défaite de Gembloux aux intrigues et à l'incapacité des grands seigneurs catholiques. Ce fut avec grande peine que d'Orange, courant au milieu de la nuit de maison en maison, de rue en rue, réussit à calmer l'indignation du peuple, et à l'empêcher de se jeter en masse sur les demeures des principaux seigneurs pour tirer vengeance sommaire des traîtres. Tout le monde regardait le Prince comme

le seul sauveur, Mathias n'avait pour lui pas une pensée, pas une parole. Dans l'assemblée pas une voix ne s'éleva pour excuser les manœuvres secrètes du parti catholique, pas une pour s'opposer aux mesures que le Prince allait suggérer. Le terrible désastre avait fait sentir le besoin de concorde. Tous les partis s'entendirent secrètement et prirent les dispositions nécessaires pour mettre la capitale en bon état de défense, et rassembler sur-le-champ de nouvelles troupes destinées à remplacer l'armée qui venait d'être détruite. La victoire ne profita point au vainqueur à cause surtout des avantages que les États puisèrent dans leur commune disgrâce. Toutes les villes tombées récemment dans les mains de Don Juan ne pouvaient non plus, réunies, balancer en importance la cité d'Amsterdam, qui par un heureux concours de circonstances vint donner au parti national une magnifique compensation au désastre de Gembloux.

Depuis la conclusion de la Pacification de Gand, le désir le plus ardent du Prince, de la Hollande et de la Zélande, avait été de reprendre possession de cette grande ville. Ce désir était naturellement partagé par tous les vrais patriotes des États-Généraux. Mais on avait rencontré d'énormes difficultés dans l'arrangement des clauses d'une « *Satisfaction.* » Toutes les tentatives faites pour aboutir à un arrangement amiable venaient échouer contre la bigote obstination des principales autorités civiles. Elles ne voulaient consentir à reconnaître le prince d'Orange qu'à des conditions qui leur permissent, comme le disait Sainte-Aldegonde, « de gouverner leur gouverneur. » L'influence des moines, très nombreux dans la ville, et celle des magistrats, tous rigides catholiques, avaient suffi jusqu'ici pour paralyser les efforts faits par la foule des partisans de la religion réformée, qui composaient la masse de la population. Il était pourtant

impossible de laisser Amsterdam persister dans cette attitude d'isolement et d'hostilité vis-à-vis du reste de la Hollande. Le Prince ayant promis de ne pas recourir à la force, et observant loyalement son engagement, n'avait contenu qu'avec une extrême difficulté l'impatience des Hollandais et des Zélandais, bien résolus à ramener par tous les moyens, bons ou mauvais, la capitale de la Hollande à sa place naturelle dans le stathoudérat d'Orange. A différentes reprises, et notamment le 21 octobre de l'année précédente, il s'était vu forcé d'adresser une lettre très nette et très résolue aux États de Hollande et de Zélande, pour défendre l'emploi de mesures hostiles à l'égard d'Amsterdam. On avait obéi à ses ordres, mais avec répugnance, en partie, et seulement pour le moment. Les États renoncèrent à leur projet de réduire la ville par la famine, mais ils n'encouragèrent pas moins les expéditions secrètes et privées que chaque jour voyait naître dans le but d'opérer l'annexion par quelque surprise.

Vers la fin de novembre, le colonel Helling, de concert avec le gouverneur Sonnoy, avait tenté un coup désespéré. Les forces que cet aventurier avait rassemblées étaient insuffisantes et son plan maladroitement combiné. Il fut tué dans les rues dès le début de l'action ; là dessus, pour employer le bizarre langage d'un chroniqueur contemporain, « les cœurs de ses soldats tombèrent dans leurs souliers, » et ils évacuèrent la ville beaucoup plus rapidement qu'ils n'y étaient entrés. Le Prince voyait avec colère ces efforts violents qui retardaient plutôt qu'ils ne hâtaient la réalisation de ses désirs. En même temps c'était un mal d'une grande portée que la situation bizarre de sa capitale. Sans cesse les conspirateurs municipaux et cléricaux formaient à l'abri de ses murs des complots, et l'on savait qu'à différentes fois Don Juan avait con-

certé des entreprises pour porter aux provinces de Hollande et de Zélande un coup mortel dans leur point le plus vulnérable et le plus essentiel. La *satisfaction* acceptée par Utrecht, pendant l'automne de 1577, avait cependant frayé la route à la reprise d'Amsterdam ; de sorte que le 8 janvier 1578, quelques députés d'Utrecht réussirent enfin à faire accepter des conditions d'arrangement par la cité-sœur. La base du traité était, comme d'ordinaire, la suprématie nominale de la religion catholique, avec tolérance pour le culte réformé. Le résultat inévitable devait être, comme à Harlem, à Utrecht et dans d'autres endroits, l'établissement de la nouvelle religion sur un pied d'égalité complète avec l'ancienne. Il fut convenu qu'aucune congrégation ne serait troublée dans l'exercice de sa religion, dans les locaux assignés aux confessions respectives. Ceux de la foi réformée devaient exercer leur culte hors des murs. Cependant ils devaient jouir du droit d'enterrer leurs morts au dedans de ces limites, et il est singulier de voir quelle importance on attachait à cette époque à une coutume, contre laquelle l'opinion publique et le sens commun des temps modernes se révoltent. « Enterrer ses morts dans nos propres villes est un endroit qu'on refuserait à peine à des chiens, » disait le prince d'Orange ; ce droit fut, par conséquent, largement confirmé par la nouvelle Satisfaction d'Amsterdam. Il fut cependant stipulé que les funérailles seraient modestes et escortées au plus par vingt-quatre personnes à la fois. Le traité fut salué avec une joie sans réserve en Hollande et en Zélande, tandis que l'on couvrit de bénédictions innombrables les *bienheureux pacificateurs*, c'est-à-dire les députés d'Utrecht, quand ils parcoururent les rues d'Amsterdam. Sans aucun doute, le triomphe remporté ainsi par le parti national compensait abondamment la victoire du Gouverneur-Général à Gembloux.

Dans l'intervalle, le seigneur de Selles, frère de feu Noircarmes, était arrivé d'Espagne. Il était porteur exprès d'une lettre du Roi aux États-Généraux, écrite en réponse à leurs communications du 24 août et du 8 septembre de l'année précédente. Le ton de la dépêche royale était très amical ; quant au fond, il était de nature à justifier complètement toute la politique d'Orange. Il était manifeste que cet homme d'État ferme et pénétrant avait agi sagement en refusant de se laisser entraîner, soit à droite, soit à gauche, par le langage spécieux des premières lettres de Philippe, ou par les airs de franchise de Don Juan. Sans doute, le Gouverneur avait été sincère dans son désir d'arriver à une paix, mais le Prince connaissait trop bien sa totale inaptitude à conférer un tel bienfait. Le Prince savait, — chose qu'à cette époque personne ne semblait bien comprendre, — que la lutte engagée entre l'Inquisition et la Réforme était une lutte à mort. Oui, le grand combat entre la divine raison et le droit divin, combat dont dépendait le sort de générations encore à naître, devait se livrer, sous les yeux de toute la chrétienté, dans les plaines des Pays-Bas.

D'Orange était disposé à mettre bas les armes, pour peu qu'il vît la sécurité du culte réformé assurée. Il ne désirait pas l'extirpation de l'ancienne religion, mais il ne voulait pas non plus que la nouvelle fût extirpée. Pareille sécurité, il le sentait, ne serait jamais accordée, et c'est pour cela qu'il s'était résolu à ne pas écouter Don Juan ; il était convaincu qu'une paix avec lui était chose impossible. Les lettres que produisit De Selles le confirmèrent complètement dans ses idées. Le Roi ne disait pas un mot de la nomination d'un gouverneur-général, mais il insistait fortement sur la nécessité de maintenir ces deux points essentiels : sa suprématie royale et la religion catholique, *sur la base adoptée par son père*, l'empereur Charles-Quint.

Telle était la substance de sa communication : la suprématie de la royauté et de la papauté comme au temps de Charles-Quint. Ces mots cabalistiques étaient répétés deux fois dans sa courte épître aux États. Ils étaient répétés cinq fois dans les instructions données à De Selles par Sa Majesté. En fait, la lettre et les instructions ne contenaient que cela. Pour fermer les blessures du corps politique, épuisé par la fièvre et les convulsions de dix années horribles, il proposait deux simples, — simples que le malade ne pouvait être assez déraisonnable pour rejeter, — le despotisme illimité et la persécution religieuse ! Toute la question tenait dans une coquille de noix, mais cette coquille de noix renfermait les édits pleins de flammes de Charles-Quint, avec leurs échafauds, leurs gibets, leurs tortures, leurs bûchers funèbres. Le Prince et les États-Généraux repoussèrent avec mépris de semblables ouvertures pacifiques et aimèrent mieux se ceindre pour le combat.

Pour qu'il n'y eût pas de possibilité de méprise à ce propos, Don Juan, immédiatement après avoir reçu la lettre, publia une proclamation pour corroborer les ordres du Roi. Il y avança comme un fait reconnu que les États-Généraux avaient depuis longtemps juré le maintien des deux points énoncés : la suprématie de la royauté et du catholicisme, conforme à la pratique suivie sous l'empereur Charles. Les États lancèrent immédiatement une réplique véhémente, où ils soutenaient, ce qui était incontestablement vrai, qu'ils n'avaient juré que le maintien de la Pacification de Gand ; en conséquence ils qualifiaient d'infâme mensonge l'assertion de Don Juan. C'était un outrage au sens commun, disaient-ils, que de torturer le traité de Gand, au point de le représenter comme sanctionnant les placards et l'Inquisition,

maux que ce document sacré avait eu précisément pour objet d'anéantir.

On adressa donc, au nom de l'archiduc Mathias et des États, une lettre en forme à Sa Majesté pour lui demander le rappel de Don Juan et le maintien de la Pacification de Gand. De Selles envoya en réponse un écrit assez court et rempli d'excuses, mais contenant une note de Don Juan, que l'envoyé reconnaissait pouvoir paraître un peu aigre dans ses expressions. En effet, cette pièce consistait en une sommation passablement fière et péremptoire aux États d'obéir aux ordres du Roi relatifs au système de Charles-Quint, et cela conformément à leurs engagements antérieurs ; en même temps le Gouverneur y exprimait avec véhémence son déplaisir de ce qu'ils eussent osé réclamer l'assistance de princes étrangers. Le 18 février, De Selles vint proposer que le prince d'Orange se plaçât entre les mains de Don Juan, tandis que le Prince de Parme, seul et sans armes, se rendrait au sein de l'assemblée pour y négocier avec les États sur toutes ces matières. Les États-Généraux, dans leur réplique à cette absurde proposition, dirent qu'ils regrettaient que le fils de la duchesse Marguerite eût pris rang parmi les ennemis des Pays-Bas ; ils se plaignirent de la bulle par laquelle le pape avait excité à faire la guerre contre eux comme s'ils eussent été des Sarrasins ; ils répétèrent leur argument le plus irréfragable, — que la Pacification de Gand avait établi un système directement opposé à celui qui existait sous Charles-Quint, et ils déclarèrent qu'ils étaient résolus à ne plus jamais se soumettre aux armées, aux exécuteurs, aux édits ni aux inquisitions espagnoles, et à ne plus jamais revenir aux principes de l'Empereur et d'Albe. A ces échanges diplomatiques succéda une guerre de paroles et de pamphlets, dont quelques-uns furent vraiment pleins de verve et

d'éloquence. En attendant, on faisait continuellement les préparatifs nécessaires pour reprendre les hostilités avec vigueur. Le prince d'Orange, au moyen de ses envoyés en Angleterre, s'était procuré des subsides pour tenir la campagne prochaine et pour lever des troupes qui devaient être amenées du Palatinat dans les Pays-Bas sous les ordres du duc Casimir. Il envoya des commissaires dans les provinces pour y percevoir le montant des contributions respectives qu'on lui avait accordées, indépendamment d'une taxe extraordinaire de quatre cent mille florins par mois. Il négocia aussi un emprunt de cent vingt mille florins avec les citoyens d'Anvers. Plusieurs nouveaux impôts furent créés d'après ses conseils à la fois sur les revenus et sur la consommation. D'après son avis cependant, et du consentement des États-Généraux, les provinces de Hollande et de Zélande ne participèrent pas aux charges communes aux autres provinces, mais de leur libre volonté elles contribuèrent pour des sommes plus fortes que celles qui auraient pu leur être assignées. M. Leyton, qui était sur le point de retourner en Angleterre à la suite de la mission infructueuse dont Élisabeth l'avait chargé pour Don Juan, fut prié par les États-Généraux de soumettre à Sa Majesté un résumé fidèle de la correspondance récente échangée avec le Gouverneur-Général, et spécialement du langage tenu par ce dernier. Il fut également invité à user de son influence sur la Reine, afin qu'elle remplît sans retard ses promesses de secours.

On enrôla rapidement des troupes et on suivit de nouveau la même politique, honnête mais maladroite, de conférer les principaux commandements à de grands seigneurs, tels que d'Aerschot, Champagny, Bossu, d'Egmont, Lalaing, le vicomte de Gand, le baron de Ville et plusieurs autres, dont la plupart devaient

déserter la cause du pays à l'heure du danger. D'un autre côté, Don Juan montait ses préparatifs de guerre sur une plus grande échelle. Le Roi venait de lui fournir un million neuf cent mille dollars et lui avait promis de lui en envoyer, en outre, deux cent mille autres par mois. Avec ces ressources pécuniaires, Sa Majesté espérait qu'on pourrait lever et tenir sur pied une armée de trente mille fantassins, de seize mille cavaliers et avoir trente pièces d'artillerie. Si des secours ultérieurs devenaient nécessaires, on promettait de les fournir.

Tel fut le résultat des nombreuses et sérieuses remontrances faites par le Gouverneur relativement à la politique dilatoire du Roi. Fatigué de recevoir constamment l'ordre « de souffler le chaud et le froid de la même haleine, » il avait insisté auprès de Sa Majesté pour qu'elle voulût bien choisir entre le chaud et le froid, et lui procurer les moyens de réaliser ce choix. Don Juan déclarait à son frère que, pour lui, les mesures les plus chaudes étaient les meilleures à son goût et les mieux appropriées aux circonstances. Le feu et le glaive pouvaient seuls sauver l'autorité royale, car toutes les provinces s'étaient « livrées, corps et âme, au plus grand hérétique et au plus grand tyran que jamais province ait eu pour vassal. » Les plaintes et les supplications du capitaine-général, provoquées par l'apathie ou l'irrésolution de Philippe, avaient été incessantes. Ce n'était qu'en assurant au monarque que les Pays-Bas appartenaient actuellement à d'Orange qu'on pouvait le réveiller. « Ils sont à lui et à personne d'autre, » disait le Gouverneur d'un ton plaintif. Le Roi avait donc congédié De Billy, l'envoyé de Don Juan, avec l'injonction formelle de recourir à la force et à la vigueur pour mettre d'un seul coup fin à la révolte, et avec l'assurance qu'à l'avenir les fonds pourraient être plus régulièrement

expédiés, puisqu'on attendait la flotte des Indes pour le mois de juillet. Philippe conseillait, en outre, à son frère d'employer une partie de ses ressources financières à gagner les gouverneurs et les principaux personnages placés à la tête des villes et des autres places fortes appartenant aux États.

Dans l'intervalle, Don Juan lança un manifeste, récemment élaboré à Madrid, par lequel les États, aussi bien les États-Généraux que les États provinciaux, étaient sommés de se séparer sur-le-champ, et recevaient la défense de se réunir de nouveau, si ce n'était en vertu d'une autorisation spéciale. Toutes les nominations, civiles ou militaires, effectuées par les États de leur plein pouvoir, étaient en outre annulées, en même temps que prohibition était faite à chacun de poser le moindre acte d'obéissance envers des fonctionnaires ainsi nommés, et de payer le moindre impôt qui pourrait être levé par leur autorité. De pareilles foudres étaient maintenant comparativement impuissantes ; car les États avaient pris leur essor et s'occupaient activement, aussi bien au dedans qu'au dehors, à s'armer pour la lutte. Sainte-Aldegonde fut député pour assister à la diète impériale, alors réunie à Worms ; il y prononça un discours qui obtint une grande célébrité à cette époque comme œuvre oratoire, mais dont on ne peut guère dire qu'il ait eu un grand résultat dans le domaine de la réalité. Le courant en Allemagne était malheureusement contraire à la religion réformée et à la cause des Pays-Bas ; les membres de la confession d'Augsbourg n'y montraient pas plus de sympathie pour les calvinistes hollandais que pour les papistes espagnols.

Des envoyés de Don Juan assistèrent également à la diète et demandèrent à Sainte-Aldegonde de leur procurer une copie de son discours. Mais celui-ci s'y refusa. Pendant son séjour en Allemagne, Sainte-

Aldegonde fut informé par Jean Casimir que le duc Charles de Suède avait été prié de fournir un certain nombre de bâtiments de guerre pour une opération qu'on projetait contre Amsterdam. Le Duc avait spontanément donné avis de ce complot au prince palatin. Il était donc naturel que Sainte-Aldegonde communiquât de suite la nouvelle à ses amis des Pays-Bas, et les prévînt des dangers qu'ils avaient à redouter par suite des machinations des agents et fonctionnaires catholiques à Amsterdam ; car, bien que la Réforme eût fait de rapides progrès dans cette place importante depuis la conclusion de la *Satisfaction*, cependant les magistrats étaient restés catholiques.

Guillaume Bardez, fils d'un ancien haut-shériff, chaud partisan d'Orange et de la *religion*, avait déjà résolu de renverser cette magistrature et d'expulser les moines qui infestaient la ville. Les informations nouvelles expédiées par Sainte-Aldegonde le confirmèrent dans son projet. Il y avait eu de nombreuses contestations entre les fonctionnaires papistes et ceux de la religion réformée à propos de l'organisation de la garde bourgeoise. Les calvinistes ne pouvaient éprouver aucune sécurité pour leurs propres vies, ni pour le repos de la république hollandaise, à moins qu'il ne leur fût accordé une pleine participation à la direction de cette force importante. Ils étaient d'ailleurs mécontents de la désignation des cimetières qui avait été faite pour les membres de leur communion. Ces causes de dissentiment avaient entretenu une irritation générale au sein de la masse des habitants, et Bardez se servit de cette irritation comme d'un prétexte pour atteindre son but. Il savait que la ville était mûre pour le renversement du magistrat, et il s'était arrangé avec le gouverneur Sonnoy pour qu'on lui fournît un nombre suffisant de soldats choisis, qui devaient se cacher dans la maison des confédérés. Un grand

nombre de citoyens étaient aussi prêts à se montrer, sur son ordre, les armes à la main.

Le 24 mai, il écrivit à Sonnoy pour l'inviter à se tenir lui-même prêt, tout étant disposé dans la ville. En même temps il priait le Gouverneur de lui envoyer de suite *un morion et un bouclier à l'épreuve*; car il s'attendait à ce que l'affaire fût très chaude. Sonnoy répondit d'une façon encourageante et lui envoya l'armure qu'il demandait. Le 28 mai, Bardez, accompagné de quatre complices, se rendit à la chambre du conseil pour faire des représentations au sénat au sujet des griefs qui avaient été si souvent discutés. Vers midi, un des complices, en quittant la chambre du conseil, s'arrêta un moment sur le balcon qui avait vue sur la place publique. Se trouvant là, il ôta gravement son chapeau et puis le replaça tout aussi gravement sur sa tête. C'était le signal convenu. Au même instant, on vit un matelot s'élancer à travers la place, faisant flotter un petit drapeau dans chacune de ses mains. « Que ceux qui aiment le prince d'Orange montrent du cœur et me suivent ! » s'écria-t-il. En un clin d'œil la place fut couverte de monde. Soldats et citoyens armés surgirent tout à coup comme des entrailles de la terre. Bardez fit entrer une forte troupe dans la chambre même du conseil et arrêta tous les magistrats stupéfaits. Pendant ce temps, ses amis avaient parcouru la ville en tous sens et avaient mis tous les moines sous bonne garde. Puis, religieux et sénateurs furent conduits solennellement sur le quai, où un navire était prêt pour les recevoir. « Qu'on les envoie à la potence, qu'on les envoie à la potence ! » s'écria la populace, qui se trouvait sur leur passage. « Au gibet, où ils ont traîné grand nombre de braves gens avant leur temps ! » Tels étaient les vœux exprimés ouvertement par leurs concitoyens, lorsque ces dignitaires et ces saints hommes marchaient à ce qu'ils croyaient

leur perte. Bien que traités respectueusement par leurs gardiens, ils étaient remplis de frayeur, parce qu'ils s'imaginaient que les imprécations de la populace étaient les avant-coureurs de leur destinée. Lorsqu'ils entrèrent dans le navire, ils étaient persuadés que la mort par submersion avait été substituée au gibet. Le pauvre vieux Henri Dirckzoon, ex-bourgmestre, refusa pathétiquement une couple de chemises propres que sa femme, soigneuse ménagère, lui avait envoyées par l'intermédiaire de la servante de la maison. « Remportez-les ; remportez-les chez moi, » dit le bourgmestre désolé ; « je n'aurai plus jamais besoin de chemises propres dans ce monde.» Il n'avait pas le moindre doute que l'intention de ceux qui les avaient arrêtés, était de faire couler le navire, aussitôt qu'ils se seraient trouvés un peu au large en mer, et de les abandonner à leur sort. On n'avait cependant pas conçu un dénouement si tragique, et en réalité jamais révolution municipale plus complète ne s'accomplit d'une façon si douce et si comique. Les magistrats catholiques et les moines s'en allèrent avec leurs craintes. Ils furent simplement renvoyés de la ville, avec défense, sous peine de la vie, d'y revenir jamais. Après que le navire se fût éloigné à une petite distance de la ville, on les débarqua tous sans être le moins du monde mouillés, sur le haut d'une digue, et on les abandonna ainsi sains et saufs au milieu de la campagne.

On nomma bientôt un nouveau conseil de magistrats, dont le hardi Guillaume Bardez fit partie ; on réorganisa la milice ; on ouvrit les églises au culte réformé — à l'exclusion, d'abord, des catholiques. Certainement cela était contraire au traité de Gand et à la récente *Satisfaction* : cela répugnait tout aussi fortement aux principes d'Orange. Aussi, au bout de quelque temps, l'accès des églises fut de nouveau per-

mis aux catholiques, mais la face des choses était entièrement changée, et pour toujours, dans la capitale de la Hollande, et la Réforme était passée en fait accompli dans toute l'étendue de cette petite province.

Des évènements analogues eurent lieu le jour suivant à Harlem, et furent même accompagnés d'un peu de sang répandu,—pour lequel cependant le coupable fut puni de mort ; — la grande église de cette ville fut ouverte aux congrégations réformées et fermée pour quelque temps aux catholiques.

Ainsi la cause de la nouvelle religion triomphait en Hollande et en Zélande, et elle faisait à la fois des progrès rapides dans les autres provinces. Partout avaient lieu en public des prédications journalières. Dans un seul dimanche, quinze ministres différents de la religion réformée prêchèrent en divers endroits à Anvers. « Pensez-vous qu'on puisse empêcher cela ? » dit d'Orange au bourgmestre de cette ville qui lui adressait des remontrances. « C'est à vous à exercer des mesures de répression, » répondit le bourgmestre, « j'accorde plein pouvoir à Votre Altesse pour agir dans ce sens. » « Et pensez-vous, » répliqua le Prince, « que je puisse faire dans le moment actuel ce que le duc d'Albe a été incapable d'accomplir dans toute la plénitude de son pouvoir ? » En même temps, le prince d'Orange était plus que jamais disposé à s'opposer à ce que sa propre Église se lançât à son tour dans la voie de la persécution. Il éleva de nouveau une voix imposante en faveur des anabaptistes de Middelbourg. Il rappela aux magistrats de cette ville que ces citoyens pacifiques s'étaient toujours montrés fort bien disposés à supporter leur part de toutes les charges communes, que leur simple parole était aussi bonne qu'un serment, et que, en ce qui concernait le service militaire, bien que leurs principes les empêchassent de

porter les armes, ils avaient toujours été prêts à fournir des remplaçants ou à payer pour s'en procurer. « Nous vous déclarons donc, » dit-il, « que vous n'avez pas le droit de vous inquiéter de la conscience de qui que ce soit, aussi longtemps qu'il n'a été posé aucun acte de nature à causer un dommage privé ou un scandale public. En conséquence, nous vous ordonnons formellement de cesser de molester ces anabaptistes, d'apporter quelque entrave à leurs travaux d'artisans et à leurs opérations commerciales, au moyen desquels ils gagnent le pain de leurs femmes et de leurs enfants, et de leur permettre dorénavant d'ouvrir leurs échoppes et d'accomplir leurs travaux, suivant la coutume des anciens jours. Gardez-vous de désobéir et de résister à l'ordonnance que nous établissons actuellement. »

En attendant, des deux côtés les armées s'étaient rassemblées et s'étaient mises en mouvement l'une contre l'autre. Don Juan se trouvait à la tête d'environ trente mille hommes, comprenant un grand nombre de vétérans espagnols et italiens. L'armée des États comptait à peine dix-huit mille fantassins et deux mille cavaliers, sous les ordres du fameux François de la Noue, surnommé *Bras de Fer*, qui venait d'être nommé *Maréchal de camp*, et du comte de Bossu, commandant en chef. Le rendez-vous des forces des Provinces fut dans les plaines situées entre Hérenthals et Lierre. Elles attendirent en cet endroit les renforts du duc Casimir, qui s'était rendu depuis le commencement de l'été dans le pays de Zutphen, mais qui s'y trouvait encore sans occupation et sans gloire, jusqu'à ce qu'on pût lui fournir les fonds nécessaires aux avances à faire à ses troupes.

Don Juan était décidé, si c'était possible, à défaire l'armée des États avant que le duc Casimir, avec ses douze mille Allemands, eût effectué sa jonction avec

Bossu. Le Gouverneur franchit donc le Demer, près d'Aerschot, vers la fin de juillet, et offrit le lendemain la bataille à l'ennemi. Une suite d'escarmouches indécises s'ensuivit ; dans la dernière, qui eut lieu près de Rymenants, le 1er août, les royalistes furent défaits, et obligés de se retirer après un engagement à bâtons rompus d'environ huit heures ; ils laissèrent un millier de morts sur le champ de bataille. Leur offre de « jouer quitte ou double » le lendemain matin fut refusée avec fermeté par Bossu qui, plein de sécurité dans ses retranchements, n'était guère d'humeur en ce moment à courir les chances d'une action générale. Il fut sévèrement blâmé pour ce motif par les hommes les plus violents du parti national. On suspectait grandement un patriotisme dont l'origine était toute récente ; et sa mort, qui arriva peu de temps après, fut seule regardée comme ayant prévenu sa désertion du parti des États pour aller combattre sous le drapeau espagnol. Ces soupçons étaient probablement injustes. La sincérité de caractère de Bossu avait été aussi universellement reconnue que sa bravoure était signalée. Si, dans cette occurence, il refusa une bataille générale, ceux qui réfléchissaient sur les résultats ordinaires, pour la bannière des patriotes, de semblables engagements, devaient avouer sans doute qu'on avait évité un désastre de plus. Don Juan voyant l'impossibilité de réaliser ses projets et de remporter une autre victoire de Gembloux, se retira de nouveau dans le voisinage de Namur.

Les troupes des États continuèrent à attendre les secours si longtemps promis par Jean Casimir. On arriva cependant au 26 août avant que le Duc n'amenât ses douze mille hommes dans le voisinage de Malines, où Bossu était campé. Le jeune prince ne possédait ni l'habileté, ni la grandeur d'âme nécessaires pour jouer le rôle héroïque qu'il avait l'ambi-

tion de remplir dans le drame des Pays-Bas. Il était inspiré par un vague désir d'agrandissement personnel, tout en professant en même temps la plus grande déférence pour Guillaume d'Orange. Il exprimait l'espoir que lui et le Prince « ne seraient que deux têtes sous un bonnet ; » mais il aurait bien fait de se demander si sa propre mise dans cette association de cervelles devait beaucoup enrichir le silencieux homme d'État. D'Orange lui-même le regardait avec un mépris mélangé d'égards, et n'envisageait son intervention dans les affaires des Pays-Bas que comme un germe de mal en plus. Le bras droit du Duc, Pierre Peutterich, le « docteur en matière équestre, » — comme sir Philippe Sidney l'appelait, — homme également habile à manier le glaive et la plume, avait cependant réussi, pendant une mission en Angleterre, à gagner la faveur de la Reine pour son maître. A Casimir donc avaient été confiés le commandement des levées et la majeure partie des subsides qu'elle avait mis à la disposition des États. Elle comptait sur Casimir pour servir de contrepoids au duc d'Alençon, qui était déjà entré dans les Provinces, comme elle le savait, à la sollicitation secrète d'une grande fraction des nobles. Elle avait bien autant de confiance que jamais dans d'Orange, mais elle s'imaginait fortifier sa cause en lui procurant un lieutenant. Les amis intimes de Casimir n'avaient qu'une médiocre opinion de ses capacités. Son beau-père, Auguste de Saxe, n'approuva pas son expédition. Le landgrave Guillaume, à qui il écrivit pour demander conseil, répondit, de sa façon bizarre, qu'il était toujours difficile pour un ami de donner de bons avis à quelqu'un sur trois questions, — savoir, celles de prendre femme, de s'embarquer et d'entreprendre la guerre ; mais que néanmoins, en dépit de l'ancien proverbe, il voulait assumer la responsabilité de conseiller à

Casimir de ne pas s'embourber dans ce qu'il aimait à appeler le « *confusum chaos* de la politique des Pays-Bas. » Le Duc ne se sentit pas pourtant d'humeur à suivre l'avis qu'il avait demandé. Il avait été piqué du sarcasme lancé jadis par d'Albe, que les princes allemands portaient dans leurs armoiries une quantité de lions, de dragons, d'aigles et de griffons ; mais que ces féroces animaux étaient incapables de mordre ou d'égratigner. Il était donc disposé, une fois pour toutes, à montrer que les dents et les griffes des princes allemands pouvaient encore être dangereuses. Malheureusement il était destiné à ajouter un nouvel élément de désordre dans le chaos, et à fournir une preuve de plus de l'exactitude de la plaisanterie d'Albe, plutôt qu'une réfutation de celle-ci.

Voilà le héros que l'on poussait maintenant, avec la tête et les épaules dont il était doué, dans les affaires entortillées des Pays-Bas, et c'était Élisabeth d'Angleterre, plus que jamais alarmée des projets d'Alençon, qui avait mis ce champion protestant en avant, malgré le mécontentement d'Orange.

La Reine était dans le vrai en témoignant du déplaisir de la présence du prince français. Les seigneurs catholiques, comptant sur le sentiment hostile à la religion réformée, encore vivace dans tout le pays wallon, et ressentant plus que jamais de la répugnance pour d'Orange, dont le génie les rejetait si complètement dans l'ombre, avaient déjà montré de l'empressement auprès du Duc. Les mêmes influences qui jadis avaient été mises en œuvre pour faire venir Mathias de Vienne furent employées pour attirer Alençon. Maintenant que l'Archiduc, qui passait pour devoir être le rival de Guillaume, en était devenu le satellite, ils dirigèrent leur attention sur le fils de Catherine de Médicis ; d'Orange lui-même d'ailleurs avait toujours tenu le Duc en réserve, comme un

instrument pour triompher de la coquetterie politique d'Élisabeth. Cette grande princesse ne montra jamais moins de grandeur que dans ses premiers rapports si tourmentés avec les Pays-Bas. Après les avoir leurrés pendant des années par des apparences brillantes mais variables, elle jetait encore un regard froid sur la mer désolée où ils allaient à la dérive. Elle avait promis beaucoup ; ses actes s'étaient réduits à rien. Sa jalousie à l'endroit de l'influence française avait à la fin été mise à profit ; on était parvenu à lui arracher, dans sa crainte, un subside et une levée d'hommes. Ses ministres et ses conseillers les plus éminents, tous s'étaient prononcés en faveur d'un appui franc et généreux à donner aux Provinces. Walsingham, Burleigh, Knollys, Davidson, Sidney, Leicester, Fleetwood, Wilson, tous désiraient qu'elle épousât ouvertement cette cause. Ils croyaient que dans les circonstances actuelles une politique hardie était seule sage ; cependant la Reine regardait comme prudent d'envoyer des députés à la fois à Philippe et à Don Juan, comme si, après ce que ceux-ci savaient de ses menées secrètes, de pareilles missions pouvaient aboutir au moindre résultat utile. Mieux valait donc, dans l'opinion des honorables et courageux hommes d'État d'Angleterre, jeter de suite le gant pour la cause des opprimés que de brouiller les cartes et de biaiser jusqu'à ce que le rival redouté eût franchi la frontière. Ils envisageaient des Pays-Bas français comme plus dangereux que des Pays-Bas espagnols, et Élisabeth partageait leur avis, tout en étant incapable de se montrer aussi décidée qu'eux. Avec cette duplicité, qui formait la tache principale de son caractère, elle aimait à croire que le Duc pourrait encore être un prétendant à sa main, même pendant qu'elle intriguait contre ses espérances politiques. Elle prêtait l'oreille avec une complai-

sance marquée à ses propos d'amour, et en même temps elle contrecarrait secrètement ses plans ambitieux.

En attendant, d'Alençon était arrivé à Mons, et nous avons déjà vu l'adresse féminine avec laquelle sa sœur de Navarre avait préparé son entrée. Ce n'est pas en vain qu'elle avait cajolé le commandant de la citadelle de Cambrai ; ce n'est pas maladroitement qu'elle avait captivé les cœurs de Lalaing et de sa femme, pour assurer ainsi l'importante province du Hainaut au Duc. Don Juan pouvait bien grincer les dents de rage, lorsqu'il remarqua le résultat de toutes les fêtes et flatteries, de tous les jeux et danses à Namur.

François, duc d'Alençon, et — depuis l'accession de son frère Henri au trône de France — duc d'Anjou, était, au total, le plus méprisable personnage qui fût jamais entré dans les Pays-Bas. Sa carrière antérieure dans son pays avait été d'une fausseté si insigne qu'il en avait perdu l'estime de tous les honnêtes gens en Europe, catholiques ou luthériens, huguenots ou mécontents. Tout le monde connaissait depuis longtemps son caractère. L'histoire le réservera toujours comme exemple, pour montrer à l'humanité combien un prince, féroce sans courage, ambitieux sans talent, dévot sans croyances, peut commettre de mal. Incapable lui-même de convictions religieuses, il avait aspiré tour à tour à être le chef des fanatiques catholiques et des enthousiastes huguenots, et par sa conduite vacillante il n'avait rien obtenu, si ce n'est le mépris le plus complet de tous les partis et des partisans des deux religions. Détourné de se mettre du côté de Navarre et de Condé par l'attitude menaçante de la *Ligue*, craignant de compromettre sa succession au trône, s'il ne faisait pas la paix avec la cour, il venait de reprendre sa place au milieu des chefs catho-

liques. Rien n'était plus aisé pour lui que de se retourner sans rougeur vers un parti qu'il avait déserté honteusement, sauf peut-être à le trahir de nouveau le lendemain, si son intérêt le poussait à agir ainsi. Depuis la paix de 1576, il était devenu évident que les protestants ne pouvaient plus compter sur son amitié, et bientôt après il avait été placé à la tête de l'armée qui assiégeait les huguenots d'Issoire. Il chercha à expier la faute d'avoir commandé les troupes de la nouvelle religion par la barbarie avec laquelle il persécuta alors ses partisans. Lorsque Issoire tomba entre ses mains, il n'épargna à la malheureuse ville aucun des maux qu'une soldatesque brutale et ivre de rage est capable d'infliger. Les hommes furent égorgés, les femmes violées, les propriétés pillées avec un ensemble qui égalait ce qui avait été mis en pratique dans les Pays-Bas par d'Albe, ou par Frédéric de Tolède, ou par Julien Romero. La ville fut saccagée et réduite en cendres par les catholiques furieux, sous les ordres de François d'Alençon, presque au même moment où sa sœur, la belle Marguerite, préparait dans les Pays-Bas la voie à une nouvelle trahison de sa part, trahison qu'il méditait déjà pour la cause catholique. Le traité de Bergerac, signé pendant l'automne de 1577, procura de nouveau un semblant de repos à la France, et fournit encore à d'Alençon une occasion de changer de politique et de ce qu'il appelait sa religion. Les mains souillées du sang des protestants d'Issoire, il avait maintenant le loisir de recommencer à prodiguer ses caresses à la reine de l'Angleterre protestante, et de reprendre sa correspondance avec le grand chef de la Réforme dans les Pays-Bas.

C'est peut-être un reproche qu'on pourrait adresser à la perspicacité d'Orange, même malgré les graves raisons qui l'influençaient, d'avoir souffert ce méchant

et indigne « fils de France. » Néanmoins on doit se rappeler qu'il n'avait eu l'intention de le tenir en réserve que pour exciter la jalousie et réchauffer l'amitié de la reine d'Angleterre. Ceux qui trouvent quelque chose de tortueux dans une semblable politique doivent se garder de juger l'époque de ruses de Philippe et de Catherine de Médicis d'après les idées plus élevées de temps postérieurs et peut-être plus sincères. Il eût été puéril pour un homme de la trempe de Guillaume le Taciturne de se laisser jouer par les intrigues de toutes les cours et de tous les cabinets de l'Europe. De plus, il faut se souvenir que si lui seul pouvait se guider et guider son pays à travers le labyrinthe embarrassant dans lequel ils étaient enfermés, c'était parce qu'il tenait en main un fil conducteur, c'est-à-dire qu'il poursuivait un but honorable. La position vis-à-vis du duc d'Alençon était devenue maintenant assez compliquée, car le tigre qu'il avait tenu par la chaîne venait d'être secrètement mis en liberté par ceux qui songeaient à mal. Dans l'automne de l'année précédente, le parti aristocratique et catholique, au sein des États-Généraux, était entré en rapports avec un prince par lequel ce parti espérait se dédommager de sa défaite antérieure.

Les funestes effets de la coquetterie d'Élisabeth ne se manifestèrent enfin que trop évidemment ; mais d'Alençon avait alors un pied dans les Pays-Bas. Hâtée par les menées du parti qui avait toujours été, soit ouvertement, soit secrètement, hostile à d'Orange, son arrivée ne put être différée davantage. Il ne resta plus au Prince qu'à se rendre maître de lui, comme il était parvenu à s'assujettir chacun de ses rivaux antérieurs. Et c'est ce qu'il réalisa avec son adresse ordinaire. Il fut bientôt évident, même pour une nature aussi engourdie et aussi ignoble que celle du Duc, que sa meilleure politique était de continuer à ménager

une amitié si puissante. Il lui en coûtait peu de commettre des bassesses, mais les évènements devaient fatalement prouver un peu plus tard qu'il y a des êtres trop pervers pour qu'on puisse se fier à eux et les dompter. Pour le moment cependant d'Alençon témoigna les sentiments les plus amicaux envers le Prince. Excité par une faction si ardente et si considérable, le Duc ne devait pas longtemps se retenir de tenter l'aventure, et s'il ne pouvait effectuer son entrée par des moyens loyaux, il était déterminé à le faire par la force. Il voulait imposer son assistance, si elle était refusée. Il voulait travailler de son mieux à démembrer les Provinces, si une partie de celles-ci seulement consentait à accepter l'offre de son amitié. Dans ces conditions, comme le Prince ne pouvait le tenir éloigné davantage du pays, il devint nécessaire de subir son amitié et de le placer sous surveillance. Le Duc avait formellement proposé son aide aux États-Généraux, immédiatement après la défaite de Gembloux, et au commencement de juillet il avait fait son apparition à Mons. De là il envoya ses délégués, Des Pruneaux et Rochefort, pour négocier avec les États-Généraux et avec d'Orange, tandis qu'il traitait Mathias avec mépris et déclarait qu'il n'avait pas l'intention d'entrer en rapports avec lui. L'Archiduc fondit en larmes à la nouvelle de cet affront, et exprima faiblement le désir qu'on pût trouver en Allemagne un secours qui rendît cette alliance française inutile. Ce n'était ni la première ni la dernière mortification que le futur empereur devait subir. Quant au Prince, on le traita avec égard et considération ; Des Pruneaux protesta qu'il ne désirait que trois choses, — la gloire de son maître, la gloire de Dieu et la gloire de Guillaume d'Orange.

On supposait naturellement que le roi de France était complice des plans de son frère, car il eût été

ridicule de supposer que les troupes mêmes de Henri pouvaient être conduites par son propre frère, pour cette expédition à l'étranger, sans sa connivence. En même temps, dans des lettres particulières écrites par lui à cette époque, il exprimait sa désapprobation des projets d'Alençon et sa jalousie de son agrandissement. Il était peut-être difficile de décider quelles étaient au juste les intentions d'un monarque trop faible pour se former une opinion par lui-même, et trop faux pour défendre celles que d'autres lui avaient suggérées. Quant à la reine-mère, Catherine de Médicis, c'était différent, et on la regardait comme la fautrice de toute cette intrigue. Il circulait même une vague idée que le monarque espagnol pourrait bien être initié au complot, et qu'une alliance possible entre d'Alençon et l'Infante serait le dessous des cartes. Le fait est cependant que Philippe se sentit blessé de toutes ces sourdes manœuvres. Il refusa positivement d'accepter les excuses présentées par la cour de France, et de renoncer à ses soupçons sur la complicité de la Reine-douairière qui gouvernait tous ses fils, comme on le savait bien. Elle avait, sans doute, jugé convenable de lire aux députés des États-Généraux un discours où elle appuyait sur l'inconvenance de la part des sujets de s'opposer aux ordres de leur Prince légitime, mais on regardait de pareils artifices comme trop grossiers pour faire illusion. Granvelle se moquait de cette idée qu'elle fût ignorante des projets d'Anjou ou contraire à leur réussite.

Quant à Guillaume de Hesse, tout en déplorant plus que jamais le malheureux plongeon que Casimir avait fait dans le *confusum chaos*, il se déclara, sans hésiter, convaincu que l'invasion d'Alençon était un tour de maître de Catherine. Il fit retomber en réalité toute la responsabilité de l'évènement sur la Reine-douairière et sur la comète, qui justement à cette époque

avait apparu sur l'horizon , et avait rempli l'âme de l'excellent Landgrave de sinistres appréhensions.

La reine d'Angleterre fut extrêmement irritée de la réalisation à ce moment de l'invasion qu'elle avait si longtemps redoutée. Elle signala à grand bruit le danger et le déshonneur qui devaient résulter pour les Provinces de cette alliance avec la France. Non seulement elle menaça d'abandonner leur cause, mais même de prendre les armes contre une république qui avait osé accepter d'Alençon pour maître. Elle avait consenti, dans l'origine, à fournir cent mille livres par voie d'emprunt. Ce secours s'était ensuite transformé en une levée de trois mille fantassins et deux mille cavaliers, à réunir aux forces de Jean Casimir et à placer sous ses ordres. Il avait été stipulé également que le Prince palatin aurait le rang et la paie d'un général en chef anglais, et serait considéré comme le lieutenant de la Reine. On avait fourni l'argent et enrôlé les troupes. On avait donc déjà accordé beaucoup de choses et on ne pouvait plus revenir là dessus ; mais il n'était pas à présumer que, dans sa mauvaise humeur actuelle, la Reine pût être portée à augmenter ses faveurs.

Le Prince, obligé par la nécessité des circonstances, avait réglé les termes et le titre sous lesquels d'Alençon serait accueilli. Le 13 août, l'envoyé du Duc conclut un traité en vingt-trois articles qui furent ensuite souscrits par le Duc lui-même, à Mons, le 12 du même mois. La substance de cet arrangement était que d'Alençon prêterait son assistance aux Provinces contre l'insupportable tyrannie des Espagnols et contre l'invasion injustifiable, à main armée, de Don Juan. Il devait, en outre, amener sur le champ de bataille dix mille fantassins et deux mille cavaliers pour deux mois. Après l'expiration de ce délai, ses forces pourraient se réduire à trois mille fantassins et

cinq cents cavaliers. Les États devaient lui conférer le titre de « défenseur de la liberté des Pays-Bas contre la tyrannie des Espagnols et leurs partisans. » Il ne devait pas entreprendre d'hostilités contre la reine Élisabeth. Les États devaient l'aider toutes les fois que cela deviendrait nécessaire, en lui fournissant la même quantité de troupes qu'il amenait maintenant à leur secours. Il devait se soumettre patiemment au gouvernement civil du pays pour tout ce qui concernait sa constitution politique intérieure. Il ne devait passer aucune convention, aucun traité particulier avec aucune des villes ou provinces des Pays-Bas. Si les États-Généraux acceptaient un autre prince comme souverain, le Duc devait être préféré à tout autre, à des conditions à régler ultérieurement. Toutes les villes qui pourraient être conquises sur le territoire des provinces unies devaient appartenir aux États. Les places non situées sur ce territoire, si elles se rendaient volontairement, devaient être réparties, en proportion égale, entre le Duc et les États. Le Duc ne pouvait amener dans les Provinces d'autres troupes étrangères que des Français. On réservait le mois d'août pour que, pendant ce délai, les États entrassent, si c'était possible, en arrangement avec Don Juan.

Sans contredit, ces articles étaient rédigés avec adresse. Un titre sonore mais stérile, qui caressait la vanité du Duc et ne signifiait rien, lui avait été conféré, tandis qu'en même temps il lui était défendu de faire des conquêtes ou des traités, et on l'obligeait à se soumettre au gouvernement civil du pays ; bref, il avait à obéir en tout au prince d'Orange, — et ainsi avortait le nouveau complot des ennemis du Prince. Voilà, pour le présent du moins, comment la position d'Anjou avait été déterminée.

Comme le mois d'août, pendant lequel il était con-

venu que les négociations avec le Gouverneur-Général resteraient ouvertes, était déjà à moitié écoulé, on soumit tout d'un coup à Don Juan un certain nombre d'articles préparés par les États-Généraux. Lord Cobham et sir Francis Walsingham se trouvaient alors dans les Pays-Bas ; ils avaient été envoyés par Élisabeth pour amener, si c'était possible, la paix entre les États et le Gouverneur. Ils avaient expliqué, — autant qu'une explication était possible, — l'assistance que le gouvernement anglais avait prêtée aux rebelles, par ce motif qu'on ne pouvait empêcher autrement l'invasion française. Ce prétexte, quelque peu boiteux, Don Juan l'avait passé sous silence plutôt qu'il n'y avait adhéré. Dans la même entrevue les envoyés firent des efforts non moins infructueux pour persuader au Gouverneur d'accepter les conditions présentées par les États. Une proposition ultérieure, venue de leur part pour l'établissement d'un *interim* sur le plan mis en avant par Charles-Quint, en Allemagne, antérieurement à la paix de Passau, ne rencontra pas plus de faveur qu'elle ne méritait ; car à coup sûr cette dénomination, — qui était devenue si odieuse en Allemagne que, par dérision, les gens du peuple appelaient *interim* les chats et les chiens, — ne pouvait être un mot assez puissant pour s'en servir actuellement comme d'un charme dans les Pays-Bas. Puis ils exprimèrent leur intention de retourner en Angleterre, fortement froissés du résultat de leur mission. Le Gouverneur répondit qu'ils pouvaient agir comme ils l'entendaient, mais que, quant à lui du moins, il avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour amener la paix, et que le Roi également avait manifesté des intentions pacifiques. Il demanda alors aux envoyés ce qu'eux-mêmes pensaient des conditions proposées. « En vérité, Votre Altesse, *elles sont trop dures*, » répondit Walsingham, « mais

c'est seulement par *pure menace* que nous les avons arrachées aux États, quelque défavorables qu'elles paraissent. »

« Alors vous pouvez leur dire, » répliqua le Gouverneur, « de garder leurs offres pour eux. De telles conditions ne serviront guère à frayer la voie à une négociation quelconque avec moi. »

Les envoyés haussèrent les épaules.

« Quelle est votre opinion personnelle sur toute l'affaire ? » reprit Don Juan. « Peut-être votre avis m'aidera-t-il à aboutir à une meilleure conclusion. »

Les envoyés restèrent silencieux et pensifs.

« Nous ne pouvons répondre, » dit à la fin Walsingham, « qu'en imitant le médecin, qui ne voudrait prescrire aucun remède avant d'être sûr que son malade est prêt à l'avaler. Il est inutile de prodiguer les conseils ou les drogues. »

La réponse n'était pas satisfaisante, mais les députés s'étaient convaincus que le glaive était le seul instrument de chirurgie convenable pour être accueilli favorablement dans l'occurrence. Don Juan s'en référa, en termes vagues, à ses inclinations pacifiques, mais protesta qu'il n'y avait pas à traiter avec un peuple aussi effréné que les habitants des Pays-Bas. Bientôt après les ambassadeurs prirent congé. Après cette conférence qui eut lieu le 24 août 1578, Walsingham et Cobham adressèrent aux États-Généraux une lettre, où ils déploraient la conduite artificieuse et temporisatrice du Gouverneur, et où ils les priaient de ne pas leur imputer le défaut de conclusion de la paix. Làdessus ils retournèrent en Angleterre.

L'envoyé impérial, le comte de Schwartzbourg, sur la sollicitation pressante duquel cette tentative nouvelle d'arrangement avait été faite, désirait très vivement que le Gouverneur acceptât les articles du traité. On dressa donc les bases d'un gouvernement libéral,

constitutionnel, représentatif, dans lequel le monarque espagnol ne continuerait à conserver qu'une souveraineté strictement limitée. Dans l'arrangement proposé on exigeait que Don Juan, avec toutes ses troupes et ses partisans, quittât le pays, après avoir remis toutes les places fortes et les villes qui étaient en sa possession. On y stipulait que l'archiduc Mathias resterait Gouverneur-Général *sous les conditions auxquelles il avait été admis à l'origine*. On y laissait la question du culte religieux à la décision des États-Généraux. On s'y occupait de la mise en liberté de tous les prisonniers, du retour de tous les exilés, de la restitution de toutes les propriétés confisquées. On y décidait qu'à la mort ou au départ de Mathias, Sa Majesté ne pourrait pas désigner un gouverneur-général *sans le consentement des États-Généraux*.

Lorsque le comte de Schwartzbourg se rendit auprès du Gouverneur avec ces propositions étonnantes — que Walsingham pouvait bien appeler quelque peu dures — il le trouva moins disposé à se mettre en colère qu'il ne l'avait été dans les conférences antérieures. Déjà le caractère impétueux du jeune guerrier était brisé, et par la maladie qui minait rapidement sa constitution, et par la situation d'abandon où on l'avait laissé pendant qu'il luttait avec la grande rébellion. Il avait des soldats, mais pas d'argent pour les payer le moins du monde ; il n'avait pas le moyen de soutenir cette suprématie de la Couronne et de l'Église qu'il avait reçu pour instruction de défendre avec tant d'énergie ; et il était profondément lassé de fulminer des édits qu'il lui était impossible de mettre à exécution. Sans cesse il avait sollicité un rappel, et de jour en jour il s'impatientait davantage de ne pas voir arriver sa démission. En outre, l'horrible nouvelle de l'assassinat d'Escovedo l'avait frappé au fond de l'âme. Cet évènement avait fait jaillir comme une

lueur soudaine dans le sombre abîme de duplicité où sa propre destinée était enfermée. Son ami, son confident le plus intime, avait été massacré par ordre du Roi, tandis que lui-même était abandonné par Philippe, exposé aux insultes et privé de moyens de défense. En dépit de ses importunités continuelles et malgré des promesses réitérées, on ne lui fournissait aucun argent. Des mots en abondance, voilà ce qu'on lui envoyait ; il se plaignait de ce qu'on crût qu'il possédât l'art d'en extraire de l'or, et qu'il fût possible de faire la guerre rien qu'avec des paroles.

C'est par suite de cet état d'abattement qu'il refusa d'entamer une discussion au sujet des nouvelles propositions, que cependant il qualifiait de très injustes. Il assura seulement que Sa Majesté était résolue à soumettre les affaires des Pays-Bas à l'arbitrage de l'Empereur, que sous peu le duc de Terra-Nova recevrait pleins pouvoirs de traiter à ce sujet avec la cour impériale, et que dans l'entretemps lui-même attendait son rappel avec la plus vive impatience.

Un synode des églises réformées s'était tenu pendant le mois de juin, à Dordrecht. Là on avait dressé un exposé des principes du gouvernement de l'Église en cent et un articles. Dans le même mois, les chefs de l'Église réformée avaient rédigé une adresse habilement motivée à Mathias et au Conseil d'État, à propos de la paix générale de religion dans les Provinces.

Guillaume d'Orange fit son possible pour tirer le meilleur parti des circonstances. Il esquissa un plan de tolérance provisoire qui devait être signé par l'archiduc Mathias, et qui, pour un temps du moins, consacrerait la liberté religieuse. Cet homme calme et ferme suivait toujours seul sa voie au milieu des vagues furieuses, répandant autant de lumière qu'un simple être humain est capable d'en dispenser ; cepen-

dant son faible fanal, si loin en avant, fut absorbé par le brouillard, avant que ceux qui naviguaient dans son sillage pussent diriger leur course d'après son exemple. Personne ne le comprit. Ses amis les plus intimes même ne saisirent pas ses vues et ne s'aperçurent pas qu'il s'efforçait d'établir, non la liberté du calvinisme, mais la liberté de conscience. Sainte-Aldegonde se plaignit de ce que le Prince ne voulait pas persécuter les anabaptistes. Pierre Dathénus le dénonça comme un athée, tandis que le comte Jean lui-même, le seul de ses vaillants et généreux frères qui existât encore, était opposé à la paix de religion, excepté quand elle devait tourner à l'avantage de la nouvelle religion. Là où les catholiques avaient réellement eu le dessous, comme en Hollande et en Zélande, l'honnête Jean ne voyait pas de raison pour leur permettre de se relever. Dans les provinces papistes, au contraire, il était partisan de la paix de religion. Il n'était suivi dans ces sentiments fanatiques que par une trop grande fraction de la masse des Réformés tandis que de leur côté les Wallons des provinces plus méridionales se liguaient déjà contre eux, sous le nom de Malcontents. Stigmatisés par les calvinistes comme des « serviteurs du Pater noster », de jour en jour ils resserraient leur alliance avec d'Alençon et rendaient plus lâches les liens qui les unissaient à leurs frères protestants. Le comte Jean était à la fin devenu un fonctionnaire permanent des Pays-Bas. Vivement sollicité par les chefs et par la foule des Réformés, il s'était refusé pendant longtemps à abandonner sa maison et à négliger ses affaires privées, que son dévouement à la cause néerlandaise avait mises dans un grand désordre. Le landgrave dont il avait demandé l'avis, avait fortement insisté de son côté auprès de lui pour qu'il ne « plongeât pas ses doigts dans l'*olla podrida*. » D'après son avis, l'avenir des Provinces

était si gros de désastres, que le passé avec toutes les horreurs du temps d'Albe et Requesens, ne pouvait être considéré que comme les *preludia* de ce qui devait arriver. Son principal motif pour émettre des vues aussi désespérées, c'était, comme d'ordinaire, la comète ; ce malheureux astre continuait toujours à éclairer d'une lumière lugubre le chemin du Landgrave. Nonobstant ces avis sinistres d'un prince réformé, nonobstant l'*olla podrida* et la *comète*, le comte Jean avait pourtant accepté les fonctions de Gouverneur de la Gueldre, auxquelles il avait été appelé par les États de cette province le 11 mars. Ce boulevard important de la Hollande, de la Zélande et d'Utrecht, d'un côté, de Groningue et de la Frise, de l'autre, — en un mot, le principal arc-boutant de la république naissante, était maintenant confié à des mains qui le défendraient à la dernière extrémité.

Dès que la discussion au sujet des demandes formulées à Dordrecht fut entamée au sein des États Généraux, d'Orange proposa que chacun des membres dont l'opinion serait formée l'exprimât complètement et franchement. Tous cependant désirèrent se laisser guider et gouverner par les sentiments du Prince. Personne ne prit la parole, si ce n'est pour demander quelles étaient les vues de leur chef, et pour annoncer d'avance leur adhésion au plan de conduite que dans sa sagesse il croirait pouvoir suggérer. Le résultat de tout cela fut un projet de convention, un traité sur la paix de religion, qui, définitivement établie, aurait guéri bien des blessures et détourné beaucoup de calamités. Mais elle n'était pas destinée à être acceptée à cette époque par les États des différentes provinces où elle était mise en délibération; et de nombreux changements furent faits, aussi bien pour la forme que pour le fond, avant que le système fût adopté dans son entier, En attendant, le Prince présenta,

pour l'importante ville d'Anvers, où des troubles religieux étaient sur le point de faire explosion, un arrangement provisoire qu'il mit sur-le-champ à exécution. Par une proclamation au nom de l'archiduc Mathias et du conseil d'État, on assigna cinq emplacements particuliers dans la ville, où les membres de la « religion prétendue réformée » auraient la liberté de pratiquer les offices de leur culte, de prêcher, de chanter et d'administrer leurs sacrements. Les cimetières des églises paroissiales devaient être ouverts pour l'enterrement de leurs morts, mais les funérailles devaient se célébrer sans accompagnement de discours et sans aucune démonstration publique de nature à exciter des troubles. Il était défendu aux adhérents d'une religion d'inquiéter, d'insulter ceux de l'autre, ou d'interrompre d'une façon quelconque leurs solennités. Tous devaient s'abstenir de se railler réciproquement — par des dessins, des chansons, des livres ou autrement — et de porter une atteinte quelconque aux propriétés ecclésiastiques. Tout individu, de n'importe quelle religion, avait la faculté d'entrer dans les églises de l'autre culte, et là tous devaient se soumettre modestement et respectueusement à la police de l'église. Ceux de la nouvelle religion devaient prêter serment d'obéissance aux autorités, et s'abstenir de se mêler de l'administration séculière des affaires. Les prédicateurs des deux religions avaient défense de prêcher hors des portes, ou de se servir d'un langage tendant à la sédition. Tous devaient s'engager à prêter assistance aux magistrats pour apaiser les émeutes et soutenir le gouvernement civil.

Cet exemple de paix religieuse, en même temps que la correspondance active établie ainsi entre les différentes assemblées des États, excita la jalousie des chefs catholiques et de la population wallonne. Champagny qui, en dépit de ses admirables qualités et de

ses brillants services, était encore incapable de se mettre sur le même pied de tolérance que d'Orange, entreprit alors une croisade résolue contre la politique du Prince. Catholique jusque dans la moelle des os, il rédigea une pétition pour protester très vigoureusement contre le projet de paix de religion alors en circulation dans les Provinces. Il se procura pour cette pétition un grand nombre de signatures parmi les seigneurs catholiques les plus ardents. De Hèze, de Glimes et d'autres de la même trempe n'étaient que trop bien disposés à suivre le chemin frayé par un chef aussi distingué. La remontrance fut adressée à l'Archiduc, au prince d'Orange, au Conseil d'État et aux États-Généraux, et on réclama d'eux tous de ne pas s'engager par des promesses solennelles à souffrir le moindre schisme dans l'ancienne Église. Si l'exercice de la nouvelle religion était octroyé, les pétitionnaires prétendaient que la licence impie des Pays-Bas exciterait le mépris de tous les peuples et de tous les souverains. En terminant, ils insinuaient que toutes les principales villes de France, et en particulier la ville de Paris — s'étaient débarrassées de l'exercice de la nouvelle religion, et que le repos et la prospérité en avaient été le résultat.

Cette pétition fut portée en grande cérémonie à l'Hôtel de Ville par Champagny, suivi d'un grand nombre de confédérés, et présentée au magistrat de Bruxelles. Les membres de ce corps furent requis de la remettre sur-le-champ à l'Archiduc et au Conseil. Les magistrats hésitèrent. Une discussion s'ensuivit et devint de plus en plus chaude, plus chaude même qu'il ne convenait. Les plus jeunes seigneurs se permirent des excès de langage que les fonctionnaires de la cité ne voulurent pas souffrir. La séance fut levée et les magistrats, toujours escortés des pétitionnaires, descendirent dans la rue. Les confédérés, plus ardents

que jamais, continuaient à vociférer et à proférer des menaces. Bientôt la foule s'amassa sur la place. Les habitants étaient naturellement curieux de savoir pourquoi on voulait ainsi en imposer à leurs sénateurs, et pourquoi une troupe de jeunes et insolents seigneurs catholiques les insultaient. Les vieux politiques qui se trouvaient à leur tête, et qui, en dépit de leurs nombreux services, n'étaient pas considérés comme amis de la nation, leur inspiraient peu de confiance. La multitude, informée de la présentation de la pétition, demanda à grands cris la lecture de ce document. Cela fut fait immédiatement. L'ensemble de la remontrance n'était rien moins qu'acceptable, mais l'allusion de la fin, à Paris, excita une tempête d'indignation. « Paris ! Paris ! Saint-Barthélemy ! Saint-Barthélemy ! Allons-nous avoir aussi des noces de Paris à Bruxelles? » hurla la populace, ne retenant, comme il arrive souvent, qu'une seule idée, et encore la plus mauvaise, de la lecture publique qui venait d'être faite. « Allons-nous avoir un massacre de Paris, un bain de sang comme à Paris, ici, dans la capitale des Pays-Bas ? Que Dieu nous en garde ! que Dieu nous en garde ! Arrière les conspirateurs ! A bas les papistes ! »

On persuada facilement à l'imagination surexcitée du peuple qu'une Saint-Barthélemy avait été organisée à Bruxelles et que Champagny, qui était là sous ses yeux, en était le fauteur et le meneur. Les ingrats habitants des Pays-Bas oublièrent l'héroïsme avec lequel le vieux soldat avait disposé la défense d'Anvers contre « la Furie espagnole, » seulement deux ans auparavant. Ils n'écoutèrent que les instigations de ses ennemis; ils ne se rappelèrent qu'une chose, c'est qu'il était le frère de Granvelle détesté ; ils ne crurent qu'une chose, c'est qu'il existait un complot par suite duquel ils seraient tous forcés, d'une manière tout à

fait incompréhensible, de se couper la gorge les uns aux autres et de se jeter par les fenêtres, comme on avait fait à Paris une demi-douzaine d'années auparavant. Telle était la funeste portée attribuée à la pétition que Champagny et ses amis avaient autant de droit de présenter — quelque étroite et quelque erronée que pût être considérée d'ailleurs leur manière de voir — que le synode de Dordrecht en avait eu de faire ses représentations. Jamais on n'avait prêté un sens plus méchant ou plus absurde à une simple phrase fort peu alarmante. Il n'avait pas été fait la moindre allusion à la Saint-Barthélemy, mais on n'en supposa pas moins que toutes les horreurs de cette journée étaient cachées sous l'allusion à Paris. Les seigneurs furent arrêtés sur la Place et jetés en prison, à l'exception de Champagny, qui s'échappa dès l'abord, et se tint caché pendant quelques jours. Finalement cependant il fut découvert dans sa retraite et conduit à Gand. Là on le soumit à un emprisonnement rigoureux, quoiqu'en le traitant avec tous les égards possibles, comme le complice d'Aerschot et des autres seigneurs qui avaient été arrêtés à l'époque de la révolution de Ryhove. Certes cette conduite à l'égard d'un brave et généreux gentilhomme était mal calculée pour augmenter la sympathie générale en faveur de la bonne cause, ou pour mériter l'approbation d'Orange. Il régnait cependant de fortes préventions contre Champagny. Les habitants des Pays-Bas n'avaient jamais oublié son frère Granvelle, et le regardaient encore comme leur ennemi le plus acharné, et on supposait que Champagny était en rapports intimes avec le Cardinal. A cet égard le peuple se trompait complètement.

Pendant que ces évènements se passaient à Bruxelles et à Anvers, les deux armées, celle de Don Juan et celle des États, s'observaient mutuellement dans

l'inaction. Le nerf de la guerre faisait défaut des deux parts. Des deux côtés on était rongé par la misère la plus profonde. Les troupes, sous les ordres de Bossu et de Casimir, campées près de Malines, témoignaient déjà du mécontentement, faute de paie. Les cent mille livres d'Élisabeth avaient déjà été dépensées, et il n'était pas à présumer que la reine, froissée, voulût fournir un nouveau subside. Les États ne pouvaient que difficilement arracher des différentes provinces rien de plus que les quotités fixées. Le duc d'Alençon était encore à Mons, d'où il avait lancé une violente proclamation de guerre contre Don Juan, manifeste que cependant aucune démonstration bien vigoureuse n'avait suivi. Don Juan lui-même se tenait dans son camp fortifié de Bouge, à une lieue de Namur, mais une fièvre morale et corporelle minait le héros. Il était dans la position d'un assiégé. On le laissait exactement sans fonds, et en même temps son royal frère refusait obstinément de céder à ses demandes instantes de rappel, et accueillait froidement ses importunités pour obtenir des secours pécuniaires.

Forcé de soutenir la guerre contre une rébellion armée, rien qu'avec l'or qu'on pouvait tirer des paroles royales ; blessé au cœur par les soupçons dont il se sentait l'objet en Espagne et par la haine qu'on lui portait dans les Provinces ; outragé dans ses sentiments les plus intimes par le meurtre d'Escovedo ; tenu en échec, surpassé en finesse, réduit à une sorte de nullité politique par les coups de maître de « l'odieux hérétique des hérétiques » à qui il avait offert dans l'origine son propre patronage et le pardon royal, le hardi guerrier en était arrivé à exciter la pitié, même de ses adversaires religieux et politiques. Fatigué de l'agitation des camps sans se battre, des travaux de cabinet sans recevoir de direction, il aspirait au repos, quand même il n'aurait pu le trouver

que dans un cloître ou dans le tombeau. « Je me réjouis de voir par votre lettre, » écrivait-il pathétiquement à Jean-André Doria, à Gênes, « que votre vie s'écoule avec tant de calme, tandis qu'autour de moi le monde est si tumultueusement agité. Je vous regarde comme excessivement heureux de pouvoir consacrer le reste de vos jours à Dieu et à vous-même ; de n'être pas forcé de vous mêler sans cesse aux complications des évènements du monde, ni de vous risquer chaque jour dans ces chances et ces hasards. » Il continuait à informer son ami de sa situation si pénible, entouré qu'il était d'innombrables ennemis, sans moyens de résistance pour plus de trois mois, et privé de tout secours de la part d'un gouvernement qui ne pouvait comprendre que si la chance actuelle était perdue tout était perdu. Il déclarait impossible pour lui de lutter dans la position à laquelle il était réduit, resserré comme il se trouvait à un demi-mille de l'endroit qu'il avait toujours considéré comme son dernier refuge. Il constatait aussi que les Français se fortifiaient dans le Hainaut, sous les ordres d'Alençon, et que le roi de France était prêt à se jeter sur la Bourgogne, si son frère parvenait à s'établir solidement dans les Provinces. « J'ai supplié Sa Majesté, sans cesse et sans cesse, » continuait-il, « de m'envoyer ses ordres ; s'ils arrivent, ils seront exécutés, à moins qu'ils n'arrivent trop tard. *On nous a coupé les bras, et maintenant il ne nous reste plus qu'à courber nos têtes sous la hache.* Je regrette de vous importuner de mes lamentations, mais j'ai confiance dans votre sympathie comme homme et comme ami. J'espère que vous vous souviendrez de moi dans vos prières, car vous, vous pouvez placer votre consolation là où jamais, dans mes jours passés, je n'ai pu placer la mienne. »

Le croisé mourant écrivit une autre lettre, sur le

même ton lugubre, à un autre ami intime, don Pedro Mendoza, envoyé de l'Espagne à Gênes. Elle était datée du même jour, de son camp près de Namur, et il y répétait l'assertion que le roi de France était prêt à envahir les Pays-Bas, aussitôt que d'Alençon lui en aurait préparé le chemin. « Sa Majesté, » continuait Don Juan, « n'est décidée sur rien ; ou du moins on me laisse ignorer ses intentions. *Par moments la vie nous est arrachée ici*. Je pousse les hauts cris, mais cela ne me sert à rien. Bientôt, grâce à notre négligence, les affaires se trouveront exactement dans l'état dans lequel le Diable voudrait qu'elles fussent. Il est clair que nous sommes destiné à languir ici jusqu'à notre dernier souffle. Que Dieu nous mène tous comme il le juge convenable ; toutes choses sont dans ses mains. »

Quatre jours plus tard il écrivit au Roi, pour lui dire qu'il était confiné dans sa chambre par la fièvre et qu'il était déjà aussi abattu que s'il avait été malade pendant un mois. « Je puis assurer à Votre Majesté, » disait-il, « que la besogne ici suffit pour miner n'importe quelle constitution, n'importe quelle vie. » Il rappelait à Philippe combien de fois il l'avait averti des menées perfides de la France. Ces prophéties s'étaient maintenant transformées en faits. Les Français étaient entrés dans le pays, et en même temps les habitants étaient ou en proie à la terreur ou mécontents. Don Juan déclarait se trouver dans une situation ambiguë. Avec le petit nombre de forces qu'il avait sous la main, forces à peine suffisantes pour tenir tête aux adversaires placés en face de lui, et pour défendre les places qui devaient être conservées, il lui était impossible de quitter sa position pour attaquer l'ennemi en Bourgogne. S'il continuait à ne pas bouger, les voies de communication, par lesquelles il pourrait recevoir des secours en argent et en hommes,

lui seraient fermées. « Ainsi, » disait-il, « je reste perplexe et embarrassé, souhaitant plus que la vie une décision quelconque de la part de Votre Majesté, décision que j'ai implorée à tant de reprises différentes. » Il pressait instamment le Roi de *lui envoyer des instructions sur la marche à suivre*, et il ajoutait que cela le blessait jusqu'au fond de l'âme de se sentir délaissé depuis si longtemps. Il le suppliait de l'informer « s'il devait attaquer l'ennemi en Bourgogne, ou bien attendre les secours de Sa Majesté là où il était actuellement, ou bien encore s'il devait combattre, et dans ce cas avec lequel de ses ennemis : enfin de ce qu'il avait à faire ; car, victorieux ou défait, il voulait se conformer à la volonté de Sa Majesté. Il se sentait profondément affligé, disait-il, d'être en disgrâce auprès du Roi et d'être abandonné par lui, après l'avoir servi, comme frère et comme homme, avec amour, fidélité et empressement. « Notre vie, » disait-il, « nous la risquons dans ce jeu-là, et tous nous désirons la perdre avec honneur. » Il conjurait le Roi d'envoyer un ambassadeur spécial en France, pour faire des remontrances au sujet d'Alençon, et un autre au pape pour réclamer de lui l'excommunication du Duc. Il protestait qu'il préférerait verser son sang plutôt que de causer tant d'ennui au Roi, mais qu'il sentait que c'était son devoir de dire la vérité tout entière. La peste ravageait sa petite armée. Douze cents hommes étaient en ce moment à l'hôpital, indépendamment de ceux qu'on entretenait dans les maisons particulières, et il n'avait ni les moyens ni l'argent nécessaires pour remédier au mal. De plus, l'ennemi voyant qu'on ne lui opposait aucune résistance en plaine campagne, avait forcé le passage dans la principauté de Liège par la Meuse, et s'était avancé jusqu'à Nivelles et Chimay pour se mettre en communication avec la France par le même fleuve,

Dix jours après qu'il eut tracé ces lignes pathétiques, leur auteur était mort. Depuis l'assassinat d'Escovedo, une mélancolie sombre s'était emparée de son esprit et une fièvre brûlante vint, au mois de septembre, détruire ses forces physiques. La maison où il gisait malade était une bicoque ; et l'unique chambre qui s'y trouvait avait longtemps servi de pigeonnier. Ce méchant galetas avait été nettoyé, autant que possible, des ordures qui le souillaient et recouvert de tapisseries blasonnées avec les armoiries du Prince. C'est là, dans ce trou à pigeons, que le héros de Lépante était destiné à mourir. Pendant les quelques jours de sa dernière maladie, il entra en délire. Agité sur sa couche incommode, il préparait en imagination les combinaisons de grandes batailles, jetait au vent l'ordre de lancer les escadrons et écoutait, l'œil plein de feu, la trompette de la victoire. La raison lui revint cependant avant l'heure de sa mort, et lui permit de prendre les dispositions devenues nécessaires par sa situation. Il désigna son neveu, Alexandre de Parme, qui avait veillé assidûment à son lit de douleur, pour lui succéder provisoirement dans le commandement de l'armée et dans ses autres dignités ; il reçut les derniers sacrements avec componction et rendit tranquillement le dernier soupir le premier jour d'octobre, mois que depuis la bataille de Lépante, il avait toujours considéré comme un mois gai et heureux.

Il était inévitable que le soupçon d'empoisonnement se fît jour à son décès. Ces soupçons n'ont jamais cessé de régner, mais jamais il n'ont reçu de confirmation. Deux Anglais, nommés Ratcliff et Gray, furent arrêtés et exécutés sur l'accusation d'avoir été chargés par le secrétaire Walsingham d'assassiner le Gouverneur. L'accusation était sans doute une insigne fausseté ; mais si Philippe, qui était soupçonné d'être le véritable criminel, avait réellement comploté

la mort de son frère, il n'est pas le moins du monde improbable qu'il ait ordonné l'exécution d'une ou deux victimes innocentes pour sauver les apparences. Maintenant que le temps nous a dévoilé tant de mystères, maintenant que nous avons appris de la bouche même de Philippe et de celle de ses complices la manière exacte dont Montigny et Escovedo furent mis à mort, le monde aura de la peine à montrer beaucoup d'indulgence à l'égard des autres imputations. On soupçonna donc fortement que Don Juan avait été conduit au tombeau par les ordres de Philippe, mais jamais ce fait ne fut prouvé.

Lorsqu'on ouvrit le corps pour pouvoir l'embaumer, on a prétendu qu'il offrait des traces évidentes de poison. Le cœur était desséché, les autres organes internes l'étaient également si fort qu'ils tombaient en poussière au moindre contact, et la couleur générale de l'intérieur du corps était d'un brun noirâtre, comme s'il avait été brûlé. On désigna différentes personnes comme les criminels présumés; on assigna différents motifs à la perpétration du fait. Pourtant il faut reconnaître qu'il pouvait y avoir des causes incontestables de sa mort, et qu'elles étaient suffisantes pour rendre relativement superflue toute recherche ultérieure des causes plus mystérieuses. Une épidémie appelée la peste ravageait son camp et avait enlevé en quelques jours un millier de soldats; d'autre part ses souffrances morales avaient été assez aiguës pour réduire son cœur en cendres. Découragé, tourmenté par ses amis et ses ennemis, soupçonné, insulté, l'esprit abattu, il n'était pas étonnant qu'il offrît une proie facile à cette maladie funeste qui chaque jour frappait des hommes plus vigoureux que lui.

Le troisième jour après son décès, on célébra ses funérailles. Une contestation s'éleva dans l'armée

entre les Espagnols, les Allemands et les natifs des Pays-Bas, tous réclamant la préséance dans la cérémonie à cause de la parenté nationale plus rapprochée avec l'illustre défunt. En réalité tous étaient également proches de lui, à différents titres, et on arrangea les choses de manière que tous prissent une part égale aux obsèques. Le corps, vide de ses entrailles et embaumé, fut placé sur un lit de parade. Le héros était revêtu de son armure complète ; son glaive, son casque, ses gantelets d'acier gisaient à ses pieds ; une couronne ornée de pierres précieuses couvrait sa tête, la chaîne composée de joyaux et les insignes de la Toison d'Or entouraient son cou, et des gants parfumés enveloppaient ses mains. Ainsi royalement et martialement équipé, il fut placé dans sa bière et porté hors de la maison où il était mort, par les gentilshommes de sa chambre. Il fut transmis de leurs mains à celles des colonels des régiments campés près de son quartier. Ces chefs de corps, suivis de leurs soldats, les armes renversées et les tambours voilés, escortèrent le corps jusqu'à la station la plus voisine, où il fut reçu par les officiers commandant les autres régiments nationaux, pour être à son tour remis à ceux de la troisième catégorie. Il fut ainsi successivement conduit par les soldats des trois nations jusqu'aux portes de Namur, où les autorités civiles l'accueillirent. Ceux qui tenaient le drap mortuaire, le vieux Pierre Ernest Mansfeldt, Octave Gonzaga, le marquis de Villa-Franca et le comte de Rœulx, le menèrent alors jusqu'à l'église, où il fut déposé jusqu'à ce qu'on reçût d'Espagne les ordres du Roi. Le cœur du héros fut définitivement enterré sous le pavé de la petite église, et une inscription monumentale, préparée par Alexandre Farnèse, indique encore la place où ce cœur de lion fut rendu à la poussière.

Don Juan en mourant avait demandé à Philippe

que ses restes furent ensevelis dans l'Escurial à côté de l'Empereur son père; cette prière fut accordée et l'ordre du Roi arriva en temps opportun pour la translation du corps en Espagne. Permission fut requise et concédée de faire traverser la France par un petit nombre de troupes espagnoles. Le parcimonieux monarque n'avait pourtant pas fait la moindre allusion à la circonstance que ses soldats devaient emmener avec eux les restes mortels du héros de Lépante; car il voulait épargner la dépense qu'une translation officielle du corps et l'échange de pompeuses courtoisies avec les autorités de chaque ville auraient occasionnée pendant ce long trajet. Le corps fut donc divisé en trois parts et empaqueté en trois ballots séparés; et c'est ainsi que, ces différents fragments suspendus, *pour éviter le poids*, à la selle de plusieurs soldats, on transporta le cadavre du conquérant à son dernier et lointain lieu de repos.

> « Expende Hannibalem : quot libras in duce summo
> Invenies ? ».....

C'est ainsi que, d'une façon aussi peu respectueuse, presque blasphématoire, les restes disjoints du grand guerrier traversèrent la France à la hâte; — cette France, que le romanesque esclave sarrasin n'avait traversée que deux petites années auparavant, rempli de hautes espérances et pourchassant de folles visions. Des historiens classiques ont rapporté que les différents fragments, à leur arrivée en Espagne, furent rajustés et cousus ensemble avec du fil; que le corps fut alors rembourré, revêtu d'habillements magnifiques, placé sur ses pieds et soutenu sur un bâton de guerre; qu'ainsi préparés pour l'entrevue royale, les restes mortels de Don Juan furent présentés à Sa Majesté Très Catholique. On dit que Philippe témoigna une certaine émotion à la vue de ce spectre

hideux — car il devait être hideux et sépulcral, en dépit des joyaux, des parfums et des broderies, ce corps sans sépulture simulant la vie par l'attitude et la coutume, mais ne se tenant là debout que pour proclamer son privilège de descendre dans la tombe. La prétention fut accordée et Don Juan d'Autriche trouva à la fin du repos à côté de l'Empereur, son père.

La suite de notre récit a dû fournir une appréciation suffisante de son caractère. Mort avant d'accomplir entièrement sa trente-troisième année, il excite la pitié et l'admiration presque autant que le blâme. Sa carrière militaire fut brillante de gloire. Général en chef dans les guerres contre les Mores à vingt-deux ans, et dans la campagne contre les Turcs à vingt-six, il avait acquis une renommée sans pareille avant d'être sorti de ses jeunes années ; mais son soleil était destiné à disparaître dans son plein. Il ne trouva dans les Pays-Bas ni gloire ni puissance, et il y fut délaissé par un roi et écrasé par le génie supérieur du prince d'Orange. Bien qu'il justifiât de ses qualités militaires à Gembloux, sa victoire fut infructueuse. Ce n'était que le bond solitaire du tigre hors de son repaire, et après cette lutte remarquable sa vie se termina dans les ténèbres et l'obscurité ! Possédant un génie militaire d'un rang élevé, doué d'une bravoure personnelle extraordinaire, il fut le dernier des paladins et des croisés. Ses talents aussi étaient nombreux et il parlait italien, allemand, français et espagnol avec facilité. Sa beauté était remarquable ; la fascination qu'exerçait sa personne était reconnue des deux sexes ; mais comme prince ayant pour mission de commander aux autres hommes, sauf sur le champ de bataille, il ne déployait qu'une capacité médiocre. Son ambition était celle d'un chevalier errant, d'un aventurier, d'un pirate normand ; c'était une ambition égoïste et de

mauvais aloi. Des songes vagues et contradictoires de couronnes, de mariages royaux, de dynasties improvisées, flottaient sans cesse devant lui ; mais lui-même était toujours le héros de son propre roman. Il cherchait un trône en Afrique ou en Bretagne ; il songeait à épouser Marie d'Écosse aux dépens d'Élisabeth, et a été jusqu'à croire qu'il aspirait secrètement à la main de la grande reine d'Angleterre elle-même. Ainsi, tout croisé et fanatique qu'il fût, il était disposé à se réconcilier avec l'hérésie, si l'hérésie avait pu lui procurer un trône.

Il est superflu de dire que pour les facultés intellectuelles il n'était pas l'égal de Guillaume d'Orange ; d'ailleurs en eût-il été ainsi, le point de vue moral auquel chacun d'eux se plaçait mettait le conquérant bien au-dessous du Père du peuple. Il faut reconnaître que son nom n'acquit que peu de crédit dans l'accomplissement de son rôle politique dans les Pays-Bas. Il était incapable de comprendre que le grand débat entre la Réforme et l'Inquisition ne pouvait jamais s'arranger à l'amiable dans ces Provinces, et que le caractère de Guillaume d'Orange ne pouvait être ni amolli par les caresses royales, ni perverti par de sordides intérêts. Peut-être aurait-il été impossible pour lui, avec son éducation et son tempérament, d'embrasser ce qui nous semble la bonne cause, mais au moins il doit avoir été dans son pouvoir de lire dans le caractère de ses adversaires, et d'apprécier sa propre position avec un peu plus de justesse. On peut lui pardonner de n'avoir pas réussi à réconcilier les partis ennemis, puisque le seul moyen de réaliser un pareil plan était l'extermination de la faction la plus considérable ; mais bien qu'on ne pût pas s'attendre à ce qu'il envisageât les Provinces du même œil que Guillaume le Taciturne, il aurait pu comprendre que le chef des Pays-Bas soulevés n'était pas homme à se

laisser gagner ou cajoler. Le seul système de nature à faire vivre en paix les deux religions avait été découvert par le Prince ; mais aux yeux des catholiques et du grand nombre des protestants, la tolérance était encore considérée comme l'hérésie la plus nouvelle de toutes.

---

# SIXIÈME PARTIE

---

## ALEXANDRE DE PARME

1578-1584

# CHAPITRE I

## UNE NATION SE DIVISE ; UNE RÉPUBLIQUE NAIT

(1578-1579)

Alexandre Farnèse ; sa naissance, son éducation, son mariage, sa jeunesse. — Ses aventures. — Ses exploits à Lépante et à Gembloux. — Il prend les rênes du gouvernement. —Son extérieur ; quelques traits de son caractère. — Aspect des affaires publiques. — Dissensions intestines. — D'Anjou à Mons. — Intrigues de Jean Casimir à Gand. — D'Anjou licencie ses troupes. — Les Pays-Bas sont en proie aux ravages de mercenaires de toutes les nations. — Anarchie et confusion à Gand. — Hembyze et Ryhove. — Fin tragique de Hessels et de Visch. — Nouvelle Pacification établie par d'Orange. — Représentation de la reine Élisabeth. — Remontrance de la ville de Bruxelles. — Émeutes et Iconoclastie à Gand. — Mécontentement d'Orange. — On implore sa présence à Gand, où il vient établir une paix de religion. — Position difficile de Jean Casimir. — Aigres reproches de la reine Élisabeth. — Jean Casimir quitte les Provinces. — Ses troupes demandent à Farnèse la permission de se retirer ; ce qui leur est accordé. — Départ et proclamation du duc d'Anjou. — Lettre d'Élisabeth aux États-Généraux au sujet de ce dernier. — Adresse des États au Duc. — Mort de Bossu. — Calomnies lancées contre d'Orange. — Rivalité des chefs des Malcontents. — Trahison de La Motte. — Intrigues du prieur de Renty. — Sainte-Aldegonde à Arras. — Efforts du prieur de Saint-Vaast. — Le clergé des provinces wallonnes refuse de se laisser taxer par le gouvernement d'Espagne. — Triple conflit. — Révolution muni-

cipale effectuée à Arras par Gossen et autres. — Contre-révolution. — Jugements et exécutions sommaires. — « La Réconciliation » des chefs des Malcontents. — Traité secret du Mont Saint-Éloy. — Turbulence du prieur de Renty. — Ses accusations contre les seigneurs ralliés. — La vengeance qu'ils en tirent. — Contre-manœuvre du parti libéral. — Union d'Utrecht. — Analyse et appréciation de cet acte.

Un cinquième gouverneur se trouvait maintenant au poste que successivement, Marguerite de Parme, d'Albe, le Grand Commandeur et Don Juan d'Autriche avaient occupé. De tous les personnages illustres à qui Philippe avait confié les rênes de cette administration si difficile et si dangereuse, l'homme qui allait aujourd'hui la diriger était de beaucoup le plus habile et le plus apte à cet emploi. S'il existait un conducteur assez adroit pour guider le char de l'État dans sa course plus effrénée que jamais à travers « un chaos informe », ce conducteur c'était Alexandre Farnèse. Sa main était la seule qui pût quelque chose.

Il entrait dans sa trentième année ; son oncle, Don Juan, son cousin, Don Carlos, et lui-même étaient nés à quelque mois l'un de l'autre. Son père était Octave Farnèse, le fidèle lieutenant de Charles-Quint et le petit-fils du pape Paul III ; sa mère était Marguerite de Parme, la première régente des Pays-Bas lorsque Philippe eut quitté ces provinces. C'était l'un des jumeaux dont l'union de Marguerite et de son époux avait été bénie, et le seul survivant des deux. Son bisaïeul Paul, qui lui avait donné son propre nom du monde : celui d'Alexandre, avait posé sa main sur la tête de l'enfant nouveau-né en prédisant qu'il grandirait pour devenir un puissant homme de guerre. L'enfant, dès ses premières années, parut destiné à vérifier cette prophétie. Bien que suffisamment appliqué aux études, c'est avec empressement

qu'il abandonnait ses professeurs de lettres, pour les exercices du corps et les entreprises les plus risquées. Le bruit des armes entoura son berceau. Les trophées d'Octave, revenant vainqueur d'au delà des Alpes, avaient ébloui les yeux de son enfance, et il n'avait que dix ans lorsqu'il assista au siège de Parme, sa ville natale, et à la vigoureuse défense de son courageux père. Pendant que Philippe était encore dans les Pays-Bas, — dans les années qui suivirent immédiatement l'abdication de Charles-Quint, — il avait pris l'enfant auprès de lui comme garantie de la fidélité de ses parents. Bien qu'il n'eût que onze ans alors, Alexandre avait demandé avec instance l'autorisation de servir comme volontaire dans la mémorable journée de Saint-Quentin ; et il versa des larmes amères, quand le monarque étonné avait répondu par un refus. Son éducation s'était achevée à Alcala et à Madrid sous la direction immédiate du Roi son oncle, et dans la compagnie de Don Carlos et de Don Juan. Le bâtard impérial parvenait seul à surpasser, voire même à égaler le Prince italien, en adresse et en force. Ils étaient tous les deux également passionnés pour la chasse et pour les tournois ; ils attendaient tous les deux avec impatience le moment où l'insipide discipline de moines pédants, et les combats simulés qui faisaient leur seule récréation, céderaient la place aux sérieux plaisirs de la guerre. A l'âge de vingt ans, Alexandre avait été fiancé à Marie de Portugal, fille du prince Édouard, petite-fille du roi Emmanuel, et ses noces avec cette princesse incomparable furent, quelque temps après, comme nous l'avons vu, célébrées en grande pompe à Bruxelles. Des fils et des filles lui naquirent en juste nombre, durant le séjour qu'il fit ensuite à Parme. Alors, en effet, dans ce petit duché, l'esprit ardent et énergique du futur triomphateur fut condamné pour un temps à ronger

son frein et à se rouiller dans une odieuse oisiveté. Son père encore dans toute la vigueur de l'âge, gouvernant paisiblement ses domaines héréditaires de Parme et de Plaisance, Alexandre n'avait aucune occupation pendant la courte période de paix qui existait alors. Ce belliqueux génie aspirant à une vaste et glorieuse sphère d'action, la seule où son activité pût trouver à s'employer fructueusement, chercha un délassement dans des exploits de duelliste et de gladiateur. Pendant la nuit, le Prince héréditaire parcourait les rues de sa capitale, déguisé et bien armé, seul ou bien avec un confident. Chaque passant, de tournure martiale, qu'il venait à rencontrer à minuit dans les rues, était sommé de s'arrêter et de mesurer son épée avec cet ennemi inconnu, qu'à peine il voyait, mais dont il éprouvait bientôt la supériorité; tant qu'il put garder l'incognito, ce divertissement se prolongea. Ce qu'Alexandre cherchait surtout, c'était à rencontrer et à provoquer les gentilshommes dont l'habileté ou la bravoure lui était vantée. Enfin, une certaine nuit, il arriva qu'un comte Torelli, dont la réputation de spadassin et de duelliste était bien établie à Parme, fut son adversaire. Les épées s'entrechoquaient, le combat s'était déjà engagé dans l'ombre épaisse, lorsque la torche d'un passant attardé éclaira subitement la figure d'Alexandre. Torelli, reconnaissant ainsi et tout à coup son adversaire, laissa tomber son épée et implora son pardon, car, en Italien rusé, il avait compris de suite que, si même aucun des combattants ne tombait dans la lutte, sa position n'en était pas moins des plus fausses. Vainqueur, il s'attirait la haine, et vaincu, le mépris de son futur souverain. Le peu de succès de cette dernière rencontre et le bruit qu'elle fit, mirent un terme aux plaisirs nocturnes d'Alexandre; et il dut, pour quelque temps, prendre des habitudes plus pacifiques, et chercher

des distractions dans la société du « phénix de Portugal » qu'il avait laissé si longtemps solitaire au foyer domestique.

Mais la ligue sainte fut enfin conclue, une nouvelle et dernière croisade proclamée, son oncle et ami fidèle appelé au commandement des forces réunies de Rome, d'Espagne et de Venise. Le retenir plus longtemps fut impossible. Sans écouter les supplications de sa mère et de son épouse, il arracha à Philippe son consentement nécessaire et vola sur le théâtre de la guerre dans le Levant. Don Juan le reçut à bras ouverts, juste au moment où la bataille de Lépante était imminente, et lui confia un poste de choix au premier rang de la ligne de bataille, avec le commandement de quelques galères génoises. Les exploits d'Alexandre dans cette journée célèbre ressemblent à ceux des héros fabuleux de roman. Accrochant la galère aux flancs du navire portant le trésor de la flotte turque, et qui, à raison de son importance, était plus fortement équipé et armé qu'aucun autre, il sauta seul, après quelques bordées, sur le pont de l'ennemi, et brandissant une immense épée à deux mains, son arme habituelle, il tailla de droite et de gauche un passage à travers les rangs de ses adversaires, pour les soldats chrétiens qui ne pouvaient suivre la course impétueuse de leur général. Mustapha Bey, trésorier de la flotte et commandant du navire, tomba sous son glaive parmi beaucoup d'autres qu'il ne comptait point, qu'il semblait même ne pas voir. La galère fut bientôt prise, ainsi qu'une autre qui ne vint au secours du navire-trésorier que pour partager sa défaite. Le butin, qui fut la récompense de l'audace d'Alexandre, fut prodigieux, les simples soldats eurent chacun pour leur part deux ou trois mille ducats. Après la bataille Don Juan reçut son neveu avec des éloges mêlés cependant de reproches.

L'heureux dénoûment justifiait seul une aussi folle témérité ; et en cas de mort ou de défaite, fit observer le commandant en chef, personne n'eût osé applaudir. Alexandre répondit en riant qu'il s'était senti soutenu par une confiance surhumaine ; les prières que sa sainte femme ne cessait d'adresser au ciel pour son salut depuis qu'il était à la guerre, étant un bouclier et un appui incomparables, qui le protégeraient de dangers même plus grands que ceux qu'il venait d'affronter.

Ce fut la première campagne d'Alexandre, et pendant quelques années il ne lui fut pas donné de moissonner d'autres lauriers. Enfin Philippe se décida à envoyer de nouveau Marguerite avec son fils dans les Pays-Bas pour relever ainsi Don Juan du supplice qui le faisait tant souffrir. L'intervention de Granvelle auprès de la duchesse n'aboutit point. Mais Alexandre, toujours avide d'aller partout où des coups s'échangeaient, se mit joyeusement à la tête des renforts expédiés à Don Juan vers la fin de 1577. Il avait atteint Luxembourg le 18 décembre de cette année, assez à temps comme nous l'avons vu pour prendre part à la victoire signalée de Gembloux, et même, en réalité, pour la décider. Il avait vu avec stupeur le fatal changement qui s'était produit dans la superbe et hautaine apparence de son illustre parent. Il lui avait depuis fermé les yeux au camp de Bouges et, dans la petite église du village, il avait déposé son cœur sous un marbre tumulaire. Maintenant il gouvernait à sa place.

Son apparence physique répondait à son caractère. Il avait la tête d'un gladiateur, petite, ronde, combative, avec quelque chose du chat et du serpent dans les mouvements. Sa chevelure, noire et coupée rase, était droite et rude. Il avait le front haut et étroit, les traits bien formés, son nez régulièrement aquilin ; ses

yeux grands et ouverts, noirs, perçants, mais ayant quelque chose de menaçant et de sinistre dans l'expression. Il avait l'habitude de regarder sans cesse de côté et d'autre, comme un homme qui cherche à parer ou à porter un coup mortel, — le regard d'un spadassin et d'un bravo. La partie inférieure de son visage disparaissait sous une barbe touffue ; sa bouche et son menton étaient complètement invisibles. Il était de taille moyenne, bien fait et gracieux de sa personne, princier dans son maintien, somptueux et splendide dans son accoutrement. Sa haute fraise de dentelle, son collier de la Toison d'Or, son armure de Milan incrustée d'or, le désignaient au premier aspect comme un personnage de haut rang. Sur le champ de bataille il possédait le don bien rare de communiquer à ses soldats son audace et son impétuosité personnelles. Il était toujours en avant, même dans les entreprises les plus dangereuses et les plus désespérées, et, comme son oncle et son grand-père, l'Empereur, il savait récompenser avec délicatesse le dévouement de ceux qui l'avaient suivi de près par quelque bagatelle : poignard, plume, ruban ou joyau que de ses mains il prenait dans sa propre parure.

Ses talents militaires, — appelés aujourd'hui pour la première fois à se déployer sur une vaste échelle, — étaient, sans conteste, supérieurs à ceux de Don Juan, dont le nom ne devait toute sa gloire qu'à la victoire de Lépante, célébrée dans l'univers entier. D'ailleurs il possédait bien plus que lui la science de gouverner les hommes, soit dans les camps, soit dans le conseil. Avec moins de puissance d'attraction et de fascination, il avait plus d'autorité que son parent. Froid et composé, il n'était passionné que devant l'ennemi, et rarement laissait passer sans le châtiment qu'ils méritaient un geste ou un mot inconve-

nant. Ce n'était ni un rêveur ni un homme à projets. Il n'avait rien du chevalier errant. Il n'eût point traversé des mers et des montagnes pour délivrer une reine captive, ni songé à se faire payer son héroïsme en se mettant sur la tête la couronne de la délivrée. Il avait un genre de caractère tout à lui et tout en lui. Il se rendait un compte exact de l'œuvre que demandait Philippe, et se disait qu'il était précisément l'ouvrier que l'on attendait depuis si longtemps. Froid, incisif, intrépide, rusé, il joignait à l'audace sans scrupule d'un condottiere la patience pénétrante d'un jésuite. Il savait ramper inaperçu par des voies ignorées, se dresser tout à coup et frapper mortellement. Il arrivait préparé non seulement à écraser en rase campagne les habitants des Pays-Bas, mais aussi à leur tenir tête dans les détours de la politique, à les lasser et à les déjouer dans cette lutte où son impétueux prédécesseur était tombé vaincu et bafoué. Il possédait assez d'art et de patience, — comme les évènements allaient le prouver, — non seulement pour réduire par la mine leurs villes les plus inexpugnables, mais aussi pour dépasser en profondeur les intrigues de leurs hommes d'État les plus accomplis. Circonvenir à la fois leurs négociations et leurs guerriers, voilà la tâche qu'il s'était imposée. Sans le courage, la vigilance et l'intelligence supérieure d'un seul de ses adversaires, les Pays-Bas entiers eussent partagé le sort des provinces méridionales. Et d'autre part, si la vie de Guillaume d'Orange s'était prolongée, peut-être eût-on conjuré, dans toute l'étendue de la contrée, le mauvais génie des Provinces.

Quant à la religion, Alexandre Farnèse était naturellement catholique des plus stricts, regardant tout dissident du romanisme comme un *chien de païen*, non qu'en pratique il s'inquiétât beaucoup de questions religieuses ; pendant la vie de sa femme, il avait cava-

lièrement rejeté sur ses saintes épaules tout le fardeau de son propre salut. Maintenant elle s'était envolée vers les régions célestes ; mais apparemment Alexandre continuait à s'en rapporter à son intercession. En temps de paix la vie d'un bravo, en temps de guerre la ferme résolution de détruire sans pitié des villes entières pleines d'innocents, n'ayant d'autre tort que d'entretenir sur l'adoration des images et les cérémonies du culte d'autres idées que celles qu'on professait à Rome, ne lui paraissant nullement incompatibles avec les préceptes de Jésus-Christ. Pendre, noyer, brûler et massacrer les hérétiques était une déduction toute simple de sa théologie. Il n'était, à vrai dire, ni casuiste ni candidat à la canonisation, mais il était dévot comme tous ceux de son temps, et c'était vraiment une sainte horreur que lui inspirait l'impiété des hérétiques qu'il persécutait et massacrait. Il assistait régulièrement à la messe de bon matin ; l'hiver, à la lueur des torches, il aurait plutôt manqué sa partie de paume de chaque jour que ses exercices religieux. Le dogme de Rome était la croyance de sa caste. C'était la religion des princes et des gentilshommes de haut rang. Quant aux dogmes de Luther, de Zwingle, de Calvin et autres systèmes du même genre, qu'était-ce autre chose que la foi ridicule de tisserands, de brasseurs et autres gens de peu, misérable troupeau qui, osant s'appeler chrétiens tout en rejetant le pape, ne pouvait être puni de sa présomption que par une extermination immédiate. Ses habitudes privées étaient très sobres. Il avait coutume de dire qu'il ne mangeait que pour vivre, et rarement il finissait de dîner sans s'être levé trois ou quatre fois de table pour s'occuper de quelque affaire publique qui, selon lui, ne pouvait souffrir de retard.

Les relations antérieures avec les Pays-Bas pou-

vaient lui être utiles et il sut les mettre immédiatement à profit. Les grands nobles, qui tous avaient agi sous la pression de leur jalousie contre le prince d'Orange, qui s'étaient vus déjoués dans leurs intrigues avec Mathias, et dont les projets naissants sur d'Anjou venaient d'être étouffés dans leur germe, étaient précisément dans la situation qui convenait le mieux aux plans astucieux d'Alexandre Farnèse. Les Montigny, les La Motte, les Melun, les d'Egmont, les d'Aerschot, les d'Havré, déçus et redéçus encore dans leurs petites menées et leur basse ambition, étaient tout prêts à sacrifier leur pays à l'homme qu'ils haïssaient et à l'ancienne religion qu'ils croyaient adorer. Les Malcontents qui ravageaient le pays de Hainaut et qui menaçaient Gand, les « Jacques Patenôtres » qui n'attendaient qu'une occasion favorable et de bonnes conditions pour faire la paix avec l'Espagne, étaient les instruments dont Parme résolut de se servir dès le début de ses efforts. Il arrivait au pouvoir dans des circonstances bien plus favorables qu'elles ne l'avaient été pour Don Juan. En somme, tout semblait présager le succès. Parme paraissait avoir toute chance de pouvoir parvenir à réduire enfin cette rébellion chronique et à rétablir la suprématie de l'Église et du Roi. Les clauses de la Pacification de Gand n'existaient plus, les deux « Unions de Bruxelles, » qui lui avaient succédé, avaient, par leurs fatales stipulations, qnant à la religion, changé en armes de guerre des instruments de paix. « La paix de religion, » que l'on avait proclamée à Anvers, n'avait trouvé faveur presque nulle part. Comme, pendant un certain temps, les Provinces avaient paru l'emporter sur leur ennemi, elles s'étaient tournées avec rage les unes contre les autres et le feu des discordes religieuses, qu'avait éteint l'effort commun de toute une race craignant la destruction de sa patrie, avait repris, rallumé

par mille brandons arrachés au foyer domestique. Pères et enfants, frères et sœurs, époux et femmes, argumentaient déjà avec colère et étaient prêts à se persécuter. Catholiques et protestants, pendant le temps d'arrêt momentané de l'oppression, oublièrent leur spontané et bienheureux accord de Gand pour reprendre leurs querelles intestines. Les exilés réformés qui, aux premières nouvelles de paix et de tolérance générale, étaient revenus en foule, furent cruellement déçus. Ils rencontrèrent dans les provinces wallonnes les persécutions des Malcontents ; et dans le pays de Frise, l'oppression plus puissante encore des stathouders royaux.

Une persécution en avait engendré une autre en sens contraire. La ville de Gand était devenue le centre d'un régime insurrectionnel qui, sous prétexte d'établir une large liberté politique et religieuse, faisait outrage à toutes les lois divines et humaines. Ce fut à Gand que se passèrent les premiers incidents de l'administration du prince de Parme. Deux des divers prétendants de haut parage au douaire de la fiancée des Pays-Bas, continuaient à s'observer d'un œil jaloux. D'Anjou était à Mons, dont il avait, mais en vain, secrètement tenté de s'emparer à son profit personnel. Jean Casimir était à Gand, fomentant une révolte, qu'il n'avait ni assez d'adresse pour conduire, ni assez d'intelligence pour comprendre. On parlait de le faire Comte de Flandre, et sa vulgaire ambition se laissait éblouir par l'éclat de cet espoir. D'Anjou qui, lui aussi, voulait devenir Comte de Flandre, aussi bien que Duc ou Comte dans toutes les autres provinces, s'indigna vivement à ces nouvelles qu'il lui plut de regarder comme vraies. Il écrivit aux États-Généraux pour leur exprimer son vif mécontentement. Il écrivit à Gand pour offrir son intervention entre les bourgeois et les Malcontents. Casimir avait besoin

d'argent pour ses troupes. On lui en donnait abondamment, mais cela ne suffisait point. Aussi ses mercenaires, en attendant, se payaient-ils eux-mêmes dans les provinces méridionales ; mangeant le blé en vert et trouvant à voler et à piller là où le vol et le pillage avaient déjà passé tant de fois qu'on eût dû croire qu'il n'y avait plus d'aliment aux rapines. Voilà comment les soldats traitaient les paysans, tandis qu'à Gand leur maître trempait dans les intrigues sans issue qu'étendaient sur cette malheureuse ville deux démagogues, les plus odieux dont jamais cause sacrée ait été polluée. Le caractère de Jean Casimir était bien apprécié et par le cardinal Granvelle, son ennemi, et par Guillaume de Hesse, son parent et ami. Il avait pour exploits le vol et le pillage ; pour destinée, d'embrouiller le chaos. D'Anjou, dégoûté de la faveur momentanée dont jouissait un rival pour lequel il affichait un souverain mépris, dans un accès de dépit, licencia ses troupes et se disposa à rentrer en France. Immédiatement, plusieurs milliers de ses soldats prirent service parmi les Malcontents sous Montigny, grossissant ainsi les rangs des plus mortels ennemis de ce pays que d'Anjou avait accepté de protéger. L'armée des États, de son côté, s'était rapidement dissoute. A peine leur restait-il assez d'hommes pour figurer en rase campagne ou pour garnir suffisamment les villes les plus importantes. Les malheureuses Provinces, déchirées par les discordes civiles et religieuses, étaient parcourues par des hordes de soldats non payés, de toutes nations, de toutes croyances, de toutes langues : Espagnols, Italiens, Bourguignons, Wallons, Allemands, Écossais et Anglais ; les uns venus pour l'attaque, les autres pour la défense, mais tous oisifs, tous divisés, sauf quand il s'agissait de maltraiter et d'outrager les pauvres paysans sans défense ou les habitants des petites villes. Les chroniques du temps

regorgent de scènes domestiques, de meurtre et de rapine, dont les acteurs sont invariablement l'insolente soldatesque étrangère et leurs victimes au désespoir.

Gand, — l'énergique, la riche, la puissante, la passionnée, la turbulente Gand, — était pour le moment le foyer des désordres, le centre d'où rayonnaient non pas les chaudes et lumineuses effluves d'une liberté raisonnable et sage, mais les flammes incendiaires d'une licence sanguinaire et d'une sauvage anarchie. Ville citée au nombre des plus riches et des plus puissantes de la chrétienté, la seconde ville des Pays-Bas, sa destinée l'avait si souvent conduite à dépasser les bornes du bon sens et de la modération dans son culte pour la liberté, et à devoir subir de la main des princes, que ses propres excès avaient rendus puissants, d'ignominieux châtiments, que son nom était passé en proverbe. Elle devait, cette fois encore, méconnaître, malheureusement et sans remède possible, sa véritable position. Le prince d'Orange, architecte savant des grandeurs de sa patrie, voulait faire de Gand la clef de voûte de l'arc qu'il s'occupait d'édifier. S'il lui eût été donné d'amener son plan à perfection, le monument, rempart éternel contre la tyrannie et l'injustice, eût affronté les siècles. Mais le frêle échafaudage temporaire dont le grand artiste avait soutenu son œuvre inachevée, fut mis en pièces par des mains grossières et rudes ; la clef de voûte disparut dans l'abîme, pour s'y perdre à jamais, et le travail d'Orange resta dès l'origine à l'état fragmentaire. Les excès démagogiques, l'horreur de la licence, la jalousie des nobles, la rivalité des chefs militaires, venaient chaque jour jeter sur sa route héroïque de nouvelles pierres d'achoppement. Six mois à peine après avoir pris les rênes du pouvoir, Farnèse, hardi et souple, tenait l'épée à deux tranchants des discussions reli-

gieuses d'une main aussi ferme que le fameux brandon avec lequel, à Lépante, il s'était élancé à bord de de la galère de Mustapha Bey, et il coupait les Pays-Bas en deux tronçons qui ne devaient jamais plus se réunir. Le traité séparé conclu entre les provinces wallonnes allait opérer la division de l'élément celte et romain d'avec l'élément batave et frison, et détruire ainsi une nationalité qui, par la fusion de toutes ses parties, aurait constitué le plus admirable mélange d'ardeur et de résistance dont l'histoire ait jamais eu à parler.

En attendant, l'herbe croissait et le bétail paissait dans les rues de ce Gand où jadis les pas bruyants des artisans allant et venant étaient comme le mouvement d'une puissante armée. La grande majorité des habitants étaient de la religion réformée et décidés à opposer une résistance ferme aux Malcontents conduits par la noblesse aigrie. La ville, qui se regardait comme la tête des provinces méridionales, s'indignait de l'audace de la partie wallonne proclamant de nouveau la suprématie de Rome qu'on venait de renverser, et déclarant encore possibles des rapports d'amitié avec un souverain complètement déchu. Il y avait cependant deux partis dans Gand, tous deux conduits par des hommes dangereux et sans foi. Hembyze, le plus dangereux des deux chefs populaires, était changeant, cruel, lâche et perfide, mais possédant le don de l'éloquence et de l'intrigue. Ryhove avait plus de courage, sans plus d'honnêteté ; il était violent, âcre et sans aucun scrupule. Ryhove se regardait comme l'ami du Prince. Nous l'avons vu prendre l'avis d'Orange avant sa mémorable attaque contre d'Aerschot dans l'automne de l'année précédente, et nous savons comment s'était terminée cette conférence.

Le Prince, avec cette teinte de dissimulation qui provenait plutôt de ses théories politiques que de son

caractère, et que peut-être, en ces temps d'intrigues, aucun de ceux qui aspiraient à gouverner les hommes soit en bien, soit en mal, ne pouvait éviter, le Prince avait souri à un projet qu'il ne voulait cependant point approuver ouvertement. A vrai dire, il ne connaissait pas à fond Ryhove, autrement il n'eût pas manqué de rejeter avec mépris un instrument aussi ignoble que l'était cet homme, comme on le vit par la suite. Les violences de ce personnage, lors de l'arrestation d'Aerschot, étaient de la douceur, comparées au forfait dont il va souiller la cause de la liberté. Il avait reçu l'ordre de quitter Gand pour aller à la rencontre d'une troupe de Malcontents qui se rassemblaient dans le voisinage de Courtrai ; mais il se jura de ne point franchir les portes aussi longtemps que deux des gentilshommes, arrêtés par lui le 28 octobre précédent, seraient encore en vie. Ces deux victimes étaient l'ancien procureur fiscal Visch et le membre du Conseil de Sang, Hessels. Ce dernier avait, à ce qu'il paraît, déclaré à Ryhove haine éternelle pour les outrages que celui-ci lui avait fait subir, et il avait juré, « par sa barbe grise, » que quelque jour il ferait pendre ce bandit. Ryhove, ne se sentant point en sûreté dans le présent état de choses, et sachant bien qu'il ne pouvait se fier ni à Hembyze, son ami jusqu'alors, ni aux nobles emprisonnés, ses ennemis implacables depuis toujours, Ryhove résolut de détruire au moins l'un des deux dangers qui le menaçaient avant de se mettre en campagne contre les Malcontents. En conséquence, le 4 octobre 1578, Visch et Hessels, occupés à jouer aux échecs dans leur prison, reçurent tout à coup l'ordre de monter dans un carrosse qui venait de s'arrêter devant la porte. Une troupe de gens armés suffisante pour faire exécuter l'ordre par la force accompagnaient celui qui le portait. Les prisonniers obéirent, et le carrosse se mit à rouler lentement par les rues de la

ville, franchit la porte de Courtrai et prit la route de cette ville.

Après quelques minutes, on fit halte. Ryhove apparut alors à la portière et annonça aux prisonniers stupéfaits qu'on allait incontinent les pendre à l'un des arbres qui bordaient le chemin. Le vieux Hessels, qui l'avait menacé lui-même de la hart en jurant par « sa barbe grise, » offrait trop beau sujet de raillerie pour que Ryhove laissât passer l'occasion. « Tu ne vivras jamais assez longtemps pour porter barbe grise pareille, bandit ! » lui répondit audacieusement Hessels, plus furieux que tremblant en présence de la mort inattendue qui le menaçait. « Tu en as par ma foi menti, faux traître ! » vociféra Ryhove, et pour appuyer ses paroles il saisit à pleine main la barbe du vieillard, et, en arrachant une poignée, il se l'attacha au chapeau en guise de plume. Plusieurs de ses compagnons l'imitèrent, en coupant pour eux-mêmes des mèches de cette même barbe grise et en s'en décorant comme l'avait fait leur chef. Ces préliminaires terminés, les deux vieillards furent pendus sans même un semblant de jugement ou de sentence.

Telle fut la fin du fameux conseiller qui, au Tribunal de Sang, ne s'éveillait que pour crier « *ad patibulum.* » N'est-il pas cruel de voir la face rayonnante de la liberté civile ne se découvrir après des années d'éclipse totale que pour recevoir de la part de ses sectateurs d'aussi sanglantes insultes ? N'est-il pas triste de voir les crimes de personnages tels qu'Hembyze et Ryhove, coûter à la fortune de la liberté politique et religieuse, cent fois plus que ne valait la vie de vingt mille bandits comme eux ? Sans l'influence de leur démagogie impure, qui détruisait tout l'effet des nobles efforts et de la vie sans tache de Guillaume d'Orange, jamais peut-être la séparation des deux parties des Pays-Bas ne se fût accomplie. Malheu-

reusement, le Prince n'avait pas assez de puissance et l'État naissant assez de consistance pour arrêter les tendances désorganisatrices du fanatisme romain d'une part, et d'une ochlocratie à cruelles représailles, de l'autre.

De semblables évènements, joints à la haine qui, de jour en jour, devenait plus intense entre les Wallons et les Gantois, rendaient hautement désirable la conclusion d'un accord bon ou mauvais. Dans les campagnes, les Malcontents, sous prétexte de protéger le clergé catholique, maltraitaient et dépouillaient le peuple, tandis qu'à Gand on outrageait les prêtres et saccageait les cloîtres sous prétexte de défendre la liberté. Dans cet embarras les yeux de tous les honnêtes gens se tournèrent naturellement vers d'Orange.

Il y eut entre Anvers et Gand échange de députations et de messages. Le Prince posa trois points comme base indispensable de tout arrangement : premièrement, que le clergé catholique recouvrerait le libre usage de ses biens ; secondement, qu'il ne serait point troublé dans l'exercice de son culte ; troisièmement, qu'on relâcherait les personnes tenues captives depuis le fameux vingt-huit octobre. Si ces points étaient acceptés, l'archiduc Mathias, les États-Généraux et le prince d'Orange s'engageaient à chasser la soldatesque wallonne et à défendre Gand contre toute agression. Les deux premiers points furent acceptés, sous la condition d'établir des garanties suffisantes pour la sécurité de la religion réformée ; mais le troisième fut rejeté et remplacé par la promesse de juger régulièrement, et dans l'entretemps de préserver de tout outrage les prisonniers : Champagny, Sweveghem et les autres qui, naturellement, depuis l'horrible mort de Hessels et de Visch, étaient des plus inquiets pour leur propre destinée.

Le 3 novembre 1578, ces articles furent rédigés et signés à Anvers. Pendant ces négociations, Gand était plein de murmures ; les extravagants parmi les partisans de la liberté déclaraient que tout en consentant à ne pas molester les catholiques ils n'entendaient nullement introduire « la paix de religion. » Le 11 novembre, le prince d'Orange expédia à Gand des commissaires au nom de l'Archiduc et des États-Généraux pour sommer les autorités d'exécuter fidèlement l'accord qu'elles venaient de conclure. Le même jour, l'envoyé anglais, Davidson, fit aux mêmes magistrats d'énergiques représentations, leur déclarant que la conduite des Gantois excitait des regrets universels, et semblait prouver que leur but était non de finir, mais de continuer la guerre civile qui sévissait depuis si longtemps. Leurs procédés faisaient douter de la possibilité de les soumettre à aucune loi, à aucune autorité. Et comme on pouvait supposer que la présence de Jean Casimir à Gand était autorisée par la reine Élisabeth, puisqu'on savait qu'il était subsidié par elle, l'envoyé saisit cette occasion pour déclarer que Sa Majesté désapprouvait hautement tout ce qui se passait. Il fit observer en outre que dans l'opinion de Sa Majesté, il était encore possible de maintenir la paix en se conformant aux conseils du prince d'Orange et des États-Généraux. Mais il fallait pour cela exécuter les trois articles dont on était convenu. Enfin, il déclara aux Gantois que Sa Majesté britannique craignait que leur conduite ne la forçât à abandonner complètement la cause du pays, et que, en conséquence, elle réclamait — trait bien caractéristique de sa parcimonie — immédiatement des obligations au nom de la ville jusqu'à concurrence de 45,000 livres sterling.

Deux jours plus tard, des envoyés bruxellois arrivèrent chargés, eux aussi, de faire des remontrances

à la cité flamande et de la sauver, s'il était possible, de l'espèce de folie dont elle était saisie. Ils rappelèrent aux magistrats les sages et fréquents conseils du prince d'Orange. Le seul moyen qu'il y eût de sauver la patrie des dangers qui la menaçaient, le Prince l'avait dit souvent, c'était l'union de toutes les Provinces et l'obéissance au Gouvernement central. Maintenant, sa propre réputation, l'honneur de sa maison étaient compromis, car à raison des dignités qu'il exerçait en ce moment, on lui reprochait méchamment, comme s'il en était l'auteur, tous les crimes commis dans Gand. Aussi allait-il sans plus hésiter publier sa défense contre ces calomnies. Après ce préambule les envoyés supplièrent les magistrats d'accepter la paix religieuse que d'Orange avait proposée et de mettre en liberté leurs prisonniers. Quant à eux, Bruxellois, ils n'abandonneraient jamais le Prince, car il n'y avait personne, après Dieu, qui comprît aussi bien leurs intérêts ou trouvât dans chaque circonstance le remède nécessaire avec autant de promptitude.

Tels furent les arguments produits au nom des États et de la cité de Bruxelles, mais pendant que les envoyés argumentaient ainsi, une nouvelle émeute éclata dans Gand. Les démagogues, et surtout Pierre Dathénus, le moine défroqué de Poperinghe, qui, après avoir servi successivement le Pape et d'Orange, les haïssait tous deux avec la même ferveur, avaient excité le peuple et, sous leur influence, une populace furieuse s'élança sur les catholiques, brisa en pièces les images sacrées et les tableaux d'église, pilla les couvents et chassa hors de la ville tous les papistes. Tout cela avec tant de cris, d'emportement et de vacarme que, dit un chroniqueur, on eût dit que tous les habitants étaient en proie à une folie furieuse. Les tambours battirent l'alarme, les magistrats sortirent

pour arrêter la foule, mais leurs prières ou leurs ordres restèrent vains jusqu'à ce que l'œuvre de destruction fût complète ; alors enfin le tumulte s'apaisa faute d'aliment.

La situation devint plus menaçante que jamais. Rien n'excitait davantage l'indignation du prince d'Orange que ces stupides iconomachies. Il était parvenu même à obtenir des autorités de Gand une ordonnance qui les défendait sous peine de mort. Il partageait l'opinion de Luther, disant qu'il fallait arracher le culte des idoles du cœur de l'homme et qu'alors les idoles des églises tomberaient toutes seules. Il croyait aussi, avec le landgrave Guillaume, que « la destruction de ces idoles sans valeur se payait toujours par des torrents de fort bon sang humain. » On comprendra donc aisément que ce nouvel acte d'absurde violence, en réponse aux remontrances qu'il n'avait pas encore achevées, en présence de ses envoyés, lui inspira le plus profond mécontentement. Il fut sur le point de publier une défense contre les calomnies que sa tolérance lui attirait de la part des catholiques aussi bien que des calvinistes. Il agita sérieusement la question de savoir s'il ne ferait pas mieux de tourner définitivement le dos à un pays si incapable d'apprécier ses hautes idées, ou de seconder ses vertueux efforts. Heureusement on le détourna de ces projets ; et, quoique abreuvé d'amertume par ses amis comme par ses ennemis, quoique averti que, même dans sa fidèle Hollande, on soupçonnait sa pureté, depuis qu'on parlait partout de ses sympathies pour le duc d'Alençon, il conserva sa majestueuse sérénité, et souriait aux traits qui tombaient sans force à ses pieds. « J'admire sa sagesse de jour en jour davantage, » s'écriait Hubert Languet ; « je vois ceux qui se disent ses amis lui causer plus d'ennuis que ses ennemis ; et cependant il reste toujours fidèle à lui-

même, aucun orage ne trouble son égalité d'humeur, les injures les plus constantes ne le poussent à aucun acte excessif. »

Le Prince, cette année, avait été choisi à l'unanimité par les quatre membres des États de Flandre, comme gouverneur de cette province, mais avait encore une fois refusé cette dignité. Les habitants de Gand, malgré leurs turbulences, professaient de l'attachement à sa personne et du respect pour son autorité. On le supplia donc de se rendre dans leur ville ; sa présence seule ramènerait les bourgeois au bon sens. Mais pareille démarche n'était rien moins qu'agréable, et, de plus, pouvait offrir des dangers ; cependant, dans tout le cours de sa carrière, cette considération ne l'influença jamais. Hembyze et sa bande étaient capables de recourir à toutes les extrémités, à tous les guets-apens, pour se débarrasser de celui qu'ils craignaient et haïssaient en même temps. La présence de Jean Casimir ajoutait encore à toutes les complications ; car d'Orange, tout en préférant ce personnage, ne voulait pas s'aliéner ses amis. D'ailleurs Casimir s'était montré disposé à soutenir la cause patriotique et à s'en référer aux avis du Prince. Il avait mis sur pied une armée, à l'aide de laquelle il n'avait, il est vrai, rien fait, sinon ravager à fond les campagnes, et pour laquelle cependant il demandait à grands cris des subsides aux États. Les soldats des diverses armées qui parcouraient la contrée rivalisaient du reste d'audace et d'extravagance. « Leurs outrages sont des plus exécrables,» écrivait le marquis d'Havré, « ils exigent les mets les plus exquis et boivent le champagne et le bourgogne à pleins baquets. » Néanmoins, le 24 décembre, le Prince vint à Gand. Il y tint de longues et anxieuses conférences avec les magistrats. Chaque jour il s'enferma avec Jean Casimir, dont il flatta la vanité et sut adroitement, comme

toujours, ménager le caractère emporté. Il dîna même avec Hembyze, et, de cette façon, aplanissant les difficultés et calmant les passions soulevées, il réussit enfin à obtenir une paix religieuse consentie par tout le monde et publiée le 27 décembre 1578. Elle était conçue dans les mêmes termes que le projet préparé et proposé pour les Pays-Bas tout entiers pendant le cours de l'été précédent. L'exercice des deux cultes était autorisé ; les insultes et les outrages, soit pat paroles. livres, peintures, chants ou gestes, étaien défendus de part et d'autre, sous des peines sévères, et tous les citcyens juraient de protéger la tranquillité publique au prix de leur sang, de leur fortune et même de leur vie. Les catholiques, en vertu de cet accord, rentrèrent en possession de leurs églises et de leurs cloîtres, mais on ne put rien obtenir en faveur des gentilshommes captifs.

Les Wallons et les Malcontents furent donc sommés de déposer les armes ; mais, comme on devait s'y attendre, ils déclarèrent cette paix de religion tout à fait insuffisante, et contraire à la fois à la Pacification de Gand et à l'Union de Bruxelles. En somme, la suppression totale du culte réformé eût seule pu les satisfaire, de même que l'extirpation du catholicisme romain pouvait seule contenter Hembyze et sa faction. L'homme le plus fort se fût trouvé impuissant entre des fanatiques de ce genre.

Pour Jean Casimir, l'arrivée du Prince à Gand fut en définitive excellente. Comme toujours, ce personnage sans cervelle s'était jeté, tête baissée, dans des embarras dont il était parfaitement incapable de se tirer. Il ne savait plus que faire, ni quel chemin prendre. Après avoir intrigué avec Hembyze et sa séquelle, il trouvait qu'un personnage de sa qualité se compromettait en entrant en rapports avec de pareilles gens. Après avoir mis sur pied une forte armée, il s'aperce-

vait qu'il n'avait pas un sou dans ses coffres. Il sentait amèrement la vérité des paroles du Landgrave, lorsqu'il déclarait « qu'il vaut mieux avoir trente mille diables aux trousses, que trente mille Allemands réclamant leur solde ; car il est possible de payer les diables avec le signe de la croix, tandis qu'on ne peut se débarrasser des soldats qu'avec de l'argent ou des coups. » En outre, la reine Élisabeth, sous le patronage de laquelle il avait entrepris sa ridicule campagne, l'accablait de reproches et de demandes de remboursement. Elle lui écrivit de sa main pour se plaindre de ses grandes prétentions et de son chétif mérite. L'arrivée de Jean Casimir à Gand, si peu justifiée et si funeste ; l'impossibilité où il s'était mis d'opérer avec l'armée des États, commandée par Bossu, cette jonction qui eût permis d'anéantir l'armée royale ; l'occasion qu'il avait donnée au même peuple de soupçonner la Reine et le prince d'Orange d'être de moitié dans ses intrigues personnelles, et disposés à poursuivre leur intérêt égoïste plutôt que le salut des Pays-Bas en général ; l'aggravation que par là il avait apportée au danger de voir les provinces wallonnes, sous l'empire de ces soupçons, se séparer de la « généralité » et travailler à conclure un traité séparé avec Parme ; tous ces péchés de faute ou de négligence et d'autres du même genre passés en revue par la Reine, formaient le thème d'amères et mordantes remarques. « Ce n'était pas, disait-elle, pour toutes ces maraudes et ces intrigues qu'elle l'avait nommé son lieutenant et fourni de soldats et de subsides. Il lui fallait bien vite changer de manière de faire, dans l'intérêt de son nom et de sa renommée, qui n'étaient déjà que trop flétris partout où ses soldats avaient ravagé le pays qu'ils venaient défendre. »

La Reine envoya Daniel Rogers aux États-Généraux, muni d'instructions du même genre, dans lesquelles

elle désavouait nettement et à plusieurs reprises les actes et blâmait la conduite de Casimir. Elle insistait en même temps avec force sur le payement de ses obligations. Bref, jamais général ne reçut de ses supérieurs semonce aussi verte et de ses subalternes déshonneur plus grand. C'est à l'ambition téméraire de prouver au monde que les princes d'Allemagne savaient non seulement porter sur leurs écus des griffons et des tigres, mais encore mordre et déchirer tout aussi bien que ces monstres, c'est à cette ambition que Casimir devait la ridicule position dans laquelle il se trouvait. D'Orange vint l'en tirer autant que possible. Il lui fit faire la paix avec les États-Généraux. Il rendit plus traitables les Réformés extravagants, et parvint même à obtenir des autorités gantoises le bon de quarante-cinq mille livres sterling sur lequel Élisabeth avait si opiniâtrement insisté. Casimir paya ces services du Prince en la monnaie que les esprits étroits et les natures jalouses emploient d'ordinaire dans ces cas : l'ingratitude. L'amitié dont, dans l'origine, il avait fait parade, fit tout à coup place à la froideur. Puis il quitta Gand et regagna l'Allemagne, laissant derrière lui une longue et ennuyeuse remontrance à l'adresse des États-Généraux, dans laquelle il faisait l'historique de ses exploits et s'efforçait de se laver de tout reproche. Il terminait ce manifeste aussi lourd que superflu en déclarant que, pour des raisons soigneusement exposées en long et en large, il voyait bien « qu'il n'était ni trop utile ni trop agréable aux Provinces. » Et, comme on l'avait informé, disait-il, d'une démarche des États-Généraux auprès de la reine d'Angleterre pour qu'elle le rappelât, il s'était résolu, afin de leur éviter, à eux comme à elle, cette peine, à s'en aller de lui-même, « laissant le sort de la guerre en la haute et puissante main de Dieu. »

Les États répondirent à cette remontrance avec une

courtoisie exquise ; ils se déclarèrent « les obligés pour toute l'éternité » à raison de ses services, et lui firent vaguement espérer qu'avant peu l'argent qu'il réclamait pour ses troupes lui serait fourni.

Casimir ayant répondu à la lettre mécontente de la reine Élisabeth en rejetant toute la faute du démérite apparent de sa conduite sur les États-Généraux, et ayant promis de se présenter bientôt en personne devant Sa Majesté, ne resta que peu de temps en Allemagne et passa de là en Angleterre. Il y fut fêté, choyé et flatté, et investi de l'ordre de la Jarretière. Dans l'ivresse de ces royales douceurs et de la splendide hospitalité anglaise, il oublia totalement « les trente mille diables, » qu'il avait laissés courant à l'aventure dans les Pays-Bas, et ces sauvages soldats, mourant littéralement de faim, car il n'y avait plus guère à ramasser dans un pays déjà si souvent ravagé, eurent l'impudence de s'adresser au prince de Parme pour recevoir payement de leur solde. Alexandre Farnèse rit de bon cœur à cette proposition qu'il regarda comme une excellente plaisanterie. Cela avait, en effet, l'air d'une plaisanterie, mais elle était fort triste. Parme répondit au messager de Maurice de Saxe, porteur de cette proposition, que les Allemands devaient avoir perdu la tête pour lui demander de l'argent, au lieu de lui en offrir, et beaucoup, pour qu'il les laissât quitter tranquillement le pays. Il voulait cependant pousser la condescendance jusqu'à leur donner gratuitement leurs passeports, pourvu qu'ils effectuassent leur départ immédiatement. Mais, s'ils y mettaient le moindre retard, il allait tomber sur eux sans plus de cérémonie, et, ajouta-t-il, avec l'arrogance caractéristique de tout général espagnol, un courrier était tout sellé pour aller porter en Espagne le chiffre de ceux d'entre eux qui auraient survécu à l'attaque. Abandonnés par leur chef, terrifiés par les

fanfaronnades de leur adversaire, les mercenaires, peu disposés d'ailleurs à combattre sans solde, acceptèrent les passeports que leur offrait Parme. Ils se vengèrent de la manière dont ils avaient été traités par Jean Casimir et les États-Généraux, en chantant tout le long de leur route une sorte de ballade hybride — moitié flamande, moitié allemande — dans laquelle ils donnaient, avec une certaine verve grossière, carrière à leurs griefs.

Casimir reçut l'annonce du départ de ses soldats en guenilles, le jour même où la belle main d'Élisabeth en personne venait de l'investir de la Jarretière. Quelques jours après, il quitta l'Angleterre, escorté par une troupe de gentilshommes et de lords désignés expressément par la Reine. Il aborda à Flessingue, où, par ordre du prince d'Orange, on le reçut avec distinction, et, le 14 février 1579, il passa par Utrecht. Logé à la « Maison des Allemands, » il ne s'y fit pas faute de gorges chaudes au sujet de ses troupes vagabondes dont les dernières aventures parurent l'amuser beaucoup. Pour divertir ses convives, il chanta même après le souper quelques vers de la ballade dont nous avons fait mention.

Dans l'entretemps, le duc d'Anjou, après avoir licencié ses troupes, s'était tenu quelque temps au guet à la frontière. Mais s'étant enfin résolu à partir, il envoya son plénipotentiaire, Des Pruneaux, porter aux États-Généraux une longue missive dans laquelle il se plaignait de ce qu'ils n'avaient ni publié ni exécuté le contrat qu'il avait avec eux. Il excusait de son mieux la circonstance fâcheuse de l'asile trouvé par ses troupes aussitôt après leur licenciement dans le camp des Wallons, et affectait de motiver son propre départ par d'urgentes affaires publiques de France, pour l'arrangement desquelles le roi, son frère, réclamait son instante intervention. Il exprimait ensuite le désir

hypocrite de voir les Provinces se réconcilier promptement avec leur souverain, et, quoique dans leur intérêt il se fût fait l'ennemi de Sa Majesté Très Catholique, il était résolu, disait-il, à ne mettre aucun obstacle à la réalisation d'un évènement si désirable.

A ces phrases creuses, les États répliquèrent avec la plus délicate urbanité, car d'Orange voulait éviter à tout prix, en cette conjoncture, de se faire des ennemis à la fois en France et en Angleterre. Les Provinces en avaient déjà suffisamment sans cela, et en ce moment tous les gens, au courant des affaires, étaient persuadés qu'une alliance matrimoniale ne tarderait pas à unir les deux couronnes. Au fond, cette probabilité du mariage d'Anjou avec Élisabeth était la principale raison de l'alliance étroite d'Orange avec le Duc. L'édifice politique, comme élément duquel il avait fait du prince français le protecteur des Pays-Bas, était dessiné avec habileté ; malheureusement il reposait sur une base chancelante : les sables mouvants de la coquetterie d'une femme et d'une Reine. Ceux qui ne jugent que d'après les résultats, blâmeront une politique qui eût pu cependant aboutir autrement. Ceux qui, au contraire, se placent, pour juger, dans les temps qui précédèrent le voyage d'Anjou en Angleterre, admettront qu'il était presque impossible de ne pas se laisser prendre aux usages politiques d'alors. De plus, la Reine avait pris de son côté la peine de reprocher, par lettre, aux États-Généraux, leur dédain et leur ingratitude envers le duc d'Anjou, conduite qui l'avait « justement scandalisé.» Elle leur avait assuré, que, pour sa part, elle avait appris avec un extrême déplaisir que les États-Généraux croyaient la contenter en se montrant ainsi, « comme si la personne de Monsieur, fils de France, frère du Roi, pouvait lui être désagréable, ou comme si elle lui voulait du mal ; » tandis qu'au contraire, ils

ne pouvaient mieux la satisfaire qu'en montrant au Prince français toute la courtoisie à laquelle son haut rang et ses bons services lui donnaient tant de droits.

Même avant de recevoir cette lettre, les États avaient déjà agi comme elle le désirait. Ils avaient adressé au Duc de longues excuses et d'infimes protestations de dévouement. En somme, ils le remercièrent chaudement de tout ce qu'il avait fait, se déclarèrent on ne peut plus marris de son départ, exprimèrent leur espoir sincère qu'il reviendrait bientôt et lui donnèrent « un éternel souvenir de ses héroïques vertus. » Ils lui annoncèrent que jusqu'au premier du mois de mars suivant, s'ils n'avaient pas conclu avec Sa Majesté une paix honorable, ils se croiraient obligés de déclarer le Roi déchu de tout droit de souveraineté sur les Provinces. Alors, les citoyens étant dégagés de tout devoir de fidélité envers le monarque espagnol, pourraient traiter avec Son Altesse le duc d'Anjou au sujet de la souveraineté, conformément au contrat déjà existant.

C'était là de larges assurances, mais les États, connaissant la vanité du personnage, y ajoutèrent d'autres perspectives dont quelques-unes étaient assez puériles. Ils lui promirent que « sa statue en bronze serait érigée sur les places publiques d'Anvers et de Bruxelles, pour l'éternelle admiration de la postérité, » et que « chaque année une couronne de feuilles d'olivier lui serait offerte. » Le Duc, loin de se montrer insensible à d'aussi courtoises sollicitations, désirait fortement atteindre la puissance et l'immortalité en continuant ses relations amicales avec les États, aussi leur répondit-il avec une politesse exquise. Nous aurons bientôt à exposer le résultat de cet échange de civilités.

Vers la fin de l'année, mourut le comte de Bossu

laissant de grands regrets au prince d'Orange dont, depuis sa mise en liberté à la suite du traité de Gand, il avait chaudement épousé la cause. « Nous sommes dans la plus profonde détresse du monde, » écrivait le Prince à son frère trois jours avant le trépas du Comte, « à cause de la dangereuse maladie de M. de Bossu. Certainement le pays aurait beaucoup à perdre par sa mort, aussi j'espère que Dieu nous épargnera cette affliction. » Malgré cela les calomniateurs contemporains ne se firent aucun scrupule de répandre, pas plus que les historiens royalistes de conserver les fables les plus absurdes et les plus infâmes au sujet de la fin de ce gentilhomme. Il mourut d'un poison, dirent-ils, qui lui fut administré « *dans des huîtres*, » par ordre du prince d'Orange ; celui-ci alla même jusqu'à assister aux derniers moments de sa victime, expressément pour porter un ironique défi aux cérémonies catholiques par lesquelles on lui rendait l'agonie moins amère. Tels sont les contes que de graves historiens nous ont transmis à propos de Maximilien de Bossu, pour qui le Prince avait tant fait. Le commandement de l'armée des États et une pension annuelle de cinq mille florins, accordés quelques mois auparavant au Comte sur les instances personnelles du Prince, joints au profond regret dont témoigne la lettre intime que nous venons de citer, répondent assez à toutes ces infamies.

Le courage personnel et la profonde science militaire de Parme étaient d'une immense utilité pour la cause royale ; mais sa politique souple, souterraine et sans aucun scrupule, au moment où nous sommes arrivé, lui rendaient encore plus de services. Jamais personne ne comprit mieux et ne pratiqua plus adroitement la corruption. Un homme d'État, un général, un grand seigneur, ou un régiment d'infanterie, était toujours acheté par lui au prix le plus bas possible, et

avec tout ce qu'un pareil trafic pouvait comporter de délicatesse. Les gens venaient d'eux-mêmes se rendre au gouvernement, d'après un tarif déterminé, soit en florins et deniers, soit en places et en pensions, et la nudité éhontée de leurs trahisons trouvait toujours un voile décent de phrases de convention sous lequel elle pût se cacher. Des hommes de rang élevé, d'ancêtres illustres, de valeur éclatante, s'offraient à l'encan, et livraient leur patrie trop confiante, attirés uniquement par un appât non moins ignoble que celui qui conduit au gibet les faussaires ou les meurtriers, tandis que pour le public ils semblaient n'être poussés que par les motifs les plus nobles. Sous leurs antiques blasons, où s'étalaient avec ostentation leurs vieilles devises de fidélité au Roi et à l'Église, ils avançaient une main mendiante avec une avidité qu'on se refuserait à croire, si elle n'était attestée par des monuments plus durables que l'airain : leurs propres lettres et la relation de leurs conversations.

Déjà, avant que Parme n'arrivât au pouvoir, la fameuse trahison du seigneur De la Motte avait montré quelle était la vraie voie conduisant à la désunion des Provinces. Ce gentilhomme commandait un régiment à la solde des États-Généraux et était gouverneur de Gravelines. Moyennant promesse d'un pardon absolu pour tout son passé, de la conservation sous Philippe des charges militaires qu'il occupait sous les patriotes, et d'une « *merced* » assez considérable pour satisfaire les rêves les plus cupides, il passa au gouvernement du Roi. La négociation fut conduite par Alonzo Curiel, agent du Roi pour les finances, et qui n'y montra pas beaucoup d'adresse. Le trésorier ne voyant dans l'affaire qu'une pure question d'argent — ce qu'elle était au fond — avait voulu réaliser un trop grand bénéfice. Il n'offrit que 50,000 couronnes pour La Motte et son ami le baron de Montigny, et assura à son gouverne-

ment qu'à ce prix, ces seigneurs et les soldats qu'ils commandaient étaient encore payés fort cher. La Motte se démena fort pour avoir plus, il invoqua d'un ton pathétique ses services et ses blessures, car il comptait de nombreuses campagnes pleines de distinction et de courage, mais Alonzo fut inexorable. Un certain Robert Bien-Aimé, prieur de Renty, avait assisté à toutes les conférences. Cet ecclésiastique était grand intrigant, mais assez maladroit. Il désirait se rendre utile au gouvernement, pour arriver à la mître d'évêque de Saint-Omer, objet de ses secrets désirs ; il était l'auteur d'un ingénieux libelle contre le prince d'Orange, dans lequel « quoiqu'il ne prétendît être ni Apelles ni Lysippe, » il espérait que le Gouverneur-Général reconnaîtrait un portrait d'après nature. Mais cet excellent artiste n'était pas aussi heureux dans ses entreprises que pittoresque et industrieux. Il était extraordinairement vain de ses services, et se croyant, comme le disait plaisamment Alonzo, « digne d'être « porté à la procession comme un petit saint, » et comme il avait la langue aussi remuante que le cerveau, il possédait à merveille l'art de se rendre parfaitement insupportable. Ce n'était pas le moyen de gagner son évêché. La Motte apprit, par les indiscrétions du Prieur, que dans le camp et le cabinet du duc de Parme il était l'objet de toutes les railleries ; trahir sa patrie et son parti n'y était pas regardé, semble-t-il, comme un acte bien noble, quelque utile qu'en ce moment il pût être à la cause royale. D'après le Prieur c'était surtout Octave de Gonzague dont les remarques sur le compte de La Motte avaient été le plus mordantes. Enflammé de colère en apprenant de quelle façon les chefs de l'armée royale appréciaient sa conduite, le vieux brave vénal voulut rompre toute négociation. On se l'assura cependant de nouveau par des offres plus considérables : Alexandre lui ac-

corda 300 florins par mois, deux des meilleurs chevaux de son écurie, et lui envoya un blanc-seing qu'il pouvait remplir de façon à ce que le gouvernement fût obligé aussi strictement que possible à lui payer une *merced* ample et satisfaisante sous tous les rapports. Voilà comment fut accompli l'achat du seigneur De la Motte ; crime qui, s'il n'avait eu d'autre résultat que la perte des troupes qu'il commandait et de la ville de Gravelines, n'eût pas eu d'importance historique. Malheureusement ce fut le coup de début d'un vaste système de trahison, dont le tranchant perfide ne devait pas tarder à séparer pour jamais les Provinces en deux partis, — le premier d'une série de honteux marchés, dans lesquels les noms les plus nobles des Pays-Bas allaient se souiller par la fraude et par la corruption.

Pendant le cours des négociations avec La Motte, les États-Généraux de Bruxelles avaient envoyé Sainte-Aldegonde à Arras. Les États d'Artois avaient fait de grandes difficultés à l'occasion d'une contribution de sept mille florins que leur demandait le pouvoir central. Cette circonstance était habilement exploitée par les agents du parti royaliste, désireux d'affaiblir l'attachement de l'Artois et des autres provinces wallonnes à la cause patriotique. Sainte-Aldegonde prit la parole en pleine assemblée en déclarant hardiment que la guerre avait pour objet la liberté de conscience et celle de la patrie, et que tous les catholiques et les protestants étaient également tenus de contribuer à cette œuvre sainte. La somme fut votée, mais à la condition que la moitié de la contribution serait fournie par l'ordre du clergé, et cette stipulation souleva un tumulte effroyable. Le banc des prêtres regardait cette taxe comme un vol et une injure. « La chose en étoit venue jusques de venir aux mains et jouer des cousteaux pour veoir quy aurait belle amye,» raconte l'ec-

clésiastique le plus distingué de l'assemblée, « les ecclésiastiques n'eussent certes fait joucq (crié assez !).» Furieux, ils quittèrent tous ensemble la séance pour aller se consulter entre eux sur « ces demandes exorbitantes et plus que turcques. » Jean Sarrazin, prieur de Saint-Vaast, le plus fin, le plus hardi et le plus infatigable des partisans du roi à cette époque, leur tint un habile discours. Ce personnage, meilleur politique que l'autre prieur, jouait aussi pour une mître, mais il faisait meilleur usage de ses cartes. Il fut bientôt l'agent le plus précieux de la grande trahison alors en voie de préparation. Nul n'avait plus de silencieuse dextérité et moins de scrupule que lui, et il ne tarda pas à être reconnu par le Gouverneur-Général et le Roi, comme celui auquel par dessus tout autre serait dû le rétablissement de l'autorité royale dans les provinces wallonnes. Chaussé de vitesse, vêtu d'ombre et la bourse à la main, il courait invisible et sans bruit d'un Malcontent à l'autre, achetant tout : centurions, capitaines et simples soldats; déjouant les Orangistes, les démocrates gantois, les partisans d'Anjou; nouant mille intrigues, éventant cent mines hostiles et traversant intact les plus graves dangers et les plus formidables obstacles. Éloquent au besoin, il jugeait en un instant son auditoire ; aussi, dans le cas qui nous occupe, mit-il au clair l'arme la plus incisive, chose la plus parfaite dont on puisse user dans un débat. Ce qui coûtait le plus, dit-il à ses collègues, c'était d'être patriote, tandis qu'en étant royaliste on gardait son argent et on gagnait de l'or. Il valait mieux tenir ses fonds soi-même pour sa propre défense, que de les donner au prince d'Orange, qui les empochait à son profit sous le prétexte des nécessités publiques. Le Ruward de Brabant ne tarderait pas à se retirer en sa tanière, s'écria-t-il, et à les laisser tous dans les griffes de leurs ennemis. Puisqu'il en

était ainsi, ne feraient-ils pas mieux de se jeter d'eux-mêmes dans les bras de leur souverain, pendant qu'il les leur tendait encore. Ils allaient à un précipice, ils entraient dans un labyrinthe, leur dit encore le Prieur, et, non seulement la perte éternelle de l'âme et du corps les menaçait, mais leurs biens allaient aussi leur être pris, puis on leur jetterait le chat dans les jambes. « Par cette chute soudaine dans le plus trivial des proverbes, Jean Sarrazin voulait dire à ses auditeurs qu'ils allaient se mettre dans une position difficile dont on leur laisserait tout le danger et toute la responsabilité. »

La harangue produisit le plus grand effet sur ses collègues ecclésiastiques, qui, préférant, comme le disait le Prieur, « être maltraités par leur Prince, que barbarement tyrannisés par un hérétique, » s'affermirent plus que jamais dans la résolution de se révolter contre le gouvernement que tout récemment ils avaient reconnu. Tant était grande la colère excitée dans ces âmes toujours occupées du ciel, par une demande de 3,500 florins !

Sainte-Aldegonde fut invité dans la soirée à un grand banquet, suivi d'une controverse historique, dont Jean Sarrazin se plaignit en disant que « c'était l'attaquer sur son propre fumier. » Le lendemain, l'illustre patriote partit pour visiter les principales villes de la province ; l'infatigable moine mit cette absence à profit pour exciter encore davantage l'hostilité des ordres d'Artois contre les demandes pécuniaires de l'autorité centrale. Ce qui l'aida beaucoup dans cette tâche, ce fut une ordonnance venant de Bruxelles au nom de l'archiduc Mathias, et commandant, si la contribution du clergé n'était pas spontanément donnée, de saisir incontinent les richesses des églises ; « anneaux, joyaux et reliquaires, » jusqu'à concurrence de la somme à fournir. La rage des prêtres ne connut

alors plus de bornes, et avant que Sainte-Aldegonde ne revînt, une formidable opposition s'était organisée. L'envoyé du gouvernement rencontra un accueil glacial; adieu banquets et discussions, « ses demandes d'argent » aboutirent à « un beau *nihil*, » dit Saint-Vaast, et sa polémique à cette conclusion proclamée par ses adversaires (au dire du même) : que pour le bien du pays, « il fallait tuer le prince d'Orange et son ministre aussi. » Plus d'une fois déjà le Prieur avait insinué au gouvernement que « dépêcher d'Orange, auteur de tous les troubles, » était un préliminaire indispensable de tout arrangement politique. Chez Philippe et son Gouverneur-Général, comme chez le plus obscur de leurs partisans, cette conviction gagnait de jour en jour, le couteau ou la balle d'un assassin était le seul moyen d'en finir avec la rébellion incarnée.

La situation s'empirait donc de plus en plus en Artois. Le Prieur, plus actif que jamais, fut un jour arrêté en compagnie d'autres émissaires royalistes, tenu quinze jours « dans une cave puante où la servante lavait les plats, » et enfin envoyé à Anvers pour y paraître devant les États-Généraux. Il montra beaucoup de fermeté, quoiqu'il eût de grands motifs pour trembler et craindre pour ses jours. Interrogé par Léoninus au nom du gouvernement central, il déclara fièrement que jamais on n'obtiendrait les requêtes d'argent adressées aux États du pays wallon et surtout celles qui regardaient le clergé. « Au temps du duc d'Albe, » dit Sarrazin, « on écorchait les gens mais on ne les tondait pas. » Ceux qui tenaient plus à leur peau qu'à leur toison pouvaient blâmer les pratiques des bons vieux temps du Duc, mais telle n'était pas l'opinion du Prieur et de ceux de son ordre ; leur peau ne courait aucun risque. Après un interrogatoire sans résultat et quelques jours de prison, ce clerc

intrigant fut relâché ; et comme on n'avait pas soupçonné ses desseins les plus graves, il s'y remit à son retour avec plus d'ardeur que jamais.

Une intrigue à trois faces était en ce moment établie dans le pays wallon. Le duc d'Alençon avait son quartier-général à Mons ; le centre de ralliement de la faction royaliste était à Gravelines avec La Motte ; quant au parti des États, son chef apparent, le vicomte de Gand, gouverneur d'Artois, passait pour être tout puissant à Arras. Le gouvernement avait mis à la disposition de La Motte une forte somme en fonds secrets, et lui avait donné pour instructions d'être très large sur le prix d'achat des personnages de distinction ; toutefois cela était superflu, le vieux soldat voyant naturellement avec tendresse les demandes même excessives et de jour en jour plus nombreuses, adressées à la bourse royale. « Le petit Comte, » nom que le Prieur donnait à Lalaing, était, ainsi que le baron de Montigny, son frère, ardemment convoité par le gouvernement ; les gagner eût été d'une valeur inestimable. Mais, on croyait généralement qu'ils avaient la « fleur de lys » trop profondément imprimée dans le cœur : l'effet produit par Marguerite de Valois sur Lalaing, gouverneur du Hainaut, subsistant toujours avec la même force. Montigny, quoique penchant aussi en faveur du prince français, paraissait plus facile à convaincre. Quelques entretiens particuliers entre lui et La Motte, et les conseils évangéliques du prieur de Saint-Vaast, — dont les arguments dorés sonnaient avec un charme irrésistible, — eurent bientôt modifié les idées du seigneur malcontent. D'autres étaient l'objet des mêmes menées secrètes. Lalaing, De Hèze, d'Havré, Capres, d'Egmont et le vicomte de Gand lui-même prêtaient l'oreille à l'enchanteur, et contemplaient d'un regard plein de désirs et d'amour les prestidigitations de l'adroit prieur, faisant miroiter

à leurs yeux toutes ses séductions. La plupart cependant n'avaient point encore ouvertement pris parti ; mais de tous les seigneurs commandant des corps de troupes importants et possédant dans leur classe une influence réelle, pas un dans toute l'étendue des provinces wallonnes ne restait assuré à la cause de la patrie.

La noblesse et le clergé étaient donc tout prêts à s'unir pour soutenir l'Église et le Roi, mais dans la ville d'Arras, chef-lieu de la province, le parti d'Orange et de la liberté conservait une grande puissance. Gosson, homme de grande fortune, un des avocats les plus fameux des Pays-Bas, et doué à un point remarquable du don de l'éloquence populaire, était le chef de ce parti bourgeois. Au début de l'administration de Parme, juste au moment où les provinces wallonnes étaient près de se former, en faveur du Roi, en une ligue déclarée, les orangistes d'Arras tentèrent un coup d'audace. Enflammés par les harangues de Gosson et soutenus par cinq cents fantassins et cinquante cavaliers sous les ordres d'un certain capitaine Ambrose, ils se soulevèrent contre les autorités municipales, acquises au parti de Parme, et les jetèrent en prison. Puis, ils constituèrent un nouveau conseil de quinze membres, moitié catholiques et moitié protestants, mais tous patriotes et dont Gosson fut nommé chef. La ville fut d'abord surprise et les conjurés parvinrent à se maintenir. Mais ils n'avaient de secours à attendre que de Bruxelles. Le parti du Roi et de l'Église se remit bientôt de sa surprise, et un vieux soldat du nom de Bourgeois, déclara un jour en public que le capitaine Ambrose, le général du parti révolutionnaire, n'était qu'un couard sans valeur, et se fit fort, avec trente bons hommes d'armes, de réduire en poussière toute l'armée des rebelles, — « un tas de corbeaux, » dit-il, « qui ne valaient pas leur nombre de hiboux, pour les choses du militaire. »

Trois jours après l'incarcération des anciens magistrats, une grande manifestation catholique fut faite en leur faveur sur le Marché au Poisson; le prieur de Saint-Vaast, qu'on rencontrait partout, y assistait; il volait de groupe en groupe, allègre et prompt comme d'habitude quand se formaient des orages. Mathieu Doucet, de la faction révolutionnaire, adonné à la fois aux arts de la paix et à ceux de la guerre, et non moins éminent comme fabricant de pains d'épices que comme homme d'épée, jura qu'il aurait la vie du remuant petit moine, quand bien même il devrait aller le chercher à l'autel; mais le Prieur avait bravé bien d'autres menaces! Du reste, le maître-autel n'était pas précisément la place où on l'eût trouvé ce jour-là. Tandis que Gosson faisait à l'Hôtel-de-Ville un émouvant discours en faveur de la liberté, de la conscience et de la patrie, Jean Sarrazin plus pratique provoquait, bourse à la main, le capitaine Ambrose en combat singulier. En une demi-heure, le guerrier était vaincu et fuyait du champ de bataille, suivi par ses corbeaux, car rien ne résistait à la puissance devant laquelle avaient cédé les La Motte et les Montigny. L'éloquent Gosson se trouva seul et sans défense, tenant captifs les magistrats catholiques sans avoir personne pour les garder; il ressemblait, comme le fait observer un malicieux contemporain, à un homme qui a pris le loup par les oreilles : — craignant également de le lâcher et de le retenir.

Il fut bientôt tiré de ce dilemme. Tandis qu'avec ses collègues : Mordacq, vieux soldat, Crugeot, Bertoul et autres, il délibérait s'ils resteraient ou s'ils prendraient la fuite, ils entendirent les royalistes qui s'avançaient tambours et trompettes en tête. L'instant d'après l'Hôtel-de-Ville regorgeait d'hommes armés conduits par Bourgeois, le vétéran qui s'exprimait si crûment sur la valeur du capitaine Ambrose. Les

tables furent renversées, la révolution en miniature close, la contre-révolution accomplie. Gosson et ses collègues s'échappaient par une porte de derrière, mais ils ne tardèrent pas à être pris. Le lendemain matin, le baron de Capres, l'un des grands Malcontents, campé avec son régiment à peu de distance de la ville, et qui depuis longtemps négociait avec le Prieur et Parme, entra en ville avec un fort détachement et fit incontinent dresser un grand gibet en face de l'Hôtel-de-Ville. Cela plut grandement aux magistrats qu'on venait de tirer de prison et de réinstaller, et sans tarder ils firent paraître devant eux Gosson, Crugeot et tous les autres. Peut-être l'avocat se dit-il avec un soupir que ces juges, il y a quelques instants encore ses prisonniers, eussent fait bonne figure pendus à la potence, s'il avait eu l'idée d'en planter une quand il était encore maître du sol ; mais faisant contre mauvaise fortune bon cœur, il s'attacha à encourager ses collègues — maintenant ses co-accusés. Crugeot, imperturbable, apparut devant le tribunal, en corselet d'acier, avec l'épée à poignée d'or, l'écharpe brodée d'or et de perles, et le chapeau bravement empanaché de plumes blanches, oranges et bleues : les couleurs de Guillaume le Taciturne ; mais à peine entré dans la salle, il se vit, en un clin d'œil, dépouillé de tout cet attirail.

Le procès fut rapide. D'heure en heure pouvait arriver de Bruxelles l'ordre de porter la cause devant la juridiction du pouvoir central, et comme les provinces wallonnes n'étaient pas encore mûres pour une révolte ouverte, cet ordre eût été des plus gênants. De là provenait la nécessité de hâter le dénoûment. Le Conseil d'Artois, auprès duquel il y avait appel des sentences du magistrat, se réunit immédiatement dans une des salles de l'Hôtel-de-Ville, pendant que les juges du premier degré en finissaient avec les pri-

sonniers ; Bertoul, Crugeot, Mordacq et plusieurs autres n'attendirent pas longtemps, il furent au bout de quelques heures condamnés à être pendus. On les avertit qu'ils pouvaient en appeler au Conseil d'Artois, mais, apprenant que cette cour était en séance dans la chambre voisine, et que, par conséquent, ils n'avaient pas à espérer d'être délivrés en passant par les rues, ils se déclarèrent prêts à subir la sentence. Gosson n'était pas encore jugé, on le réservait pour le lendemain.

Pendant tout cela, cette courte journée d'automne s'était close. Une nuit tempêtueuse, à rafales de vent et de pluie, lui avait succédé, et le parti royaliste, bourgeois et soldats massés pêle-mêle, tous armés jusques aux dents et poussant des cris farouches, à la fantastique lueur des torches et des barils de poix enflammée, continuait à faire bonne garde sur la Grand'Place autour de l'Hôtel-de-Ville. Bientôt s'ouvrit une terrible série de scènes nocturnes à la Rembrandt; sombres, fantastiques, pleines d'épouvantes. Bertoul, un vieillard qui, depuis des années, se regardait comme si sûrement prédestiné au sort qui l'atteignait, qu'il tenait dans sa propre demeure un gibet dressé pour s'accoutumer à son aspect, Bertoul fut emmené le premier et pendu à dix heures du soir. C'était un honnête homme, d'un passé entièrement irréprochable, bon catholique, mais chaud partisan d'Orange.

Valentin de Mordacq, un vieux soldat, sortit à minuit de l'Hôtel-de-Ville pour marcher à la mort. Au milieu de l'échelle fatale, aux vacillantes flammes des torches, il éclata tout à coup en imprécations furieuses, secouant avec frénésie sa longue barbe blanche, faisant de hideuses grimaces et maudissant le sort cruel qui, après tant de dangers évités sur des champs de bataille et dans des villes assiégées, lui réservait

une mort semblable. La corde coupa court à ses malédictions. Crugeot ne fut exécuté qu'à trois heures du matin ; il obtint quelques heures de répit afin de se préparer à la mort et de mettre ordre à ses affaires, ce qu'il fit avec le même calme que s'il eût été à la veille d'un voyage d'agrément. Suivant des témoins oculaires, il ressemblait à un spectre, lorsqu'au pied du gibet il s'arrêta pour adresser à la foule quelques paroles très pieuses et très orthodoxes.

Toute la journée du lendemain fut consacrée au procès de Gosson. On prononça sa condamnation à la tombée du jour, il en appela et comparut immédiatement devant la cour supérieure.

Le 25 octobre 1578, à minuit, il fut définitivement condamné à perdre la tête et l'arrêt ordonnait une exécution immédiate. Les gardes urbaines et le régiment d'infanterie sous les ordres de Capres continuaient à bivouaquer sur la Grand'Place ; comme la veille, l'ouragan hurlait, mais, grâce à la flamme des fagots et des torches, on y voyait comme en pleine lumière du jour. L'ancien avocat, les yeux hagards et les traits contractés par la colère, ayant à ses côtés le prévôt et un moine franciscain, traversa la grande salle de l'hôtel entre deux rangées de hallebardiers, et apparut sur l'échafaud dressé devant la grande porte d'entrée. Secouant son poing serré avec une rage impuissante du côté des magistrats, que la veille encore il tenait prisonniers et à sa merci, il déplora sa malencontreuse indulgence, grâce à laquelle sa tête allait tenir sur le billot la place que les leurs eussent dû occuper. Il reprocha amèrement aux habitants la lâcheté qui les empêchait de frapper un coup de vigueur en faveur de leur patrie et de celui qui les avait toujours si fidèlement servis. Le greffier de la cour lut alors la sentence au milieu d'un silence si profond que chacune de ses syllabes, chacun des

soupirs ou des exclamations de la victime pouvaient être distinctement entendus par la foule. Puis Gosson s'écria qu'il mourait assassiné et s'agenouilla. Sa tête tomba en même temps que de ses lèvres s'échappait un dernier cri d'exécration.

Divers autres personnages de moindre marque furent pendus dans le courant de la semaine, entre autres, Mathieu Doucet, le farouche homme aux pains d'épices, dont la colère s'était si justement mais si inutilement dirigée contre le prieur de Saint-Vaast. D'autre part, le capitaine Ambrose ne fut pas longtemps à jouir du prix de sa trahison. Il ne tarda pas à être arrêté à Anvers, par le gouvernement des États, mis à la torture, pendu et écartelé. En des temps aussi profondément troublés et où les honnêtes gens ne parvenaient qu'avec difficulté à se garder la tête sur les épaules, les coquins rencontraient parfois le sort qu'ils méritaient, à moins qu'ils n'eussent l'avantage d'une illustre naissance et d'une haute position.

« *Ille crucem sceleris pretium tulit, hic diadema.* »

Ces scènes de révolution et de contre-révolution communales, quoique obscures en apparence, avaient en réalité une importance énorme. C'était le dernier effort de la liberté dans le pays wallon. L'insuccès de ce mouvement décida dans les Pays-Bas cette scission qui a duré jusqu'à nos jours; à partir de ce moment, rien ne résista plus à l'influence des ecclésiastiques de l'Artois et du Hainaut jointe à la force militaire des Malcontents de la noblesse achetés par Parme et Jean Sarrazin. La liberté des provinces gauloises fut vendue et le prix en fut touché par quelques traîtres de haut rang. Avant que l'année ne fût finie (1578), Montigny avait signifié au duc d'Alençon qu'un prince qui se déclarait trop pauvre pour payer

ses soldats, n'était point un maître qui lui convînt. En conséquence, il se mit d'accord avec La Motte et Sarrazin, agissant au nom d'Alexandre Farnèse, et reçut le commandement de l'infanterie dans les provinces wallonnes, une *merced* de quatre mille couronnes par an, et pour lui et ses soldats une part dans les cent mille florins de La Motte, aussi large qu'il put l'arracher à ce dernier.

Le baron de Capres, pour l'acquisition duquel Jean Sarrazin, auquel il était spécialement recommandé, avait, suivant ses propres expressions, « tiré sang et eau, » le baron de Capres finit par consentir à se rallier au parti du Roi moyennant la place de Gouverneur général d'Artois, et de Gouverneur spécial de la ville d'Hesdin, emplois très lucratifs dont le vicomte de Gand était titulaire en vertu de commission des États-Généraux. Mais ce dernier dont la répugnance à abandonner le parti libéral auquel il devait de si hautes fonctions, paraissait si marquée, que le Prieur avait dressé contre lui et le marquis d'Havré une embuscade afin de s'emparer de « deux ennemis aussi puissants, » ce vicomte de Gand, déploya alors ses véritables couleurs. Il se déclara également prêt à se rallier, à condition de recevoir par l'investiture royale les mêmes pouvoirs qu'il tenait des autorités nationales, et en outre le titre de marquis de Richebourg, le commandement de la cavalerie dans les Provinces méridionales, et certaines sommes à fixer. En tenant au Roi la dragée haute, et en restant à distance, il obtint le prix auquel il s'évaluait. De Capres, au nom de qui Philippe, à la demande de Parme, venait d'expédier le diplôme de Gouverneur d'Artois et de Hesdin, fut obligé de renoncer à ces belles charges, malgré l'antériorité de sa « réconciliation » et « le sang et l'eau » de Jean Sarrazin. Le vicomte de Gand ne se tint pas encore pour

satisfait, il insista sur le commandement de toute la cavalerie, y compris la bande d'ordonnance que l'on avait donnée à Lalaing comme la partie du prix de sa propre trahison ; il l'obtint, malgré les cris du « petit comte » qui, non moins susceptible que son petit et belliqueux cousin, — celui dont les exploits ont illustré les premières pages de cette histoire, — accusa hautement Parme et le Roi, de le tricher et de le dépouiller pour plaire à un seigneur dont les services n'étaient pas comparables à ceux de la maison de Lalaing. S'étant ainsi attribué la part du lion, due, selon lui, à son courage et à ses talents militaires notoires, aussi bien qu'aux puissantes influences de famille dont il disposait, ayant amené en outre son frère le prince d'Espinoy, sénéchal héréditaire du Hainaut, à se rallier aussi au parti du Roi, le vicomte de Gand annonça en riant au prince de Parme qu'il comptait sur les deux meilleurs chevaux de son écurie pour remplacer ceux qu'il avait perdus à Gembloux, désastreuse journée dans laquelle il avait commandé la cavalerie des États. Il envoya en échange à Farnèse deux chiens terriers, en exprimant l'espoir « qu'ils seraient plus utiles qu'ils n'étaient beaux. » Peut-être le Prince pensait-il la même chose de la trahison du comte.

Jean Sarrazin, l'incomparable prieur, en récompense de ses efforts, reçut de Philippe l'abbaye de Saint-Vaast, l'établissement ecclésiastique le plus riche et le plus puissant des Pays-Bas. Plus tard, son souverain reconnaissant le fit archevêque de Cambrai.

Ainsi finirent ce qu'on appela les « troubles d'Arras. » Gosson, l'avocat respecté, riche, éloquent et intègre, catholique comme tous ses compagnons d'infortune, mais aussi comme ceux-ci amis de la patrie et de la liberté, mourut avec eux de la mort des

traîtres pour avoir vainement tenté de sauver le pays d'un complot ourdi entre le clergé et la vénalité, tandis que les conspirateurs, après avoir tous bien joué leur rôle, reçurent pleine mesure de profits et d'applaudissements.

Le traité séparé par lequel les Provinces wallonnes de l'Artois, du Hainaut, de Lille, de Douai et d'Orchies formèrent entre elles une ligue particulière, fut signé le 6 janvier 1579, mais ce ne fut que le 6 avril qu'advinrent les derniers arrangements pour la réconciliation des Malcontents de la noblesse et de leurs soldats ; ce jour-là un contrat secret fut signé au Mont Saint-Éloi.

Mais le courant souterrain des intrigues n'avait cependant pas atteint sans agitation cette placide solution. Au contraire, il y avait eu force querelles, aigreurs, soupçons et récriminations mutuels. Il y avait eu de violents débats entre les prétendants aux largesses royales. Lalaing et Capres n'étaient pas les seuls Malcontents qui eussent lieu de se plaindre qu'on les eût frustrés de promesses formelles. Montigny, en faveur de qui Parme avait spécialement chargé La Motte de ne pas épargner les fonds secrets du Roi, accusait amèrement le gouverneur de Gravelines d'avoir reçu d'Espagne une grosse somme en or et de « cacher à ses amis ses comptes de coquin, » de sorte que Parme, pour apaiser le baron et beaucoup d'autres barons du même genre, fut obligé de recourir à sa caisse personnelle. Tous se plaignaient, en outre, de ce que le Roi, si prodigue de promesses, tant que la réconciliation avait été pendante, faisait la sourde oreille à toutes les pétitions et laissait leurs lettres sans réponse, depuis que la chose était accomplie.

Le malheureux prieur de Renty, dont les indiscrétions auprès de Sa Majesté sur les sarcasmes des

Espagnols avait si bien manqué de faire rompre les négociations entamées avec ce gentilhomme, fut encore la cause d'autres embarras par sa correspondance privée avec Alonzo Curiel, que les États parvinrent à intercepter. Aussitôt qu'ils eurent en main ces pièces révélatrices de tant de corruptions et du mépris conçu par les corrupteurs, ils se hâtèrent de les mettre à profit. On dépêcha à Montigny un messager spécial, porteur des lettres interceptées et d'une prière pressante de ne pas souiller son épée et son nom illustre en servant ceux qui, tout en achetant les traîtres, les méprisaient. Ce seigneur, à la fois confus et exaspéré, prêta pour un instant l'oreille à la voix de l'honneur et du patriotisme, mais après réflexion se décida enfin à empocher à la fois et ses griefs et sa *merced*. Les États-Généraux communiquèrent aussi la correspondance en question aux autorités des Provinces wallonnes, en y joignant un éloquent message dans lequel on les suppliait de bien considérer le rôle pitoyable qu'avait rempli La Motte dans la comédie qui s'y jouait, et d'y voir le miroir de leur propre situation si elles ne revenaient sur leurs pas, avant qu'il ne fût trop tard.

Le seul effet sérieux que produisit cette révélation fut pour le prieur de Renty lui-même. Octave de Gonzague, l'ami intime de don Juan, devenu le confident de Parme, écrivit à La Motte, pour dénier avec indignation toute vérité aux bavardages de Robert Bien-Aimé, et affirmer que jamais, ni lui, ni qui que ce fût en sa présence n'avait articulé un seul mot fâcheux pour le gouverneur de Gravelines. Il ajoutait que si ce n'eût été l'habit que portait le Prieur et l'infériorité de son rang, il lui eût fait rentrer ses paroles dans la gorge au bout de quelques pouces de fer. Il ne fut pas moins véhément dans une autre lettre adressée à Bien-Aimé lui-même. Peu après, ce malheureux

prêtre, malgré rang et habit, se vit soudain assailli sur le grand chemin au milieu d'une nuit obscure par deux soldats qui le laissèrent grièvement blessé et tout couvert de sang ; mais il n'était pas mort, et se hâta d'écrire à Parme le détail de ses malheurs, « son coup d'épée dans la cuisse gauche, et de lui réclamer en compensation une bonne « *merced.* »

A peine sorti de cet embarras, le Prieur s'en créa de nouveaux en publiant, sous forme d'apologue, disait-il, un pamphlet contre les nobles ralliés, dans lequel il les accusait de trahir à la fois le gouvernement du Roi et celui des États, d'être plus mutins que jamais, « alors qu'on venait de tuer le veau gras pour eux, qui si longtemps avait été paître avec les pourceaux hérétiques, » et de n'avoir pour but que l'établissement dans les Pays-Bas d'une oligarchie, dont les membres se partageraient le territoire à l'exclusion du souverain. Naturellement cela souleva la colère du vicomte et de ses compagnons. Le seigneur d'Auberlieu, dans une lettre « du grossier style d'un gendarme, » comme il le disait lui-même, accusa le Prieur de calomnie envers d'honorables gentilshommes, et d'essayer, suivant l'expression favorite du temps, « de leur jeter le chat entre les jambes.» Mais le remuant Prieur n'avait en réalité commis d'autre crime que de tirer du sac où on le cachait, ce malencontreux animal. On lui tendit donc une nouvelle embuscade et le comte de Lalaing l'ayant pris le jeta en prison. Sous les verrous il publia une basse apologie de son apologue, dans laquelle il expliquait que ses allusions « aux prodigues revenus, » « aux pourceaux hérétiques, » et à « Sodome et Gomorrhe, » avaient été comprises entièrement de travers. Il continua néanmoins à rester sous bonne garde, jusqu'à ce qu'enfin Parme ordonna sa mise en liberté en alléguant que la peine avait égalé l'offense. Il sollicita

alors l'évêché de Saint-Omer qui était vacant. Parme avertit le Roi de bien se garder d'accéder à cette demande, attendu que le Prieur n'avait ni l'âge ni la discrétion nécessaire pour une semblable dignité, mais d'accorder quelque moindre récompense, soit en argent, soit autrement, au pauvre ecclésiastique qui avait rendu tant de services et couru tant de dangers.

Les États-Généraux, et avec eux tout le parti national, voyaient avec une douleur prophétique s'approcher le moment du démembrement de la patrie commune. Ils envoyaient députation sur députation aux états wallons, pour les avertir du danger et conjurer s'il était possible le dénoûment fatal. Mais comme en attendant, la « généralité » par suite des évènements déjà accomplis se fondait rapidement et n'était plus déjà que l'ombre d'elle-même, il semblait nécessaire de tenter quelque vigoureux effort sans rendre au moins une demi-unité au pays déchiré. La Pacification de Gand avait servi de rempart extérieur, assez ample et assez forte pour enccindre et protéger toutes les provinces. A peine élevée, cette muraille avait été minée par la mauvaise foi et le fanatisme religieux. Tout le pays assiégé était menacé de se trouver nu et sans défense, exposé aux coups d'un ennemi de jour en jour plus menaçant. De même que dans les villes fortes, un boulevard improvisé s'élève à l'intérieur quand les défenses extérieures vont s'écrouler sur elles-mêmes, de même l'énergie d'Orange avait préparé en silence l'Union d'Utrecht, forteresse transitoire, jusqu'au moment où l'on aurait refoulé l'ennemi et où l'on pourrait enfin se préoccuper de la marche à suivre dans l'avenir.

Pendant tout le mois de décembre 1578, une active correspondance avait été entretenue par le Prince et le comte Jean son frère avec les nombreux agents dans

la Gueldre, la Frise et le pays de Groningue, et des personnages marquants des provinces et des villes plus centrales. La Gueldre, le boulevard naturel de la Hollande et de la Zélande, commandant les quatre fleuves du pays, la Gueldre était heureusement confiée au gouvernement du fidèle Jean de Nassau ; elle était d'ailleurs hautement favorable à une union plus intime avec les provinces-sœurs, et spécialement avec celles dont le langage et la religion les rapprochaient.

Dès le même mois de décembre 1578 le comte Jean, à la demande de son frère, avait soumis aux États de Hollande et de Zélande réunis à Gorcum, le projet d'une nouvelle Union avec « la Gueldre, Gand, la Frise, Utrecht, l'Overyssel et Groningue. » La proposition avait reçu un accueil favorable, et l'on avait désigné des commissaires chargés de conférer à Utrecht avec les commissaires des autres parties, chaque fois que le comte Jean jugerait à propos de les convoquer. Le Prince, avec la discrétion et la prudence qui faisaient le fond de sa politique, préférait ne pas paraître comme promoteur du plan lui-même. Il ne voulait point effaroucher inutilement l'archiduc Mathias — ce zéro placé à ses côtés, et dont l'enlèvement soudain eût causé bien plus de pertes que sa présence n'avait procuré de profits. Il ne voulait point qu'on le désignât comme violateur de la Pacification de Gand, alors même que, de l'aveu de tout le monde, ce traité était perdu sans retour. C'est pour ces motifs et d'autres d'égale importance qu'il résolut de faire paraître l'Union comme l'œuvre d'autrui, et de ne consentir à l'adopter que lorsqu'elle serait certaine et présentée toute formée à la patrie.

Après diverses réunions préliminaires pendant les mois de décembre et de janvier, les députés de la Gueldre et de Zutphen suivant le comte Jean leur sta-

thouder, conjointement avec les députés de la Hollande et de la Zélande et des provinces comprises entre l'Ems et le Lauwers, s'assemblèrent dans les premiers jours de janvier 1579 et, le 23 de ce mois, sans attendre plus longtemps les députés des autres provinces, ils convinrent d'un traité d'Union provisoire qui fut publié le 29 du haut du balcon de l'Hôtel-de-Ville d'Utrecht.

Cette pièce mémorable, que l'on regarde généralement comme la première pierre de la République de Hollande, comprenait vingt-six articles.

Le préambule exposait le but de l'Union. Elle venait raffermir et non pas répudier la Pacification de Gand, déjà presque réduite à néant par les violences de la soldatesque étrangère. C'est pour en arriver là et se défendre plus aisément contre leurs ennemis que les députés de la Gueldre, de Zutphen, de la Hollande, de la Zélande, d'Utrecht et des provinces frisonnes, jugeaient à propos de se lier réciproquement plus étroitement qu'auparavant. Ils promettaient de rester unis pour l'éternité, comme s'ils n'étaient qu'une seule province. Toutefois, chacune des parties contractantes devait conserver ses privilèges, libertés, louables et anciennes coutumes et autres lois particulières. Les cités, corporations et habitants de chaque province conserveraient leurs anciennes institutions garanties contre toute atteinte. Les disputes, au sujet de ces divers statuts et coutumes, devaient être jugées par les tribunaux ordinaires, des prud'hommes ou par arbitrage à l'amiable. Les provinces, en vertu de l'Union, devaient se défendre mutuellement « au prix de leur vie, de leurs biens et de leur sang, » contre toute force militaire marchant au nom ou au profit du Roi. Elles devaient se prêter de même secours mutuel contre tous princes, provinces ou cités étrangères ou du pays, à charge seulement de laisser le contrôle de

cette défense à la « généralité de l'Union. » Pour couvrir les frais de la défense commune, certains impôts et taxes d'accises seraient établis et levés avec équité. Aucune trève ou traité ne pouvait être conclu, aucune guerre résolue, aucun impôt établi sur la « généralité » sans le consentement unanime de tous les confédérés. Sur tout autre point, la majorité déciderait, suivant le mode de votation suivi d'ordinaire dans l'assemblée des États-Généraux. Pour le cas où, dans certains des cas requis, il serait impossible d'arriver à une entente unanime, on devait en référer au Stathouder alors en office ; et si celui-ci ne parvenait point à amener l'accord, des arbitres désignés par la masse devaient décider quelle serait l'opinion à suivre. Aucune des provinces unies, non plus qu'aucune de leurs villes ou corporations, ne pourrait traiter avec d'autres souverains ou États sans le consentement des confédérés. Si des princes, des provinces ou des villes du voisinage désiraient entrer dans la confédération, il faudrait pour les recevoir le consentement unanime des provinces unies. Une monnaie commune à toute la confédération serait frappée. Quant au culte, la Hollande et la Zélande feraient chez elles ce qu'elles jugeraient convenable. Mais les autres provinces de l'Union devaient, ou bien se conformer à la paix religieuse promulguée par l'archiduc Mathias et son conseil, ou bien prendre chacune pour elle-même les mesures les plus propres au maintien de la tranquillité intérieure, sous la seule condition de laisser chaque citoyen libre dans sa religion, de n'interroger ni molester personne au sujet du culte, conformément à ce qu'avait déjà établi la Pacification de Gand. Une certaine divergence d'opinions s'étant fait jour, quant au sens de cette clause importante, un paragraphe nouveau y fut ajouté quelques jours après. On y déclarait que nul n'avait l'intention d'exclure de la confédéra-

tion les provinces ou cités exclusivement catholiques ou contenant trop peu de protestants pour que, d'après la paix de religion, ceux-ci eussent droit au libre exercice de leur culte. Au contraire, on désirait les admettre dans l'Union, pourvu qu'elles se soumissent aux conditions d'icelle et se comportassent patriotiquement ; on n'avait en vue que d'empêcher l'intervention de quelque ville ou province dans les affaires religieuses de sa voisine et confédérée. Toutes disputes entre deux provinces devaient être décidées par les autres, ou — au cas où il y allait de l'intérêt de la généralité — suivant les stipulations de l'article neuvième.

Les confédérés devaient s'assembler à Utrecht chaque fois qu'ils y seraient appelés par certains commissaires spéciaux. Toutes les matières qui leur seraient soumises devaient être décidées à la majorité des votes, même en l'absence de quelques-uns des membres de la confédération, qui pourraient cependant se faire représenter par procuration civile. Aucune addition ou modification ne pourrait être apportée au traité d'Union que d'un consentement unanime. Les Stathouders, magistrats et premiers officiers des provinces et des villes et toutes les associations, ghildes, fraternités et sodalités, même des plus petits villages, devaient recevoir communication des articles convenus et les approuver par leur signature.

Telles étaient les clauses simples de ce contrat qui servit de base à la puissante République des Provinces-Unies. Le jour où il fut conclu, cinq provinces seulement avaient leurs députés présents. Le comte Jean de Nassau signa le premier, comme Stathouder de la Gueldre et de Zutphen, après lui vint la signature des quatre députés de cette double province ; puis celle des envoyés de Hollande, de Zélande, d'Utrecht et des provinces frisonnes.

Quant au prince d'Orange lui-même, quoiqu'il fût au fond le principal directeur du mouvement, il retarda l'apposition de son nom jusqu'au 3 mai 1579. Ce qui lui dictait cette conduite, c'était, outre les motifs déjà exposés, l'espoir de parvenir à établir peut-être une union plus étendue dont Mathias eût été le chef nominal. Comme de coutume ses ennemis attribuèrent à des causes viles ce patriotique retard. Ils l'accusèrent de vouloir s'approprier le titre de gouverneur général, en excluant l'Archiduc ; insinuation que les États de Hollande dénoncèrent publiquement comme une calomnie. Pour ceux qui ont étudié le caractère de l'histoire du grand homme toute discussion de cette diffamation est superflue. D'Orange était déjà toute la substance, Mathias n'était que l'ombre. On n'avait accepté l'Archiduc que pour dérouter une intrigue politique, et sous la condition expresse que le Prince serait en nom, son lieutenant-général, en fait, son maître. Immédiatement après le départ de Mathias, l'année suivante, l'autorité du Prince qui s'en allait avec l'Archiduc, lui fut rendue à lui-même, et par acte formel des États-Généraux.

L'Union d'Utrecht fut la première pierre de la république néerlandaise ; mais ceux qui fondèrent la confédération ne songeaient cependant nullement à établir une République, ou quelque autre souveraineté indépendante. Ils n'avaient point encore abjuré le roi d'Espagne. Ils n'en avaient pas encore l'intention. L'acte d'Union ne contenait rien qui révélât des tendances aussi graves. Au contraire, le préambule par lequel il s'ouvrait proclamait l'intention de renforcer la Pacification de Gand ; or cette Pacification reconnaissait l'obéissance due à Sa Majesté. Les confédérés ne rêvaient aucune innovation politique. Ils acceptaient formellement les choses existantes. Les statuts, chartes et privilèges, des provinces, villes et corporations,

devaient tous rester intacts. Ils ne songeaient ni à la formation d'un État indépendant, ni à celle d'une fédération à part. Sans doute. la déchéance formelle du monarque espagnol, qui deux ans plus tard allait être déclarée, était déjà aux yeux de quelques-uns dans les probabilités de l'avenir; mais nul ne la prévoyait avec assurance comme un évènement inévitable.

L'acte d'Union n'était pas regardé comme la constitution d'un État. Il n'avait qu'un seul objet : se défendre contre un oppresseur étranger. Les parties contractantes s'engageaient l'une envers l'autre à consacrer leurs richesses et leur sang à l'expulsion hors du sol national de toute force militaire étrangère. Pour atteindre ce but ils s'abstenaient soigneusement de se mêler de leurs intérêts politiques ou religieux respectifs. Chaque homme devait pouvoir adorer Dieu suivant le cri de sa conscience. Tous les corps de citoyens, les ghildes obscures de rhétorique aussi bien que les États provinciaux, devaient conserver leurs antiques constitutions. La fondation d'une République, qui dura deux siècles, entoura d'une ceinture de riches colonies toute la circonférence du globe, et s'éleva à un si haut degré de prospérité commerciale et d'influence politique, cette fondation fut le résultat de l'Union d'Utrecht; mais ce résultat n'eut rien de prémédité. Un État, individuel vis à vis du reste du monde, un dans toutes ses relations avec l'extérieur, tout en laissant subsister à l'intérieur une infinie variété de souverainetés et d'institutions, État prototype sous beaucoup de rapports de la grande et puissante Union américaine, était contenu en germe dans l'acte que venaient de signer les députés des cinq provinces. Cependant, ces députés n'agissaient que sous la pression d'une nécessité extrême et dans des vues selon eux purement temporaires. La future

confédération n'allait point ressembler à l'empire d'Allemagne, car elle ne reconnaît point de chef unique. Elle allait différer de la ligue Achéenne, dont l'assemblée générale avait bien plus de pouvoirs, et dont les divers éléments constitutifs conservaient bien moins d'attributs souverains que n'en gardaient les États membres de l'Union d'Utrecht. D'autre part elle allait être plus resserrée et plus intime que la confédération suisse, laquelle n'était qu'un contrat mutuel de protection, entre cantons restant entièrement indépendants. Enfin la République fédérale des États-Unis d'Amérique ne devait point lui être identique, car tandis que ce dernier État forme une république représentative, les Provinces-Unies des Pays-Bas n'allaient devenir qu'une confédération de souveraineté. Le nouvel État sortit d'un contrat et non d'une constitution. Comme parties contractantes, y figurèrent des États et des corporations, qui se regardaient comme autant de petites nationalités, *de jure et de facto*, et comme investies du suprême pouvoir dès qu'elles eurent déclaré déchu le monarque espagnol. L'Assemblée fédérale se composa d'agents diplomatiques, liés par les instructions de leurs mandants. On n'y vota point par têtes, mais par États. Les députés n'y représentèrent point le peuple, mais les États ; car jamais le peuple des États-Unis des Pays-Bas ne fut convoqué, comme plus tard le peuple des États-Unis d'Amérique, pour convenir d'une constitution abandonnant à l'Union tout ce qu'il lui fallait de pouvoir, sans pour cela se départir des droits nécessaires à l'existence sérieuse de cette autonomie gouvernementale locale qui est comme le sang même de la liberté.

L'Union d'Utrecht, restreinte comme elle le fut à la portion la plus basse d'une contrée qui dans son ensemble eût pu former un État si puissant, dévoila le

lamentable défaut de patriotisme de la plus grande partie de ce beau pays. Si les sages conseils de Guillaume d'Orange avaient pu contenir la jalousie des grands nobles, l'âpreté des discordes religieuses, les préjugés étroits de la population wallonne catholique d'une part et les folies démagogiques de la populace gantoise de l'autre, au lieu de sept provinces l'Union en eût compté dix-sept, et de longues et sanglantes années de guerres civiles eussent été épargnées.

L'Union d'Utrecht n'en fut pas moins d'un prix inestimable. Il était temps d'agir, si l'on voulait empêcher l'anarchie de régner jusqu'au retour de l'Inquisition et de l'absolutisme. Par l'Union, la république future, se dégageant du chaos et des ombres, prit forme et corps. N'eût-elle même pas eu ce mérite, l'Union au moins édifiait une digue contre un ennemi dont les masses armées affluaient de plus en plus épaisses sur le territoire des Provinces. C'est du reste uniquement ce à quoi elle tendait. Elle maintint ce qu'elle trouva établi. Elle donna des garanties à la liberté religieuse et accepta les constitutions civiles et politiques déjà existantes. Les défauts de celles-ci, quoique visibles et tangibles, n'avaient point encore atteint alors les proportions énormes auxquelles elles devaient s'élever.

C'est ainsi que, par l'Union d'Utrecht d'une part, et de l'autre par la marche rapide de la réconciliation des provinces wallonnes, marchaient côte à côte le travail de démolition et celui de décomposition.

---

# TABLE DES MATIÈRES

CINQUIÈME PARTIE. — Don Juan d'Autriche

## SIXIÈME PARTIE. — ALEXANDRE DE PARME



Laval, Imprimerie et Stéréotypie E. JAMIN, Quai d'Avesnières, 49.

